DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 2024
80E ANNÉE – Nº 24737
3,60 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde



L'ÉPOQUE – SUPPLÉMENT — LES BIENFAITS DE L'ÉGOÏSME, OU L'ART DE PENSER D'ABORD À SOI

Assemblée : une semaine de crise politique

▸ Sept jours après le scrutin législatif, la scène politique est encore loin de la « clarification » voulue par Emmanuel Macron au moment de la dissolution

▸ La gauche, arrivée en tête, revendique la victoire mais ne s'était toujours pas accordée, samedi matin 13 juillet, sur un premier ministre potentiel

▸ Vendredi, le Nouveau Front populaire peinait à s'extirper du bras de fer pour le leadership engagé entre La France insoumise et le Parti socialiste

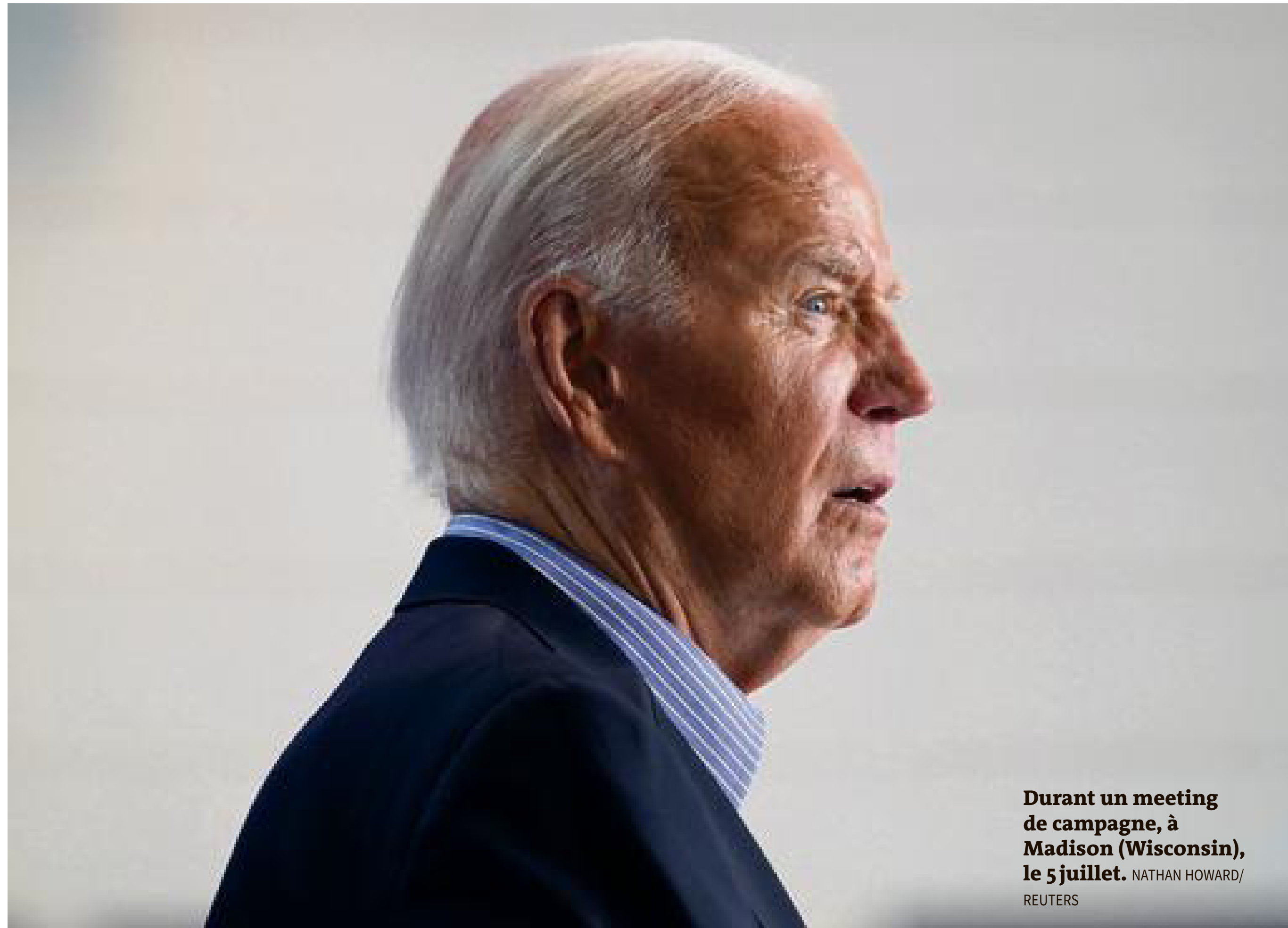
▸ Dans le camp présidentiel, les tensions internes à Renaissance sont qualifiées de « spectacle désastreux », selon certaines sources, par M. Macron

▸ Gérald Darmanin critique la stratégie du premier ministre, Gabriel Attal, futur président du groupe Renaissance à l'Assemblée

PAGES 7 ET 10-11

ÉTATS-UNIS LE CHEMIN DE CROIX DE JOE BIDEN

▸ « Le Monde » revient sur la façon dont le président et son entourage s'évertuent depuis des semaines à écarter l'hypothèse d'un retrait de sa candidature à un second mandat PAGES 4 ET 16-17



Durant un meeting de campagne, à Madison (Wisconsin), le 5 juillet. NATHAN HOWARD/REUTERS

Economie Le programme du NFP passé au crible des experts

DIVERS ÉCONOMISTES sollicités pour expertiser les principales mesures prônées par le Nouveau Front populaire se montrent partagés et évoquent des risques d'effets pervers. Le programme prévoit, entre autres, l'abrogation de la loi sur les retraites, l'augmentation des fonctionnaires et du smic. Les dépenses seraient compensées par des recettes fiscales tirées de la taxation des très hauts revenus et des grandes entreprises. Dans sa chronique, un autre économiste, Thomas Piketty, conseille à la gauche, plutôt que de se complaire dans une radicalité rhétorique de façade, de créer une fédération démocratique capable de trancher les différends. Il regrette un *« travail insuffisant sur le programme et sur les structures »*.

PAGES 12-13
ET **CHRONIQUE** PAGE 27

Education Nette baisse des résultats au brevet des collèges

Avec 85,6 % de lauréats, le nombre d'admis chute de 3,5 points. Certaines académies confrontées aux difficultés sociales et scolaires (Créteil, Versailles, Guyane...) connaissent un net décrochage

PAGE 8

Territoires La Nouvelle-Calédonie en grande souffrance économique

Deux mois après le début de l'insurrection, les 270 000 habitants de l'archipel sont confrontés à un chômage massif du fait des destructions d'entreprises, de commerces et d'infrastructures

PAGES 6-7

Rwanda
Paul Kagame tout-puissant avant l'élection présidentielle

PAGE 2

Planète
L'Unesco s'inquiète de la dégradation généralisée des sols

PAGE 5

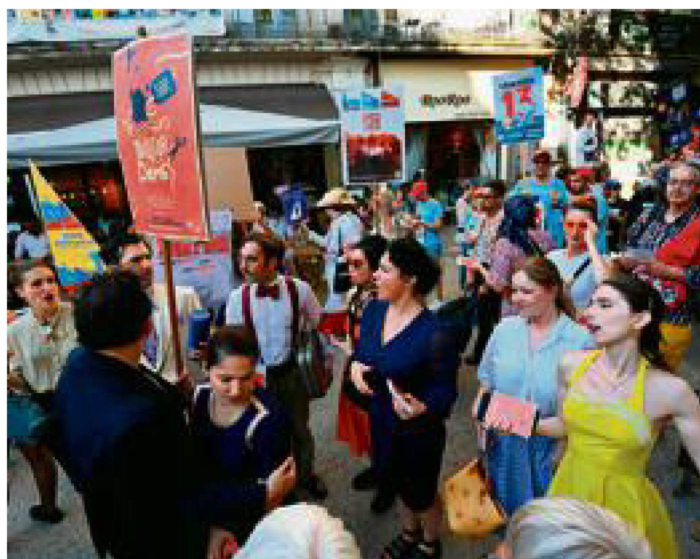
Argentine
Deux rugbymen français poursuivis pour « viol aggravé »

PAGE 9

Radio France
L'humour politique selon Charline Vanhoenacker

PAGE 21

Au Festival d'Avignon, un « off » coûteux et en quête de public



Défilé du Festival « off » d'Avignon, le 2 juillet. SYLVAIN THOMAS/AFP

CETTE ANNÉE, la partie « off » du festival – raccourcie en raison des Jeux olympiques et paralympiques – est à la peine. Alors que 1316 compagnies proposent 1666 spectacles, tous genres confondus, les spectateurs manquent. Pour faire face aux dix premiers jours catastrophiques en matière de fréquentation, les professionnels ont demandé au ministère de la culture, puis à l'Elysée, une aide exceptionnelle de 3,5 millions d'euros qui n'a pas été accordée.

Dans cet écosystème où les indépendants luttent pour exister, beaucoup travaillent à perte, mais s'activent sans relâche dans l'espoir d'attirer l'attention des programmateurs de tournées.

PAGE 14

Géopolitique A Chypre, un demi-siècle de statu quo gréco-turc

Depuis l'été 1974, cette île, considérée comme un nœud stratégique majeur, est scindée en deux territoires, entre les Chypriotes grecs et turcs. Les pourparlers pour une réunification sont au point mort

PAGES 18 À 20

ÉDITORIAL
LES EMBARRASSANTES GESTICULATIONS DE VIKTOR ORBAN

PAGE 28

M 00147 - 714 - F: 3,60 €

Algérie 220 DA, **Allemagne** 4,70 €, **Andorre** 4,20 €, **Autriche** 4,40 €, **Belgique** 3,90 €, **Espagne** 4,10 €, **Grèce** 4,10 €, **Guadeloupe-Martinique** 3,90 €, **Italie** 4,10 €, **Luxembourg** 4 €, **Maroc** 30 DH, **Pays-Bas** 4,50 €, **Portugal cont.** 4,10 €, **La Réunion** 3,90 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 6,50 DT



Paul Kagame, lors d'un rassemblement électoral à Kigali, le 12 juillet. LUIS TATO/AFP

La double figure du président rwandais, Paul Kagame

Après avoir évincé deux de ses opposantes, le dirigeant est le favori du scrutin présidentiel du 15 juillet. Tout-puissant dans le pays, il est en revanche critiqué à l'extérieur pour son soutien aux rebelles congolais

Paul Kagame a-t-il réellement besoin de courir ainsi de ville en ville pour convaincre les électeurs de voter pour lui à la présidentielle du 15 juillet, et pour ses candidats du Front patriotique rwandais (FPR) aux législatives organisées le même jour ? Au regard du dernier scrutin, il ne s'agit pas là de convaincre les indécis qui pourraient faire pencher la balance du bon côté. En 2017, Paul Kagame, président d'un pays sous contrôle étroit de ses services de sécurité, avait frôlé l'unanimité, avec 98,63 % des voix, pour un taux de participation de 98,15 %. Personne n'imagine un scénario différent cette fois-ci.

La présence massive des Rwandais tout au long de son périple lui permet au moins de constater que le FPR est toujours cet énorme chalutier politique qui attrape dans ses filets tout, ou presque, ce que le pays compte d'électeurs (environ 9 millions). *« Mais ce n'est pas un gage de popularité, cela n'a rien d'authentique »*, avertit un sociologue politique qui préfère garder l'anonymat. *« La participation est une norme sociale : il faut y aller pour ne pas se faire remarquer ni mal voir par le FPR, qui quadrille le pays »*, ajoute cet observateur.

Machine de guerre électorale

Paul Kagame, 66 ans, parcourt le pays comme un chef d'état-major des armées ferait une tournée d'inspection des casernes pour s'assurer que tout est en ordre de marche. Serait-ce là une survivance de son passé rebelle ? A la fin des années 1980, il fut l'un des principaux artisans de la création du FPR, alors organisation militaire, dans le maquis ougandais où il vivait en exil. C'est lui, grand homme austère, qui mena les troupes jusqu'à Kigali pour mettre un terme au génocide inspiré et perpétré en 1994 par le « Hutu Power » contre près de 800 000 Tutsi, sa communauté. Lui, donc, qui s'imposa progressivement à la tête du pays, jusqu'à conquérir la présidence, en 2000, pour ne plus la lâcher.

En ce début d'été, il y a longtemps qu'il a remisé son uniforme de général en chef. Sur les scènes de ses meetings, il affiche dorénavant sa silhouette longiligne d'ascète en polo siglé *« chairman »*, son surnom, et pantalon multipoche de trekking, casquette vissée sur la tête.

Mais la même ferveur habite ce leader aux faux airs de moine-soldat. La même détermination et la même absence de doute sur sa mission. *« Diriger les Rwandais, c'est tellement aisé, car les entraves sont vite dépassées, d'autant plus que le FPR nous facilite la tâche, en éliminant ce qui peut surgir comme obstacle »*, s'est-il exclamé, le 5 juillet, lors d'un meeting de campagne tenu dans le district de Kayonza, frontalier de la Tanzanie.

Le tout-puissant président rwandais n'a pas précisé s'il classe Victoire Ingabire et Diane Rwigara au rayon des *« obstacles éliminés »*. Les deux opposantes ont, sans ménagement, été disqualifiées de la course présidentielle. La première, par la Haute Cour de justice, qui, en mars, ne l'a pas restaurée dans ses droits civiques. Elle en avait été privée lors de sa condamnation – pour des motifs politiques, selon les organisations de défense des droits humains – à quinze ans de prison en 2015 pour *« minimisation du génocide »*. Elle fut libérée en 2018 sur ordre présidentiel. La candidature de Diane Rwigara a, quant à elle, été repoussée par la commission électorale en raison d'un dossier incomplet. En 2017, déjà, cette voix critique du régime Kagame n'avait pas été autorisée à se présenter. Elle avait été incarcérée *« pour incitation à l'insurrection et promotion du sectarisme »*, puis acquittée.

> **Les Rwandais reconnaissent au président le mérite de tout mettre en œuvre pour développer leur pays, sorti exsangue de la guerre civile**

Pour cette édition, outre Paul Kagame, seuls deux autres candidats sont passés avec succès sous les fourches Caudines de la commission électorale. Mais la participation de Philippe Mpayimana, candidat sans parti, militant des droits humains et ancien journaliste, et de Frank Habineza, président du Parti démocratique vert du Rwanda (PDVR), relève de l'anecdote. Il y a sept ans, le président sortant ne leur avait concédé, respectivement, que 0,73 % et 0,48 % des suffrages.

Que peuvent-ils espérer face à la machine de guerre électorale du président, alimentée par les dividendes de la holding Crystal Ventures ? Le bras entrepreneurial du FPR, présent dans la finance comme dans la production agroalimentaire ou les mines, et qui, ces dernières années, diversifie ses activités à l'étranger, est le premier employeur privé du pays.

Le système politique mis en place par Paul Kagame pour sortir le pays de la misère, tout en imposant la coexistence des bourreaux de ce *« génocide de proximité entre voisins »* et de leurs victimes, ne laisse ainsi aucune place à la contestation. Le symbole du FPR est un poing fermé, prêt à asséner un uppercut à l'opposition. Le bilan présidentiel ne se limite évidemment pas au cabossage de la liberté d'expression. Certes, aucune alternative politique n'a éclos à ce jour dans l'ombre du chef, mais les promesses réitérées cette année de *« continuer à bâtir la sécurité du pays, son développement et la bonne gouvernance grâce à une politique inclusive et non discriminatoire »* s'appuient sur des réalisations.

Garant de la stabilité

S'aventurant sur les voies de la politique-fiction, un observateur étranger estime que *« Paul Kagame serait très probablement élu dans le cadre d'une élection libre et concurrentielle »*. Les poches résiduelles d'insurrection dans le nord-ouest du pays limitrophe de l'Ouganda et de la République démocratique du Congo (RDC) ont été vidées au début des années 2000. Paul Kagame s'est ainsi imposé comme le garant de la stabilité du pays. *« Y compris aux yeux d'une bonne partie des Hutu, qui savent que sa politique inclusive est leur meilleur rempart contre l'extrémisme vengeur de certains Tutsi »*, estime encore notre source.

> **L'UE hésite à poursuivre le financement de l'armée rwandaise au Mozambique, qui lutte contre des groupes djihadistes**

Les Rwandais reconnaissent aussi au président et au FPR le mérite de tout mettre en œuvre pour développer leur pays, sorti exsangue économiquement, et moralement ravagé, de la guerre civile des années 1990. Ce petit Etat de 14 millions d'habitants s'est ainsi hissé au rang de puissance africaine grâce à sa diplomatie militaire active, intervenant aussi bien dans les missions des Nations unies qu'en bilatéral, comme en République centrafricaine ou au Mozambique, ainsi qu'au modèle de développement économique, sous contrôle. La capitale, modernisée, propre et sûre à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, est la preuve de la réussite du volontarisme du régime. Kigali s'est hissée en quelques années au deuxième rang, derrière Le Cap en Afrique du Sud, des destinations du continent pour l'organisation de conférences internationales.

L'activité touristique haut de gamme a également bondi. Elle participe à la diffusion de l'image de marque et de la notoriété du Rwanda sur la scène internationale auprès d'investisseurs privés, qui apprécient le climat des affaires apaisé.

Passé cette vitrine étincelante, on ne chôme pas non plus dans l'arrière-boutique. Au fil de la campagne électorale, le président rwandais a pu constater en province la construction d'écoles, d'hôpitaux et de dispensaires, ou l'amélioration des infrastructures routières. Globalement, le PIB affiche depuis 2012 une croissance annuelle moyenne de 7 %, même si le pays reste dépendant des prêts et des dons internationaux, qui couvrent 45 % du budget. L'Etat n'a pas de problème pour boucler ses fins de mois. Il demeure un chouchou des institutions financières internationales privées ou publiques.

Exactions au Congo

Jusqu'à quand le pays bénéficiera-t-il de cette bienveillance ? Les conclusions du dernier rapport des experts des Nations unies pour la RDC exposent en effet au monde la face sombre du Rwanda. Celle liée à l'intervention de son armée et ses exactions aux côtés du groupe des rebelles congolais du M23 dans la province du Nord-Kivu (est de la RDC), frontalière du Rwanda. Les enquêteurs de l'ONU ont établi que *« les Forces de défense du Rwanda contrôlent et dirigent de facto les opérations du M23,* [ce qui] *rend le Rwanda responsable des actions du M23* [qui dans certains cas] *peuvent constituer des crimes de guerre »*.

Déjà, l'Union européenne hésite à poursuivre le financement de l'armée rwandaise au Mozambique pour lutter contre des groupes armés djihadistes. De son côté, le gouvernement congolais *« appelle la communauté internationale à prendre des sanctions politiques, économiques et judiciaires sévères contre le Rwanda et ses dirigeants »*. Mais de cela, il n'est pas question sur les estrades électorales, où l'on préfère vanter les réussites. ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT

Les Chinois rêvent de renouveau économique

A la veille du plénum du Parti communiste, beaucoup espèrent des mesures pour stimuler la croissance

PÉKIN - *correspondant*

La Chine a de quoi faire des envieux. Son économie est devenue la deuxième de la planète il y a déjà quatorze ans et fait aujourd'hui quatre fois la taille de celles de ses suivants immédiats, Allemagne, Japon ou Inde. Elle se considère dans les temps pour envoyer ses astronautes marcher sur la Lune avant la fin de la décennie, dispose de sa propre station spatiale et de trois porte-avions. Ses marques, comme le numéro un mondial des véhicules électriques BYD, s'exhibent en sponsors de l'Euro de football ou des Jeux olympiques. La République populaire a installé en 2023 sur son sol plus de panneaux solaires qu'il ne s'en trouve en cumulé sur le territoire américain et compte davantage de lignes de trains à grande vitesse que le reste de la planète.

Comment, alors, expliquer ce débat qui s'est installé sur les réseaux sociaux depuis l'automne 2023, autour de la notion du « temps gâché », référence aux dernières minutes de la fin d'un match de basket – très populaire en Chine – lors duquel l'écart de score est tel que les athlètes n'ont plus intérêt à s'impliquer.

Sans que le pays ait sombré dans une crise aiguë, beaucoup de ses citoyens sont gagnés par une forme de pessimisme, le sentiment que les années fastes sont passées. Certains se demandent si l'ère de la réforme et de l'ouverture n'est pas terminée. Le sondage que publie chaque trimestre la banque centrale chinoise sur le sentiment des ménages, réalisé auprès de 20 000 personnes dans cinquante villes, montrait au premier trimestre que 46 % des Chinois jugent la situation *« difficile »* sur le marché de l'emploi, 43 % la voient *« moyenne »* et 10 % « bonne » ; 69,6 % considèrent que leur revenu reste le même, 17,3 % le voient baisser. Seulement 13,2 % estiment qu'il augmente.

Le marché de l'immobilier, où les Chinois ont investi le gros de leurs économies, est en baisse depuis plus de trois ans. L'espace de la société civile, la marge de débat pour les intellectuels, artistes, minorités religieuses ou sexuelles, n'a cessé de se resserrer et il n'y a plus de changement politique à l'horizon depuis que Xi Jinping a fait lever, en mars 2018, la limite à deux mandats présidentiels. « Le mouvement de réforme de la Chine a urgemment besoin d'une nouvelle percée », osait pour titre d'un éditorial le respecté magazine *Caixin*, en novembre 2023.

Bien des citoyens sont gagnés par une forme de pessimisme, par le sentiment que les années fastes sont passées

C'est pourquoi les yeux sont tournés vers la réunion du Parti communiste chinois qui doit se tenir du lundi 15 au jeudi 18 juillet à Pékin. Il est de coutume que sept « plénums » rassemblant les 205 membres de plein droit et 171 suppléants du comité central se réunissent durant les cinq années qui suivent un congrès et que le troisième soit consacré aux grandes lignes économiques et sociales pour l'avenir. A cette occasion, en 1978, Deng Xiaoping avait fait entériner la politique d'ouverture et de réforme.

« Approfondir la réforme »

La Chine, une nouvelle fois, est dans l'attente d'une impulsion. Or, ses dirigeants ont fait monter le suspense autour de ce plénum, qui aurait dû se tenir dans l'année qui suivait le XXe congrès, soit à l'automne 2023. Ces neuf mois de délai ont souligné l'érosion des normes institutionnelles du fait de la concentration des pouvoirs autour d'un seul homme.

Mais, ces dernières semaines, la multiplication des éditoriaux et des commentaires de l'organe du Parti, le *Quotidien du peuple,* ainsi qu'une visite du président, fin mai, auprès d'entrepreneurs et un discours de sa part, le 28 juin, ont laissé entendre que des changements étaient à attendre. Les autorités *« planifient et mettent en place des mesures d'importance pour davantage approfondir la réforme d'une manière globale »*, déclarait M. Xi.

Mais quelles mesures concrètes ? Le président n'a cessé ces derniers mois, et l'appareil de propagande avec lui, de louer les *« nouvelles forces productives »*, celles qui impliquent de l'innovation technologique. Les dirigeants chinois veulent emmener le pays dans une course au rattrapage et au dépassement des Etats-Unis. M. Xi, en particulier, semble convaincu que tout se jouera sur l'avancement dans les nouveaux savoirs : nouvelles énergies, intelligence artificielle, biotechnologies, notamment.



Un portrait de Mao Zedong exposé dans un restaurant de Pékin, le 11 juillet. VINCENT THIAN/AP

Le pouvoir voit ces nouvelles technologies comme la source d'emplois, mais aussi celle d'avantages militaires, et comme une nécessité pour son autonomie à mesure que montent les contentieux avec Washington et ses alliés. La Chine, c'est-à-dire l'Etat central, mais ensuite dans son sillage les provinces, les villes ou encore les entreprises publiques investissent donc massivement dans ces secteurs et il est probable que cette priorité soit renforcée.

Ce faisant, l'empire du Milieu, qui produit désormais bien plus dans des domaines comme les véhicules électriques ou les panneaux solaires que sa demande intérieure ne peut absorber, voit les tensions commerciales s'amplifier. Avec des pays que la Chine suspecte d'une hostilité naturelle à sa montée en puissance, au premier rang desquels les Etats-Unis, mais aussi leurs alliés d'Europe occidentale. Le président américain, Joe Biden, a haussé en mai à 100 % les taxes douanières sur les véhicules électriques chinois, tandis que l'Union européenne les a fortement augmentées depuis début juillet, jusqu'à 48 % pour certaines marques.

Les pays émergents craignent à leur tour de voir se rediriger vers eux la surproduction chinoise. Le président indonésien en fin de mandat, Joko Widodo, doit ainsi décider ce mois-ci s'il impose des taxes de 200 % sur certains produits chinois (textile, électronique) comme il a menacé de le faire pour sauver ses entreprises. En avril, le Mexique a imposé des taxes relevées sur une liste de 544 produits fabriqués en Chine, de la métallurgie aux instruments de musique.

Citoyenneté à double vitesse

Au même moment, cette course technologique et productiviste a quelque peu éclipsé des réformes intérieures qui seraient nécessaires pour sécuriser les citoyens chinois, leur permettre de consommer davantage et donc assurer la croissance pour les années à venir. Comme promis au troisième plénum de 2013, la Chine a bien renoncé, en 2015, à la politique de l'enfant unique et tente depuis de corriger le déséquilibre démographique que celle-ci a engendré. La lutte contre la pollution est également devenue une priorité.

La course technologique a éclipsé des réformes intérieures nécessaires pour sécuriser les citoyens chinois

Mais d'autres dossiers restent en suspens. Ainsi de la réforme du *hukou*, un document mi-passeport intérieur, mi-livret de famille créé sous Mao Zedong, qui rattache les individus à leur région d'origine pour leurs droits sociaux. Hautement inégalitaire, il ne permet pas aux migrants partis des campagnes de travailler dans les zones industrielles et de bénéficier sur leurs lieux de résidence du même accès aux soins, ni aux mêmes collèges et lycées que les populations urbaines privilégiées.

Peinant à trouver des acquéreurs pour les appartements vides, dans un climat de crise immobilière, et désireuses d'attirer de nouvelles populations, les villes moyennes ont commencé à réformer cette citoyenneté à double vitesse, offrant un *hukou* local plus facilement. Mais les mégapoles les plus riches, Shanghaï, Pékin ou Hangzhou, sont toujours extrêmement réticentes à partager leurs privilèges, craignant un afflux de demandeurs sociaux sans s'être vu attribuer les ressources adéquates par le pouvoir central.

Un autre sujet qui pourrait être évoqué est le financement des collectivités locales, les provinces et villes qui ont fait construire routes, ponts et nouveaux quartiers pour porter le développement du pays mais se trouvant aujourd'hui exsangues. Pérenniser leur financement demanderait de modifier en profondeur la fiscalité, dans un pays communiste n'ayant ni taxe sur la propriété immobilière ni impôt sur les successions. Donner des indications claires de changements à venir sur certains de ces sujets contribuerait à instiller une nouvelle dose d'énergie à la société chinoise. ■

HAROLD THIBAULT

Japon : des soldats américains poursuivis pour agressions sexuelles

A Okinawa, petit archipel qui concentre 70 % des bases américaines du pays, ces crimes ravivent des traumatismes anciens

TOKYO - *correspondance*

L'ouverture à Okinawa du procès pour séquestration et viol d'une adolescente de 15 ans par un militaire américain, vendredi 12 juillet, intervient dans un climat tendu sur le petit archipel du sud du Japon. L'instruction suit les révélations de trois viols commis par des GI entre février 2023 et janvier 2024, et d'une agression sexuelle, le 26 mai, par un membre du corps des marines ; leurs auteurs sont mis en examen, en attente d'un éventuel procès. Ces crimes ravivent des traumatismes anciens au sein d'une population locale défiante envers la présence des soldats américains.

La colère est d'autant plus forte que les autorités départementales n'ont été informées de ces crimes que le 25 juin. Le gouverneur d'Okinawa, Denny Tamaki, fils d'un GI et d'une Japonaise, militant pour la paix et connu pour son opposition à la présence américaine, a tout de suite dénoncé des crimes *« profondément choquants »*. Des habitants ont manifesté et promis de *« ne jamais pardonner ces agressions commises par des militaires américains »*.

Sentiment d'humiliation

L'Assemblée d'Okinawa a adopté, le 10 juillet, à l'unanimité, une résolution déplorant des *« crimes horribles qui bafouent la dignité humaine »*, et appelant à la révision du statut des forces américaines. Selon ce cadre légal, les GI restent en garde à vue sous contrôle américain tant qu'ils ne sont pas mis en examen par la justice nippone.

Le porte-parole du gouvernement, Yoshimasa Hayashi, a exprimé sa consternation. Le vice-ministre des affaires étrangères, Masataka Okano, s'est plaint auprès de l'ambassadeur des Etats-Unis, Rahm Emanuel. Ce dernier a exprimé ses profonds regrets, sans formuler d'excuses. *« Il faut laisser la justice pénale suivre son cours »*, a-t-il expliqué, tout en reconnaissant l'importance de *« faire mieux »* et les dysfonctionnements des protocoles de l'armée américaine en matière d'éducation et de formation.

Les actes commis par des GI ne font qu'exacerber la défiance d'une population locale qui vit toujours mal la présence des bases américaines. Autrefois royaume des Ryukyu, prospère grâce à ses échanges avec l'Asie du Sud-Est, la Chine et le Japon, le petit archipel est devenu Okinawa lors de son annexion par Tokyo en 1879. Après avoir subi un effacement de sa culture par le colonisateur nippon, le territoire a vécu, au printemps 1945, la plus violente des batailles de la guerre du Pacifique, puis une humiliante occupation américaine jusqu'à la rétrocession au Japon, en 1972. Mais le département concentre toujours 70 % des bases américaines au Japon alors qu'il ne représente que 0,6 % du territoire national.

« Partie émergée de l'iceberg »

Pour la population, c'est un fardeau d'autant plus difficile à supporter que les crimes et délits commis par des militaires américains restent prégnants. Il y en aurait eu 6 235 depuis 1972, rappelait début juillet Masahito Tamari, directeur de cabinet du gouverneur d'Okinawa, qui ajoutait que 68 agressions sexuelles et viols avaient été commis entre 1989 et 2023. *« Ce n'est que la partie émergée de l'iceberg »*, estimait-il. *« Les violences à l'égard des femmes sont le problème le plus grave du traité de sécurité entre le Japon et les Etats-Unis. Mais les victimes ont tendance à garder le silence en raison de la nature du crime »*, regrette Harumi Miyagi, de l'ONG Femmes d'Okinawa contre les violences des militaires.

En 1995, l'enlèvement et le viol d'une adolescente japonaise de 12 ans par trois militaires américains avaient soulevé une vague d'indignation, donnant lieu à des manifestations réunissant près de 85 000 personnes. Le drame avait provoqué une prise de conscience de l'ampleur du problème et nourri une brusque montée de fièvre entre Tokyo et Washington. Le président Bill Clinton (1992-2000) avait dû présenter des excuses au Japon.

En 2016, le viol et le meurtre d'une femme de 20 ans par un ancien employé d'une base américaine avaient de nouveau déclenché des manifestations de masse, des dizaines de milliers d'habitants exigeant le déplacement des bases américaines hors d'Okinawa. Un couvre-feu avait alors été instauré pour le personnel américain.

Okinawa semble toutefois condamné à endurer encore longtemps la présence de ces bases. Géographiquement, le petit archipel se trouve en première ligne de la rivalité entre Américains et Chinois. Les Etats-Unis restituent au compte-gouttes des terres occupées par les militaires, mais, désormais, ce sont les Forces japonaises d'autodéfense qui y développent leur présence. Le ministère de la défense mène un renforcement des îles d'Okinawa. Vu de Tokyo, ce chapelet s'étendant jusqu'à Yonaguni, à une centaine de kilomètres à l'est de Taïwan, forme « une barrière contre la Chine ». ■

PHILIPPE MESMER

Le Monde
DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 2024

Trump, entre révolution conservatrice et recentrage

Avant la convention républicaine, les démocrates dénoncent le projet d'experts proches de l'ancien président

WASHINGTON - *correspondant*

Un mot, une date : « Project 2025 » est sur toutes les lèvres démocrates. Alors que Donald Trump se prépare à une investiture triomphale, lors de la convention républicaine s'ouvrant lundi 15 juillet à Milwaukee (Wisconsin), le voilà encombré d'une œuvre collective aux accents réactionnaires et martiaux, en provenance d'un cercle de réflexion influent, la Heritage Foundation. Project 2025 se présente comme une coalition de 110 organisations conservatrices, préparant depuis deux ans un programme exhaustif pour une future administration Trump.

Depuis le printemps, l'équipe de campagne Biden-Harris a diffusé des dizaines de communiqués au sujet de ce projet. Mais l'intérêt du grand public a pris une ampleur inédite après le débat télévisé. La déroute de Joe Biden a aussi été le premier moment où une partie des Américains s'est intéressée à la course. A compter du 30 juin, les indices de trafic sur Internet ont montré une hausse fulgurante des consultations au sujet de Project 2025, au point de dépasser celles concernant la ligue de football américain (NFL) et même la chanteuse Taylor Swift, plus grande vedette actuelle du pays.



Donald Trump, lors d'un rassemblement électoral dans son golf de Doral (Floride), le 9 juillet. MARCO BELLO/REUTERS

Vision nationaliste et chrétienne

« Googlisez Project 2025 », conseillait de façon cryptique le compte de Joe Biden sur le réseau social X, le 9 juillet. Le soir même, Kamala Harris était à Las Vegas (Nevada). Elle s'efforça de détourner l'attention de la santé de Joe Biden vers le plan non assumé de Donald Trump. *« Les conseillers de Trump ont créé une feuille de route de 900 pages, appelée "Project 2025", qui détaille tout ce qu'ils comptent faire dans un second mandat*, dit Kamala Harris, *notamment réduire la Sécurité sociale, revenir sur notre plafonnement à 35 dollars* [32 euros] *de l'insuline, éliminer le département de l'éducation et mettre fin à des programmes comme Head Start* [aide aux enfants jusqu'à cinq ans]. »

Project 2025 est hébergé par la Heritage Foundation, un cercle de réflexion de droite. Le principe d'un ouvrage collectif préélectoral n'est pas nouveau. L'inspiration est clairement celui publié pour accompagner l'élection de Ronald Reagan en 1980. Mais jamais l'ambition n'avait été aussi radicale. *« Le gouvernement fédéral est un monstre, instrumentalisé contre les citoyens américains et les valeurs conservatrices »*, écrit le directeur du projet, Paul Dans, qui fut en 2020 le responsable du bureau de gestion du personnel au sein de l'administration Trump. En février, le média *New Republic* a qualifié ce document de chemin vers *« un fascisme américain du XXIe siècle »*. Le président de la Heritage Foundation, Kevin Roberts, n'a rien fait pour calmer la polémique. *« Nous sommes au beau milieu de la seconde révolution américaine, qui demeurera sans effusion de sang, si la gauche le permet »*, a-t-il lancé récemment déclaré.

Avec Project 2025, le département de la justice serait placé sous l'autorité directe du président

Project 2025 expose une vision nationaliste et chrétienne de la société, ode à la famille contre la culture « woke », les géants de la tech, le gouvernement fédéral. Le but est d'offrir à la fois une cohérence idéologique et une méthode pour agir vite, en cas de victoire. Mais les initiateurs vont plus loin. Il s'agit non seulement de dessiner une feuille de route, mais aussi de constituer un bassin de recrutement, de fabriquer un fichier de 20 000 noms de personnes supposément qualifiées et loyales, au-delà des habituels 4 000 postes susceptibles de changer de titulaire lors des alternances.

Une purge de toutes les branches du gouvernement fédéral est promise. Le département de la justice serait placé sous l'autorité directe du président. Celui de l'éducation serait supprimé et les programmes nettoyés de toute référence à la diversité, à l'égalité des genres ou aux droits reproductifs. La suppression de l'avortement par la Cour suprême comme droit constitutionnel pour toutes les femmes américaines *« n'est que le début »*, selon Project 2025. Ce dernier n'appelle pas à une loi fédérale interdisant l'avortement, mais compte attaquer la commercialisation de la pilule abortive.

Dès novembre 2023, sentant le danger, le duo qui pilote la campagne de Donald Trump, Susie Wiles et Chris LaCivita, a minimisé l'influence des experts réunis au sein de ce projet. Aujourd'hui, l'apparition d'un phénomène en ligne n'est pas seulement inspirée par la radicalité des propositions, mais par le contexte général et par Donald Trump lui-même.

Le contexte est le naufrage télévisé de Joe Biden, puis la décision de la Cour suprême sur l'immunité présidentielle réclamée par le milliardaire. En lui donnant raison, la majorité conservatrice des juges a semblé signer un chèque en blanc pour des abus de pouvoir présidentiels futurs. Trahissant une fébrilité, Donald Trump a publié une réaction sur son réseau Truth Social, qui n'a fait que renforcer les soupçons de dissimulation de ce travail collectif. *« Je ne sais rien au sujet de Project 2025. Je n'ai aucune idée de qui se trouve derrière. Je ne suis pas d'accord avec certaines des choses dites, et certaines de ces choses sont absolument ridicules. Quoi qu'ils fassent, je leur souhaite bonne chance, mais je n'ai rien à voir avec eux. »*

Pourtant, le 21 avril 2022, ce même Donald Trump prononçait un discours lors de la conférence annuelle de la Heritage Foundation, rendant hommage à son travail *« incroyable »*. Le milliardaire ajoutait : *« C'est un super groupe, qui va poser les bases et détailler les plans de ce que notre mouvement fera exactement »*, en cas de victoire. Depuis, des dizaines de conseillers ou de responsables ayant travaillé pour l'administration Trump ont été impliqués dans le projet, tels Ben Carson (ex-secrétaire au logement) ou Christopher Miller (secrétaire à la défense pendant la transition, en 2020). Auprès du directeur, Paul Dans, se trouve Spencer Chretien, ancien assistant spécial de Donald Trump. Peter Navarro, son ex-conseiller économique, signe un chapitre sur le commerce.

Recentrage ponctuel

Le candidat républicain, lui, développe une stratégie de recentrage ponctuel. La convention doit lui permettre de démontrer à quel point les républicains sont unis derrière lui. Malgré la crise dans laquelle est plongé le Parti démocrate, Donald Trump ne peut effacer ses propres vulnérabilités : sa condamnation au pénal à New York, ses inculpations, ses propos incendiaires, son rejet par une grande partie de l'opinion publique. Le milliardaire cherche donc à rassurer les électeurs conservateurs modérés et les indépendants, pour élargir son audience.

Le milliardaire cherche à rassurer les électeurs conservateurs modérés et les indépendants

Donald Trump, qui en est à sa troisième campagne présidentielle, n'a jamais misé sur des propositions détaillées et chiffrées. Il est son propre programme. Néanmoins, ayant pris le contrôle organique du Parti républicain, il a surveillé de près la rédaction d'un document programmatique. L'expression *« bon sens »* est répétée dans le préambule. Le texte est sommaire, presque scolaire. C'est un déroulé de slogans et d'intentions générales, comme *« éviter la troisième guerre mondiale »*, *« conduire la plus grande opération d'expulsions de l'histoire »*, ou *« mettre fin à l'inflation »*.

Détail le plus significatif : contrairement à ceux de 2016 et 2020, le texte ne prévoit pas de limite fédérale sur l'avortement au-delà de vingt semaines de grossesse. Il reflète en cela l'approche défendue par Donald Trump, consistant à renvoyer aux Etats le choix de leur législation en matière d'avortement, dans la lignée de la décision de la Cour suprême. La contraception et les traitements in vitro y sont promus. Et il n'est pas fait référence au *« mariage traditionnel »*. Sans surprise, certaines organisations de la droite chrétienne et des figures évangéliques ont exprimé leur déception devant cette ligne jugée trop modérée. Autres points qui illustrent le pragmatisme de l'équipe Trump : la plate-forme assure que sa future administration ne toucherait ni à la sécurité sociale ni à la couverture médicale pour les personnes âgées.

En revanche, sur un autre sujet, le texte semble plus vindicatif, exprimant le désir de vengeance de l'ancien président, condamné au pénal en juin à New York. *« Nous tiendrons pour responsables ceux qui ont utilisé indûment le pouvoir du gouvernement pour poursuivre de façon injuste leurs opposants politiques »*, est-il écrit. La personne chargée de la rédaction de la plate-forme est Russ Vought. Ancien directeur du Bureau du management et du budget sous la présidence Trump, il a aussi signé l'un des chapitres les plus importants de Project 2025. ■

PIOTR SMOLAR

En Israël, la première enquête sur la débâcle sécuritaire du 7 octobre

L'armée a reconnu ses échecs dans la défense du kibboutz de Beeri, où plus de cent personnes ont été tuées lors de l'attaque du Hamas

JÉRUSALEM - *correspondant*

Près de dix mois de guerre à Gaza ont retardé d'autant l'examen de la responsabilité des dirigeants sécuritaires et politiques d'Israël dans l'écroulement des défenses du pays face à l'attaque menée par le Hamas, le 7 octobre 2023. Cet enjeu, crucial pour l'avenir du pays, s'est politisé au fil des mois. Il est devenu une pomme de discorde. C'est pourquoi l'annonce, le vendredi 12 juillet, des résultats de la première enquête interne menée par l'armée, portant sur une seule des localités israéliennes envahies ce jour-là, le kibboutz de Beeri, a fait l'effet d'une déflagration.

Le calvaire vécu par Beeri ce jour-là est sans équivalent : 101 personnes – des résidents et des visiteurs – y ont été tuées et trente enlevées et emmenées à Gaza. Au total, l'attaque a fait près de 1 200 victimes israéliennes et 250 personnes ont été capturées. Les enquêteurs ont établi une longue série d'échecs, qui vont de l'état d'impréparation des forces armées stationnées autour de Gaza à leur réponse, tardive et chaotique, à l'assaut du Hamas. Ils déchargent aussi un haut gradé, le général Barak Hiram (qui a autorisé un char à faire feu sur une maison où des membres du Hamas détenaient 14 otages) de toute responsabilité dans les morts causées par ce tir et l'attaque qui a suivi.

Les enquêteurs ont salué l'action de cet officier, qui a dirigé les combats de Beeri, et jugé *« professionnelle et responsable »* sa décision. Dans une interview au *New York Times*, le général Hiram avait affirmé, en décembre 2023, avoir ordonné à ses forces *« d'entrer* [dans la maison], *même au prix de pertes civiles »*. Il avait estimé que les tirs d'obus légers du char perceraient un mur extérieur, *« sans nécessairement tuer tout le monde à l'intérieur »*. Selon l'armée, ce bombardement a probablement tué au moins un captif et en a blessé un second. Puis, entendant des tirs à l'intérieur et craignant pour la vie des otages, des officiers ont lancé l'assaut. Seuls deux otages ont survécu. Selon l'enquête, la plupart de ceux qui ont péri pendant cette attaque ont cependant été assassinés par leurs geôliers.

Cet épisode a soulevé un douloureux débat en Israël sur les efforts faits par l'armée pour protéger les civils. Le 7 juillet, le quotidien de gauche *Haaretz* a affirmé qu'une série d'ordres délivrés ce jour-là, y compris par l'état-major, et s'appliquant à plusieurs zones de combat aux alentours de Gaza, répondaient à la *« directive Hannibal »*. Une procédure par laquelle l'armée aurait assumé le risque de tuer elle-même des soldats, afin d'éviter qu'ils ne soient capturés par l'ennemi, et aurait aussi mis en danger des civils. Le journal n'a pas trouvé trace de morts israéliennes causées par ces ordres.

Multiples écroulements

Des dizaines d'autres enquêtes doivent encore examiner les événements du 7 octobre. Cependant, des critiques en Israël se sont élevées sur la capacité de l'armée à enquêter en toute indépendance. L'un des officiers ayant examiné le cas de Beeri avait ainsi servi, ces deux jours-là, en tant que chef des opérations du général Hiram.

Les enquêteurs ont reconnu que les habitants avaient dû se défendre presque seuls durant sept heures. Ils ont établi que des soldats ont combattu durant des heures à l'entrée du kibboutz, sans y pénétrer pour venir au secours des habitants.

Ce chaos est le fruit de multiples écroulements : celui de l'organisation générale des défenses autour de Gaza, conçues sans imaginer que les combattants du Hamas puissent un jour franchir en masse la clôture enserrant l'enclave palestinienne puis frapper simultanément de multiples localités ; et celui de la division de Gaza, responsable de la région, dont le quartier général et plusieurs bases ont été envahis.

Jeudi, les habitants du kibboutz ont énuméré les questions que l'enquête soulève, et affirmé l'importance extrême qu'ils accordent à *« la reconnaissance par l'armée de sa responsabilité dans cet échec aussi complet »*. Ils demandent l'ouverture d'une commission d'enquête d'Etat, et rappellent leur détresse face au sort de leurs proches encore détenus à Gaza, alors que des négociations avec le Hamas se poursuivent au Caire.

Le ministre de la défense, Yoav Gallant, a appelé jeudi une telle enquête de ses vœux. Mais le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, y a résisté jusqu'ici, estimant qu'elle ne devait s'ouvrir qu'après la fin de la guerre. Des élus de son parti, le Likoud, sèment le doute sur la légitimité d'une telle commission, en questionnant notamment l'indépendance des anciens juges de la Cour qui pourraient y prendre part. ■

LOUIS IMBERT

La dégradation généralisée des sols alarme l'Unesco

L'organe onusien veut mettre en place un indice de la santé des sols. 75 % d'entre eux seraient abîmés



A Sailly-Laurette (Somme), après de violents orages et des pluies torrentielles, le 22 mai. DENIS CHARLET/AFP

Les sols, une inestimable ressource foulée aux pieds. Début juillet, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a tiré la sonnette d'alarme à l'occasion d'une conférence qu'elle organisait à Agadir (Maroc). *« Les sols jouent un rôle crucial dans le maintien de la vie sur terre. Pourtant, ils sont encore souvent négligés ou mal gérés »*, a souligné dans son discours de clôture Audrey Azoulay, sa directrice générale, tout en appelant à faire de leur protection et de leur réhabilitation *« une priorité »*.

L'Unesco veut élaborer un indice global de la santé des sols pour pouvoir *« évaluer et comparer leur qualité et leur évolution »*. Car, pour l'heure, *« il n'existe pas de définition consensuelle de ce qu'est un sol sain »*, relève Philippe Hinsinger, directeur de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), à Montpellier.

Des évaluations ont cependant déjà été réalisées. En 2018, le Centre commun de recherche de l'Union européenne a estimé que, à l'échelle du globe, 75 % des terres étaient déjà dégradées, avec un impact direct sur 3,2 milliards de personnes. Et 90 % des terres pourraient l'être d'ici à 2050.

En juillet 2023, l'Union européenne annonçait préparer une directive « Surveillance et résilience des sols » – un acte législatif toujours attendu, alors qu'elle évalue à 60 % la proportion de sols dégradés à travers le continent. *« Ce taux est très probablement sous-estimé »*, juge Philippe Hinsinger. L'UE, en effet, ne prend pas en compte les pollutions chimiques par des pesticides, les rejets industriels… Ce, alors qu'aucun écosystème n'est désormais indemne de produits phytosanitaires.

Eau, vent, labour

L'enjeu, de fait, est vital : les sols produisent 95 % de nos aliments. Bien au-delà, ils *« fournissent silencieusement la quasi-totalité des services et des fonctions écosystémiques qui permettent à la vie d'exister sur Terre »*, résumait en 2022 Ronald Vargas, alors secrétaire du partenariat mondial des sols à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Ils assurent, entre autres, le filtrage et le stockage de l'eau, le recyclage des nutriments dont les plantes ont besoin pour se développer, la régulation du climat et des inondations, l'élimination du dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre.

Ce sont également de fabuleux réservoirs de biodiversité, abritant au moins un quart des espèces animales sur terre. En fabriquer un millimètre prend en moyenne un siècle. Et donc, *« environ cent mille ans »* pour en faire un mètre, relève Philippe Hinsinger dans son ouvrage *La Vie cachée des sols* (Quæ, 152 pages, 23 euros). *« C'est un patrimoine dont nous avons le droit d'encaisser les intérêts, mais notre devoir est de le transmettre »*, avertissait le botaniste Marc-André Selosse dans *Le Monde*, en novembre 2021.

Mais les périls sont nombreux. Le plus visible est l'érosion par l'eau, le vent ou le labour. Elle est *« accélérée par tout ce qui contribue à réduire la teneur en matière organique des sols, comme la déforestation ou certaines pratiques agricoles intensives »*, relève Philippe Hinsinger. *« L'excès de labour augmente d'un facteur 10 à 100 l'érosion des sols »*, renchérit Marc-André Selosse. Le labour, en effet, déstructure les sols, dont les particules se dispersent. A la longue, il provoque aussi leur compaction.

En outre, cette action aère les sols : certaines bactéries respirent alors davantage et consomment davantage de matière organique. Résultat, les sols agricoles s'appauvrissent. Un cercle vicieux : à mesure qu'ils perdent leur matière organique, les sols deviennent plus vulnérables à l'érosion. En dessous d'un certain taux, ils peuvent partir en *« coulées de boue »*, comme c'est de plus en plus souvent le cas, dans les Hauts-de-France, notamment.

Autre grand facteur de vulnérabilité : la mise à nu des sols. Les gouttes de pluie cassent alors leur structure et ils se désagrègent en petites particules, entraînées par le ruissellement. Les plus fines vont colmater les pores, formant une croûte imperméable.

Les antidotes, fondés sur des pratiques agricoles vertueuses, sont connus. *« Trois types de gestes sont à recommander : un apport en matière organique naturelle, une couverture permanente du sol et un moindre recours au labour »*, résume Marc-André Selosse. Jamais de sol nu : c'est *« un consensus »*, relève l'Inrae. Un couvert végétal limite la dégradation, prévient les sécheresses et réduit le risque d'inondation. Plusieurs options sont possibles : les « cultures relais » (des plantes cultivées uniquement pour couvrir les parcelles entre deux cultures destinées à la production) ; l'association, sur une même parcelle, d'une culture récoltée et d'une culture couvrante (par exemple de la féverole entre des rangs de vigne).

Un couvert végétal limite l'érosion du sol, prévient les sécheresses et réduit le risque d'inondation

Associer arbres et cultures est une autre possibilité, à la base des bocages et vergers. Mais *« toutes les configurations sont possibles »*, note l'Inrae : des arbres fruitiers ou forestiers peuvent être aussi combinés à de grandes cultures ou à du maraîchage.

De vives résistances

Réduire la pratique du labour reste difficile à mettre en pratique. Car le travail du sol, à court terme, facilite les semis et casse le cycle de développement des mauvaises herbes – limitant ainsi le recours aux herbicides. D'où ce dilemme : ne pas labourer nécessite souvent l'usage d'un herbicide total, comme le glyphosate. Des gestes alternatifs pourraient être trouvés, estime Marc-André Selosse, comme *« le paillage ou un couvert végétal pour prévenir l'implantation des mauvaises herbes ; ou encore un arrachage mécanique avec des machines agricoles préservant les sols, qui restent à inventer »*.

La marge de progrès est considérable. *« En Europe, seulement 5,2 % des surfaces agricoles ne sont pas labourées »*, selon Marc-André Selosse, contre 35 % au Brésil, où les consciences ont été éveillées par les effets dramatiques du défrichement de la forêt amazonienne.

Autre puissant levier, *« changer les pratiques d'aménagement du territoire »*, souligne Philippe Hinsinger. Diminuer la taille des parcelles agricoles en pente ; intercaler des bandes enherbées, des haies et des arbres pour limiter le ruissellement… En sus de l'érosion, les sols subissent d'autres dommages : l'imperméabilisation, liée à leur artificialisation, et les contaminations par divers polluants.

Reste que, en France comme dans bien des pays, les initiatives en faveur d'une agriculture conservatrice des sols se heurtent à de vives résistances. *« Les gouvernements et les législateurs, souvent, cèdent face à la pression de l'agriculture conventionnelle »*, déplore Marc-André Selosse. En février, par exemple, la sénatrice socialiste de la Charente, Nicole Bonnefoy, avait soumis une proposition de loi visant à préserver des sols vivants, sans succès. ■

FLORENCE ROSIER

La vie des sols, terra incognita

C'est un immense vivier méconnu qui pullule sous nos pieds : nous connaissons à peine 1 % des microbes hébergés dans le sol. Un seul gramme de sol forestier, dans les milieux tempérés, contient des milliers d'espèces de champignons, des millions de bactéries, des milliards de virus. Sans compter le peuple des arthropodes à six pattes (insectes, acariens, collemboles…), à huit pattes (araignées…) ou plus (mille-pattes), les escargots et les limaces, et la myriade de petites bêtes fouisseuses, vers de terre en tête, qui sont de formidables laboureurs naturels des sols. En 2023, huit nouvelles espèces de vers de terre, mesurant parfois plus d'un mètre de long, ont été découvertes en Corse, et six autres dans les Pyrénées et en Occitanie.

Des métaux toxiques décelés dans des tampons hygiéniques

Une étude de l'université de Californie à Berkeley révèle la présence de plomb ou encore d'arsenic dans des protections périodiques

Plus de 34 millions de femmes utilisent des tampons aux Etats-Unis. Pourtant, les recherches scientifiques sur la composition de ce type de protections hygiéniques sont très rares. Pour la première fois, une étude de la prestigieuse université de Californie à Berkeley, publiée début juillet dans la revue *Environment international*, révèle la présence de plus de seize métaux dans ces protections périodiques. Y compris dans des produits élaborés à partir de coton bio, où les concentrations d'arsenic étaient même plus élevées que dans leurs équivalents conventionnels.

Sur les quatorze marques analysées, en vente aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Grèce, les scientifiques ont notamment détecté de l'arsenic, du cadmium, du chrome, du zinc ou encore du plomb. Ce dernier est celui qui *« préoccupe »* le plus Jenni A. Shearston, l'une des autrices de cette étude américaine : tous les tampons étudiés contiennent du plomb. Or, la chercheuse assure qu'il *« n'y a pas de niveau d'exposition au plomb qui soit sans danger pour la santé »*.

Les quantités mesurées (120 nanogrammes par gramme) sont *« alarmantes »*, s'inquiète l'épidémiologiste, qui continue ses recherches pour démontrer les effets exacts sur la santé. *« Nous ne savons pas encore si le plomb peut s'échapper du tampon, ni s'il peut être absorbé par le corps, ni en quelle quantité »*, explique-t-elle.

Mystérieuse contamination

La scientifique a choisi d'étudier en priorité les tampons, car *« la peau du vagin a un potentiel d'absorption chimique plus élevé que les autres parties du corps »*. Jenni A. Shearston souligne que, si le plomb est présent dans l'organisme, il attaque le système neurologique et peut provoquer ou aggraver des maladies psychiques.

Les autres métaux toxiques retrouvés par la scientifique peuvent accentuer le risque de cancer et de diabète, en endommageant le foie, les reins ou encore le système cardiovasculaire. Ces substances peuvent aussi causer des problèmes d'infertilité. A ce jour, Jenni A. Shearston n'a cependant pas établi de lien entre l'exposition à ces métaux et le syndrome du choc toxique, une maladie très rare mais qui peut être mortelle. Pour l'éviter, il est recommandé de ne pas porter plus de six heures d'affilée un tampon ou une coupe menstruelle.

En France et dans l'Union européenne, les protections intimes ne sont pas considérées comme des dispositifs médicaux, contrairement au Canada, au Japon et aux Etats-Unis. Dans ce dernier pays, leur commercialisation est même encadrée depuis la fin des années 1970. Pourtant, même aux Etats-Unis, difficile de savoir comment ces substances se sont retrouvées dans des tampons.

Jenni A. Shearston avance néanmoins plusieurs hypothèses. Les champs de coton peuvent être contaminés s'ils sont situés à proximité d'un lieu qui diffuse des métaux dans l'air, comme une autoroute ou une fonderie de plomb. Le coton peut aussi absorber ces éléments potentiellement toxiques dans le sol, à cause de certains engrais qui en contiennent.

La chercheuse ajoute que ces substances chimiques peuvent être ajoutées intentionnellement par les fabricants, par le biais d'un antimicrobien ou d'un produit destiné à blanchir les marchandises. *« Les industriels devraient davantage tester leurs tampons afin de s'assurer qu'ils ne contiennent pas d'ingrédients nocifs, et partager les résultats au public »*, demande Jenni A. Shearston.

Interrogée au sujet de cette étude américaine et de la présence de métaux toxiques dans les protections menstruelles, Santé publique France répond que *« ce sujet ne fait pas partie de* [son] *champ d'expertise »*. De son côté, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) ne peut pas non plus apporter d'expertise : *« Malheureusement, nous n'avons pas étudié la présence de ces substances dans les protections intimes ni leur exposition cutanée via ces produits. »*

Exiger la « transparence »

En 2018, l'Anses avait en revanche révélé la présence de pesticides (certains interdits depuis 2000) et de glyphosate dans des tampons et des serviettes hygiéniques. Des traces de substances aux effets cancérogènes avaient aussi été trouvées par les scientifiques, ainsi que des perturbateurs endocriniens. Mais toutes ces substances chimiques, présentes *« en très faible concentration »*, ne présentent pas de risque pour la santé, avait rassuré l'Anses.

Cette étude française avait eu un fort retentissement auprès de plusieurs associations féministes, comme Règles élémentaires. Luttant contre la précarité menstruelle, cette ONG mène aussi des campagnes pour exiger de la *« transparence »* sur la composition des protections intimes.

Cette demande semble avoir été entendue. Un décret obligeant les fabricants à afficher clairement la composition des protections périodiques est entré en vigueur en France en avril. *« C'est une première avancée, mais il y a encore beaucoup à faire »*, avait réagi Laury Gaube, directrice de la communication de Règles élémentaires, sur Franceinfo en mars.

L'association regrette que les produits textiles ne soient pas pris en compte, telles que les culottes menstruelles, ainsi que *« les substances ajoutées pendant la fabrication des matières premières »*. Alors, quelles protections hygiéniques devraient privilégier les femmes pour leur santé ? La scientifique Jenni A. Shearston éclate de rire : *« J'aimerais tellement connaître la réponse. Si vous la trouvez, prévenez-moi ! »* ■

LUCILE COPPALLE

CRISE EN NOUVELLE-CALÉDONIE



Un magasin de bricolage incendié, dans la zone industrielle de Ducos, à Nouméa, le 29 mai. DELPHINE MAYEUR POUR « LE MONDE »

La Nouvelle-Calédonie cumule les crises

Après deux mois d'insurrection, le Caillou fait face à une grave crise économique et à un chômage de masse

NOUMÉA - *correspondance*

« On assiste à l'effondrement d'un pays. » Le sentiment éprouvé par Isabelle, autoentrepreneuse, est largement répandu au sein de la population de la Nouvelle-Calédonie. Née dans l'Hexagone, cette graphiste a passé plus de vingt ans sur le territoire et vient de se résoudre à quitter le Caillou. Elle partageait des bureaux avec une dizaine de travailleurs indépendants qui, comme elle, ont vu leur carnet de commandes se réduire, de 50 % dans le meilleur des cas. Ils sont une majorité à envisager un départ, s'ajoutant, sans être comptabilisés dans les chiffres officiels, à la vague immense de chômage consécutive aux destructions d'entreprises, de commerces et d'infrastructures publiques qui frappent la Nouvelle-Calédonie depuis le 13 mai.

L'archipel de 270 000 habitants, dont le PIB annuel avoisine huit milliards d'euros, subit un véritable cataclysme qui devrait pousser à très court terme près de 24 000 Néo-Calédoniens au chômage, selon l'hypothèse retenue par les autorités. Cela représente plus du tiers des quelque 68 000 salariés que compte le secteur privé. Les pertes de salaire et les nombreux départs attendus vont sérieusement affecter la consommation. Celle-ci représente environ 60 % de la croissance de l'archipel, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques.

« En Nouvelle-Calédonie, les émeutes sont intervenues alors que la situation économique du territoire était déjà particulièrement morose et ses perspectives très incertaines, en lien avec la crise de la filière nickel », souligne l'Institut d'émission d'outre-mer de la Banque de France, dans sa dernière note de conjoncture parue le 11 juillet. Depuis le début des événements, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a mis en place une cellule économique qui actualise le coût de la crise. A la fin du mois de juin, le montant des dégâts, encore provisoire, était évalué à plus de 2,2 milliards d'euros pour les secteurs public et privé, sans tenir compte des pertes d'exploitation des entreprises. Les besoins de financement de la collectivité sont en outre estimés à 675 millions d'euros.

Après avoir été à l'arrêt total pendant plus de six semaines, le fonctionnement de l'économie demeure très largement enrayé. Des pans entiers de l'activité ne peuvent reprendre, avec des effets induits attendus sur les entreprises n'ayant pas été touchées directement. C'est le cas du tourisme, mais aussi de l'industrie du nickel, à l'arrêt quasi complet depuis le 13 mai, qui représente près d'un emploi sur quatre sur le Caillou. La fermeture de sous-traitants et la disparition de fournisseurs vont compliquer une possible reprise.

« L'écosystème est en train de se dégrader. Nous sommes désormais blacklistés par les compagnies maritimes, ce qui a conduit à une augmentation de 10 % à 15 % du prix du fret, déplore Thomas Sevêtre, membre du Syndicat des industries métallurgiques. *Nos clients chinois ou coréens se fournissent désormais ailleurs, aux Philippines ou en Indonésie. Ils prennent des engagements à long terme, ce sera compliqué de les faire revenir. » « La situation est très simple, c'est une catastrophe »*, résume-t-il. Elle pourrait empirer avec l'annonce, en février, de la fermeture de l'usine pyrométallurgique de Koniambo, au cas où la procédure en cours de cession des parts de Glencore dans l'usine venait à échouer, d'ici à la fin du mois d'août.

> **« DES GENS SONT DANS L'OBLIGATION D'ARRÊTER LEUR CHIMIO, ILS VONT MOURIR DE LEUR CANCER ALORS QU'ILS AURAIENT PU ÊTRE SOIGNÉS »**
> SONIA BACKÈS
> cheffe de file des Loyalistes

« L'ARGENT NE RENTRE PLUS »

Un sondage réalisé le 5 juillet par la chambre de commerce et d'industrie auprès de 1 200 de ses adhérents montre qu'un grand nombre de chefs d'entreprise souhaitent relancer leur activité. S'ils n'ont pas été directement affectés, leurs perspectives de reprise s'échelonnent toutefois entre trois mois et un an, avec des pertes d'exploitation de l'ordre de 125 millions d'euros pour un chiffre d'affaires ordinaire de 750 millions d'euros.

Les conséquences sont majeures pour les finances publiques de cette collectivité largement autonome. A l'occasion de l'adoption du compte administratif 2023 de la Nouvelle-Calédonie, le jeudi 11 juillet, Ronan Labbé, le directeur du budget et des affaires financières, alertait les élus du Congrès sur le fait *« que l'argent ne rentre plus.* (...) *Sur six semaines, nous devions encaisser 262 millions d'euros, et nous avons simplement encaissé 113 millions »*.

La situation *« met en grave difficulté la Nouvelle-Calédonie »*, empêchée de reverser normalement les dotations prévues aux autres collectivités (communes et provinces), d'autant que le gouvernement ne dispose plus de trésorerie – avec 18 millions d'euros sur son compte, il a d'ores et déjà plus de 180 millions d'euros de mandats à régler. Sur les 250 millions d'euros d'aides publiques débloqués par l'Etat pour l'archipel, 100 millions d'euros remboursables sont progressivement intégrés au budget, mais seront loin de suffire. Et l'adoption du budget supplémentaire du territoire prévue mi-juillet ne devrait donner de la visibilité que jusqu'à la fin du mois d'août. Le gouvernement collégial, présidé par Louis Mapou, table sur une perte fiscale de l'ordre de 271 millions d'euros, soit près de 17 % des recettes fiscales annuelles. Un chiffre que certains élus du Congrès estiment largement sous-évalué et qui pourrait, selon eux, atteindre le double.

Passé le cap du mois d'août, l'archipel fera donc un saut dans l'inconnu. Dès la mi-juillet, le financement de l'aide médicale gratuite ne sera plus assuré pour une grande partie des bénéficiaires, le versement des retraites n'est plus garanti, tout comme celui des salaires des fonctionnaires, des prestations chômage... Sans compter la menace de cessation de paiements du système de protection sociale. *« On va tout droit dans le trou.* (...) *Des émeutes de la faim sont prévisibles avant la fin de l'année »*, alertait jeudi au Congrès Philippe Dunoyer, élu non indépendantiste de Calédonie ensemble. Sonia Backès, pour les Loyalistes, s'est quant à elle inquiétée des problèmes de santé. *« Des gens sont dans l'obligation d'arrêter leur chimio, ils vont mourir de leur cancer alors qu'ils auraient pu être soignés »*, relevait-elle lors de l'adoption du compte administratif.

« Nous sommes en train de plonger dans une spirale récessionniste, confirme Amélie Chung, maître de conférences en économie à l'université de la Nouvelle-Calédonie. *Ce qui est alarmant, c'est que nous avons déjà une poussée de violences, et l'on sait que plus la pauvreté et les inégalités sont importantes, plus il y a de conflits. »* L'enseignante-chercheuse observe par ailleurs une certaine normalisation de l'économie informelle (non encadrée par les institutions), déjà très importante en Nouvelle-Calédonie. Cette adaptation pragmatique pourrait à terme accentuer la déstructuration du tissu économique et les difficultés pour *« financer le système de protection sociale »*, ainsi qu'entraîner une *« réduction des services publics »*.

> **« NOUS SOMMES DÉSORMAIS BLACKLISTÉS PAR LES COMPAGNIES MARITIMES, CE QUI A CONDUIT À UNE AUGMENTATION DE 10 % À 15 % DU PRIX DU FRET »**
> THOMAS SEVÊTRE
> membre du Syndicat des industries métallurgiques

APPEL À UN SOUTIEN PLUS FORT

Pour David Guyenne, le président de la chambre de commerce et d'industrie, le préalable à toute reprise passe par un retour à l'ordre et à la sécurité. En attendant, les chefs d'entreprise demeurent attentistes malgré les premières mesures de soutien mises en place. Le président de la chambre pointe de nombreux freins, tels que des difficultés de trésorerie, d'accès au crédit, à se réassurer ou encore la durée importante pour obtenir les aides de l'Etat. *« Les assurances ont versé à peine 85 millions d'euros sur 1,7 milliard de dégâts évalué. A peine 0,5 % de l'injection attendue par les assurances l'a été effectivement dans l'économie. Deux mois après, c'est quand même très faible »*, souligne-t-il.

D'une même voix, responsables politiques et économiques appellent à un soutien plus fort de l'Etat. *« Ce n'est pas avec les aides actuelles, qui sont des prêts, que l'on va s'en sortir. Nous attendons des subventions massives pour pouvoir traverser la crise et stabiliser l'économie »*, plaide Alexis Falematagia, le troisième secrétaire général de l'Union des syndicats des ouvriers et employés de Nouvelle-Calédonie, le premier syndicat de l'archipel. Ce dernier doit s'entretenir prochainement avec Marylise Léon, la présidente de la CFDT, dont il est partenaire, pour relayer son message dans l'Hexagone. Les deux députés néo-calédoniens nouvellement élus vont porter le même message à Paris.

Par ailleurs, dans les différents conseils d'administration qui se réunissent pour gérer la crise, de plus en plus de voix évoquent la possibilité d'ester en justice contre l'Etat pour le contraindre à assumer le coût des émeutes. L'argument est que l'Etat a failli dans sa compétence du maintien de l'ordre et se trouve donc comptable des dégâts.

Cette option reste accueillie diversement par les membres du gouvernement. Dans l'entourage du président Louis Mapou, on estime qu'avant de demander de l'aide à l'Etat, certes indispensable, il convient d'assumer ses responsabilités et de prendre toutes les mesures envisageables localement pour traverser la crise.

De manière plus consensuelle, tous les acteurs s'accordent aujourd'hui à dire qu'une fois la situation sécuritaire stabilisée, un accord politique devra être trouvé pour permettre la reconstruction. *« Il est important de tirer les conséquences de cette crise politique et sociétale pour pouvoir construire un nouveau modèle*, souligne Amélie Chung. *Il faut repenser les politiques publiques et les façons de faire, qu'elles soient plus en lien avec les réalités et en associant certainement davantage la société civile. »* ■

MATHURIN DEREL

Près des barrages, la vie chahutée des riverains des alentours de Nouméa

Le quotidien des habitants a basculé depuis le début de l'insurrection, le 13 mai. Des barricades sont toujours en place

REPORTAGE
NOUMÉA - *correspondante*

Les traits tirés par l'accumulation de nuits sans sommeil, Linda (toutes les personnes citées ont souhaité garder l'anonymat) tapote sur son ordinateur, sur la table de jardin installée à l'arrière de sa maison. Dans ce quartier résidentiel de Dumbéa-sur-Mer, près de Nouméa, huit semaines après le début des violences qui secouent la Nouvelle-Calédonie depuis le 13 mai, la jeune femme continue de télétravailler une partie du temps. Son époux et elle se relaient pour assurer une présence permanente dans le foyer. Le portail, qui restait jusqu'ici ouvert pour les amis de passage, est désormais fermé d'une grosse chaîne métallique. Sur la chaussée, juste devant chez eux, un barrage a été érigé aux toutes premières heures de la mobilisation contre la réforme électorale qui a dégénéré en émeutes. Une version *« miniature »* du principal point d'insurrection du quartier, situé au rond-point 200 mètres en contrebas.

Partir, le couple n'y pense pas, pour le moment. *« Si on quitte la maison plus de quelques heures, on sait très bien ce qui va arriver »*, dit en soupirant Linda. Depuis le début des violences, des dizaines de maisons ont été pillées et incendiées. Malgré tout, la mère de famille veut croire que le pire est passé : *« On a eu tellement peur au début. Les cris, les explosions et les fumées âcres des carcasses de voiture en train de brûler juste devant chez nous. Une nuit, ça été si terrible qu'on a tous dormi dans la même chambre, habillés et chaussures aux pieds. On avait fait un sac pour chacun des enfants, avec du change et les papiers d'identité. On avait imaginé fuir par la fenêtre s'il le fallait. »*

L'intensité des violences a nettement diminué, mais *« on n'est pas sereins. On va mettre du temps à s'en remettre, et ce n'est pas terminé. Les barrages sont certes plus petits, mais ils sont toujours là. »* Quant à l'avenir, il paraît bien incertain : *« On aime ce quartier, c'est mixte, il y a toutes les ethnies représentées. Ça nous arrivait d'aller présenter une coutume* [geste fait dans la coutume kanak]*, s'il y a un deuil chez un voisin kanak, là, on sent que le regard sur nous a changé. »*

Jeu du chat et de la souris

Jeannette et Jean-Marc habitent un autre quartier sensible de Dumbéa-sur-Mer, Apogoti. Leur maison est située le long de la voie express, où chaque nuit, ou presque, forces de l'ordre et jeunes militants encagoulés s'affrontent dans un incessant jeu du chat et de la souris. Au fond du jardin, une butte les cache de la route sans les protéger des dégâts collatéraux. *« Les gendarmes tirent totalement au hasard, et arrosent tout le quartier de leurs grenades. D'accord, ils veulent attraper les jeunes, mais il y a des familles ici, on existe nous aussi »*, fulmine Jean-Marc.

Dans un cabas s'entassent des centaines de douilles de grenades assourdissantes et lacrymogènes, ramassées par Jeannette, dont le potager n'est plus qu'un lointain souvenir. *« Et c'est comme ça chez tous les voisins de la rue »*, déplore-t-elle. Le couple, qui vit là avec ses deux filles, a échappé au pire, le 3 juin, lorsqu'une grenade a traversé le toit de tôle du premier étage, embrasant la chambre parentale. *« Heureusement, c'était en journée, on était tous les deux au travail »*, raconte Jeannette.

> **« UNE NUIT, ÇA ÉTÉ SI TERRIBLE QU'ON A TOUS DORMI DANS LA MÊME CHAMBRE. (...) ON AVAIT IMAGINÉ FUIR PAR LA FENÊTRE S'IL LE FALLAIT »**
> LINDA
> mère de famille

La famille est hébergée chez des proches en attendant un éventuel relogement par le bailleur social, car les chambres, dont les murs sont couverts d'une épaisse suie noire et collante, sont inutilisables. *« On vient quand même en journée, pour prendre des affaires, faire un peu de ménage et vérifier que rien n'a été volé. C'est triste, même si ici tout n'est pas facile, on adore notre quartier, nous. »*

Caroline habite juste de l'autre côté de la voie express, dans ce que la mairie avait imaginé comme le *« nouveau »* Dumbéa-sur-Mer. Mélange de logements sociaux et de résidences privées, avec son centre commercial flambant neuf et ses agréables rues. Les commerces ont été pillés et incendiés, et, depuis, les habitants vivent au rythme des affrontements de la nuit. *« Il y a le bruit et les fumées des gaz lacrymogènes, c'est le nouveau brouillard matinal »*, dit en plaisantant la jeune mère de famille qui vit seule avec ses deux enfants.

« Chaque jour, c'est l'angoisse »

« On est partis le 18 mai et on est rentrés un mois après. Quand il y a eu des pillages en pleine journée, avec les forces de l'ordre qui couraient après les émeutiers juste sous ma fenêtre, j'ai dit ça suffit, on est allés chez des amis, témoigne Caroline, qui envisage, elle, de partir. *On n'arrête pas de tousser à cause des fumées et des gaz, on dort mal. Et puis je travaille à Nouméa, mais mon fils va à l'école ici. Chaque jour, c'est l'angoisse : et s'ils remontent un barrage et que je ne peux pas aller le chercher ? »*

Dans le quartier de Tina, à Nouméa, Kirsten s'inquiète lui aussi pour son fils de 5 ans. La famille habite une petite zone résidentielle située en cul-de-sac. Pour y accéder, il faut passer le barrage situé au rond-point. *« Quand il a repris l'école, au retour, il m'a dit qu'il avait eu peur de ne pas pouvoir rentrer à la maison, d'être bloqué de l'autre côté du barrage. C'est la première fois qu'il exprimait de la peur »*, raconte Kirsten. Lui-même ne se *« déplace qu'au strict minimum. Pour emmener le petit à l'école, faire quelques courses, on ne sait jamais si on va pouvoir passer »*.

Les nuits sont rythmées *« par les cris, les noms d'oiseaux, et les tirs de grenade. Une fois, on en a compté 80. Le plus important pour nous, c'est de protéger le petit. Un peu avant le début des violences, il avait vu un dessin animé sur les volcans, alors quand une grenade explose, il me dit : "Ça doit être un volcan." »* Selon le Haut-Commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie, rien qu'à Nouméa, une dizaine de *« points chauds »* sont toujours le théâtre d'affrontements avec les forces de l'ordre. ■

CHARLOTTE MANNEVY

Le RN écarte des « brebis galeuses »

Plusieurs membres du parti d'extrême droite qui ont tenu des propos xénophobes, racistes ou antisémites sont sur la sellette



Laurent Gnaedig, candidat du RN aux législatives dans le Haut-Rhin, à Horbourg-Wihr (Haut-Rhin), le 2 juillet. HERVÉ KIELWASSER/« L'ALSACE » /MAXPPP

Moins d'une semaine après l'échec de son « plan Matignon » qui devait préparer le parti d'extrême droite à accéder au pouvoir, le Rassemblement national (RN) coupe ses premières têtes. Officiellement, le parti promet un simple *« examen de conscience »* après des législatives gangrenées par des dizaines de candidats xénophobes, racistes ou antisémites ; sans compter ceux qui fuyaient les médias et les débats par crainte de la contradiction. Circulez : le mouvement de Jordan Bardella nie toute *« purge »* et renvoie la refonte de son organigramme à la rentrée en septembre.

Loin des micros, de premières *« brebis galeuses »* – qualificatif donné par le président du parti à ses représentants problématiques, pour en minimiser le nombre – ont pourtant déjà été exclues. Battue le 7 juillet dans la 2e circonscription de l'Aveyron, Marie-Christine Parolin a quitté, quelques jours plus tard, les rangs du RN au conseil régional d'Occitanie, où elle siège désormais parmi les « non-inscrits ». *« Elle est sortie du groupe et sera convoquée en commission des conflits »*, confirme le parti au *Monde*. Dans un débat organisé par la radio locale CFM, en mai, exhumé lors des législatives, Marie-Christine Parolin répond par l'affirmative à un adversaire l'accusant de vouloir remplacer la devise républicaine (« Liberté, égalité, fraternité ») par celle du régime de Vichy (« Travail, famille, patrie »).

Autre indésirable soudainement passé chez les « non-inscrits » : Laurent Gnaedig, qui n'apparaît plus dans le groupe RN du conseil régional du Grand-Est. Candidat dans la 1re circonscription du Haut-Rhin, le quinquagénaire a considéré, le 3 juillet, dans un débat sur BFM Alsace, que le fondateur du Front national (devenu RN), Jean-Marie Le Pen, qualifiant les chambres à gaz de *« point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale »* n'était pas *« une remarque antisémite »* mais *« un très mauvais choix de mots »*, *« une grave erreur de communication et surtout de compréhension du camp adverse »*. Sollicité, Laurent Gnaedig n'a pas répondu au *Monde*. Pas plus que Laurent Jacobelli, président du groupe RN au conseil régional du Grand-Est et porte-parole du RN.

Les deux conseillers régionaux ne seront pas les seuls à tomber après l'échec des législatives. D'autres membres du parti sont convoqués fin juillet devant sa commission des conflits, selon les informations du *Monde*. Pour le moment, le RN n'avait admis que l'exclusion de son groupe à l'Assemblée nationale de Daniel Grenon, député de l'Yonne réélu après avoir affirmé que les *« Franco-Maghrébins »* n'avaient pas leur place *« dans les hauts lieux de la République »*.

> **Deux conseillers régionaux ont été exclus. D'autres membres du RN sont convoqués fin juillet devant la commission des conflits**

Valse perpétuelle des délégués

Le parti devra vite se prononcer sur d'autres cas encombrants. Comme Florence Joubert, élue en Dordogne, pour qui un *« Arabe »* ne peut être considéré comme Français et qui vilipende *« les climato-manipulateurs »* ou *« le démoniaque »* philanthrope américain George Soros. Ou Françoise Billaud, battue dans les Côtes-d'Armor et visée par une information judiciaire, ouverte pour « provocation publique à la haine » et « injure publique », après avoir rendu hommage sur sa page Facebook au maréchal Pétain, mais aussi à l'abbé Perrot, figure locale emblématique de la collaboration.

Après une première purge de quelques-uns de ses membres radicaux, le RN se penchera sur sa propre organisation. Le remplaçant de Gilles Pennelle, directeur général du parti démissionnaire, chargé depuis deux ans de l'implantation locale, pourrait n'être connu qu'en septembre. Son bilan, lui, n'attendra pas la rentrée, les candidatures défectueuses braquant les projecteurs sur sa supervision défaillante des fédérations et de leurs dirigeants, chargés de proposer des noms pour le « plan Matignon ».

La valse perpétuelle des délégués départementaux (vingt-huit changements depuis 2023) devrait se poursuivre. Dans le Morbihan, David Megel ne décolère pas après son éviction brutale, le 12 juin, coupable selon lui d'avoir alerté le siège du RN sur des candidats suspicieux, investis dans son département. D'autres devraient, au contraire, être sanctionnés pour n'avoir pas repéré les possibles – et multiples – *« brebis galeuses »*. Plusieurs cadres placent sur la sellette les délégués départementaux du Calvados et de la Mayenne. *« Aucune raison, nous avons triplé nos scores aux législatives »*, balaie ce dernier, Jean-Michel Cadenas, avant de raccrocher. Interrogé sur ces possibles mises à pied, le parti n'a pas répondu au *Monde*. Le président de la commission des litiges, Wallerand de Saint-Just, n'est pas plus transparent : *« Vous ne saurez ni qui, ni où, ni comment. Tout cela est confidentiel. »* ■

CORENTIN LESUEUR
AVEC BENJAMIN KELTZ
(RENNES, CORRESPONDANT)

Le Monde
DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 2024

Nette baisse des résultats au brevet des collèges

Le nombre d'admis, 85,6 %, chute de 3,5 points en un an. Un recul dû à la fin des « correctifs académiques »

Parmi les 855 688 candidats au diplôme national du brevet, 85,6 % d'entre eux ont été reçus à l'examen, a annoncé l'éducation nationale, vendredi 12 juillet. Des résultats en recul de 3,5 points à l'échelle nationale, puisque 89,1 % des collégiens avaient été reçus en 2023. Dans le détail, le taux d'admission recule de 8,3 points dans l'académie de Créteil, de 7,1 points dans celle de Versailles, et même de 11,8 points en Guyane. Les écarts sont très marqués dans ces académies où sont scolarisés de nombreux élèves en très grande difficulté scolaire. Ce recul est lié à la disparition d'une pratique longtemps méconnue : les « correctifs académiques », soit la modification a posteriori du résultat final d'une académie.

A la main des recteurs, ces corrections n'avaient pas pour objectif d'assurer l'égalité de tous les candidats devant l'examen en corrigeant « l'effet professeur » (un correcteur notant plus ou moins sèchement), ou d'arrondir à la hausse les résultats d'un élève pour lui permettre d'obtenir l'admission ou la mention. Elles étaient destinées à lisser les résultats sur le territoire, pour éviter un décrochage trop massif de telle ou telle académie. Leur disparition saute évidemment aux yeux dans les académies qui concentrent le plus les difficultés sociales. Dans d'autres régions, les baisses sont moins marquées, comme à Lyon, qui ne perd que 0,7 point, ou à Paris, qui perd 1 point, avec des résultats par ailleurs élevés dans ces deux territoires (88,5 % d'admis à Lyon et 90,6 % à Paris). L'éducation nationale faisait savoir au *Monde*, dans la soirée de vendredi, que la baisse de 3,5 points du taux de réussite national est considérée comme plutôt limitée et *« en partie compensé*[e] (...) *par une plus forte mobilisation des élèves »*.

« Discours de vérité »

La fin des correctifs académiques est l'une des mesures du « choc des savoirs », annoncé par Gabriel Attal. Dans une lettre adressée aux enseignants le 5 décembre 2023, celui qui était alors ministre de l'éducation avait défendu l'idée d'en finir avec une pratique qui *« réévalue artificiellement la valeur »* des notes finales aux examens. *« Il s'agit de mettre fin à la possibilité qui existe, pour les recteurs, de rehausser la moyenne de tous les candidats après harmonisation, en ajoutant par exemple un point à tout le monde, pour augmenter les taux de réussite d'une académie »*, expliquait au *Monde* le directeur général de l'enseignement scolaire, Edouard Geffray, quelques semaines après cette annonce.

La dématérialisation des corrections, à partir de la session 2022 des examens, avait donné lieu à des alertes indignées de correcteurs, qui voyaient leurs moyennes bouger après avoir entré toutes leurs notes. *« Le passage aux corrections électroniques nous a permis de détecter ces phénomènes »*, confirmait encore Edouard Geffray.

Les correctifs académiques semblent ne pas avoir vraiment eu cours au niveau lycée, pour les résultats du bac, mais leur impact était en revanche réel sur les résultats du brevet, comme en témoignent les résultats de cette session. Selon une simulation réalisée pour une note interne de Matignon, révélée par le *Figaro* le 21 mars, les correctifs académiques auraient rehaussé les résultats 2023 de l'académie de Créteil de 5,89 points, ceux de Nice de 5,12 points, ceux de Versailles de 5,09 points.

Le 14 mars, lors d'une conférence de presse consacrée à la mise en place du « choc des savoirs », Gabriel Attal, devenu premier ministre, assumait la baisse probable du taux de réussite. *« Cela veut dire que le taux de réussite au brevet cette année va probablement baisser de manière importante parce que la réalité, c'est qu'on sort de cette période où on a caché le niveau réel »*, assurait-il, arguant de la nécessité d'un *« sursaut »* sur la question du niveau des élèves, qui appelait un *« discours de vérité »* et de la *« transparence »*.

Si la fin des correctifs académiques a bien provoqué une baisse des résultats, nul ne sait encore si l'abandon de cette pratique aura, à l'avenir, des conséquences sur les trajectoires des élèves. Car, parmi le paquet de réformes du « choc des savoirs », il était aussi question de transformer le brevet en examen « couperet » : il aurait fallu l'obtenir pour entrer au lycée, alors qu'aujourd'hui seul l'avis du dernier conseil de classe de 3e compte pour l'inscription en 2de.

Les correctifs servaient à lisser les résultats sur le territoire, pour éviter un décrochage trop massif de telle ou telle académie

Barrer l'accès au lycée

Mais cette mesure, qui n'a finalement pas été entérinée dans les textes, semble être en suspens, même si les classes « prépa 2de », un dispositif de remise à niveau pour les recalés du brevet par ailleurs admis en 2de par le conseil de classe, verront bien le jour à la rentrée dans au moins un lycée par département.

La création d'un brevet « couperet » ne sera pas rediscutée avant d'avoir le *« retour d'expérience »* de ces dispositifs, fait-on savoir dans l'entourage de la ministre de l'éducation nationale, Nicole Belloubet. La fin des correctifs académiques suscitait ainsi surtout des questions dans la mesure où il s'agissait de barrer l'accès au lycée à un nombre plus important de jeunes.

L'éducation nationale anticipe néanmoins l'impact baissier d'une autre mesure, qui ne verra le jour que pour la session 2025 : la réévaluation de la part des épreuves terminales dans la note du brevet, qui comptent aujourd'hui pour 50 % du résultat, les 50 % restants étant dévolus à l'évaluation du « socle commun de connaissances, de compétences et de culture » réalisé par les professeurs en fin d'année. Dès 2025, les épreuves terminales compteront pour 60 % de la note finale et les 40 % restants correspondront au contrôle continu, soit les notes attribuées par les enseignants pendant l'année. Et ce, de manière à *« réaffirmer »* le brevet dans sa *« valeur de diplôme »*, précisait l'institution dans sa circulaire de rentrée, diffusée le 27 juin. ■

VIOLAINE MORIN



Lors d'une épreuve du brevet des collèges, à Lambersart (Nord), le 1er juillet. THIERRY THOREL/MAXPPP

Hausse du taux de réussite au bac

Selon les résultats communiqués par le ministère de l'éducation nationale à l'issue des oraux de rattrapage, vendredi 12 juillet, 91,4 % des élèves de terminale ont décroché leur baccalauréat en 2024. Ainsi, 684 200 candidats ont été admis. Un résultat en hausse de 0,4 point par rapport à 2023. Cette augmentation concerne les trois voies du bac. Le taux de réussite atteint 96,1 % en série générale (+ 0,4 point), 90,3 % en série technologique (+ 0,5 point) et 83,4 % en série professionnelle (+ 0,6 point). Plus de la moitié des candidats (58,4 %) obtiennent ce diplôme avec mention. Là encore, c'est une augmentation de 1,3 point par rapport à 2023. Dans la voie générale, 38,2 % des élèves décrochent même une mention bien ou très bien.

La phase principale d'admission sur Parcoursup terminée

Plus de 120 000 candidats à l'enseignement supérieur n'ont pas reçu de réponse à leurs vœux sur la plate-forme, toujours critiquée

Ceux qui attendaient encore une proposition d'admission dans une formation de l'enseignement supérieur sont maintenant fixés, alors qu'a pris fin, vendredi 12 juillet, la phase principale de Parcoursup, la plate-forme d'affectation dans l'enseignement supérieur. Les dernières données du tableau de bord ministériel permettent de calculer que, à la date du 9 juillet, sur un total de 849 000 candidats, quelque 124 000 (soit 14,5 %, contre 13,3 % en 2023) n'avaient pas reçu du tout de proposition en réponse à leurs vœux, et qu'ils étaient plus de 29 000 (soit 3,4 %, contre 3,5 % en 2023) à avoir quitté la plate-forme.

Les candidats lycéens affichent le plus fort taux de succès : 89,5 % d'entre eux ont reçu au moins une proposition. Suivent les candidats en réorientation (79 %), et enfin, loin derrière, ceux ayant suivi une scolarité dans un lycée à l'étranger (41 %). Des proportions peu ou prou identiques à celles de 2023. Tous les jeux ne sont pas encore faits : pour les déçus, la phase complémentaire d'admission se poursuit jusqu'au 10 septembre pour postuler, à nouveau, dans quelque 6 000 formations où des places sont encore vacantes.

Cette nouvelle session d'admission n'éteindra pas les critiques qui accompagnent la plate-forme depuis sa création, en dépit d'améliorations apportées au fil du temps : un système trop sélectif pour les uns, trop opaque pour les autres. Dans le débat public, comme l'a confirmé la campagne pour les élections législatives des 30 juin et 7 juillet, parler d'enseignement supérieur revient à devoir immédiatement se positionner pour ou contre Parcoursup, tant la plate-forme née en 2018 semble cristalliser tous les enjeux d'un secteur.

Ligne rouge

Le Nouveau Front populaire, arrivé en tête aux législatives et qui dit vouloir gouverner sur la base de son programme, est très clair à ce sujet : il dit vouloir *« abolir Parcoursup »* pour *« démocratiser l'université »*. Sans majorité à l'Assemblée nationale, la chose s'annonce toutefois délicate, car Parcoursup est le résultat d'une loi. Promulguée par le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, le 8 mars 2018, la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants prévoit de classer les candidatures lorsque leur nombre s'avère supérieur aux capacités d'accueil d'une formation universitaire, et ce *« au regard de la cohérence entre, d'une part, le projet de formation du candidat, les acquis de sa formation antérieure et ses compétences et, d'autre part, les caractéristiques de la formation »*.

Cette possibilité de classement, aussitôt assimilée à l'avènement de la sélection à l'université, était une ligne rouge que personne n'avait osé franchir depuis la tentative du ministre de l'enseignement supérieur Alain Devaquet en 1986. Et elle nourrit depuis les critiques de la gauche.

Le Nouveau Front populaire veut « abolir » la plate-forme, mais cela semble délicat sans majorité à l'Assemblée

La toute première session, qui s'était étirée sur cent huit jours, a laissé une marque indélébile. A la mi-juillet 2018, un tiers des candidats attendaient toujours une place ou une proposition plus conforme à leurs vœux. L'extrême lenteur de l'algorithme, totalement dépendant des désistements de candidats mieux placés, avait créé une immense déception. Sept ans plus tard, la phase principale d'admission a duré trente-sept jours et les trois quarts des candidats lycéens avaient reçu au moins une proposition d'admission dans un délai d'une semaine.

Lors de la campagne présidentielle en 2022, l'idée d'en finir avec Parcoursup était partagée par les différents partis de gauche (Parti communiste, Parti socialiste, La France insoumise) et le RN. Le parti d'extrême droite a revu sa position à l'occasion des élections législatives de 2024, souhaitant seulement décaler à la fin juillet le calendrier des affectations, une fois obtenu le baccalauréat.

Parcoursup est-il *« le grand méchant loup »*, un bouc émissaire un peu facile ? Cette formule est utilisée dans la revue *Administration et éducation* de juin 2024 par Catherine Moisan, inspectrice générale honoraire de l'éducation nationale et membre du comité éthique et scientifique (CESP) de la plate-forme.

Le classement des candidats qu'a introduit la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants n'a modifié le fonctionnement que d'un très petit nombre de formations (6 %), cadre-t-elle, puisque les prépas, écoles, BTS et autres BUT ont toujours recruté leurs élèves sur dossier, et que ces formations déjà sélectives représentent 63 % des places offertes. *« Ceux qui souhaitent supprimer Parcoursup et s'opposent à la sélection passent sous silence les formations sélectives et ne les ont jamais critiquées, alors qu'elles représentent la majorité de l'offre de l'enseignement supérieur »*, observe-t-elle.

Algorithmes locaux

A l'université, les places qui donnent lieu à une sélection représentent 14 % de la totalité de celles proposées sur Parcoursup, tandis que 22 % sont au sein de licences dites « non attractives », qui pourront accueillir tous les candidats du fait de capacités d'accueil suffisantes.

La faille de Parcoursup réside surtout, selon Catherine Moisan, dans le manque de transparence des « algorithmes locaux » mis au point par les formations elles-mêmes, et souvent modulables d'une année sur l'autre. *« On constate un progrès de transparence sur l'affichage des disciplines qui seront déterminantes. Cependant, les critères quantitatifs* [de pondération des critères] *n'existent quasiment pas »*, pointe la membre du CESP, qui appelle à responsabiliser ces jurys.

Améliorer l'outil est possible, affirme le chercheur Nagui Bechichi, doctorant à la Paris School of Economics et spécialiste des inégalités d'orientation dans l'enseignement supérieur. Il propose notamment de demander, à l'issue des affectations, *« le degré de satisfaction des candidats »*, mais aussi de *« réintroduire dans chaque académie des licences universitaires avec un droit d'accès garanti à tous les bacheliers du secteur »*. De quoi alimenter, devant les nouveaux députés, les débats d'un futur gouvernement. ■

SOAZIG LE NEVÉ

Auradou et Jegou mis en examen pour « viol aggravé »

Les deux joueurs du XV de France ont été placés en détention provisoire en Argentine



Hugo Auradou et Oscar Jegou à leur arrivée au centre de détention de Mendoza (Argentine), le 11 juillet. LUIS ROBAYO/AFP

BUENOS AIRES - *correspondance*

Hugo Auradou et Oscar Jegou ont passé leur deuxième nuit au centre de détention transitoire du pôle juridique de Mendoza, en Argentine, du vendredi 12 au samedi 13 juillet. Ce complexe ultramoderne regroupe d'anciens centres de détention et de plus récents, et les bâtiments flambant neuf du tribunal pénal et du ministère public.

Les deux joueurs de rugby du XV de France, âgés de 20 et 21 ans, ont été mis en examen vendredi pour « viol aggravé par la participation de deux personnes ». Si l'issue de l'information judiciaire qui débute les amenait au procès, et qu'ils étaient déclarés coupables, ils pourraient être condamnés à des peines allant de huit à vingt ans d'emprisonnement.

La demande de placement en résidence surveillée, déposée par la défense, qui estime qu'*« il n'y a pas de danger de fuite »*, est à l'étude. En attendant, la détention provisoire se fera à Mendoza et non en France. *« Cela doit être ici. Les crimes ont été commis ici »*, a affirmé le porte-parole du parquet, Martin Ahumada, à l'Agence France-Presse. Arrivés la veille peu après 23 h 20 en provenance de Buenos Aires, où ils avaient été interpellés lundi, les deux hommes sont descendus des véhicules qui les avaient acheminés séparément. Les policiers qui les escortaient leur ont passé les menottes, avant de les accompagner vers le pavillon où ils allaient passer la nuit.

« Inquiets de la situation »

Le lendemain matin, ils ont traversé dans un tunnel les quelques mètres qui les séparaient du ministère public, pour cette première comparution devant la procureure Cecilia Bignert, durant laquelle ils ont choisi de ne pas faire de déclaration. *« Ils feront* [plus tard] *leur déclaration, qui est cohérente et bien sûr très différente de ce que la victime a dit »*, a déclaré l'un de leurs avocats, Me German Hnatow, face à la presse, après leur comparution. *« Ils sont calmes parce qu'ils se savent innocents dans cette affaire, mais ils sont bien sûr inquiets de la situation »*, a-t-il ajouté. Hugo Auradou et Oscar Jegou, par le biais de leurs avocats, clament en effet toujours leur innocence dans cette affaire où deux versions s'opposent.

Après la victoire de la France contre l'Argentine lors du premier test-match de la tournée sud-américaine, samedi 6 juillet, et, après une première partie de soirée déjà excessivement arrosée, des membres de l'équipe avaient poursuivi la soirée au Wabi Fun Club, une boîte de nuit branchée des abords de la ville. D'après l'avocate de la plaignante, Natacha Romano, après être rentrée avec Hugo Auradou en taxi à l'hôtel, sa cliente aurait vécu près de trois heures d'une brutalité totale, marquée par des coups et des viols à répétition dans la chambre 603 du Diplomatic Hotel. Des agressions menées par le deuxième ligne palois d'abord, *« au moins six fois »*, d'après l'avocate, puis avec Oscar Jegou, arrivé plus tard, *« une fois, sans aucune protection »*. Arrivée aux alentours de 6 heures, d'après l'avocate, la victime présumée n'aurait pu s'échapper de la chambre que vers 8 h 30, une fois les deux hommes endormis.

« Absence d'empathie »

Selon Me Rafael Libarona, l'un des avocats des joueurs, les relations sexuelles étaient *« consenties »*. *« Une femme de 40 ans avec un jeune de 20 ans.* (…) *La question que nous devons nous poser est "pourquoi est-elle allée à l'hôtel ?" Pour boire un verre ? Elle aurait pu le prendre dans un bar ou dans un restaurant »*, interrogeait, jeudi, l'avocat, pour qui le fait d'être montée dans le taxi pour se rendre à l'hôtel avec Hugo Auradou indique un consentement.

Après l'audience de comparution, vendredi, Me Natacha Romano soulignait *« l'absence d'empathie »* et *« sans perspective de genre »* de son confrère qui a *« une vision archaïque »* des relations entre femmes et hommes.

Tandis que les journalistes s'agglutinaient près des avocats de la partie civile d'abord, puis de la défense, pour recueillir leurs impressions et leurs commentaires après la mise en accusation, des femmes, souvent accompagnées de leurs enfants, attendaient, entraient et sortaient du bâtiment. Plusieurs montraient des visages meurtris par les coups. L'unité spécialisée dans les délits contre l'intégrité sexuelle, où la victime présumée a déposé plainte quelques heures après les faits supposés, a été créée au sein du ministère public de Mendoza en 2017, alors que le mouvement Ni Una Menos (« Pas une de moins ») contre les féminicides battait son plein en Argentine. Quelques mois avant son inauguration, le procureur général Alejandro Gullé expliquait aux médias locaux qu'il avait créé cette unité pour solder *« une dette que nous avions »* envers la société. Une dette que le rugby, dans la formation de ses futurs joueurs d'élite, ne semble toujours pas avoir totalement soldée.

D'après son avocate, la plaignante aurait vécu près de trois heures d'une brutalité totale

La France affronte les Pumas, samedi, à Buenos Aires, pour le dernier test-match de cette tournée. *« L'impact sur le groupe est réel. C'est un cataclysme, un traumatisme »*, a déclaré, vendredi, le sélectionneur, Fabien Galthié, en conférence de presse. ■

ANAÏS DUBOIS

Les différences entre les systèmes judiciaires français et argentin

SOPHIE THONON-WESFREID a été l'avocate de plusieurs familles de « disparus » français pendant les dictatures argentine et chilienne. Elle a aussi été l'avocate de l'Etat argentin dans la procédure d'extradition visant l'ancien policier argentin Mario Sandoval, condamné en décembre 2022. Elle apporte pour *Le Monde* son éclairage sur le fonctionnement de la justice argentine, dans l'affaire des deux rugbymen français inculpés pour viol aggravé.

Quelles différences y a-t-il entre le droit français et le droit argentin sur les violences sexuelles ?

Le droit argentin considère qu'il y a un crime de base : l'abus sexuel. C'est une notion abstraite utilisée pour recouvrir au maximum la multiplicité des comportements criminels en matière de violences sexuelles. Il est défini comme une « agression sexuelle violente qui porte atteinte à la liberté sexuelle d'une personne et à son droit de choisir l'activité sexuelle qu'elle souhaite pratiquer ». Cela implique évidemment qu'il n'y a pas eu de consentement de la victime.

Ensuite, le droit argentin prévoit différentes circonstances aggravantes, qui accentuent la peine. Dans l'affaire des rugbymen français, on parle d'abus sexuel avec deux facteurs aggravants. Le premier est ce que le droit argentin appelle « le rapport charnel », c'est-à-dire une pénétration par voie vaginale, anale ou orale, ce qui correspond à la définition judiciaire du viol en Argentine. Le deuxième facteur aggravant est la réunion, quand le crime est commis par deux personnes ou plus.

Quelles sont les peines encourues pour ce type d'affaire en Argentine ?

La peine la plus basse est de six mois à quatre ans de prison pour un abus sexuel. En fonction des circonstances aggravantes retenues, notamment la réunion, les deux rugbymen français pourraient risquer entre huit et vingt ans d'emprisonnement, ce qui est la peine maximale pour ce type de crime aggravé en Argentine.

Les deux sportifs pourraient-ils être extradés en France ?

L'extradition n'est pas une procédure qui s'applique dans ce cas-là. En l'espèce, on a ici deux Français suspectés d'avoir commis un crime en Argentine, ils relèvent donc de la justice argentine qui les condamnera ou pas et ils seront ensuite incarcérés ou pas en Argentine. Eventuellement, dans le cadre des conventions d'entraide entre polices, et il y en a beaucoup entre la France et l'Argentine, il est possible qu'ils demandent l'exécution de leur peine ou une adaptation de leur peine en étant envoyés en France. Mais tout ça est totalement hypothétique. Attendons déjà que l'instruction argentine ait lieu. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ROBIN RICHARDOT

Prison ferme pour les créateurs de l'« Uber shit » des campagnes

Le réseau de trafic de drogue, installé au May-sur-Evre, dans le Maine-et-Loire, fonctionnait avec une boucle Telegram et des livreurs

ANGERS - *correspondant*

Six ans de prison ferme pour le « patron » et des peines s'échelonnant de douze mois avec sursis à quatre ans ferme pour les neuf « employés ». La chambre correctionnelle du tribunal judiciaire d'Angers a eu la main ferme, vendredi 12 juillet, face aux membres du « Zanzi shop », cette boutique en ligne de la drogue, démantelée par les gendarmes, le 9 avril au May-sur-Evre (Maine-et-Loire).

Dans ce bourg (3 970 habitants) de la région des Mauges, situé à dix minutes au nord de Cholet, cet « Uber shit » – le surnom des systèmes de livraison de drogue à domicile – des campagnes prospérait depuis janvier 2023 et avait généré, selon les estimations des douanes, plus de 1,2 million d'euros de chiffre d'affaires en quelques mois. Il fonctionnait très simplement, par l'intermédiaire d'une boucle de la messagerie sécurisée Telegram, et affichait tous les atours d'une activité commerciale classique, avec promotions, nouveautés (cocaïne goût fraise et MDMA parfum cola) et distribution de petits cadeaux pour les clients fidèles.

Explications invraisemblables

Pour assurer ce service express, le réseau employait des livreurs rémunérés 20 à 25 euros la course. La plupart étaient des clients du « Zanzi shop » ravis d'autofinancer leur consommation. Lorsque le client était hors de portée, la drogue était expédiée par colis, par La Poste ou Fedex. Dans toute la France et au-delà, jusqu'en Belgique, en Italie, en Lituanie, au Mexique. Les règlements se faisaient alors en cryptomonnaies.

Dans l'équipe commerciale, l'un se faisait appeler « Poutine », l'autre « la Fusée », un troisième « le Chinois ». Chacun avait son sobriquet et son rôle au sein de la PME. A l'état civil, ils se prénomment Johan, Tom, Thibaud ou Luigi. Mercredi, pour l'ouverture de leur procès, ils étaient huit à se faire face dans les box du tribunal, encadrés par des agents pénitentiaires. Deux autres, qui comparaissaient libres. Et six autres, dont l'implication semblait moindre, avaient été jugés en avril, dans le cadre d'une procédure de reconnaissance préalable de culpabilité. Des peines de huit à vingt-quatre mois d'emprisonnement avaient été prononcées.

Ceux qui font face à la présidente, Agnès Tanguy, sont jeunes, voire très jeunes (20 ans pour le « comptable »). Certains se connaissent depuis la maternelle, la plupart vivent encore chez leurs parents. Lorsqu'ils ont débarqué au petit matin, le 9 avril, les 120 gendarmes mobilisés ont saisi 41 kilos de cannabis, 760 grammes de cocaïne, 160 000 euros en liquide, des véhicules et des armes : un fusil 22 long rifle, un pistolet Glock 17, 150 cartouches et des chargeurs de kalachnikov.

Face à la justice, certains n'ont pas encore l'air de comprendre qu'une partie de leur jeunesse se joue là. Ils se regardent en souriant, murmurent, pouffent quand les explications de l'un d'entre eux s'avèrent franchement invraisemblables. Johan B. (25 ans), présenté comme la tête pensante du réseau, se permet même de plaisanter à propos du nom de la représentante du ministère public (elle s'appelle Sandrine Rousseau, comme la députée écologiste), déclenchant les rires de ses camarades de box. Barbe noire et cheveux lissés en arrière, il écoute sa compagne, Morgane M. (24 ans), tenter de convaincre qu'elle ne connaissait rien de ses activités illégales, alors que des produits stupéfiants ont été saisis chez elle et que les relevés téléphoniques attestent qu'elle a participé à un approvisionnement. Lui roulait dans une puissante Mercedes achetée 55 000 euros en Allemagne et avance qu'il l'a en partie payée avec l'argent de ses Noël et anniversaires.

Insultes et menaces

L'ambiance n'est cependant pas détendue pour tout le monde. L'un d'entre eux est accusé par les autres d'avoir trop parlé aux *« condés »* lors de sa garde à vue. Il est menacé jusque dans les couloirs du tribunal. En prison, il a renoncé à la cantine, aux promenades et aux douches, par peur des représailles.

Ils ont beau être jeunes, les enquêteurs ont retrouvé chez l'un d'entre eux un revolver chargé sous un oreiller et 70 000 euros cachés dans un gilet pare-balles. Les tournées quotidiennes pouvaient rapporter jusqu'à 10 000 euros.

A l'heure du délibéré, c'est bien la question de l'argent qui fait tressaillir les prévenus. Convaincus de ne pas rester très longtemps en prison avec le jeu des remises de peine, ils explosent quand ils apprennent que tous leurs biens sont confisqués et qu'ils sont solidairement condamnés à payer une amende douanière de 1 208 106 euros. La sortie de l'audience est houleuse, avec insultes et menaces contre les juges et la presse. ■

YVES TRÉCA-DURAND

Le Monde
DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 2024

CRISE POLITIQUE

Une Assemblée figée par les divisions

Après des législatives qui n'ont débouché sur aucune majorité claire, le flottement institutionnel domine

Les résultats des élections législatives du dimanche 7 juillet, parce qu'ils n'ont débouché sur aucune majorité claire, portaient en eux la promesse d'une révolution parlementaire. Beaucoup entrevoyaient une Assemblée nationale revitalisée et la fin de l'hyperprésidentialisme d'Emmanuel Macron. Une semaine après le scrutin, le tournant se révèle mal engagé. Un flottement politique et institutionnel s'est installé. Quelle méthode, quel projet pour défaire le nœud gordien d'un Hémicycle sans majorité et qui ne peut être dissous durant un an ? L'atmosphère, propice à la confusion, laisse place à toutes les interprétations.

Dès dimanche soir, le chef de l'Etat a fait savoir qu'il attendrait *« la structuration de l'Assemblée »* pour nommer un premier ministre. Finalement, dans une lettre aux Français, publiée mercredi 10 juillet dans la presse régionale, le locataire de l'Elysée avance que *« personne ne l'a emporté dimanche »* pour mieux conditionner la nomination d'un premier ministre à un accord sur *« quelques grands principes pour le pays »* et des *« valeurs républicaines claires »*. *« Il n'existe aucun pays au monde où, après une élection, le président dit qu'il ne s'est rien passé* (...). *C'est un coup de force »*, a fustigé le fondateur de La France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, vendredi 12 juillet.

Les trois principaux blocs politiques sortis des urnes le 7 juillet – Nouveau Front populaire (NFP, 182 députés), Ensemble (168 élus) et le Rassemblement national (RN) et ses alliés (143 députés) – cherchent à amoindrir l'influence de leurs adversaires dans la future Assemblée, à défaut de pouvoir revendiquer une victoire majoritaire pour leur camp.

Une situation qualifiée de *« bourbier »* par Marine Le Pen, réélue cette semaine présidente du groupe RN à l'Assemblée. L'ancien premier ministre sous Jacques Chirac, Dominique de Villepin, a fait part de sa vive inquiétude, jeudi 11 juillet, sur LCI : *« L'un des risques,* (...) *c'est que tout le monde se rende compte que personne n'a intérêt à diriger ce gouvernement et que le président se retrouve devant le chaos. »*

Au Palais-Bourbon, la plupart des députés semblaient déconcertés par la tournure des événements. La démission du gouvernement de Gabriel Attal n'a pas été acceptée par le chef de l'Etat. Il pourrait être maintenu jusqu'à la veille du 18 juillet, pour que les 17 ministres élus députés puissent prendre part à l'élection de la présidence de l'Assemblée et de son bureau. En parallèle, l'équipe gouvernementale démissionnaire devrait gérer les affaires courantes durant les Jeux olympiques.



L'Assemblée nationale, le 8 juillet. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

DÉPASSÉ PAR SON ŒUVRE, EMMANUEL MACRON NE PEUT QUE CONSTATER LE « SPECTACLE DÉSASTREUX » OFFERT PAR SES TROUPES

La gauche, arrivée en tête des législatives, mais loin de la majorité absolue dans l'Hémicycle, revendique la victoire et entend bien imposer à Emmanuel Macron un premier ministre. Depuis une semaine, les conciliabules s'enchaînent jusque tard dans la nuit, aux quatre coins de Paris, entre les émissaires « insoumis », socialistes, écologistes et communistes.

Une polarisation

Vendredi, l'alliance de gauche peinait encore à s'extirper du bras de fer engagé entre LFI et le Parti socialiste, qui se disputent le leadership du NFP, alors que les deux formations pourraient compter autant de députés l'une que l'autre (autour de 70). La liste des « premiers ministrables », elle, s'allonge au fil des jours. Vendredi, le nom d'Huguette Bello, la présidente du conseil régional de La Réunion, était propulsé sur le devant de la scène, à l'initiative des communistes.

Loin des tractations d'appareils, les députés de gauche ont fait leur rentrée en ordre dispersé mardi, soulignant dans un double mouvement la réussite du front républicain et le doute grandissant sur leur possibilité à gouverner. *« Si on veut pouvoir s'inscrire dans la durée, ce gouvernement ne peut pas être une espèce de feu d'artifice que l'on lance pour qu'il fasse ensuite l'objet d'une motion de censure »*, a mis en garde le député communiste (Puy-de-Dôme) André Chassaigne.

La perspective du NFP au pouvoir déchaîne les passions à l'extrême droite mais aussi chez Les Républicains (LR) et au sein de la coalition présidentielle, où les menaces de censure se multiplient contre un éventuel gouvernement avec des ministres « insoumis » et même écologistes. Assuré d'obtenir la présidence du groupe Renaissance, le premier ministre, Gabriel Attal, s'est engagé, vendredi, dans sa profession de foi, à *« protéger les Français de tout gouvernement qui compterait des ministres issus du RN ou de LFI »*.

Dans cette ambiance postélectorale, il est encore difficile d'imaginer l'émergence de compromis entre des députés imprégnés par la polarisation des dernières semaines. *« On n'a pas subi tout ça pour se retrouver avec un gouvernement dans lequel il y a des gens qu'on a considérés comme faisant partie des extrêmes »*, s'agace le député Renaissance (Val-de-Marne) Mathieu Lefèvre. *« Il faut que tout le monde sorte de ses fantasmes, personne n'est majoritaire*, soupire l'élu écologiste (Dordogne) Sébastien Peytavie. *Il nous faut acter une forme de maturité politique et ne pas jouer à "je vais te faire tomber et tu vas me faire tomber". »*

A droite, s'il y a bien un jeu auquel l'on refuse de se prêter, c'est celui d'une candidature pour Matignon. Mercredi, Laurent Wauquiez a fermé la porte à toute *« coalition gouvernementale »* avec les macronistes, préférant *« un pacte législatif »*, soit une série de textes soutenus par ses 46 élus. *« Nous ne croyons pas que l'on puisse répondre à la crise d'un pays par une combinaison d'appareils »*, a lancé, mercredi, le député de Haute-Loire, derrière un pupitre planté dans la cour d'honneur du Palais-Bourbon. Fraîchement élu président du groupe LR, rebaptisé « La Droite républicaine », l'ex-président de la région Auvergne-Rhône-Alpes confirme la stratégie d'indépendance de son camp, validée en partie par le scrutin des législatives, et ce contre l'avis de certains ténors de son parti. *« Les LR vont dans le même sens que nous*, estime le député socialiste (Calvados) Arthur Delaporte. *Ils reconnaissent qu'ils n'ont ni intérêt ni légitimité pour former une majorité avec les macronistes, qui sont responsables de la situation dans laquelle on est. »*

Alors que tout indique que le bloc central rebute une grande partie des forces politiques dans la perspective d'une coalition, nombre d'élus Renaissance se conçoivent encore comme la force motrice et consensuelle d'un Hémicycle éclaté, en tant que probable deuxième groupe de l'Assemblée, derrière le RN. *« Il n'y a aucune majorité qui peut se faire sans nous »*, veut croire Mathieu Lefèvre. Mais ailleurs, l'on s'agace que les chantres du « dépassement » peinent autant à abandonner leurs réflexes majoritaires. *« Il y a des configurations où on peut imaginer que Renaissance soit en position de force, mais cela serait une négation de ce qu'ont voulu les Français »*, avertit Erwan Balanant, député MoDem (Finistère).

Mardi 9 juillet, dans le huis clos de la salle Colbert, les élus du groupe présidentiel, réduit à une petite centaine, ont fait part de leur amertume et même de leur rage contre un chef de l'Etat tombé de son piédestal, depuis sa dissolution de l'Assemblée sans lendemain. Vendredi, Gabriel Attal a admis que son camp avait *« frôlé la disparition »*. Une autre menace, celle de l'implosion, pèse tout autant sur la pérennité du macronisme. Le départ de l'ex-président de la commission des lois, Sacha Houlié, comme les divisions stratégiques ou les velléités d'émancipation exprimées, ces derniers jours, vers la droite par Gérald Darmanin ou en direction de la gauche par Elisabeth Borne, ajoutent au péril.

Dépassé par son œuvre, Emmanuel Macron ne peut que constater *« le spectacle désastreux »* offert par ses troupes. *« Il n'y a plus de macronisme, c'est fini »*, corrobore comme d'autres, Laurent Marcangeli, le président du groupe Horizons à l'Assemblée, qui s'inscrit dans les pas de son mentor, Edouard Philippe. A l'Assemblée, la *« nouvelle ère »* proclamée par Gabriel Attal, dès le soir du 7 juillet, ressemble à s'y méprendre à une fin de règne précipitée. ■

MARIAMA DARAME

Gabriel Attal, président d'un groupe Renaissance à l'unité de façade

Seul candidat, le premier ministre sur le départ devait être plébiscité par les députés du parti présidentiel, samedi

L'élection est encore plus facile à gagner que sa législative dans la très favorable 10e circonscription des Hauts-de-Seine. Samedi 13 juillet, Gabriel Attal sera élu président du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale, dans le cadre d'un scrutin où il est le seul candidat. Le chef du gouvernement devrait prendre ses fonctions une fois qu'Emmanuel Macron aura accepté sa démission remise au lendemain du second tour des législatives, lundi 8 juillet. Ce qui pourrait intervenir mardi 16 juillet, faisant passer le premier ministre au rang de ministre démissionnaire, jusqu'à la nomination du gouvernement.

Ce changement de statut lui permettrait de siéger au Palais-Bourbon sans contrevenir à l'article 23 de la Constitution qui édicte que *« les fonctions de membre du gouvernement sont incompatibles avec l'exercice de tout mandat parlementaire »*. A moins d'un retournement institutionnel ? *« Je maintiens que cela serait contraire à la Constitution*, insiste Jean-Philippe Derosier, professeur agrégé de droit public à l'université de Lille. *Une autorité qui gère les affaires courantes reste une autorité décisionnaire si on applique strictement l'article 23, il ne peut pas être député. »*

Psychodrame

Mais la controverse institutionnelle est le cadet des soucis du futur président du groupe Renaissance. S'il bénéficie du large soutien des députés, des voix s'élèvent pour déplorer une élection à contretemps, qui ne résout en rien les problèmes du parti présidentiel. Au cours de réunions qui ont viré au psychodrame, le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, appuyé par l'ancienne première ministre Elisabeth Borne et l'ex-présidente du groupe Aurore Bergé, a fait campagne pour reporter l'élection à septembre. Et lui substituer une gouvernance collégiale par intérim, le temps de redéfinir les orientations du parti.

Le plébiscite annoncé de Gabriel Attal n'ont pas éteint les critiques. Au contraire, puisqu'elles sont désormais publiques. Vendredi 12 juillet sur RTL, Gérald Darmanin estimait ainsi que la direction de Renaissance devait *« se remettre en cause »* et *« prendre en compte toutes les sensibilités »*, rappelant que *« personne n'avait d'hégémonie »*. La veille, il s'était fendu d'un message dans une boucle interne aux députés pour leur expliquer que l'élection de samedi ne réglait *« en aucun cas les deux problèmes majeurs qui sont les* [leurs] ». D'un côté, la définition d'une « *ligne politique* » et d'un *« projet pour les Français »*, en faisant *« l'examen critique de* [leur] *action »* ; de l'autre, la question du *« fonctionnement du parti et* [de] *la nécessaire représentation des territoires et des sensibilités »*.

Devant ce qu'il a qualifié de *« spectacle désastreux »*, selon une source élyséenne, le chef de l'Etat a convié Gérald Darmanin, puis Elisabeth Borne, pour un entretien en tête à tête, vendredi 12 juillet, avant une réunion avec Gabriel Attal et Aurore Bergé. *« Il en a appelé à la responsabilité de chacun et rappelé que les ambitions personnelles étaient légitimes, mais qu'il fallait placer l'unité au-dessus de tout »*, rapporte un conseiller présidentiel, qui décrit un président *« pas en colère »* mais empreint de *« gravité »*. M. Macron, dont *« le seul objectif »* est de *« garantir l'unité de la famille »*, estime la mission accomplie. Selon le décompte de l'Elysée, 97 députés Renaissance sur les 98 élus, le 7 juillet, se seraient rattachés au groupe. Vendredi, ceux qui avaient agité l'idée d'un départ se sont ravisés, publiant le même communiqué aux airs de capitulation.

Débat sur la ligne à adopter

« Force est de constater, pour l'heure, que malgré nos efforts, les conditions ne sont pas réunies pour nous rassembler toutes et tous dans un même groupe », peut-on lire sur les comptes X d'Eric Bothorel (Côtes-d'Armor), Stéphane Travert (Manche) ou encore Agnès Pannier-Runacher (Pas-de-Calais), qui avaient envisagé de rassembler les élus à *« la sensibilité sociale-démocrate »* dans un nouveau groupe, et qui siégeront donc, contraints, avec Renaissance en tant qu'apparentés. Seule la destinée de Sacha Houlié (Vienne), qui avait annoncé, le 10 juillet, qu'il ne se rattacherait pas, reste inconnue.

Fort d'un groupe duquel personne n'a réussi à s'émanciper, le camp présidentiel affiche une unité de façade. Mais la semaine à venir ravive déjà les blessures. Les députés vont devoir débattre de la ligne à adopter face à l'extrême droite lors de l'élection du bureau et des commissions. La ministre déléguée chargée des relations avec le Parlement, Marie Lebec, estime que *« le poids relatif des groupes doit être respecté »*, ouvrant l'hypothèse d'une présidence du RN. *« Aucun vote ne doit aller à l'extrême droite ! »*, rétorque au contraire le député de Moselle Ludovic Mendes, qui siège désormais en tant qu'apparenté. *« Pour garder ma liberté et ne rien exclure à l'avenir »*, justifie-t-il. ■

ROBIN D'ANGELO

Les partis de gauche tentent de sortir de l'impasse

La présidente du conseil régional de La Réunion, Huguette Bello, a été proposée par le PCF et soutenue par LFI. Mais le PS maintient la pression

Toujours pas de fumée blanche au sommet du Nouveau Front populaire (NFP), samedi 13 juillet au matin, mais une liste de noms qui s'allonge… Depuis le second tour des législatives, l'alliance à gauche est engluée dans des discussions sans fin, incapable de s'accorder sur le choix d'un premier ministre, et donne du grain à moudre à ses adversaires de droite et du camp présidentiel. Au cœur du feuilleton, le bras de fer entre socialistes, qui souhaitent imposer leur chef de file, Olivier Faure, le seul à leurs yeux qu'Emmanuel Macron ne pourra pas refuser, et « insoumis », qui revendiquent Matignon pour l'un des leurs, et pourquoi pas Jean-Luc Mélenchon, au motif que La France insoumise (LFI) détiendrait la première force en nombre de députés à l'Assemblée nationale.

Olivier Faure ou Jean-Luc Mélenchon ? Jeudi 11 juillet, l'équation semblait définitivement posée. Jusqu'au vendredi 12 juillet. Où l'on découvre que le Parti communiste français (PCF) pousse officiellement la candidature d'Huguette Bello, présidente du conseil régional de La Réunion, ancienne du Parti communiste réunionnais.

En toute discrétion, Fabien Roussel a mis son nom sur la table dans la nuit du mercredi 10 au jeudi 11 juillet, alors que les discussions s'enlisaient et que certains pariaient sur leur échec. Il est 1 h 30 quand le communiste et la numéro un des Verts, Marine Tondelier, commencent à se lasser des querelles LFI-Parti socialiste (PS). Les écologistes n'ont pas envie de prendre parti, au grand dam du PS, tandis que Fabien Roussel a dit sa préférence pour une candidature socialiste. *« Avec Marine, on a dit stop ! Si vous bloquez tous les deux, ce sera ni l'un, ni l'autre »*, relate le chef de file du PCF.

Les deux responsables égrènent des noms de personnalités : Cécile Duflot, côté Verts, Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre, pour le communiste. Et puis Huguette Bello. Consigne est donnée de ne rien laisser filtrer, le temps de prévenir l'intéressée. Jean-Luc Mélenchon, qui la connaît bien, a été le premier à l'appeler, lui disant : *« Figure-toi que Roussel a proposé ton nom. »* L'ancienne députée reçoit ensuite, jeudi matin, un coup de fil du communiste.

Pour une fois, le fondateur de LFI et le patron du PCF sont d'accord. Fabien Roussel en rirait presque. Une candidature d'Huguette Bello aurait l'avantage, pour les communistes, de mettre de l'huile dans les rouages parlementaires et d'assurer, peut-être, la pérennité de leur groupe à l'Assemblée nationale. En appuyant la Réunionnaise, les communistes pourraient s'attirer les faveurs de certains députés de l'île et éviter leur départ massif vers le groupe LFI. Cela leur permettrait aussi d'accueillir les frondeurs « insoumis », de François Ruffin à Clémentine Autain, sans que la direction de LFI s'y oppose. Pour les socialistes, opposés à la candidature d'Huguette Bello, c'est d'ailleurs là le principal ressort du soutien de la place du Colonel-Fabien à l'élue ultramarine.

« L'ère des femmes »

Sans être LFI, Huguette Bello fait presque partie de la famille : soutien de Jean-Luc Mélenchon lors de la campagne présidentielle de 2022, elle était aussi en dernière position sur la liste du mouvement aux élections européennes et a appuyé de toute sa force oratoire la campagne de Manon Aubry, lors de son meeting de lancement à Villepinte (Seine-Saint-Denis), le 16 mars. *« C'est une femme de caractère, elle a un rapport compliqué avec Mélenchon et n'est pas du genre à supporter l'autoritarisme de quiconque »*, observe le sénateur des Hauts-de-Seine Pierre Ouzoulias (PCF). Lors d'une conférence seul en scène, au siège du Parti ouvrier indépendant, à Paris, vendredi soir, Jean-Luc Mélenchon a assuré ne pas avoir *« de problème d'ego à contenter dans une fonction politique plutôt qu'une autre »*, avant de vanter les qualités d'Huguette Bello.

« Elle serait écoutée avec crédit et respect pour régler le retour à la paix civile et à la démocratie en Nouvelle-Calédonie kanaky », a-t-il dit, citant *« une vie entière qui est la démonstration de sa capacité à ne se laisser impressionner par personne »*. *« Huguette est une femme et nous sommes à l'ère des femmes. Une femme racisée et la nouvelle France est racisée »*, a-t-il poursuivi, espérant que les socialistes se rangent à cette solution.

DU CÔTÉ DES VERTS, CELLE QUI A L'AVANTAGE D'AVOIR ÉTÉ SALUÉE COMME UNE « GRANDE RÉPUBLICAINE » PAR ATTAL NE DÉCLENCHE PAS DE LEVÉE DE BOUCLIERS

Du côté des écologistes, celle qui a l'avantage d'avoir été saluée comme une *« grande républicaine »* par Gabriel Attal, lors de sa venue à La Réunion, en août 2023, ne déclenche pas de levée de boucliers, c'est déjà beaucoup. *« Nous prenons la proposition sérieusement »*, résume un cadre chez les Verts.

Reste à convaincre les socialistes, qui se voyaient déjà à Matignon. En suggérant Olivier Faure, le PS veut *« rentrer dans un rapport de force avec le président de la République »*, précise Pierre Jouvet, numéro deux du parti et eurodéputé. *« Quel est le parti qui a dirigé deux fois le pays, qui a trente-trois départements, la moitié des régions, dirige de grandes métropoles, a soixante-dix députés* [revendiqués] *et soixante-cinq sénateurs ? Qui pourra croire qu'avec un premier ministre socialiste les chars soviétiques vont arriver sur les Champs-Elysées »*, ajoute-t-il.

Très vite, signe qu'ils prennent au sérieux cette menace sur la candidature d'Olivier Faure, les socialistes ont exhumé des prises de position passées d'Huguette Bello. L'ancien député Patrick Mennucci rappelle qu'elle n'a pas pris part au vote de la loi sur le mariage pour tous en 2013, lors de la présidence de François Hollande. Elle avait toutefois évolué et célébré dans la foulée le premier mariage homosexuel de La Réunion.

L'ancienne directrice d'école a également fait partie de ces élus de gauche ayant voté contre la loi sur la laïcité de 2004 bannissant le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics. A l'époque, l'ancien député écologiste Noël Mamère ou encore la communiste Marie-Georges Buffet s'étaient également opposés au texte.

Les socialistes Carole Delga, présidente de la région Occitanie, et Valérie Rabault ont, de leur côté, affiché leur soutien à Huguette Bello. Au PS, un conseil national, sorte de « parlement du parti », est programmé pour ce week-end, sans doute pour soumettre aux voix la candidature d'Olivier Faure. *« Le seul mandat du bureau national, c'est Olivier Faure premier ministre »*, martèle Patrick Mennucci. S'il était contre la candidature d'Huguette Bello, le PS risquerait de se retrouver minoritaire face aux « insoumis », aux écologistes et aux communistes. *« Puisqu'il n'y a pas de consensus, le mieux, c'est de faire voter les parlementaires se reconnaissant dans le programme du NFP »*, précise Pierre Jouvet. Mais l'idée n'est pas de tordre le bras au PS. *« Nous souhaitons emmener tout le monde dans l'aventure »*, promet le communiste Christian Picquet. ■

JULIE CARRIAT
ET SANDRINE CASSINI

LES PROPOSITIONS DU NFP

Le programme du Nouveau Front populaire au crible des économistes

Baisse de l'âge de la retraite, hausse du smic, taxation des plus aisés… « Le Monde » a interrogé divers experts, qui se disent partagés sur les trois principales mesures du NFP. Ils redoutent des effets pervers nombreux



L'écologiste Marine Tondelier s'exprime lors d'une conférence de presse du Nouveau Front populaire, à Paris, le 14 juin. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

La rupture. C'est le mot-clé qui ouvre le programme économique du Nouveau Front populaire (NFP). On pourrait ajouter l'empressement. Dans les quinze premiers jours, ce projet promet, entre autres, l'abrogation de la loi sur les retraites, l'augmentation des fonctionnaires et du smic. Avec, dans la foulée, des lois sur l'éducation, la santé, les services publics, l'écologie ou encore le logement.

Au total, cela représente le lancement d'un plan de dépenses publiques supplémentaires de 100 milliards d'euros d'ici à la fin de 2025 et de 150 milliards d'ici à 2027, dont les deux tiers en faveur du pouvoir d'achat. Pour prouver son sérieux en cette époque de disette budgétaire, le programme met en place un plan de recettes fiscales supplémentaires de 150 milliards, qui se veut massivement redistributif puisque visant les très hauts revenus et les grandes entreprises.

Que pensent les économistes de cette rupture de grande ampleur ? Entre Julia Cagé, qui a travaillé sur ce programme et anticipe un effet de relance massif par l'offre de services publics et la réduction des inégalités, et le chef économiste de la banque Oddo, Bruno Cavalier, qui prédit *« le Venezuela sans le pétrole »* si toutes ces mesures étaient appliquées, il y a toutes les nuances d'appréciation, lesquelles varient grandement selon les modalités d'application qui seront décidées. Passage en revue des trois mesures phares du programme, celles qui enflamment les débats et seront au cœur d'éventuelles alliances.

La retraite : possible, mais… La mesure : *« Dès son arrivée au pouvoir, le Nouveau Front populaire abrogera les décrets mettant en application la réforme des retraites. Durant la législature,* [il] *organisera une grande conférence avec les partenaires sociaux pour déterminer collectivement les conditions du retour de l'âge légal à 60 ans et du nombre d'annuités associées. »*

Chaque mot compte. Comme le souligne l'économiste Michaël Zemmour, l'un des inspirateurs du programme, dans un entretien accordé au *Nouvel Obs* le 27 juin : *« La retraite à 60 ans n'est pas programmée par le NFP, mais apparaît comme un objectif politique. »* Et cela change tout. Xavier Timbeau, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), estime que le coût budgétaire dépend de nombreux paramètres, dont le plus important est la durée de cotisation.

« Si on fait passer la durée de cotisation à quarante-cinq ans, au lieu de quarante-deux ans aujourd'hui, avec un passage progressif à quarante-quatre ans, on peut même économiser de l'argent par rapport à la situation actuelle, tout en permettant aux carrières longues de partir dès qu'elles ont tous leurs trimestres », remarque-t-il. La porte reste ouverte face aux partenaires sociaux, même si ces derniers n'ont jamais réussi à s'entendre sur le sujet.

LE PROJET VISE TROIS CIBLES : LES HAUTS PATRIMOINES, À PARTIR DE 5 MILLIONS D'EUROS, LES HAUTS REVENUS ET LES MULTINATIONALES

« Mais les réformes des retraites n'ont pas comme seule finalité le financement des retraites, objecte Gilbert Cette, professeur d'économie à Neoma Business School. *C'est avant tout une manière de doper l'économie en augmentant l'offre de travail. Ainsi, l'actuelle réforme va peu rapporter pour le financement des retraites, du fait de nombreuses dispositions sociales, mais va aboutir à terme à 350 000 emplois et 1 % de produit intérieur brut supplémentaires qui, par les prélèvements, apporteront près de 13 milliards de recettes à l'Etat. Les carrières longues y sont déjà prises en compte, puisque 40 % des salariés partiront avant 64 ans. »* Autrement dit, le recul de l'âge de la retraite améliore le taux d'emploi, l'un des moteurs de l'économie.

Le smic : de nombreux sceptiques La mesure : *« Le relèvement de 14 % du smic, à 1 600 euros net. » « Ce n'est pas une bonne idée*, affirme Xavier Timbeau. *Du fait de l'indexation sur l'inflation, le smic a progressé de près de 10 %, soit plus que les salaires juste au-dessus. Il est déjà en parité de pouvoir d'achat le plus élevé d'Europe et 17 % des salariés sont au smic. On va créer une trappe à bas salaires et brutaliser les négociations salariales dans les entreprises. De surcroît, l'OFCE estime que cela pourrait aboutir à près de trente mille suppressions d'emplois. Enfin, le coût budgétaire, dû à l'accroissement mécanique des exonérations de charges sociales, se montera à 7 milliards d'euros. »*

La question de l'effet sur les entreprises, les licenciements, voire les faillites est au cœur des controverses. *« Les remontées fortes du smic en Espagne, en Allemagne ou au Canada*

Dans le Centre-Val de Loire, des « petits patrons » dans l'expectative

Plusieurs chefs d'entreprise s'inquiètent de l'atonie économique actuelle. Ils ne sont pas hostiles à certaines mesures préconisées par le NFP

BLOIS - *correspondant régional*

Que pensent les chefs d'entreprise de la situation politique et des conséquences économiques qui pourraient résulter des mesures proposées par le Nouveau Front populaire, bloc arrivé en tête des élections législatives du 7 juillet ? Si Patrick Martin, président du Medef, a considéré, dans un entretien aux *Echos* paru mardi 9 juillet, que la mise en œuvre d'un programme de gauche serait *« fatale pour l'économie française et précipiterait* [son] *déclin »*, sur le terrain, les positions des PME paraissent plus nuancées. *Le Monde* a rencontré plusieurs patrons de proximité en région Centre-Val de Loire, et leur inquiétude porte surtout sur l'atonie actuelle et le manque de perspective claire pour le pays.

Pierre Lambin, 44 ans, a fondé Les Vélos Verts, une entreprise de location de deux-roues le long de la Loire, sur huit étapes entre Blois et Nantes. Il dispose d'une flotte de 1 000 vélos, dont 200 électriques, et salarie une douzaine de personnes toute l'année, sans compter les saisonniers.

« La saison se passe mal, on ne va pas se mentir, constate-t-il. *On a l'impression qu'à cause des Jeux olympiques* [de Paris]*, les touristes étrangers sont allés visiter un autre pays. Alors si maintenant on me demandait d'instaurer le smic à 1 600 euros net, même si je suis pour, j'aurais du mal à suivre : le coût de ma masse salariale dépasserait mon résultat net de 2023. » « Et puis, une fois que le smic sera à ce montant, ça rendra la première marche beaucoup plus haute pour créer un emploi. Mais après tout, pourquoi pas ? A condition, de mon point de vue, de garantir de la sérénité, de faire en sorte que les touristes étrangers se disent que ce pays va bien »*, développe-t-il.

Thomas (le prénom a été modifié à sa demande, car il souhaite rester anonyme), qui emploie 320 salariés dans un hypermarché, n'est pas non plus hostile à une hausse du smic. *« Un salaire de base à 1 600 euros, je trouve ça plutôt bien d'autant que les gens qui sont au smic dépensent cet argent chez eux, dans leur territoire. Et puis si on gère bien sa boîte, si on fait attention, ça fonctionne, dans la mesure où le smic est le niveau de salaire le moins chargé en cotisations. »*

« Faire des compromis »

« Les salaires que je verse aux nouvelles recrues, c'est vrai, ne sont pas mirobolants : 3 % à 5 % de plus que le smic, déplore-t-il. *Par contre, j'ajoute un treizième mois et même un quatorzième mois et demi en intéressement et participation. »* A ses yeux, cela contribue à ce que ses salariés se sentent bien au travail et, pour un certain nombre, qu'ils aient envie de l'accompagner jusqu'à leur retraite.

En revanche, en raison de la démographie vieillissante, Thomas a le sentiment que la retraite à 60 ans est une proposition démagogique. *« Certes, mes employés font des métiers exigeants physiquement, mais le tire-palette électrique et les formations sur les postures qui n'existaient pas il y a quelques années aident beaucoup ! Au risque de paraître froid, aujourd'hui, ce que l'on fait sans douleur à 62 ans, on peut le faire deux ans de plus. »*

Il estime que le président Emmanuel Macron a eu raison de dissoudre l'Assemblée nationale, le 9 juin. *« A présent, ceux qui voudront gouverner vont devoir assumer leurs propositions et faire finalement des compromis, écouter les autres et sortir de leurs caricatures. J'ai hâte qu'on ait une personne qui nous fasse un peu rêver, qui nous donne des perspectives d'une manière générale »*, lance-t-il.

Installés à Cheverny (Loir-et-Cher), Dominique Eugène et Suzel Harauchamps ont créé une conserverie et confiturerie artisanale en travaillant à partir de fruits et de légumes bio. Ils emploient deux permanents et de la main-d'œuvre d'appoint selon les arrivages. *« L'augmentation souhaitable du smic ne doit être pas être brutale, car notre activité, très manuelle, serait fragilisée*, estiment-ils. *Elle ne doit pas être non plus compensée par des aides, car une entreprise doit rester ancrée dans la réalité et faire la preuve de sa capacité à rendre des services utiles au juste prix. »*

Eux aussi jugent le contexte politique actuel incertain et inconfortable. *« Qu'en sera-t-il du soutien à l'agriculture biologique ? Va-t-on permettre à la multitude d'acteurs économiques des territoires tels que nous, petites entreprises, artisans ou paysans, de vivre dignement de leur activité ? »* S'ils fustigent *« la lourdeur administrative, très chronophage et de plus en plus déshumanisée »*, ils appellent aussi de leurs vœux une *« Europe sociale, pour que la filière fruits et légumes française ne soit plus fragilisée par rapport à l'Espagne ou aux pays de l'Est. »*

« NOUS SOMMES MI-JUILLET ET, À PART L'INDUSTRIE DE LA DÉFENSE, TOUT EST EN STAND-BY »
PIERRE-JEAN BROCHAND
dirigeant d'une PME de mécanique

Pierre-Jean Brochand, qui dirige une PME de mécanique de précision à Salbris (Loir-et-Cher) faisant travailler 32 salariés en pleine forêt solognote, ne se mêle pas de politique et aspire par-dessus tout à la stabilité. *« J'avoue que ce qui m'inquiète le plus depuis la dissolution, c'est une économie en attente. Nous sommes mi-juillet et, à part l'industrie de la défense, tout est en stand-by. Mes sous-traitants n'ont jamais vu une telle baisse d'activité. L'industrie plastique souffre également. J'espère vraiment que cela va repartir en septembre. »*

Et de conclure : *« Ce que je souhaite pour mon entreprise, c'est de la confiance : cela manque aujourd'hui. Pour investir, dépenser, il faut avoir confiance dans l'avenir. Nous voilà devant une instabilité politique importante et sans doute pour longtemps en France. Je crains des périodes de troubles avec l'extrême droite ou l'extrême gauche dans la rue. »* ■

JORDAN POUILLE



n'ont pas montré d'effet négatif sur l'emploi », assure Clément Carbonnier, professeur d'économie à l'université Paris-VIII, qui a participé à l'élaboration du programme. Il reconnaît néanmoins qu'il faudra travailler sur l'effet de tassement des salaires.

En 2022, le groupe d'experts sur le smic, à l'époque présidé par Gilbert Cette, avait fait travailler des spécialistes de l'économétrie sur l'effet pour l'emploi d'une hausse du smic et avait trouvé une *« élasticité négative et forte quand le niveau de salaire minimum est élevé »*. *« C'est pour cela qu'historiquement on a développé les exonérations de charges »*, affirme M. Cette. Xavier Jaravel, qui enseigne à l'Ecole d'économie de Londres (LSE), cite de son côté une étude de l'économiste Attila Lindner montrant que la forte augmentation du salaire minimum en Hongrie avait conduit à la suppression de 10 % des emplois au smic du pays, surtout du fait des sociétés qui ne pouvaient répercuter le surcoût sur les consommateurs.

Tout dépend du rôle du smic. *« Si c'est la voiture-balai des salaires, comme aux Etats-Unis, cela ne détruit pas d'emploi*, explique l'économiste Jean Pisani-Ferry. *Mais si, comme en France, cela concerne près de 20 % des salariés, c'est complètement différent. Cela va améliorer la situation des personnes concernées, mais donner un sentiment de paupérisation aux autres. »*

Les impôts : une mise en œuvre complexe La mesure : « *Suppression des niches fiscales inefficaces, injustes et polluantes (25 milliards d'euros) ; impôt sur les successions dorées en instaurant une transmission maximale de 12 millions d'euros (17 milliards d'euros) ; mise en place d'un barème de 14 tranches de l'impôt sur le revenu pour le rendre plus progressif ; progressivité de la CSG (5,5 milliards d'euros) ; suppression de la "flat tax", pour que les revenus du capital soient imposés au même niveau que les revenus du travail (2,7 milliards d'euros). »*

Comme l'explique Anne-Laure Delatte, économiste au CNRS, qui a travaillé sur le programme, face à la situation budgétaire tendue et à l'état des services publics, il faut lever des recettes pour financer cette ambition à 150 milliards d'euros. Avec trois cibles : les hauts patrimoines, à partir de 5 millions d'euros, les hauts revenus et les multinationales. Pour Mme Delatte, les intentions sont de faire porter l'essentiel de l'effort sur le patrimoine des 1 % les plus aisés, par une réforme de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) et de l'impôt sur les successions.

Les embûches sont innombrables et sont les mêmes sur lesquelles les précédents gouvernements socialistes ont trébuché : mobilité de la fortune des plus riches, qui n'est plus dans l'immobilier français, pénalisation des propriétaires d'entreprise, fragilisation des PME et de l'investissement et donc, in fine, une taxation supportée principalement par les 10 % les plus aisés (salaire supérieur à 4 200 euros net par mois). *« Concernant la réforme de l'impôt sur les revenus, l'intention est d'en modifier la distribution, c'est-à-dire augmenter l'impôt sur les 10 % des revenus les plus élevés, de façon progressive, afin de réduire l'impôt des 90 % restants »*, assure Anne-Laure Delatte.

« Il y a du potentiel fiscal sur les impôts, relève Xavier Timbeau, *mais ne serait-ce que 100 milliards, c'est douteux. On arrive à des seuils confiscatoires. »* Autrement dit qui aboutissent à appauvrir les contribuables. Car à l'impôt sur le revenu s'ajoutera la CSG progressive, la surcotisation sur les retraites… Ce cas est bien connu de la littérature économique, avec la courbe de Laffer, du nom de l'économiste américain Arthur Laffer, qui calcule un taux maximal au-delà duquel trop d'impôt tue l'impôt – un concept qui ne fait néanmoins pas consensus. *« Nous y sommes*, observe Jean Pisani-Ferry, *autour de 60 % de prélèvements totaux. »* Le niveau d'imposition en France est déjà parmi les plus élevés de l'Organisation de coopération et de développement économiques. *« Il y a moins coûteux à faire pour réduire les inégalités »*, pense Xavier Jaravel, citant notamment l'investissement dans l'éducation pour accroître la mobilité sociale.

Et puis il y a le tabou français de l'héritage, que veut briser le programme NFP. Celui-là vient des temps immémoriaux. La taxation des successions reste majoritairement impopulaire en France, en dépit du relatif consensus des économistes sur l'efficacité de cette mesure pour réduire les inégalités. *« Il y a un récit médiatique compliqué »*, admet Anne-Laure Delatte. Il est plus culturel que médiatique et sera bien délicat à transformer.

Toutefois, pour certains, ce débat, comme sur les autres mesures, s'est éteint avec la tripartition de l'Assemblée, qui imposera des compromis à ceux qui voudront gouverner. Comme le résume Olivier Blanchard, ex-économiste en chef du Fonds monétaire international, *« la question est maintenant de savoir si on peut imaginer un programme économique qui prenne des éléments macronistes, des éléments du programme NFP et qui soit acceptable par une majorité des députés. Cela ne me paraît pas impossible. Pendant que les politiques se positionnent, je pense que les économistes peuvent y contribuer »*. Ils ont en tout cas du travail pour longtemps. ■

PHILIPPE ESCANDE

Retours d'expérience européens sur la hausse du salaire minimum

Au cours des dernières années, plusieurs pays du Vieux Continent ont fortement augmenté leur smic, sans que cela ait un impact destructeur sur l'emploi

LONDRES, BERLIN, MADRID - *correspondances*

Hausse de 22 % du salaire minimum en Espagne en 2019, de 15 % en Allemagne en 2022, de 10 % au Royaume-Uni en 2024. A travers l'Europe, les salaires minimaux sont devenus une arme de politique publique majeure. Avec sa promesse d'un smic net à 1 600 euros, le Nouveau Front populaire se place dans la même logique. Ce « coup de pouce » représenterait une augmentation d'un peu plus de 14 %.

L'idée provoque une vive polémique. *« Une machine à détruire l'emploi »*, tonne le premier ministre, Gabriel Attal, qui parle de 500 000 emplois détruits. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) calcule inversement une destruction nette de seulement 29 000 emplois, un niveau faible à l'échelle d'une économie comme la France.

« Une telle hausse représente à la fois un choc d'offre, avec une hausse des coûts pour les entreprises, mais c'est aussi un choc de demande, avec une amélioration des salaires d'une partie de la population », explique Eric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'OFCE et auteur de ce calcul. On peut aussi noter que l'évolution de l'emploi dans l'Hexagone concentre les petits salaires dans les métiers des services (propreté, distribution, logistique…), difficiles à délocaliser.

L'expérience des pays voisins montre qu'il n'y a pas eu de vaste destruction de postes. La comparaison doit être prise avec prudence, les marchés du travail étant différents. Au Royaume-Uni et en Allemagne, notamment, le taux de chômage est très faible (autour de 4 %, contre 7,5 % en France). De même, le taux de « smicardisation » (le pourcentage de salariés au smic) y est inférieur à celui de la France (6,7 % au Royaume-Uni, 13,7 % en Espagne, 14,8 % en Allemagne, 17 % en France).

« Les travaux sur l'Espagne montrent un impact négatif sur l'emploi, mais assez peu important, note Eric Dor, directeur des études économiques à l'Ieseg, une école de commerce. *Attention toutefois : le salaire minimum était alors très inférieur au niveau actuel français ! Par ailleurs, on est dans une situation en France où beaucoup d'entreprises sont déjà fragilisées. »*

En Espagne, un bond colossal et peu d'effets Le salaire minimum interprofessionnel (SMI) en Espane a fait un bond colossal de 54 % depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre socialiste Pedro Sanchez, en 2018. Il est désormais à 1323 euros brut mensuels. Le gouvernement de gauche, formé par le Parti socialiste et la gauche radicale Sumar, est ainsi parvenu à son objectif initial : porter le SMI à 60 % du salaire médian espagnol.

La brusque hausse de 2019 (+ 22 %) avait provoqué d'intenses débats dans le royaume. Après avoir mis en garde contre des conséquences désastreuses sur l'emploi, la Banque d'Espagne a publié une étude dès 2021 estimant que 154 000 emplois en plus auraient été créés si cette augmentation n'avait pas été approuvée.

LA COMPARAISON AVEC LES ÉTATS VOISINS DE LA FRANCE DOIT ÊTRE PRISE AVEC PRUDENCE, LES MARCHÉS DU TRAVAIL ÉTANT DIFFÉRENTS

En 2022, une étude de la fondation Iseak, commandée par le ministère du travail, a souligné que la réforme avait amélioré les conditions de vie de 1,5 million de travailleurs et réduit les inégalités salariales entre hommes et femmes, mais aussi qu'elle avait eu un *« impact négatif graduel »* à moyen terme, qui aurait provoqué la perte de 27 000 emplois dans ses secteurs peu qualifiés.

Le bon comportement de l'économie espagnole a relégué le débat à un second plan. Depuis 2018, près de 1,8 million d'emplois ont en effet été créés et le taux de chômage a baissé de 14,5 % à 11,7 % des actifs. Pourrait-il être plus bas si la hausse du SMI n'avait pas été aussi importante ? Les avis divergent.

En octobre 2023, la Fédération pour les études d'économie appliquée a considéré pour sa part que l'impact de la hausse du SMI sur le marché de l'emploi avait été *« limité »*. Ses experts plaident cependant pour la prudence et lient l'évolution future du SMI à la productivité plutôt qu'à l'inflation, ou encore pour envisager un SMI variable selon les régions.

Au Royaume-Uni, « un grand succès » Depuis 1999, quand le salaire minimum a vu le jour au Royaume-Uni, les gouvernements successifs – et les économistes – découvrent chaque année avec surprise leur capacité à l'augmenter très largement. Initialement mis à un niveau très bas (47 % du salaire médian), le salaire minimum a d'abord progressé lentement, puis très rapidement depuis près d'une décennie. En avril, une nouvelle augmentation de 10 % l'a fixé à 11,40 livres de l'heure (13,60 euros, à comparer à un smic brut de 11,65 euros), soit 64 % du salaire médian.

En vingt-cinq ans, il s'agit d'une augmentation de 70 % en valeur réelle. *« C'est la politique économique qui a eu le plus grand succès depuis une génération »*, estime la Resolution Foundation, un groupe de réflexion britannique. Y a-t-il eu des destructions d'emplois ? Pas de façon notable, le chômage étant resté faible sur toute cette période au Royaume-Uni, actuellement à 4,4 %. *«* [Un tel résultat] *aurait paru impossible à la plupart des économistes en 1999. »*

L'accélération a commencé en 2016, quand le premier ministre d'alors, David Cameron, cherchait à réduire les prestations sociales. Pour cela, il a décidé de forcer les entreprises à mieux payer leurs salariés. Il a initialement fixé un objectif de salaire minimum à 60 % du niveau médian. Cela a été chose faite en 2019, sans effet sur l'emploi. Le gouvernement a alors décidé de poursuivre la tendance, visant deux tiers en 2025.

Comment expliquer ce succès ? Dans un marché du travail aussi flexible que celui du Royaume-Uni, les entreprises arrivaient à dicter leurs conditions aux salariés, plaçant les salaires au-dessous de ce qu'elles pouvaient se permettre de payer, relève la Resolution Foundation, et elles avaient donc des marges de manœuvre pour encaisser la hausse du smic. *« Nous sommes encore en train de découvrir quel pouvoir ont vraiment les employeurs, et jusqu'où le salaire minimum pourra aller »*, conclut le groupe de réflexion.

En Allemagne, la promesse d'Olaf Scholz Outre-Rhin, où le salaire minimum n'a été instauré qu'en 2015, sa hausse à 12 euros de l'heure était une promesse centrale de campagne du chancelier social-démocrate Olaf Scholz. Au 1er octobre 2022, c'était chose faite, quand le salaire minimum est passé de 10,45 euros à 12 euros. Au total, 5,8 millions d'emplois ont été concernés par cette augmentation, soit 14,8 % de l'ensemble des salariés. D'après l'Office des statistiques, ce sont les femmes et les salariés de l'est du pays qui ont le plus profité de cette revalorisation. Son montant, actuellement à 12,40 euros de l'heure, doit passer à 12,80 euros en janvier 2025.

Cette hausse du salaire minimum n'a pas provoqué de hausse du chômage, dans un contexte de forte pénurie de main-d'œuvre. En revanche, le nombre de faillites d'entreprises a sensiblement crû ces douze derniers mois, sans qu'il soit possible d'identifier l'effet individuel de la hausse du salaire minimum par rapport à d'autres facteurs comme la hausse des taux d'intérêt, la forte inflation ou la fin des aides liées au Covid-19. L'Office des statistiques remarque que les secteurs de la construction, des transports et de la restauration ont été les plus touchés. Ce sont aussi des filières qui emploient de nombreux travailleurs au salaire minimum.

Cette question continue d'agiter le débat public. Olaf Scholz plaide en faveur d'un salaire minimum à 14 ou 15 euros. La revendication est soutenue par les chercheurs proches des syndicats, qui jugent que la hausse de fin 2022 n'a eu qu'un effet minime sur l'inflation, tandis qu'elle a permis de stabiliser le pouvoir d'achat des salariés concernés. Mais le corollaire est un tassement des salaires : le salaire minimum a progressé de 11,6 % par rapport à 2015 (en données corrigées des prix), beaucoup plus vite que les salaires négociés par les syndicats, qui ont perdu 3,8 % de leur valeur réelle, conclut l'Institut de recherche sur le marché du travail et l'emploi de Nuremberg. ■

ÉRIC ALBERT, CÉCILE BOUTELET ET SANDRINE MOREL

Le « off » d'Avignon, un festival ruineux pour les compagnies

Le célèbre rendez-vous attire des centaines de spectacles en quête de visibilité et de futures tournées. Mais souvent sans espoir d'être rentable

REPORTAGE

AVIGNON - *envoyée spéciale*

En jouant dans le Festival « off » d'Avignon, la quasi-totalité des compagnies perdent leur mise. Et pourtant, chaque année elles se précipitent par centaines dans l'espoir d'être repérées par des programmateurs influents qui leur traceront de brillantes destinées. En 2024, les 1316 compagnies qui se disputent âprement les faveurs du public proposent 1666 spectacles en tout genre.

L'offre est un peu plus étoffée qu'en 2023, précise Harold David, coprésident d'Avignon Festival et Compagnies, mais la manifestation pâtit cet été d'un calendrier abrégé par les Jeux olympiques (le « off » sera clos le 21 juillet, au lieu de fin juillet). Le démarrage s'est avéré erratique : seuls 40 % des spectacles ont commencé le 29 juin et la totalité de l'offre n'a été accessible que le 3 juillet. Ce qui a perturbé les habitués et raréfié le public. D'autant plus que les amateurs de théâtre ont tardé à venir en raison des élections législatives, les 30 juin et 7 juillet.

Pour faire face aux dix premiers jours catastrophiques en matière d'audience, Fabrice Roux, président de La Scène indépendante (syndicat national des entrepreneurs de spectacles), a demandé au ministère de la culture, puis à l'Elysée, une aide exceptionnelle de 3,5 millions d'euros, qui correspond au prix de 30 % de la billetterie des dix premiers jours. En vain.

Avec cette édition ramassée dans le temps, c'est peu dire que la compétition entre compagnie est violente. Comment exister dans un tel tsunami d'offres ? Certains profils brillent par leur aspect atypique. Jean-Michel Rallet, cocréateur d'un fonds de capital-investissement, remercié par ses trois associés, a radicalement changé de vie. Il s'est lancé *« par catharsis »*, dit-il, dans l'écriture de sketchs pour devenir humoriste.

En 2023, il a rodé sa pièce *Changement de vie involontaire*, qu'il joue à 19 heures dans une petite salle de 56 fauteuils, le BA. *« Je ne voulais pas mourir en étant le plus riche du cimetière »*, assure ce financier reconverti à 50 ans, désormais seul en scène, qui arpente chaque jour les rues d'Avignon pour « tracter », distribuer ses prospectus. Et tenter d'attirer le chaland, le sport national du « off ».

Les amateurs de théâtre ont tardé à venir en raison des élections législatives, les 30 juin et 7 juillet

Pas de réserves financières

La location de la salle lui coûte 7 200 euros (le prix moyen de location s'élève à 100 euros hors taxe pour un fauteuil), son logement, bien situé, plus de 3 000 euros. Des frais auxquels s'ajoute le coût du régisseur, de l'inscription au festival, des affiches, de la communication… Au total, jouer lui revient à près de 15 000 euros. *« Pour être à l'équilibre, la salle devrait être remplie tous les soirs à 80 %, c'est impossible »*, dit-il. En 2023, il a perdu 10 000 euros. *« Je jouais à un mauvais horaire, à 13 heures, et personne ne va louper un déjeuner pour moi »*, admet-il.

L'illusionniste William Arribart, 26 ans, qui produit lui-même ses spectacles et joue au Paradise République vient pour le plaisir. Il a fait ses comptes. *« Cela me coûte 15 000 euros pour le mois*, détaille-t-il. *Ce n'est rien par rapport à une journée au Zénith à Paris* [50 000 euros] *»*, salle qu'il a remplie en 2023. La grande majorité des compagnies ne bénéficie pas de réserves financières, et trop souvent les comédiens ne touchent aucun cachet. Un sacrifice pour être présent dans ce grand marché.

Avec six acteurs dans *Un pour tous*, l'auteur Mathieu Peralma et le metteur en scène Eric Savin savent qu'ils jouent à perte. *« L'Archipel Théâtre a une jauge de 77 places, or il nous faudrait la recette quotidienne de 110 places pour atteindre l'équilibre »*, admettent-ils. Impossible de gagner un centime, même en rêve. Les comédiens, salariés pour leur prestation, paient leur loyer.

« La compagnie perd de l'argent, mais être sur scène permet aux comédiens d'obtenir la moitié des cachets annuels dont ils ont besoin pour rester dans le système de l'intermittence », explique M. Peralma. Il regrette que l'aide publique du Fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (attribuée aux compagnies dès que plus de trois comédiens se produisent dans une salle de petite jauge) ait fortement diminué.

Si la troupe y va, c'est qu'elle espère vendre le spectacle, organiser une tournée. Les professionnels qui font venir les programmateurs monnaient leurs prestations, jusqu'à 4 000 euros pour le mois du « off », sans compter une part de 10 % à 15 % sur chaque vente ultérieure de spectacles.

Etre repéré peut passer par la reprise d'un texte connu. C'est l'option choisie par Benjamin Bouzy et Vincent Marguet, les metteurs en scène de *Moby Dick*, de Herman Melville, et de *L'Alchimiste*, de Paulo Coelho. Eux aussi viennent *« vendre des dates »* après Avignon.

La metteuse en scène Tatiana Vialle qui présente *Etre peintre*, d'après la correspondance de Nicolas de Staël, a bénéficié d'un contrat inhabituel de coréalisation avec la direction de la salle Au Palace. Elle ne paie pas de location, mais partage les recettes. Malgré cet avantage, elle va *« perdre au moins 8 000 euros »*, explique-t-elle. Ce spectacle, qui avait trouvé son public à Paris au Théâtre 14, est à la peine dans le « off ». Au Palace a changé de mains, et son directeur en a modifié la programmation, abandonnant les grosses comédies au profit de spectacles plus exigeants. Sauf que le public n'a pas suivi.

En 2024, même les spectacles portés par des comédiens qu'on ne présente plus, comme Natacha Régnier, sont à la peine. A La Scala Provence, la salle n'était remplie qu'au quart la première semaine de juillet pour l'applaudir dans *Pannonica, papillon du jazz*, une pièce sur une amoureuse du jazz. Et son voisin Philippe Torreton jouait aussi jusqu'au 7 juillet devant un public clairsemé.

A Avignon, les grands gagnants du festival restent donc les propriétaires de maisons et d'appartements qui profitent de la poule aux œufs d'or pour augmenter les loyers. Et les salles, qui louent aussi au prix fort pendant la saison. Un label de qualité fondé sur une multitude de critères d'accueil des compagnies sera, enfin, mis en place en 2025. ■

NICOLE VULSER



MATIÈRES PREMIÈRES
PAR LAURENCE GIRARD

Perte sèche pour la pêche

Pas de pot pour la pêche ! Avec l'arrivée de l'été, la morosité s'est installée dans les vergers de pêchers français. Pourtant, en 2024, les gelées tant redoutées les ont épargnés et les branches sont bien chargées. Trop, quand 200 000, voire 230 000, tonnes de ces fruits à noyau sont attendus sur les plateaux ? Plutôt mauvais tempo.

La floraison précoce a bousculé le calendrier et les fruits ont déboulé en quantité, à un rythme accéléré. « *Près de 40 % du volume des pêches et nectarines ont déjà été ramassés, soit 30 % de plus qu'à la même époque lors d'une année normale* », précise Bruno Darnaud, président de l'association d'organisation de producteurs Pêches et abricots de France, également arboriculteur dans la Drôme.

Or, en juin, la météo automnale n'incitait pas vraiment à croquer dans les fruits d'été. La consommation n'a pas suivi l'afflux de production. Et les fruits français ont eu du mal à se glisser dans les rayons des supermarchés bien garnis par leurs concurrents espagnols à cette saison. Une concurrence mordante.

Les Ibères savent proposer légumes et fruits d'été en décalé. Et parfois innover. Comme avec les pêches plates, sucrées et plus faciles à déguster, qui font un carton. En 2023, les Espagnols ont commercialisé plus de 100 000 tonnes de pêches et nectarines de l'autre côté des Pyrénées.

Les arboriculteurs viennent de tirer le signal d'alarme et d'alerter les distributeurs pour qu'ils achètent en priorité les pêches et nectarines des vergers français. Toutefois, ces tombereaux de fruits ont écrasé les prix. Perte sèche pour la pêche. *« Pour les fruits de beau calibre, le prix est de 2 euros le kilo au départ de la station de conditionnement. Il est bien évidemment plus bas pour les petits calibres, alors que notre prix de revient est de 1,8 euro le kilo »*, s'inquiète M. Darnaud. En 2023, le tarif était de 2,50 euros le kilo. Avec le risque pour la pêche de passer sous la ligne de flottaison.

Revitaminer les ventes

De son côté, l'abricot n'a pas non plus tiré le gros lot. La récolte 2024 du fruit rond, évaluée à 85 000 tonnes, sera plus que maigrelette. Elle est en repli de près de 30 % sur un an et s'annonce très hétérogène en fonction des exploitations et des régions. L'abricotier est devenu primesautier et nul n'en connaît la raison.

« Certains arbres ont fleuri et d'autres pas. Nous n'avons pas d'explications à cette baisse de production. Les chercheurs sont circonspects », explique M. Darnaud, qui ajoute toutefois que « *les abricotiers sont très sensibles au changement climatique* ». Pour autant, les faibles volumes n'ont pas contribué à soutenir les prix. L'abricot pâtit, lui aussi, du peu d'appétit des consommateurs transis.

Les arboriculteurs espèrent que le soleil va enfin s'imposer et inciter les consommateurs à déguster leurs fruits d'été. Qui sait, ils comptent même sur les Jeux olympiques de Paris pour revitaminer les ventes et remonter le moral des Français, en berne après la triple épreuve des élections européennes, puis législatives. Avec un slogan : pêches, nectarines ou abricots, mangez-en à tire-larigot ! ■

Samsung Electronics confronté à la toute première grève illimitée de son histoire

Le syndicat du conglomérat sud-coréen dénonce l'absence de dialogue avec la direction

TOKYO - *correspondance*

Les pluies violentes qui s'abattent sur la Corée du Sud n'ont pas dissuadé les salariés de Samsung Electronics de poursuivre leur action. Vêtus de cirés noirs, les travailleurs réunis devant l'usine de Hwaseong, à 45 kilomètres au sud de Séoul, ont approuvé, mercredi 10 juillet, le principe d'une *« grève générale illimitée »*. Le premier mouvement syndical d'importance organisé depuis la création du géant sud-coréen de l'électronique, il y a cinquante-cinq ans, se durcit.

« La direction n'est pas disposée à discuter. Nous déclarons donc une grève générale, illimitée », a annoncé le Syndicat national de Samsung Electronics (NSEU), dont le président, Son Woo-mok, a souligné *« l'urgence »* de rester mobilisé. *« Depuis plus de dix ans, l'entreprise joue d'une "situation de crise" pour réduire les avantages sociaux, ignorer les augmentations de salaire et imposer des sacrifices aux employés. »*.

Le syndicat demande 5,6 % de hausse de salaire, des améliorations du système de rémunération, fondé sur les performances, un accroissement du nombre de jours de congés payés et une compensation des pertes subies lors des grèves. Ce débrayage sanctionne l'échec d'un cycle de négociations amorcé en janvier. La médiation de la Commission nationale des relations du travail n'a rien donné.

« Les propositions de l'entreprise ont montré qu'elle considérait toujours [les salariés] *comme du consommable »*, avait réagi le syndicat, qui avait alors voté la grève. Une première journée d'action a été menée, le 2 juin. Le dialogue n'ayant pas repris, le NSEU a opté pour un arrêt de travail de trois jours, du lundi 8 au mercredi 10 juillet, désormais transformé en grève illimitée.

Le syndicat compte 31 000 membres, soit près de 24 % des 125 000 salariés de Samsung Electronics. Selon l'organisation, 6 540 de ses adhérents participent au mouvement, dont 4 477 dans les sites de production de semi-conducteurs de Giheung, de Hwaseong et de Pyeongtaek. Pour le vice-président du NSEU, Lee Hyun-kuk, *« la grève pourrait entraîner des baisses de production »*.

Une assertion balayée par la direction. *« Nous nous efforçons d'assurer la continuité de la production »*, a expliqué l'entreprise, qui affirme *« agir pour renouer le dialogue avec le syndicat »*. Samsung Electronics envisagerait, dans le même temps, d'embaucher des travailleurs pour pallier l'absence des grévistes. Shin Se-don, professeur d'économie à l'université Sookmyung, estime que l'impact du mouvement sera minime : *« La direction estime que si elle répond trop facilement aux demandes du syndicat, cela pourrait créer un précédent pour des actions similaires. »*

Nouveaux défis

Preuve que la situation n'inquiète guère, l'action de Samsung Electronics n'a pas été affectée en Bourse. Le groupe a annoncé, vendredi 5 juillet, un bond de son bénéfice d'exploitation, à 10 400 milliards de wons (7 milliards d'euros), entre avril et juin, et une hausse de 23,3 % de son chiffre d'affaires, à 49,3 milliards d'euros.

La mobilisation syndicale illustre toutefois les nouveaux défis auxquels Samsung Electronics est confronté. *« La grève représente un risque pour* [sa] *compétitivité mondiale et pourrait avoir un impact sur sa culture d'entreprise, très hiérarchisée »*, estime Hwang Yong-sik, du collège d'économie de l'université Sejong.

Le conglomérat a toujours fait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher la création de syndicats. *« Moi, vivant, jamais ils ne seront autorisés »*, insistait, en 1987, le fondateur du conglomérat, Lee Byung-chul (1910-1987). Samsung voulait éviter une situation similaire à celle du constructeur Hyundai, touché par des grèves quasi annuelles.

Pour décourager toute velléité, les dirigeants ciblaient les employés « à risque », en réduisant leurs rémunérations. Ils commanditaient des enquêtes sur leur vie privée et utilisaient certains faits trouvés pour les pousser au départ ou les forcer au silence. Les mobilisations contre Samsung se faisaient hors de l'entreprise. En 2015, le groupe avait dû céder sous la pression de salariés ayant développé un cancer alors qu'ils travaillaient dans les usines de semi-conducteurs de la société. Ils s'étaient réunis au sein d'une association, Sharps, et bénéficiaient de l'appui du gouvernement et de la confédération syndicale KCTU.

Par ailleurs, des actions en justice ont été intentées et, en 2019, Lee Sang-hoon, alors président du conseil d'administration, et son vice-président exécutif, Kang Kyung-hoon, ont été condamnés à dix-huit mois de prison pour activité antisyndicale. Dans la foulée, Samsung a accepté la création d'un syndicat maison, le NSEU. ■

PHILIPPE MESMER

RÉSEAUX SOCIAUX

Comptes certifiés : Bruxelles accuse X d'induire en erreur ses utilisateurs

Le réseau social X *« trompe »* les utilisateurs et viole les règles de l'Union européenne avec ses coches bleues censées certifier des sources d'information dignes de confiance, a accusé, vendredi 12 juillet, la Commission européenne, ouvrant la voie à de lourdes amendes. Cette mise en cause constitue une première dans le cadre du nouveau règlement sur les services numériques entré en vigueur en 2023. Elle pourrait conduire, si le groupe ne corrige pas les déficiences constatées, à des sanctions financières pouvant atteindre 6 % du chiffre d'affaires annuel mondial de X. – *(AFP.)*

CHIMIE

L'usine MetEx d'Amiens reprise par le géant des huiles Avril

Le tribunal de commerce de Paris a validé, vendredi 12 juillet, la reprise par le groupe agroalimentaire Avril de l'usine du biochimiste MetEx à Amiens, pérennisant le seul site d'Europe à produire un acide aminé essentiel de l'alimentation des animaux d'élevage. La décision du tribunal de commerce concerne cette usine ainsi qu'une partie des activités commerciales et de recherche de MetEx, et permettra le maintien de 315 emplois. Le site s'était retrouvé au centre des attentions des candidats aux législatives dans la Somme, devenant un symbole de la souveraineté agro-industrielle française. – *(AFP.)*

ÉPARGNE

Le taux du Livret d'épargne populaire va redescendre à 4 %

Sur proposition du gouverneur de la Banque de France, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a annoncé, vendredi 12 juillet, une baisse du taux de rémunération du Livret d'épargne populaire de 5 % à 4 %, conséquence du reflux de l'inflation, revenue à 2,2 % sur un an en juin, a fait savoir Bercy dans un communiqué. L'application stricte de la formule de calcul aurait ramené à 3,6 % le taux de ce livret détenu par 11,4 millions de personnes en France et qui représente près de 76 milliards d'euros d'encours. Le taux du Livret A reste fixé à 3 % jusqu'à fin janvier 2025.

MODE

En difficulté, la marque haut de gamme Ba&sh entre en négociation avec ses créanciers

L'entreprise de mode féminine Ba&sh est entrée en négociation avec ses créanciers dans le but de réduire sa dette, a appris *Le Monde*, vendredi 12 juillet. Les fondatrices, Barbara Boccara et Sharon Krief, qui détiennent environ 30 % du groupe, ont fait savoir qu'elles souhaitaient se renforcer au capital, en apportant leur soutien à une solution susceptible de relancer la marque.
Le premier actionnaire, HLD (groupe d'investissement fondé par Jean-Bernard Lafonta), a indiqué qu'il appuierait cette solution. La baisse de la consommation en Chine affecte le chiffre d'affaires, ce qui rend la charge de la dette difficilement soutenable.

Louis Bozon
Animateur radio



A Santenay (Côte-d'Or), en 2008. JEFF PACHOUD/AFP

Il faut savoir s'en aller. Je pense que je préfère être regretté plutôt que de passer pour un vieux con qui s'accroche.» Louis Bozon s'en est allé jeudi 11 juillet à l'âge de 90 ans. Il sera regretté des auditeurs fidèles du «Jeu des 1000 euros» («Jeu des 1000 francs» jusqu'en 2001) qu'il avait animé de 1995 à 2008 sur France Inter.

«Il fut pendant treize ans la voix du jeu le plus mythique de France Inter», a salué la radio sur son site Internet. Une radio qu'il avait rejointe en 1965, après des débuts à la RTF (future ORTF) en 1957. Ne parlant jamais de sa vie privée, l'animateur disait avoir la radio pour *«seule compagne»*.

Né à La Tronche (Isère) le 25 juin 1934, Louis Bozon avait d'abord été tenté par une carrière de comédien, étudiant l'art du théâtre au conservatoire de Grenoble, où il décrocha, en 1952, le Premier prix d'art dramatique, puis au Centre d'art dramatique de la rue Blanche, à Paris. Mais, en 1957, il entre comme assistant à la Radiodiffusion-télévision française (RTF), créée par l'Etat pour gérer l'essor de la télévision et de la radio.

Des années plus tard, Louis Bozon renouera avec son rêve de jeunesse, jouant son propre rôle d'animateur radio, aux côtés d'Annie Cordy, dans *Les Rebelles de Moissac*, en 2002. Surtout, il devint le fidèle et dernier confident de Marlene Dietrich, qui vivait recluse à Paris. Leur rencontre, en 1962, lors d'un dîner privé, s'était faite par hasard, et pas sous les meilleurs auspices. Louis Bozon ne cacha pas à la star qu'il lui préférait sa rivale Greta Garbo. Avant de tomber sous le charme de *La Belle Ensorceleuse* (René Clair, 1941) pendant près de trois décennies, jusqu'à la mort de l'actrice, à Paris, en 1992.

«Je compte sur vous!»

L'animateur en fera un livre cette année-là: *Marlene: la femme de ma vie* (Michel Lafon) – réédité en 2012, pour les 20 ans du décès de la star, sous le titre *Allô mon ange, c'est Marlene!* Il y raconte «sa» Marlene, une femme d'intérieur très *«popote»*, selon lui. *«Elle était à la fois une superstar mondiale et une femme au foyer.»* La Dietrich aurait apprécié qu'il soit le seul homme qui ne lui ait pas parlé de *L'Ange Bleu*, le film réalisé par Josef von Sternberg en 1930 qui fit d'elle un mythe hollywoodien. Louis Bozon était aussi l'un des rares qui venait *«*[la] *voir, pas* [la] *regarder»*, disait la star. Lui estimait n'avoir *«jamais su réellement»* le pourquoi du comment de cette amitié a priori improbable: *«On ne posait pas de questions à Marlene.»*

Les questions, c'était son fonds de commerce à France Inter, où il anima, au fil de presque cinquante ans de carrière, des matinales aux programmes du soir, nombre de jeux radiophoniques. Du «3-6-9» (1969) – qui permettait de gagner... des paquets de cigarettes! – au cultissime «Jeu des 1000 francs», où il avait succédé en 1995 à Lucien Jeunesse (qui avait lui-même pris la relève de Roger Lanzac en 1965).

La radio publique, qui envisageait alors de supprimer ce programme, avait renoncé après un courrier fleuve d'auditeurs mécontents partout en France où se déroulait le jeu. Sa popularité tenait notamment au fait qu'il n'y avait jamais de perdants puisque tous les candidats repartaient avec des cadeaux. *«C'était l'émission du bonheur»*, dira Louis Bozon, qui appréciait *«son côté madeleine de Proust»* avec ses questions de culture générale.

L'animateur donna une nouvelle vie à ce concept créé en 1958, qu'il rebaptisa «Jeu des 1000 euros» en 2001 et entreprit de moderniser en créant une émission spéciale jeunes. Abandonnant le traditionnel *«A demain, si vous le voulez bien!»* de son prédécesseur, il saluait auditeurs et spectateurs d'un chaleureux et impératif *«Je compte sur vous!»* qui deviendra sa marque de fabrique. Louis Bozon fidélisa, du lundi au vendredi, plus d'un million d'auditeurs entre 12h45 et 13 heures, en tête des audiences sur cette tranche horaire. Un super banco pour France Inter.

Il finira par passer le relais à 74 ans, en 2008, à Nicolas Stoufflet (qui a depuis 2023 développé le jeu en version télévisée sur France 3). C'est alors que l'éternel jeune homme déclare en guise d'au revoir, voix de miel et visage rieur: *«Il faut savoir s'en aller. Je pense que je préfère être regretté plutôt que de passer pour un vieux con qui s'accroche.»* ■

PASCAL GALINIER

25 JUIN 1934 Naissance à La Tronche (Isère)
1952 Premier prix d'art dramatique au conservatoire de Grenoble
1957 Assistant à la Radiodiffusion-télévision française
1962 Rencontre avec Marlène Dietrich
1965 Entre à France Inter
1995-2008 Animateur du «Jeu des 1000 francs»
11 JUILLET 2024 Mort à Paris

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Pascale et Jean-François,
ses enfants
et leurs conjoints, Daniel et Nathalie,
Bastien, Antoine, Julia, Charlotte et Nina,
ses petits-enfants,
Jeremy, Ambre, Ange et Romane,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Hélène ALESANDRINI,
née **BRISSEAU,**

conseillère de Paris
(1977-1983),

survenu le 8 juillet 2024, à Paris,
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

Militante associative et socialiste, elle s'est éteinte soulagée que la France refuse l'obscurantisme.

Une cérémonie religieuse a été célébrée le vendredi 12 juillet, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, 194, rue Raymond-Losserand, Paris 14e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité à Loches (Indre-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jfalesandrini@gmail.com

Edith Anouil,
son épouse,
Olivier et Armelle Anouil
et leurs enfants,
Christel Outters,
ses enfants
et son mari, Yann Duclos,
Régis et Aude Reine Anouil
et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Gilles ANOUIL,

survenu le 9 juillet 2024.

La cérémonie aura lieu en toute intimité le 15 juillet, en Charente-Maritime.

Un don peut être fait à ATD Quart Monde.

Ses enfants,
Ses petits-enfants
Et toute la famille,

ont le grand chagrin d'annoncer le décès de

Micheline ARRIVÉ,

survenu le dimanche 7 juillet 2024, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Elle s'est endormie paisiblement au petit matin.

La cérémonie d'adieu aura lieu le mardi 16 juillet, à 16 heures, au funérarium de Clamart.

Jacqueline Boscher,
son épouse,
Arnaud, Marie,
ses enfants,
Tristan,
son petit-fils,
Stéphane,
son gendre,
Ses frères et sœurs,
Ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

François-Yves BOSCHER,
ancien commissaire de police,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier
de l'ordre national du Mérite,
chevalier
de l'ordre des Palmes académiques,

survenu le 7 juillet 2024.

Un dernier hommage lui sera rendu au crématorium de Nantes, 2, chemin de la Justice, le lundi 15 juillet, à 10 h 30.

Le président,
La vice-présidente,
Les secrétaires perpétuels
Et les membres
de l'Académie des sciences,

ont la tristesse de faire part de la disparition de leur confrère,

Haïm BRÉZIS,
professeur émérite
à Sorbonne Université,
chevalier de la Légion d'honneur,

décédé le 7 juillet 2024,
à l'âge de quatre-vingts ans.

Ils adressent à sa famille leurs plus sincères condoléances.

Saint-Germain-des-Prés (Dordogne).

Mme Anaïs Charpentier,
son épouse,
M. et Mme Etienne et Soizic Charpentier,
ses parents,
Mme Marie-Thérèse Parvery,
sa grand-mère,
Anne et François,
sa sœur et son frère,
Anthony, Caitlyn, Ingrid, Valeen et Vincent,
ses beaux-frères et belles-sœurs,

ont la profonde tristesse et la grande douleur de faire part du décès de

M. Pascal CHARPENTIER,

survenu le 11 juillet 2024, à l'âge de trente ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 16 juillet, à 15 heures, en l'église de Saint-Germain-des-Prés. Les honneurs militaires seront rendus à la sortie de l'église.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Germain-des-Prés.

Les personnes souhaitant lui rendre un dernier hommage peuvent se rendre au funérarium Mailler, à Excideuil (Dordogne), ce lundi 15 juillet toute la journée et le mardi 16 juillet au matin.

Pour les militaires, la tenue numéro 20 (tenue soc, gants blancs, médaille pendante) est souhaitée.

Une quête au profit de l'ARSLA sera organisée à l'issue de la cérémonie pour la recherche sur la Sclérose latérale amyotrophique. Vous pouvez également directement adresser vos dons à l'association.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Pompes funèbres Mailler.
24160 Excideuil.
Tél. : 05 53 52 32 38.

Patrick et Chantal Lévy,
Isabelle Lévy,
Didier et Katia Lévy,
Guylaine Lévy-Alezra et Paul Alezra,
leurs enfants,
leurs petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Arlette Simone LÉVY,
née **COHEN,**

survenu le mardi 9 juillet 2024,
dans sa quatre-vingt-dixième année.

Elle s'est endormie paisible et entourée.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

La famille de

M. Jean-Louis MICHAUX,
membre
de l'Académie nationale de médecine,

a la douleur d'annoncer son décès, survenu à Bruxelles, le 11 juillet 2024, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Condoléances :
famillemichaux1931@gmail.com

Son fils,
Ses proches
Et toute sa famille,

ont la tristesse d'annoncer la mort de l'écrivain, journaliste culturel, chercheur indépendant,

Jean-Paul MOREL,

le 4 juillet 2024,
à l'âge de quatre-vingts ans.

Un hommage lui sera rendu à l'automne.

Moulin de Laumet,
12100 Millau.
jeanne.lehourdel@gmail.com

Paul Netter,
son fils,
Dominique Ancelet-Netter,
sa belle-fille,
Sarah Netter et Léo Netter,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu dans sa centième année, le 28 juin 2024, de

Francis NETTER,
ancien élève de l'ENS-Ulm,
physicien au CEA-Saclay.

La cérémonie a eu lieu dans l'intimité familiale.

francisnetter1924@gmail.com

Anniversaire de décès

Caen (Calvados).

Jean PÉRIER,
28 mai 1925 - 14 juillet 2014,
préfet honoraire.

Nous pensons à lui.

Souvenir

Louis PORCHER,

dix ans déjà mais tu demeures plus que jamais parmi nous.

Ta famille,
Tes amis.

Concerts

JEUNES TALENTS
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

24e Festival européen
Jeunes Talents.
Du 29 juin au 20 juillet 2024,
venez découvrir les jeunes musiciens
« classiques »
les plus talentueux
de leur génération parfois
accompagnés de leurs aînés :
François Dumont, Benjamin Alard.
Et, tant d'autres à découvrir…
Venez partager la musique
de chambre dans sa diversité.
Tous les concerts à billetterie auront
lieu au temple du Foyer de l'Âme,
rue du Pasteur Wagner, Paris 11e.
Accès à 5 minutes du métro Bastille
qui est ouvert sans restrictions
liées aux JO.
Sept concerts gratuits à Paris
et en Île-de-France, concert de soutien
à l'Ukraine, le samedi 6 juillet.

Concerts en soirée
du mardi au samedi
à 20 heures, de 10 € à 20 €.
Et aussi les samedis,
à 16 h 30 *(entrée libre)*.

Informations et réservations sur
jeunes-talents.org
Tél. : 01 40 20 09 20.

Communication diverse

S.O.S Amitié

Envie d'être utile ? Rejoignez-nous !

Les bénévoles de SOS Amitié
écoutent
par téléphone et/ou par internet
ceux qui souffrent de solitude,
de mal-être et peuvent avoir
des pensées suicidaires.

Nous **recherchons des écoutants bénévoles**
sur toute la France.
L'écoute peut sauver des vies
et enrichir la vôtre !
Choix des heures d'écoute,
formation assurée.

En IdF RDV sur
www.sosamitieidf.asso.fr
En région RDV sur
www.sos-amitie.com

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Harold Thibault
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evénements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Le Monde
DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 2024

Le **chemin de croix** de Joe Biden

Depuis son débat télévisé catastrophique du 27 juin face à Donald Trump, le président des Etats-Unis ignore les appels au retrait de sa candidature à un second mandat. « Le Monde » retrace ces quelques semaines qui l'ont vu s'enfermer, avec son équipe de campagne, dans le déni sur son état physique et psychique



WASHINGTON - *correspondant*

Même Donald Trump semblait gêné en plateau. C'est dire. Il n'y a pas eu de véritable débat sur CNN, le 27 juin, entre le candidat républicain et Joe Biden. Ce soir-là, à la surprise générale, le président des Etats-Unis a failli dans son seul défi : montrer au public américain qu'il pouvait prétendre à un nouveau mandat malgré ses 81 ans. Il vécut un calvaire dès la première minute, trahi par sa voix défaillante, par son esprit incapable d'articuler un argumentaire, par sa mémoire, par sa mâchoire tombante et son regard dans le vague.

Sur un plan humain, cela ressemblait à naufrage au ralenti, diffusé devant 50 millions de téléspectateurs. Sur un plan politique, il ne faisait aucun doute qu'on assistait à une explosion, tant les dégâts s'annonçaient immenses, voire irréparables.

Les jours qui suivirent auraient dû provoquer une mobilisation totale de la campagne Biden-Harris. Pourtant, ils ne firent qu'amplifier la contestation au sujet de la candidature du président. Chez les démocrates, l'effarement immédiat fit place à la panique, puis à la colère rentrée, face à un constat : l'indigence de la communication officielle, pour répondre aux interrogations, légitimes, suscitées par le débat. Mais le parti lui-même s'était rangé sans renâcler, en début d'année, derrière Joe Biden, au cours de primaires purement formelles. Il a fallu attendre le débat pour que le tabou de sa condition se fracasse.

Dans la foulée de ce désastre, la priorité de l'équipe de campagne consiste à remplacer ces extraits viraux par d'autres images, positives. Le lendemain, Joe Biden s'exprime ainsi à Raleigh (Caroline du Nord), devant des partisans survoltés. Sa voix et sa posture n'ont rien à voir, mais l'exercice non plus. Pas de contradiction, ni d'improvisation : il lit un téléprompteur. *« Je ne marche pas aussi facilement qu'avant. Je ne parle pas aussi aisément qu'avant. Je ne débats pas aussi bien qu'avant. Mais je sais ce que je sais. Je sais comment dire la vérité. Je sais distinguer le bien et le mal. Je sais comment accomplir ce travail. »*

Cette séquence ne lève aucunement les doutes : elle ajoute de la confusion. Peut-on avoir un candidat sur courant alternatif ? Une pluie drue d'éditoriaux et d'analyses tombe sur la Maison Blanche, le *New York Times* en tête. Le grand quotidien appelle le Parti démocrate à *« placer les intérêts de la nation au-dessus des ambitions d'un seul homme »*.

Certains donateurs, dont l'argent finance largement la campagne, sont furieux : ils ont le sentiment d'avoir été trompés. Au Festival des idées d'Aspen (Colorado), le samedi 29 juin, le patron du groupe Endeavor, Ari Emanuel, rappelle que Joe Biden avait promis de ne faire qu'un mandat. Il le compare à son propre père, auquel il avait retiré les clés de sa voiture à 81 ans. *« J'ai parlé à un paquet de gros donateurs,* ajoute Ari Emanuel, *et ils déplacent tout leur argent vers le Congrès et le Sénat. »* Soit les courses électorales encore gagnables, si la présidentielle est compromise.

Pendant ce temps, au lieu de se démultiplier sur le terrain et de rassurer personnellement les cadres démocrates, Joe Biden se cloître à Camp David en famille, avec sa femme, Jill, et son fils, Hunter, récemment condamné au pénal pour achat illégal d'arme à feu. Ils se permettent une séance photo, prévue de longue date, avec la célèbre photographe Annie Leibovitz, habituée à immortaliser les stars. Papier glacé assez glaçant, dans le contexte.

DES ALTERNATIVES POSSIBLES EN RÉUNION

Les explications de la Maison Blanche sur le débat désastreux le sont tout autant. Un rhume, un gros rhume, jure-t-on. Puis le décalage horaire, en raison des deux voyages transatlantiques accomplis en juin. Joe Biden était pourtant rentré douze jours avant l'émission. Un simple accident, une mauvaise soirée, assure enfin son entourage. La presse, elle, qui a longtemps tourné autour de la santé du président, redouble de vigueur. Se soumettra-t-il à un test cognitif ? Quels sont ses horaires de travail ?

Il faut circonscrire l'incendie. Le 3 juillet, réunion d'une vingtaine de gouverneurs démocrates à la Maison Blanche, en personne ou par « visio ». Parmi eux se trouvent des alternatives possibles pour l'élection présidentielle, à commencer par Gavin Newsom (Californie) et Gretchen Whitmer (Michigan). Ils sont plusieurs à exprimer leur vive inquiétude après le débat. Les explications de Joe Biden ne les rassurent guère. Le président estime qu'il a besoin de plus de sommeil, et de moins d'obligations après 20 heures, rapporte la presse américaine.

A la sortie, le soutien est formel, tempéré. Le cadre et le moment ne se prêtent pas à la rébellion ouverte. Dans l'esprit des démocrates, il faut encore laisser du temps à Joe Biden pour intégrer son propre crash, comprendre que les pièces de l'appareil ne pourront plus être rassemblées. La Maison Blanche, elle, poursuit sa gestion de crise chaotique. Le président accorde deux entretiens à des radios locales de Pennsylvanie et du Wisconsin. Les questions ? Elles sont littéralement transmises par ses collaborateurs. L'affaire, révélée les jours suivants, aiguise l'exaspération de la presse nationale.

Le jeudi 4 juillet, jour de la « fête de l'indépendance » (Independance Day), une courte trêve s'impose, dans la fumée des barbecues. Le soir, le ciel au-dessus de l'obélisque du Washington Monument s'illumine d'un feu d'artifice magnifique. Joe Biden et sa vice-présidente, Kamala Harris, l'observent du balcon Truman, dans la résidence de la Maison Blanche. Le commandant en chef lève la main de son alliée, pour les photographes. Leur déjeuner, ce jour-là, n'était pas prévu. Il est crucial d'afficher une unité sans faille, alors que le recours à la vice-présidente devient ouvertement débattu chez les démocrates.

DANS L'ESPRIT DES DÉMOCRATES, IL FAUT ENCORE LAISSER DU TEMPS À JOE BIDEN POUR INTÉGRER SON PROPRE CRASH, COMPRENDRE QUE LES PIÈCES DE L'APPAREIL NE POURRONT PLUS ÊTRE RASSEMBLÉES

Le lendemain, Joe Biden confirme dans un message sur le réseau social X qu'il sera bien candidat. Son équipe procède à quelques modiques aménagements lors de son déplacement à Madison, dans le Wisconsin. Il emprunte à nouveau l'escalier principal de son avion, Air Force One, et non celui, plus court, situé à l'arrière. Il se livre à un rapide échange sur le tarmac avec les journalistes chargés de le suivre en permanence, un exercice dont son entourage l'avait préservé depuis plusieurs mois.

Laisser Biden être Biden, avec plus de spontanéité et d'imprévu : tel est le message transmis par des amis du président, tels que le sénateur Chris Coons. Mais il ne s'agit plus d'une simple affaire de « com » : dorénavant, la politique se réduit au corps défaillant du roi, à l'idée d'une décrépitude gagnant sa voix, ses membres, son esprit, son parti, possiblement son pays, si Donald Trump revenait au pouvoir. Le déni de Joe Biden, de sa femme, Jill, et du premier cercle de conseillers est à couper le souffle.

Comme une semaine plus tôt à Raleigh, l'équipe de campagne espère que l'image d'un président vaillant devant ses militants permettra d'amoindrir, sinon d'effacer, le souvenir de son effondrement en prime time. *« Vous avez probablement entendu, on a eu un petit débat la semaine dernière,* badine Joe Biden à Madison. *Je ne peux pas dire que ce fut ma meilleure performance. »* Puis il assure qu'il sera bien candidat, alors qu'*« ils essaient de me sortir de la course »*, sans plus de précision. *« Je ne laisserai pas un débat de quatre-vingt-dix minutes effacer trois ans et demi de travail. »*

Là encore, le président des Etats-Unis ne comprend pas ou refuse de comprendre. Son bilan n'est pas en cause : tout le camp démocrate loue ses accomplissements depuis 2022, dans un contexte pourtant difficile, en plein Covid-19, après l'assaut du 6 janvier 2021 au Capitole. Ce qui est en jeu est sa capacité physique et cognitive à mener campagne, sans parler d'un second mandat, en cas de victoire. Au vu de la dégradation rapide de son état depuis le printemps, comment sera-t-il le jour de l'investiture, le 20 janvier 2025 ?

DÉNI PRÉSIDENTIEL EXPOSÉ

Ce même 5 juillet, à 20 heures, la chaîne ABC diffuse le premier entretien national avec Joe Biden depuis son sabordage face à Trump. Voix placide, questions factuelles, le journaliste vedette George Stephanopoulos permet l'exposition, en vingt-deux minutes, de l'ampleur du déni présidentiel. Joe Biden prétend que le débat n'a été qu'une *« mauvaise soirée »*, mais refuse de se soumettre à un test cognitif. *« Est-ce que je peux courir le 100 mètres en 10 secondes pile ? Non. Mais je suis toujours en bonne forme. »*

Il se met à parler de ses propres accomplissements avec une prétention empruntée à Donald Trump. *« Je suis le gars qui a rassemblé l'OTAN, le futur. Personne ne pensait que je pouvais l'étendre. Je suis le gars qui a arrêté Poutine. »* L'élection présidentielle ? *« Je ne pense pas que quiconque soit plus qualifié que moi pour être président ou pour gagner cette course. »* Il laisse entendre que seul *« Dieu tout-puissant »* pourrait le convaincre de renoncer. Et s'il y a un appel massif en ce sens de ses amis, de ses alliés démocrates au Congrès ? *« Cela n'arrivera pas. »* Les premiers sondages indiquent une érosion, mais pas d'effondrement. L'équipe de campagne Biden-Harris est surtout focalisée sur les Etats disputés comme la Pennsylvannie et le Wisconsin. Le match est serré, estime-t-elle.

Pourtant, le *New York Times* publie un nouvel article sur les appels au retrait. Au milieu du texte, le quotidien évoque même un officiel anonyme de la Maison Blanche, *« qui a travaillé avec M. Biden pendant sa présidence, sa vice-présidence et la campagne de 2020 »*. Pour la première fois, une source de l'intérieur – même si elle n'appartient pas forcé-



Un homme brandit une pancarte « Passe le flambeau, Joe », lors d'un meeting de campagne de Joe Biden, à Madison (Wisconsin), le 5 juillet.
SCOTT OLSON/GETTY IMAGES/AFP

ment au premier cercle – estime qu'il n'est plus en mesure de se représenter et évoque une dégradation claire de sa condition au cours des derniers mois.

Le dimanche 7 juillet, dans sa lettre matinale, extrêmement suivie dans les cercles du pouvoir, le site *Politico* écrit ceci : *« Aujourd'hui, une leçon en matière de première urgence politique : en cas de blessure, vous devez 1) interrompre le saignement en appliquant une pression, 2) nettoyer la plaie, 3) la protéger contre toute détérioration supplémentaire. Le problème avec Biden, c'est qu'il n'a rien fait du tout depuis son apparition catastrophique au débat de la semaine dernière. »* Le dimanche, c'est aussi le grand carrefour des émissions politiques à la télévision. Partout, la tension est palpable en plateau. *« Cette semaine va être absolument critique »*, prévient le sénateur Chris Murphy (Connecticut) sur CNN. *« Ce n'est pas un concours de beauté »*, note sur CBS son collègue progressiste Bernie Sanders (Vermont), qui appelle à se focaliser sur le programme démocrate.

Adam Schiff, représentant de Californie, refuse de dire sur NBC que Joe Biden est le meilleur candidat, expliquant qu'il devra prendre, seul, la décision sur la suite. *« Il devrait ne faire qu'une bouchée de Donald Trump »*, estime M. Schiff, avant d'ajouter, au sujet de la course : *« Il n'y a qu'une raison pour laquelle c'est serré, l'âge du président. »* Le représentant appelle Joe Biden à ne pas se contenter des avis de sa famille et de sondeurs amis. *« Réclamez les opinions de gens en qui vous avez confiance,* (...) *avec de la distance et de l'objectivité. »* Adam Schiff est à deux doigts de dire le fond de sa pensée. Mais les rebelles sont des velléitaires : ils rassemblent du bois pour le bûcher tout en oubliant l'essence et l'allumette. Ils savent aussi que Joe Biden, caractériel au sang irlandais, réagit très mal à la pression.

D'autant qu'il leur manque un leader. Or, aucun prétendant éventuel à une compétition ouverte pour désigner un remplaçant à Joe Biden n'ose s'avancer. La peur du vide semble l'emporter sur celle d'une défaite annoncée par les sondages, en cas de statu quo.

Selon le recensement de la presse, moins d'une dizaine d'élus démocrates sur 213 à la Chambre se sont alors prononcés pour un changement de candidat. L'entourage du président veut croire que le parti tient derrière lui. Charge à Hakeem Jeffries, le chef de file des démocrates à la Chambre, de recueillir les états d'âme des élus, puis de refermer définitivement la boîte qui les contient.

RENOUER LE LIEN AVEC LES ÉLECTEURS

Joe Biden, pour sa part, se trouve à Philadelphie, devant une assistance chaleureuse, lui permettant de se ressourcer : une église baptiste noire. *« Il fait bon être à la maison »*, dit le président, qui n'évoque même pas le fameux débat télévisé. *« Je sais que j'ai l'air d'avoir 40 ans, mais ça fait un petit moment que je suis dans les parages »*, plaisante-t-il. Le pasteur Louis Felton approuve. *« Dieu savait que Biden avait besoin d'amour*, dit ce dernier. *C'est un "come-back kid", c'est un combattant, c'est un champion, c'est un vainqueur. »*

Celui qu'on surnomme « Scranton Joe », en référence à sa ville de Pensylvannie, le gars simple issu d'une famille modeste, remonte sur le ring au ralenti. Il cherche à renouer le lien direct avec les électeurs, ce peuple auquel les experts et les journalistes bavards ne comprendraient rien.

Lundi matin, la vraie contre-offensive commence. La Maison Blanche rend publique une lettre cinglante du président aux élus démocrates du Congrès, en forme de défi, qui les place face à leurs responsabilités. *« Les électeurs, et les électeurs seuls, décident du candidat investi par le Parti démocrate »*, écrit Joe Biden, rappelant qu'il a réuni plus de 14 millions de votes pendant les primaires.

Et oubliant au passage qu'aucun candidat crédible n'avait osé le défier. Il conclut par ces termes : *« Tout affaiblissement de notre détermination, ou manque de clarté au sujet de la tâche à venir, ne fait qu'aider Trump et nous causer du tort. Il est temps de nous rassembler, d'avancer comme un parti unifié, et de battre Donald Trump. »*

Détail remarquable dans cette longue lettre : il n'y est question que des réussites du président Biden et de la menace représentée par son prédécesseur. En revanche, les mots « santé », « âge » et « débat » ne sont pas mentionnés.

« JE NE PENSE PAS QUE QUICONQUE SOIT PLUS QUALIFIÉ QUE MOI POUR ÊTRE PRÉSIDENT OU POUR GAGNER CETTE COURSE »
JOE BIDEN

Cette réorientation se confirme lors d'un appel imprévu du président à son émission télévisée favorite du matin, le « Morning Joe », sur la chaîne libérale MSNBC. Une pratique prisée autrefois par Donald Trump, éditorialiste de son propre mandat. Les présentateurs interrogent longuement Joe Biden, qui paraît enfin plus spontané et réactif, même si on jurerait qu'il lit parfois des notes, trop précis sur les lieux et les dates. *« Je voulais m'assurer que j'avais raison, que l'électeur moyen voulait toujours Joe Biden »*, dit-il au sujet de ses nombreux déplacements postdébat.

Les donateurs qui se retirent, les éditorialistes qui réclament son remplacement ? *« Je me moque de ce que disent ces grands noms. Ils avaient tort en 2020. Ils avaient tort au sujet de la vague rouge en 2022* [les projections de large majorité républicaine aux élections de mi-mandat]. *»* Et Joe Biden d'ajouter : *« Les élites me frustrent tellement... »* Dans son irritation intervient un détail psychologique : ses relations complexes avec Barack Obama, dont il fut le vice-président pendant huit ans, à présent soupçonné d'agir en coulisses contre sa candidature. Parmi les voix critiques figurent plusieurs anciens membres de son équipe : l'ex-conseiller David Axelrod, l'ex-plume du président Jon Favreau, ou encore David Plouffe, directeur de campagne en 2008, qui a qualifié le débat de *« Defcon 1 »*, le plus haut niveau d'alerte nucléaire.

Le soir, c'est au tour de Donald Trump de s'inviter à l'antenne de Fox News, chez son complice privilégié, le présentateur Sean Hannity. L'ancien président ne croit pas au retrait de son successeur – devenu adversaire idéal –, rappelant qu'il détient un atout, les délégués gagnés lors des primaires. *« Il me semble qu'il pourrait très bien rester en course. Il a un ego, et il ne veut pas renoncer »*, dit Donald Trump. Ce dernier, très discret depuis le débat, est lui aussi suspendu au feuilleton démocrate, à l'approche de la convention républicaine à Milwaukee (Wisconsin), commençant le 15 juillet. Une chute de Joe Biden impliquerait une révision brutale de la stratégie trumpienne.

Tandis que Joe Biden engrange les soutiens, la presse creuse le sillon dessiné par le débat du 27 juin. Plusieurs journaux rapportent qu'un éminent spécialiste de la maladie de Parkinson s'est rendu à la Maison Blanche – le registre des visiteurs en atteste – huit fois en huit mois, à compter de l'été 2023. Le doute ronge. L'entourage du président a-t-il organisé une dissimulation majeure sur sa santé ?

Dans l'après-midi du 8 juillet, la porte-parole Karine Jean-Pierre vit un calvaire, encore un, dans une salle de presse électrisée, frustrée par ses ellipses. *« Le président a-t-il été traité pour Parkinson ? Non. Est-il traité pour Parkinson ? Non. Prend-il des médicaments pour Parkinson ? Non. »* Le président a bien vu un neurologue trois fois pendant sa présidence, dans le cadre de ses bilans annuels, dit-elle. Mais ces huit visites ? *« Nous ne pouvons partager de noms. Il y a des raisons de sécurité. »*

Décalage, posture défensive. Le soir même, la Maison Blanche finit par publier une lettre du médecin de Joe Biden, Kevin O'Connor, justifiant les visites fréquentes du neurologue de renom. Ce dernier aurait traité au fil des ans, dans la clinique de la Maison Blanche, de nombreux militaires souffrant de troubles neurologiques.

Quant au président, il n'aurait pas consulté d'expert dans ce domaine en dehors de sa visite annuelle de routine. Le petit monde des initiés à Washington – surtout les moins de 50 ans – connaît par cœur la série télévisée des années 2000 *The West Wing* (*A la Maison Blanche*), narrant une administration démocrate faillible, mais foncièrement juste, celle du président Jed Bartlet. Un président idéal, à ceci près qu'il ment longtemps au peuple américain sur sa condition : il est atteint de la sclérose en plaques. Par ces temps de nervosité maximale, le spectre de Jed Bartlet – joué par Martin Sheen – hante la salle de presse.

Le 9 juillet, la réunion des élus démocrates au Congrès se passe dans une atmosphère lugubre, sous l'œil avide des caméras. Certains d'entre eux, engagés pour leur réélection dans des circonscriptions très incertaines, craignent d'être entraînés dans la chute de Joe Biden. Beaucoup fuient les journalistes. Il n'y a ni putsch ni soutien clair, mais un parti en plein marasme, ne sachant que faire, sentant l'eau monter, espérant une sorte de résolution miraculeuse – une nouvelle prestation catastrophique, en public, du président ? – pour sortir de l'impasse.

« Je suis avec Joe, je suis avec Joe. Comme je l'ai dit auparavant, je suis avec Joe », répète Chuck Schumer. Le chef de file des démocrates au Sénat tente-t-il de se convaincre lui-même ? Le lendemain, le site *Axios* affirme qu'en privé il a déjà évoqué le retrait du président. Mike Quigley (Illinois), lui, fait partie des rebelles démocrates. Sur CNN, dans la soirée, il parle de *« choc politique post-traumatique »* pour tous ses collègues. *« Rien de bon n'est arrivé depuis le débat »*, dit-il, soulignant l'importance des sondages. *« Il n'est pas temps de réfléchir en termes de loyauté et déloyauté. C'est de la politique pragmatique. »*

INQUIÉTUDES DES ALLIÉS

Pragmatique et froide, Nancy Pelosi l'est aussi, le lendemain. L'ancienne speaker de la Chambre, qui connaît bien le groupe démocrate, est sur MSNBC. Elle qui a tant travaillé en étroite collaboration avec Joe Biden ignore sciemment sa lettre et son ardeur renouvelée à se présenter. *« C'est au président de décider s'il veut concourir. Nous l'encourageons tous à prendre cette décision. Car le temps presse. »* Elle invite ses collègues à taire leurs critiques pendant quelques jours : Joe Biden est en effet accaparé par le sommet de l'OTAN, à Washington.

A l'occasion du 75e anniversaire de l'Alliance, le président rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement inquiets. Si Donald Trump revient au pouvoir, l'Amérique risque de se dérober à ses engagements comme alliée. Le sommet se passe sous cloche. Mais, dehors, l'eau continue de monter.

Le 10 juillet, l'acteur George Clooney, *« démocrate de toujours »*, incarnation vertueuse de la star hollywoodienne, signe une tribune dans le *New York Times* pour appeler Joe Biden à se retirer. Chaque phrase fait mal. Clooney n'est pas seulement une célébrité, mais un *« ami »* du président et un exceptionnel mobilisateur auprès des donateurs. Avec Julia Roberts, il avait participé à une soirée autour de Joe Biden à Los Angeles, le 15 juin. *« Nous sommes tellement terrifiés par la perspective d'un second mandat de Trump que nous avons choisi d'ignorer chaque signal d'alerte »*, écrit-il. Sa conclusion est implacable. *« Joe Biden est un héros ; il a sauvé la démocratie en 2020. Nous avons besoin qu'il le fasse à nouveau en 2024. »* Merci, et au revoir.

Mais les pressions publiques ne semblent que renforcer l'obstination du président. Le 11 juillet, Joe Biden se présente devant les journalistes, pour sa première conférence de presse depuis huit mois. *« Je vais continuer à bouger »*, dit-il, dans une formule ambiguë. Détermination ou lente agonie ? Des profondeurs de son déni, il défie les médias, les sondages, les élus de son propre parti, les lois de la gravité politique. Tout, plutôt que d'affronter son propre reflet tremblant. ■

PIOTR SMOLAR

Le Monde
DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 2024



Hôtels abandonnés depuis la guerre de 1974 à Varosha, une ancienne cité balnéaire occupée par l'armée turque. Ici, en septembre 2021. PHOTOS YUSUF SEVINÇLI

Chypre Cinquante ans de solitude

Depuis près d'un demi-siècle, l'île est figée dans une sorte de statu quo immuable, scindée en deux entre Chypriotes grecs et turcs, de part et d'autre de la « ligne verte ». Les pourparlers pour une réunification sont au point mort

NICOSIE, LEFKOSA, VAROSHA - *envoyé spécial*

Des immeubles abandonnés, des avenues et des rues désertes, une immense plage quasi vide. Tourner la tête dans tous les sens est vain. Pas un habitant, pas une boutique ouverte, pas même une terrasse de café sous ce ciel lourd. Solitude et désolation. Au bord d'une mer de rêve, Varosha est une cité fantôme traversée de coulées d'asphalte enserrées d'herbes folles, de maisons aux vitres brisées et de murs lépreux. A peine si les grandes enseignes des hôtels encore debout, les noms clinquants des boîtes de nuit et les magasins « Souvenirs » rappellent que, il y a cinquante ans, l'endroit était considéré comme le « Copacabana » de la Méditerranée pour son sable fin et son cadre en forme de demi-lune.

En vingt-quatre heures, le 20 juillet 1974, les 32 000 habitants de cette station balnéaire, située dans l'est de Chypre, ont fui l'avancée des troupes turques qui envahissaient le nord de l'île. Vingt-quatre heures à peine et aucun retour en vue depuis. Figée dans le silence, strictement encadrée par l'armée turque, Varosha a fini par cristalliser à elle seule la douleur des Chypriotes grecs. Une plaie ouverte qui, sur près de 180 kilomètres, suinte d'est en ouest de l'île pour former une ligne de front – la « ligne verte », selon la terminologie officielle – entre le Nord turc et le Sud grec, divisant Chypre en deux.

VAROSHA, CITÉ MAUDITE

Lorsque le président turc, Recep Tayyip Erdogan, annonce, en 2020, son intention de venir y pique-niquer, la communauté grecque dénonce une provocation. Plusieurs milliers de Chypriotes turcs, partisans d'un rapprochement avec le Sud, ont même défilé dans les rues de Lefkosa, la partie turque de la capitale Nicosie, aux cris de *« Pas de pique-nique sur la douleur des autres ! »* Lorsque, un an plus tard, le chef de l'Etat se rend dans la cité maudite, les protestations redoublent. On rappelle que le Conseil de sécurité de l'ONU avait exigé qu'*« aucune action ne* [devait] *être prise à propos de Varosha »*, que la ville était placée sous l'administration onusienne et ne pouvait être, en aucun cas, repeuplée.

Mais rien n'y fait. Décidé à rouvrir quelques rues et bâtiments, sans concertation préalable avec Nicosie, le président turc a permis l'accès au public de parcours pédestres balisés entre les ruines. Deux bâtiments au moins, cachés par de hautes bâches, ont été en partie rénovés et occupés par des militaires turcs. Une petite salle de prière, dans une vieille maison traditionnelle, accueille les rares ouvriers et travailleurs alentour. Deux parcelles de la plage ont été réservées aux baigneurs, cerclées de hauts grillages. Des visites sont même autorisées, où familles grecques et turques se croisent sans vraiment se rencontrer, plongeant l'île tout entière dans un malaise que le temps ne fait qu'accroître.

A ce jour, les négociations entre le nord et le sud de l'île sont au point mort. Chypre reste divisée et Varosha assiste, impuissante, à sa propre consomption. *« Jamais nous n'avons connu une aussi longue période sans discussions substantielles entre les différentes parties »*, observe Hubert Faustmann, professeur de sciences politiques à l'université de Nicosie.

Après des années d'intenses tensions entre Ankara, la République turque de Chypre du Nord (RTCN), et Athènes et la partie sud – la République de Chypre, reconnue par l'ensemble de la communauté internationale –, Recep Tayyip Erdogan et le premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis ont décidé de renouer le dialogue depuis près de sept mois. Les deux hommes se sont rencontrés en tête à tête à deux reprises. Ils ont même signé, le 7 décembre 2023, une « déclaration d'amitié » et acté le dégel de leurs relations diplomatiques. Mais rien au sujet de Chypre ni de Varosha.

Pis, le président de la RTCN, le nationaliste Ersin Tatar, homme lige de Recep Tayyip Erdogan, a refusé d'assister, en mai, à une réunion avec son homologue chypriote, le conservateur Nikos Christodoulides, et l'envoyée personnelle du secrétaire général des Nations unies, Maria Angela Holguin Cuellar, dépêchée sur l'île pour tenter de réamorcer un début de négociation. M. Tatar a expliqué qu'il conditionnait sa présence à la reconnaissance de la RTCN par les Chypriotes grecs et la communauté internationale. Chose impossible depuis un demi-siècle, comme il le sait pertinemment.

Pour comprendre ces tensions et cette impression de statu quo immuable, il faut remonter aux origines de cette partition. Planter le cadre de ce que Constantinos Adamides, professeur de relations internationales dans la capitale chypriote, appelle astucieusement *« un conflit confortable et routinier »* (*« a comfortable and routine conflict »*), qui contraste notamment avec le Proche-Orient voisin. Retisser les fils, aussi, des différents récits nationalistes et mettre le doigt sur cette incapacité, d'apparence ontologique, à mettre fin à ce comportement des élites des deux bords qui maintiennent la question chypriote quasi aussi irrésolue qu'au premier jour.

L'île n'a cessé de payer chèrement sa situation géographique stratégique, au carrefour de trois continents. Successivement dominée par les Grecs, les Phéniciens, les Ptolémées, les Romains, les Lusignan et, à partir de 1570, par les Ottomans, elle est prêtée par la Sublime Porte à l'Empire britannique en 1878. Epargnée par la guerre gréco-turque de 1921-1922, Chypre est proclamée trois ans plus tard colonie de la Couronne britannique, une annexion reconnue par la Turquie dans le traité de Lausanne. Les décennies suivantes, elle connaît des accès de colère de sa population grecque (environ 78 % des habitants) contre l'occupant britannique. Une guérilla s'organise avec le soutien de l'Eglise et de la droite. Le rattachement à la Grèce (*enôsis*) est ouvertement revendiqué.

LUTTE ENTRE LES NATIONALISMES

La minorité turque (18 % de la population) riposte en réclamant le *taksim*, c'est-à-dire le partage de l'île entre la Grèce et la Turquie. Des émeutes contre la minorité grecque éclatent à Istanbul, en septembre 1955. Dès lors, le décor était planté : *« Ce conflit, initialement de type colonial, devient une lutte entre les nationalismes grec et turc, avec un caractère interethnique dans l'île et interétatique sur le plan régional »*, souligne Ali Kazancigil, ancien correspondant du *Monde* à Ankara, dans *La Turquie aujourd'hui* (Olivier Roy, Universalis, 2004).

Des négociations sont engagées et aboutissent aux accords de Zurich et de Londres, en février 1959, qui créent un Etat indépendant et écartent les options de l'*enôsis* et du *taksim*. La République de Chypre est proclamée l'année suivante, comme un compromis entre les deux communautés, qui *« n'éprouvaient pas réellement la volonté de construire ensemble une nation »*, note encore le spécialiste. Le président élu est Mgr Makarios, chef de l'Eglise grecque orthodoxe de Chypre, très vite surnommé par les Etats-Unis le *« Castro de la Méditerranée »* en raison de son refus de s'aligner sur les positions de l'OTAN.

APRÈS DES ANNÉES DE TENSIONS ENTRE ANKARA ET ATHÈNES, ERDOGAN ET LE PREMIER MINISTRE GREC, MITSOTAKIS, ONT DÉCIDÉ DE RENOUER LE DIALOGUE DEPUIS PRÈS DE SEPT MOIS. MAIS RIEN AU SUJET DE CHYPRE

Le pouvoir est alors divisé entre la majorité chypriote grecque et les Chypriotes turcs, qui obtiennent des droits politiques presque égaux. La Grande-Bretagne, la Turquie et la Grèce se déclarent garantes de l'équilibre constitutionnel. Deux bases militaires britanniques sont maintenues et déclarées souveraines. Elles le sont jusqu'à aujourd'hui.

D'après la Constitution, toujours en vigueur, le président, qui doit être chypriote grec, et le vice-président, un Chypriote turc, ont tous deux le pouvoir de bloquer les décisions par le biais d'un veto. Une prérogative que les Chypriotes grecs jugent disproportionnée. En 1963, le président Makarios abroge cette parité. La situation se tend et, le 21 décembre, la police chypriote grecque tue des civils chypriotes turcs. S'ensuit une série d'incidents assez sérieux pour que les soldats de la paix de l'ONU soient dépêchés sur l'île. Ils ne la quitteront plus.

Avec l'arrivée au pouvoir en 1967 des colonels à Athènes, un nouveau facteur s'invite sur l'échiquier chypriote : après des années de tensions entre Nicosie et la junte militaire, un coup d'Etat d'extrême droite, soutenu par Athènes, renverse en 1974 Makarios, remplacé par un partisan de l'*enôsis*. Ankara s'inquiète pour la sécurité de la communauté turque et redoute le rattachement de l'île à la Grèce. *« L'occasion est trop belle pour la Turquie*, explique Ali Kazancigil. *Les forces turques débarquent le 20 juillet à l'aube, au nord de l'île, en vertu de l'article 4 du traité de garantie de 1960, qui leur donne le droit d'intervenir lorsque l'indépendance, l'intégrité territoriale et la sécurité de Chypre sont menacées. »*

Le cessez-le-feu, exigé par le Conseil de sécurité des Nations unies, entre en vigueur le 22 juillet. Les forces turques occupent alors près de 38 % du territoire. Le régime militaire grec s'effondre. Au total, 180 000 à 200 000 Chypriotes grecs fuient le Nord vers le Sud, tandis que des dizaines de milliers de Chypriotes turcs font le chemin inverse.

Ces événements violents de 1974 modifient les rapports de force entre les deux communautés. Désormais, ce sont les Chypriotes turcs qui vont faire preuve d'intransigeance, se montrant de moins en moins enclins à négocier. Dès l'année suivante, le leader proturc et futur président Rauf Denktash proclame unilatéralement la création d'un Etat fédéré



Inauguration du monument pour les martyrs de la guerre, en mai 2023, à Limassol.



Enseigne d'un ancien restaurant, dans la zone tampon de Nicosie, en mars 2021.



Sur une plage de Limassol, en mai 2023.

chypriote turc, présenté comme la première entité du futur Etat fédéral chypriote.

L'époque est agitée. En Turquie, l'idée que Chypre revêt une importance vitale pour le pays se diffuse au sein de l'extrême droite et des milieux nationalistes. A la manœuvre, Necmettin Erbakan, fondateur du mouvement islamique Milli Görüs et mentor politique de l'actuel président. Jusque-là, la question chypriote était considérée comme l'apanage de la vieille élite kémaliste, notamment de l'armée. *« Probablement parce que la défense relevait traditionnellement de leur compétence et que la région égéenne de la Turquie ainsi que les habitants turcs de l'île sont dans l'ensemble assez laïques »*, avance l'analyste politique turc Selim Koru.

Erbakan y voit au contraire une formidable occasion d'étendre son champ d'action. Il prend fait et cause pour Chypre, crée un narratif sans craindre les erreurs et manipulations historiques. Il fait d'abord remonter les origines musulmanes chypriotes au VIIe siècle, lorsque les premiers califes commencèrent à attaquer certaines villes de l'île. Dans son livre de Mémoires posthumes *Davam* (« ma cause », publié en 2013), il laisse ensuite entendre que l'île est alors devenue musulmane, ce qui n'est pas le cas.

« UN GRAND PORTE-AVIONS FLOTTANT »

Même lorsque les Ottomans s'en emparent, au XVIe siècle, Chypre devient multiconfessionnelle. Qu'importe, l'influent leader islamique est convaincu que Chypre revêt une importance stratégique dans ce qu'il appelle la lutte islamique contre le sionisme mondial. Et qu'à ce titre Chypre se doit d'être défendue : *« Si l'île tombait entre les mains d'étrangers, il serait très facile d'atteindre l'Anatolie avec des missiles de moyenne portée,* écrit-il. *Chypre ressemble à un grand porte-avions flottant au milieu de la Méditerranée. »*

Il est convaincu que *« celui qui capturera Chypre dominera la Méditerranée »*. Et ajoute : *« Si la moindre concession était faite sur Chypre, le reste viendrait en un claquement de doigts. Perdre Chypre, c'est perdre la mer Egée, puis l'Anatolie orientale, puis l'Arménie, ainsi que le Pont et Byzance… »* Le retour du refoulé arménien et grec.

La vision du leader infuse son mouvement. Dans certains milieux d'extrême droite et islamistes turcs, Chypre devient le centre des conversations. Façon humour viril, l'île est présentée comme *« les bijoux de famille »* de la Turquie, non seulement par sa localisation sur la carte, mais aussi du fait de sa fragilité et de sa préciosité. Et puis Chypre figure comme étant le seul territoire récupéré par la Turquie depuis la fin de l'Empire ottoman. D'ailleurs, Erbakan ne cessera de reprocher au pouvoir central de ne pas avoir occupé l'île dans son intégralité en 1974. A maintes reprises, il exprimera son amertume d'avoir laissé échapper la ville portuaire de Larnaka, qui aurait pu être prise, selon lui, si Ankara n'avait pas été aussi prompt à signer un cessez-le-feu. Il se plaindra également du fait que Maras (Varosha en turc) n'aurait pas dû être laissée isolée dans la « ligne verte ».

« On pourrait croire qu'Erbakan a un côté farfelu et cinglé, mais les idées qu'il défend se sont installées et sont bien vivantes aujourd'hui », souligne Selim Koru. L'analyste rappelle que Recep Tayyip Erdogan les reprend lui-même régulièrement. Encore en 2023, lors du 49e anniversaire de l'intervention militaire, le président a affirmé que la Turquie serait dans une bien meilleure position si elle avait pris la totalité de l'île. Il a aussi déploré la perte de Larnaka et ouvert progressivement Maras.

La proclamation de l'indépendance de la RTCN par le président Denktash, le 15 novembre 1983, n'est que la suite logique de la dégradation continue des relations entre les deux entités. Celle-ci se poursuivra les décennies suivantes, durant lesquelles les phases de négociations et de tensions alterneront sans qu'aucun problème de fond soit réellement abordé – notamment le retour des Chypriotes grecs au Nord, les droits de propriété, les règles de gouvernance, l'implantation de dizaines de milliers de Turcs venant d'Anatolie, la sécurité et le retrait des 20 000 à 30 000 soldats turcs se trouvant sur l'île.

Le point le plus bas a été atteint en 2004, lorsque le plan dit « Annan », du nom du secrétaire général des Nations unies de l'époque, a été rejeté. Bien que les quelque 260 000 Chypriotes turcs de l'époque aient voté à près de 65 % en faveur de ce texte qui proposait la réunification de l'île sur une base fédérative, 75 % des 800 000 Chypriotes grecs s'y sont opposés. Une semaine plus tard, le 1er mai, l'île tout entière entre dans l'Union européenne (UE), une adhésion acquise avant même le vote sur le plan Annan, ce qui n'a pas poussé la partie grecque au compromis. Les Chypriotes grecs et turcs deviennent citoyens de l'UE. Les familles turques installées après 1974, aujourd'hui majoritaires en RTCN, en sont exclues.

« C'était comme si on avait tiré un trait sur la réunification », dit Hubert Faustmann. Le positionnement plus constructif qu'adopte Ankara durant les premières années de la prise de pouvoir par Erdogan, en 2003, ne modifie guère la donne : *« Une fois Chypre entrée dans l'UE,* explique le spécialiste, *chaque concession de la partie grecque au Nord est interprétée comme une défaite. Côté turc, l'accessit à l'UE cesse d'être un moyen de pression dans les négociations, et l'idée d'une unification de la RTCN à la Turquie est, elle, considérée comme une politique à trop haut risque. »* L'impasse est totale.

« CHYPRE EST DEVENUE UN SUJET POLITIQUE À TROP HAUT RISQUE : DÉJÀ, ON SE PARLE PEU, MAIS SURTOUT ON NE RÉSOUT RIEN »

HUBERT FAUSTMANN
professeur
de sciences politiques
à l'université de Nicosie

Elle ne l'est pas moins en mer, où les remous s'accumulent. Depuis 1999, date à laquelle les premières découvertes de gaz naturel ont été faites près des côtes d'Israël, la question des fonds marins ne cesse d'alimenter les tensions. Entre 2003 et 2010, Chypre du Sud a convenu des limites des zones économiques exclusives (ZEE) de la Méditerranée orientale avec le Liban, Israël et l'Egypte. La démarcation de la frontière s'effectue conformément à la Convention internationale sur le droit de la mer des Nations unies, à laquelle la Turquie n'a jamais adhéré.

Alors, lorsqu'en 2011 les premières découvertes de gaz ont été faites dans la ZEE de Chypre, Erdogan envoie un navire d'exploration dans la zone revendiquée par Nicosie. Les plaintes se multiplient. Ankara argue que la RTCN revendique également des gisements au sud de l'île.

Ankara se raidit encore davantage après le coup d'Etat manqué de 2016 contre Erdogan, qui provoque une nouvelle coalition gouvernementale dans laquelle le président turc, pour maintenir sa majorité, s'allie aux ultranationalistes du Parti d'action nationaliste (MHP) de Devlet Bahçeli.

En 2017, l'échec patent de la Conférence de Crans-Montana, en Suisse, signe les dernières négociations en date pour réunifier l'île. En mer, la situation se dégrade à nouveau dès l'année suivante : Nicosie se plaint que la marine turque empêche un navire d'exploration italien, affrété par le gouvernement chypriote du Sud, de forer dans sa zone. Le président chypriote grec Nicos Anastasiades parle d'une violation du droit international. Erdogan, lui, insulte les sociétés de forage internationales, qu'il qualifie de *« pirates »*. C'est l'escalade, laissant béant un espace de tensions qui durera plus de deux ans.

L'ENJEU DES FRONTIÈRES MARITIMES

L'été 2019, les ministres des affaires étrangères de l'UE avertissent qu'Erdogan doit arrêter les explorations accompagnées de ses canonnières. Bruxelles réduit les aides à l'adhésion et réclame à la Banque européenne d'investissement de restreindre ses prêts à la Turquie. A la stupéfaction générale, Ankara et Tripoli signent dans la foulée une déclaration d'intention dressant de nouvelles frontières maritimes à travers une zone revendiquée par la Grèce et Chypre. S'ensuit un nouvel accord entre la Grèce et l'Egypte. C'est dans ce contexte que la France envoie son porte-avions *Charles-de-Gaulle* au large de Limassol.

Le véritable coup de semonce vient toutefois de Lefkosa. Le 18 octobre 2020, les Chypriotes turcs élisent de justesse le conservateur Ersin Tatar comme président. Son prédécesseur et adversaire, le socialiste Mustafa Akinci, a déclaré pendant la campagne qu'Ankara n'était jamais intervenu dans la course de manière aussi intense et directe que cette fois-ci. *« Tatar est un vrai nationaliste*, souligne Sertaç Sonan, professeur à l'université internationale de Chypre à Lefkosa et spécialiste reconnu de la corruption. *A l'instar de Denktash, la solution pour lui ne peut venir que de la Turquie et réside dans le statu quo. »*

La nouvelle ligne devient des plus claires : Ankara veut une reconnaissance internationale de la RTCN et œuvre à la division définitive de Chypre. Au quotidien nationaliste turc *Aydinlik*, Ersin Tatar lâche : *« La politique turque en Méditerranée orientale a atteint un point critique. Notre politique de formation de deux Etats* [sur l'île] *va dans ce sens. Si les zones de souveraineté maritime de la RTCN sont combinées avec celles de la Turquie, un très vaste espace maritime sous souveraineté turque est créé, une grande "Patrie bleue". »*

Tout est dit. L'expression « Patrie bleue » (*Mavi Vatan*) est alors sur toutes les lèvres. Reprise à son compte par Erdogan, cette doctrine, définie en 2006 par un contre-amiral kémaliste, Cem Gürdeniz, revendique la souveraineté d'Ankara sur une zone de 462 000 kilomètres carrés en mer Noire, en mer Egée et en Méditerranée orientale. Celle-ci permet non seulement au président turc de réclamer la maîtrise d'un espace maritime élargi tout en intronisant Chypre comme nœud stratégique, mais aussi au chef de l'Etat de consolider son alliance avec les mouvements nationalistes.

Lier encore plus étroitement la RTCN à la Turquie n'est pas qu'*« un simple objectif stratégique du président turc, mais également une raison d'Etat pour le pays »*, ajoute le journaliste Oliver Mayer-Rüth, auteur d'un ouvrage consacré à Erdogan, *Der Allmächtige ?* (« le tout-puissant ? », Dietz, 2023, non traduit). L'opposition turque n'a d'ailleurs jamais remis fondamentalement en question la politique chypriote d'Erdogan. De fait, il n'existe en Turquie aucun groupe politique notable appelant au retrait des soldats turcs de Chypre du Nord.

Le réchauffement surprise entre le président turc et le premier ministre grec, engagé depuis décembre, n'a pour l'heure aucunement modifié les lignes de la question chypriote. Le changement de pied d'Erdogan vis-à-vis de son voisin est dû, selon les analystes, à ses relations avec Washington qui s'amélioreraient ainsi qu'à la situation économique fort difficile de la Turquie, en quête de nouveaux investisseurs.

« L'intérêt pour Chypre a baissé, concède Harry Tzimitras, directeur du centre de recherche PRIO à Nicosie. *Le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, souhaite une diplomatie plus pragmatique. Il est clair qu'Athènes a intérêt à donner la priorité à certains objectifs de politique étrangère comme le rapprochement avec la Turquie, même si cela peut se faire au détriment d'autres politiques de longue date. Et, même si rien en politique ne doit être pris pour acquis, aucune des deux parties au pouvoir n'a intérêt à aller de l'avant de manière décisive aujourd'hui. »*

Pour Hubert Faustmann, *« Chypre est devenu un sujet politique à trop haut risque »* : *« Déjà, on se parle peu, mais surtout on ne résout rien. En fait, il nous faudrait l'invraisemblable : l'arrivée, un jour, d'un Gorbatchev turc, et peut-être attendre encore cinquante ans de plus pour que le temps fasse son œuvre et apaise les mémoires blessées côté grec… »*

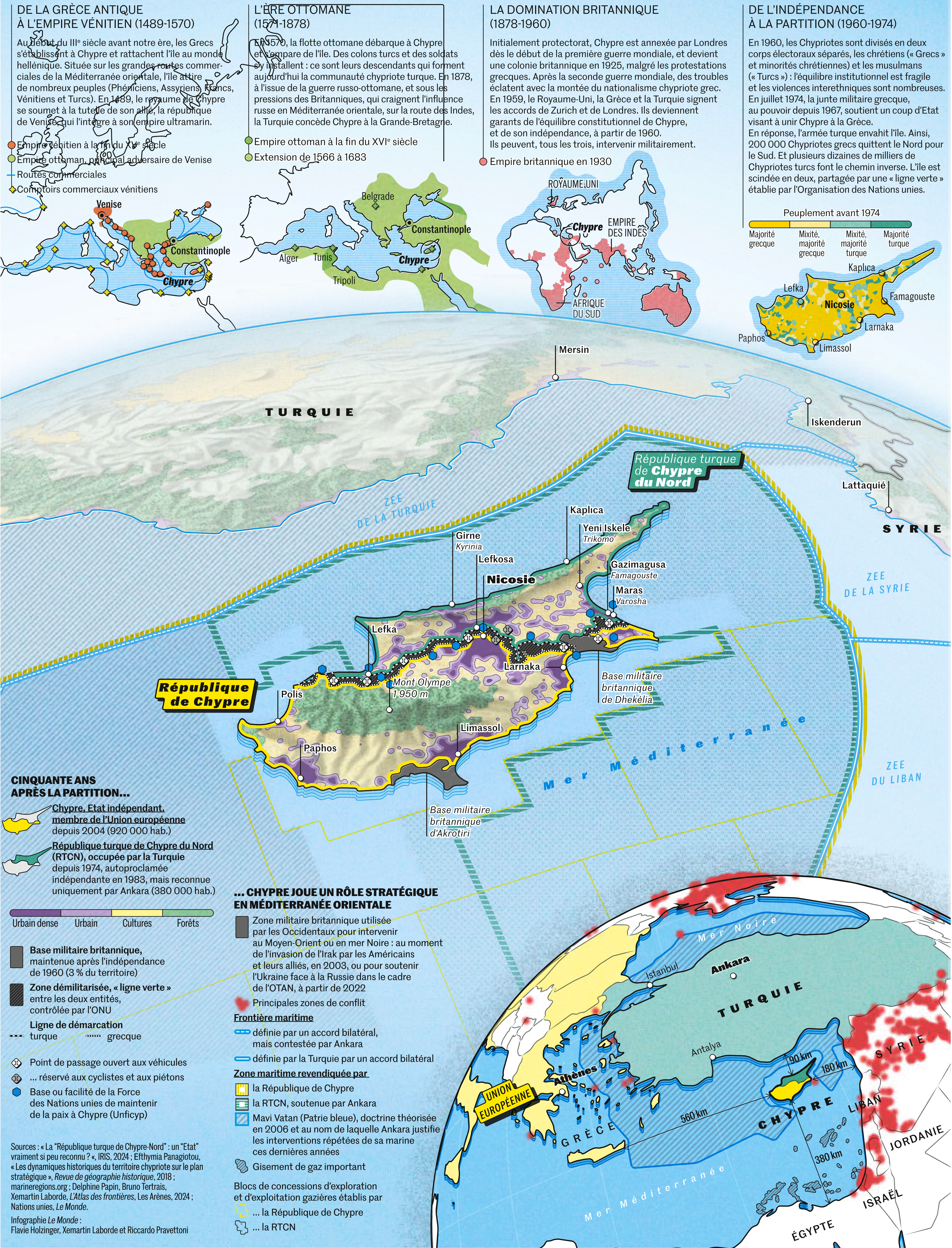
Le regard posé sur son thé noir, Dogus Derya affirme, elle, ne pas vouloir baisser les bras. Assise dans un vieux café de Lefkosa, situé à 15 mètres d'un poste-frontière de la zone tampon, cette quarantenaire est une des principales figures de l'opposition nord-chypriote. Députée du Parti républicain turc (CTP), connue pour ses prises de parole en faveur d'une réunification et pour sa critique infatigable du virage idéologique des dirigeants turcs, elle dit vouloir jeter une lumière crue sur les manœuvres d'Ankara : *« Jamais, depuis 1974, la Turquie n'avait interféré à ce point dans nos affaires. »*

Aujourd'hui, elle dit se sentir captive dans son propre pays. Les jeunes s'en vont. *« Je ne peux même pas leur en vouloir »*, glisse-t-elle. Et puis ceci : *« Chypre est trop petite pour être divisée éternellement. »* Elle finit son verre et lâche : *« Oui, on a l'impression d'être seuls, et depuis trop longtemps. »* ■

NICOLAS BOURCIER

Chypre, un nœud stratégique entre trois continents

La découverte de gisements de gaz exacerbe le conflit qui a scindé l'île entre le Nord turc et le Sud grec



DE LA GRÈCE ANTIQUE À L'EMPIRE VÉNITIEN (1489-1570)

Au début du III[e] siècle avant notre ère, les Grecs s'établissent à Chypre et rattachent l'île au monde hellénique. Située sur les grandes routes commerciales de la Méditerranée orientale, l'île attire de nombreux peuples (Phéniciens, Assyriens, Francs, Vénitiens et Turcs). En 1489, le royaume de Chypre se soumet à la tutelle de son allié, la république de Venise, qui l'intègre à son empire ultramarin.

- Empire vénitien à la fin du XV[e] siècle
- Empire ottoman, principal adversaire de Venise
- Routes commerciales
- Comptoirs commerciaux vénitiens

L'ÈRE OTTOMANE (1571-1878)

En 1570, la flotte ottomane débarque à Chypre et s'empare de l'île. Des colons turcs et des soldats s'y installent : ce sont leurs descendants qui forment aujourd'hui la communauté chypriote turque. En 1878, à l'issue de la guerre russo-ottomane, et sous les pressions des Britanniques, qui craignent l'influence russe en Méditerranée orientale, sur la route des Indes, la Turquie concède Chypre à la Grande-Bretagne.

- Empire ottoman à la fin du XVI[e] siècle
- Extension de 1566 à 1683

LA DOMINATION BRITANNIQUE (1878-1960)

Initialement protectorat, Chypre est annexée par Londres dès le début de la première guerre mondiale, et devient une colonie britannique en 1925, malgré les protestations grecques. Après la seconde guerre mondiale, des troubles éclatent avec la montée du nationalisme chypriote grec. En 1959, le Royaume-Uni, la Grèce et la Turquie signent les accords de Zurich et de Londres. Ils deviennent garants de l'équilibre constitutionnel de Chypre, et de son indépendance, à partir de 1960. Ils peuvent, tous les trois, intervenir militairement.

- Empire britannique en 1930

DE L'INDÉPENDANCE À LA PARTITION (1960-1974)

En 1960, les Chypriotes sont divisés en deux corps électoraux séparés, les chrétiens (« Grecs » et minorités chrétiennes) et les musulmans (« Turcs ») : l'équilibre institutionnel est fragile et les violences interethniques sont nombreuses. En juillet 1974, la junte militaire grecque, au pouvoir depuis 1967, soutient un coup d'Etat visant à unir Chypre à la Grèce.
En réponse, l'armée turque envahit l'île. Ainsi, 200 000 Chypriotes grecs quittent le Nord pour le Sud. Et plusieurs dizaines de milliers de Chypriotes turcs font le chemin inverse. L'île est scindée en deux, partagée par une « ligne verte » établie par l'Organisation des Nations unies.

CINQUANTE ANS APRÈS LA PARTITION…

Chypre, Etat indépendant, membre de l'Union européenne depuis 2004 (920 000 hab.)

République turque de Chypre du Nord (RTCN), occupée par la Turquie depuis 1974, autoproclamée indépendante en 1983, mais reconnue uniquement par Ankara (380 000 hab.)

Urbain dense | Urbain | Cultures | Forêts

Base militaire britannique, maintenue après l'indépendance de 1960 (3 % du territoire)

Zone démilitarisée, « ligne verte » entre les deux entités, contrôlée par l'ONU

Ligne de démarcation
turque | grecque

- Point de passage ouvert aux véhicules
- … réservé aux cyclistes et aux piétons
- Base ou facilité de la Force des Nations unies de maintenir de la paix à Chypre (Unficyp)

… CHYPRE JOUE UN RÔLE STRATÉGIQUE EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

- Zone militaire britannique utilisée par les Occidentaux pour intervenir au Moyen-Orient ou en mer Noire : au moment de l'invasion de l'Irak par les Américains et leurs alliés, en 2003, ou pour soutenir l'Ukraine face à la Russie dans le cadre de l'OTAN, à partir de 2022
- Principales zones de conflit

Frontière maritime
- définie par un accord bilatéral, mais contestée par Ankara
- définie par la Turquie par un accord bilatéral

Zone maritime revendiquée par
- la République de Chypre
- la RTCN, soutenue par Ankara
- Mavi Vatan (Patrie bleue), doctrine théorisée en 2006 et au nom de laquelle Ankara justifie les interventions répétées de sa marine ces dernières années
- Gisement de gaz important

Blocs de concessions d'exploration et d'exploitation gazières établis par
- … la République de Chypre
- … la RTCN

Sources : « La "République turque de Chypre-Nord" : un "Etat" vraiment si peu reconnu ? «, IRIS, 2024 ; Efthymia Panagiotou, « Les dynamiques historiques du territoire chypriote sur le plan stratégique », *Revue de géographie historique*, 2018 ; marineregions.org ; Delphine Papin, Bruno Tertrais, Xemartin Laborde, *L'Atlas des frontières*, Les Arènes, 2024 ; Nations unies, *Le Monde*.

Infographie *Le Monde* :
Flavie Holzinger, Xemartin Laborde et Riccardo Pravettoni

« J'ai envie de rester sur la barricade »

La chroniqueuse Charline Vanhoenacker revient sur l'affaire Guillaume Meurice et l'avenir de la satire politique

ENTRETIEN

C'en est fini de l'émission satirique « Le Grand Dimanche soir » sur France Inter. Le licenciement de Guillaume Meurice, après sa blague comparant Benyamin Nétanyahou à *« une sorte de nazi mais sans prépuce »*, a signé la fin de l'aventure de la bande à Charline Vanhoenacker, qui, depuis dix ans, pratiquait l'humour politique (« Si tu écoutes, j'annule tout » de 2014 à 2017, « Par Jupiter ! » de 2017 à 2022). La productrice et chroniqueuse reprendra néanmoins l'antenne, lundi 26 août, pour un billet d'humeur, du lundi au jeudi dans la matinale, juste après l'interview de 9 h 20 de Léa Salamé. Et elle poursuivra, chaque samedi, « Bistroscopie ».



Charline Vanhoenacker à la Maison de la radio, à Paris, le 7 février.
AUDOIN DESFORGES

Le 23 juin, dans « Le Grand Dimanche soir », vous avez annoncé la fin de l'émission en disant : « Radio France nous a envoyé une grenade dégoupillée dans les jambes. » Comment définissez-vous cette grenade dégoupillée ?

J'ai tenu à réserver cette annonce aux auditeurs et auditrices. Mais j'ai gardé la forme d'un billet d'humeur en faisant allusion, avec la grenade dégoupillée, aux propos prêtés à Emmanuel Macron s'agissant de la dissolution. Dans la caricature, on peut s'amuser à faire des analogies entre la situation dans le pays et celle qu'on vit. Pour nous, cette grenade dégoupillée, c'est la sanction qui a frappé Guillaume Meurice. Nous étions une équipe très solidaire, des amis. En privant l'un d'entre nous d'antenne et en allant jusqu'à le licencier, les conséquences étaient connues d'avance. Depuis dix ans, on défendait cette idée que la solidarité, le collectif restent la meilleure défense.

En voulez-vous à Guillaume Meurice ?

Je ne peux pas lui en vouloir. Ce qui lui est arrivé est injuste. D'abord, sa blague, passée inaperçue pendant vingt-quatre heures et qui n'aurait pas dû soulever de débat, a été instrumentalisée par l'extrême droite. Généralement, un « bad buzz » dure deux jours. Là, la polémique a été d'une violence et d'une durée rares. Ensuite, cette blague ne méritait pas une telle sanction. J'étais d'accord avec Guillaume sur le fait de ne pas s'excuser, de ne pas émettre de regrets – ce que la direction de Radio France aurait souhaité. Mais là où on a un peu différé, c'est sur le *modus ope*randi. En novembre *[2023]*, j'avais publié un texte pour rassurer nos auditeurs qui étaient froissés par la blague et pour leur dire qu'ils étaient entendus et considérés. J'aurais souhaité que Guillaume dise, au moins, juste ça. Il a tenu sa ligne. Le 28 avril, après que la plainte a été classée sans suite, il a refait sa blague à l'antenne. Je ne lui en veux pas, mais j'ai senti, ce soir-là, que ça nous remettait en danger.

Quelle a été votre réaction au départ, par solidarité avec Guillaume Meurice, d'autres humoristes (Djamil Le Shlag, Thomas VDB, Aymeric Lompret, Doully) ?

Je regrette un peu ces démissions, même si je respecte leur choix. Il y a eu une grande part d'émotionnel, chacun a fait comme il a pu. On a lutté autant que possible pour garder Guillaume. J'étais la courroie de transmission avec la direction pour défendre Guillaume, l'équipe, argumenter sur la liberté d'expression et garder les fondations de la maison. Mais les gens se barraient. Peut-être que s'ils étaient restés on aurait pu continuer. Je n'ai nul doute qu'ils continueront à lutter à l'extérieur.

L'étiquette « humour de gauche », qui collait à l'émission, a contribué à l'ampleur de cette polémique. La chaîne CNews, régulièrement critiquée sur France Inter, a été le premier média à s'emparer de la blague de Guillaume Meurice…

Je me souviens du moment où j'ai compris que ça allait fonctionner comme cela. Il y a pile trois ans, à l'approche de l'élection présidentielle, je préparais un petit essai sur la satire politique que je sentais déjà malmenée, soupçonnée (*Aux vannes, citoyens ! Petit essai d'humour politique*, Denoël, 2022). Je me suis intéressée aux rares études universitaires consacrées à l'humour. Les études québécoises expliquent très bien que, dans la guerre culturelle, les émissions de satire politique sont le principal terrain d'affrontement. L'extrême droite, CNews… importent et mettent en scène de manière artificielle une guerre culturelle. Forcément, il faut désigner un adversaire. Le plus facile est de s'attaquer à nous, à la satire, parce que c'est très simple de prendre une blague travaillée comme du second degré et de la faire passer pour du premier degré. C'est de la paresse intellectuelle. En transformant la vanne de Guillaume en bandeau télé sur une chaîne d'info en continu, on tronque sa grammaire, on en fait une information mise en exergue. C'est extrêmement malhonnête.

> **« L'extrême droite, CNews… importent et mettent en scène de manière artificielle une guerre culturelle »**

Comment avez-vous géré cette tempête ?

Guillaume a traversé un cyclone terrible, j'ai été emportée avec. J'ai vécu une année sous pression que je ne souhaite à personne. J'étais prise entre les pressions de l'équipe inquiète, meurtrie, de la direction, des flics, des réseaux sociaux, des médias. Je me suis retrouvée plus de deux heures dans les locaux de la police judiciaire, assaillie de questions. J'ai senti que la pression venait d'en haut, de l'état-major. Ils essayaient de me faire dire que Guillaume avait nazifié un juif, je leur ai répondu qu'il n'avait pas pensé à un juif mais à un criminel de guerre et que c'était une blague. C'est quand même étrange de parler d'une blague devant des flics. Cela fait douze ans que je suis sur France Inter et que je pratique la satire politique. Notre bande est quasiment née en même temps que les très gros problèmes de la satire politique avec l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Les blagues sur les islamistes, on les a faites et on les fait toujours. Mais, en à peine dix ans, on est passé de « Je suis Charlie » à la police judiciaire.

Guillaume Meurice a fait sa blague le 29 octobre 2023, trois semaines après les attaques terroristes du Hamas contre Israël. Etait-ce le bon timing ?

Il y a sans doute plusieurs écoles. Je suis plutôt partisane de faire un peu gaffe au timing, mais la période était tellement bousculée… Il y a autant d'avis sur cette blague qu'il y a de récepteurs. Je l'ai comprise comme un énorme coup de boule à un criminel de guerre.

Vous êtes-vous posé la question de partir, de ne pas aller au terme de l'émission ?

Non. Le soutien exceptionnel des auditeurs et des collègues de France Inter a beaucoup pesé dans mon choix. Sans eux, on n'aurait pas tenu. C'était très clair dans ma tête : tel un capitaine de navire, je voulais rester jusqu'à la dernière seconde d'antenne. Je suis productrice, j'ai la responsabilité de protéger les membres de ma bande. Pour chacun d'eux, il m'est arrivé de me retrouver dans le bureau de la direction pour une discussion éditoriale.

Pendant dix ans, j'ai défendu les blagues de mon équipe. C'est mon rôle. Je respecte le choix de ceux qui ont voulu défendre la liberté d'expression en choisissant de se taire. Moi, je préfère la défendre en prenant le micro. Pendant plusieurs semaines, on a fait exister dans l'émission l'absence de Guillaume et de ceux qui étaient partis. Je veux rendre hommage à ceux qui sont restés et qui, malgré le côté douloureux, ont continué à faire rire.

Avez-vous proposé à la direction de France Inter de continuer « Le Grand Dimanche soir » à la rentrée en renouvelant la bande ?

Oui, d'autant qu'on avait fidélisé le public. Les derniers relevés d'audience nous ont crédités de 1,5 million d'auditeurs, soit plus de 468 000 en un an. L'idée était de mélanger quelques « anciens » prêts à continuer (Waly Dia, Mahaut Drama, Isabelle Sorente, Frédéric Fromet) à une nouvelle génération d'humoristes (comme Arezki Chougar, Lou Trotignon). J'ai remis un nouveau projet à la direction, mais il n'a pas été retenu. C'est à ce moment-là que j'ai reconsidéré leur proposition de revenir dans la matinale.

Pourquoi ?

Au moment où les services publics sont menacés, et celui de l'audiovisuel public en particulier, j'ai envie de rester sur la barricade avec mes collègues et les auditeurs, pour défendre le service public et la liberté d'expression. La fin du « Grand Dimanche soir » rétrécit l'espace réservé à l'humour politique. En réduisant le temps d'antenne de la satire politique, on touche à l'un des vecteurs de la liberté d'expression les plus forts. J'ai à cœur de continuer à le défendre. Déjà le passage en hebdomadaire de notre émission à la rentrée 2023 était un signal inquiétant. Mais je ne me décourage pas. France Inter, parce qu'elle est la première radio de France, est aujourd'hui un lieu de pouvoir. J'estime que le bouffon que je suis doit rester dans le royaume. J'ai décidé de résister de l'intérieur. Quand je dis résister, c'est contre l'extrême droite, contre une forme d'autoritarisme. Au moment où l'Assemblée nationale compte plus de 140 députés du RN, j'ai d'autant plus envie de prendre le micro. Quand bien même mon temps d'antenne se réduit, je le garderai. Comme le dit Guillaume, « ils n'auront pas ma démission, je préfère être viré ».

Après ce qui lui est arrivé, j'ai bien sûr quelques inquiétudes sur la liberté d'expression à l'antenne. Je vais pouvoir tester si le cadre s'est rétréci ou pas, si je peux continuer à exercer ma liberté d'expression dans de bonnes conditions. On ne peut en avoir le cœur net qu'en l'exerçant. La direction m'a donné carte blanche et j'aurai aussi le droit de me moquer de la chaîne. C'est un bon thermomètre. J'ose croire que mon retour dans la matinale est plutôt une bonne nouvelle, un signe pour renouer la confiance et un petit signe positif dans une marée d'inquiétude.

Avez-vous ressenti, au fil des ans, davantage de pression visant à limiter les espaces de satire politique ?

De manière diffuse, il y a bien sûr de la pression. Depuis l'arrivée de Macron au pouvoir – et on le sentait déjà un peu sous Sarkozy –, il y a une méconnaissance de l'utilité de la satire politique. L'humour est un surveillant démocratique. Notre métier, satiriste, humoriste politique, consiste essentiellement à être le miroir grossissant de la société et de la politique. Quand un pouvoir panique un peu et a des ambitions légèrement autoritaires, la satire politique met un miroir grossissant sur ses erreurs. Plus le pouvoir a des volontés de tout maîtriser, plus la satire, d'une certaine manière, se durcit, pour renverser, tout à fait symboliquement, les dominations. Et plus elle va loin, plus elle est écoutée, parce qu'elle fait du bien.

Les gens en sont de plus en plus friands parce qu'ils ressentent des injustices, comme lors de la réforme des retraites et le 49.3. Ils se tournent vers la satire politique, qui a un rôle de catharsis. Cela ne plaît pas au pouvoir, qui n'a pas cette culture. Il ne mesure pas qu'on a un rôle d'apaisement, de canalisation de la colère, en assénant symboliquement une gifle au pouvoir. La satire politique est un poumon démocratique, un thermomètre. Ça ne sert à rien de le casser, d'autant que ça se voit. Désormais, ce qui se profile dépasse largement Guillaume : c'est l'extrême droite qui continue à gagner du terrain. Le combat ne fait que commencer. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SANDRINE BLANCHARD

Le Monde
DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 2024

Lee Friedlander, un photographe dans l'œil d'un cinéaste

Pour une exposition à la Fondation Luma, aux Rencontres d'Arles, le réalisateur Joel Coen a sélectionné 70 images de l'Américain

EXPOSITION
ARLES (BOUCHES-DU-RHÔNE) - *envoyée spéciale*

Les photographies de Lee Friedlander, né en 1934 et grande figure de la *street photography* américaine du XXe siècle, ont toujours l'air d'être sur le fil. Rien n'y est d'aplomb, tout semble instable. Sans arrêt, l'œil rebondit sur des intrus posés en travers ou au milieu de l'image : un poteau, un grillage, un arbre, un feu de circulation... Et pourtant, comme de petits miracles, ses images en noir et blanc accidentées retombent sur leurs pattes. C'est cet équilibre dans le déséquilibre qui a tapé dans l'œil du cinéaste Joel Coen, invité à sélectionner des images dans l'œuvre fleuve du photographe pour en faire un livre et une exposition. *« Ses images fonctionnent alors qu'elles ne devraient pas*, s'étonne le réalisateur. *Elles sont totalement contre-intuitives si on les juge à l'aune des règles conventionnelles de la composition. »*

A la Fondation Luma, à Arles (Bouches-du-Rhône), le cinéaste américain expose 70 images – ces tirages ont rejoint la collection Luma – ainsi qu'un film construit à partir du travail de son compatriote. Un exercice de curation inédit pour le réalisateur, connu pour les films singuliers et décalés signés avec son frère Ethan (*The Big Lebowski*, *Fargo*, *Ladykillers*...).



« San Diego, California » (1997). LEE FRIEDLANDER/FRAENKEL GALLERY, SAN FRANCISCO/LUHRING AUGUSTINE, NEW YORK

Affinités formelles

Interrogé à Arles, ce dernier refuse catégoriquement de tisser un lien entre les photos de Friedlander et ses propres longs-métrages, malgré leur goût commun pour une Amérique ordinaire et délaissée, celle des villes sans qualité et des zones commerciales anarchiques. *« Le sujet de mes films, comme le sien, c'est vrai, c'est surtout l'Amérique*, dit-il. *Mais ce n'est pas ce qui m'a intéressé dans ses images. Elles auraient pu être prises au Tibet. Je me suis penché sur le côté formel. Son travail est complexe, son œil unique. J'aime les gens qui font des choses hors des clous. »*

Si la patte du cinéaste se laisse entrevoir, c'est surtout dans la façon avec laquelle il a assemblé des séquences d'images, sur le mur et dans un film, où elles sont groupées par deux ou trois, selon des affinités formelles et non thématiques : lignes horizontales ou diagonales qui traversent l'image, carrés et rectangles, superpositions et juxtapositions de plans... Ce faisant, Joel Coen jette un œil nouveau sur l'œuvre, en déconstruisant les séries qui ont fait la réputation de Friedlander depuis les années 1960 : des monuments bien peu monumentaux, des télévisions allumées dans des chambres d'hôtel, des ouvriers au travail, toujours vus avec une distance ironique et un humour grinçant.

« Ses images fonctionnent alors qu'elles ne devraient pas. Elles sont contre-intuitives »
JOEL COEN

De quoi souligner la virtuosité du photographe, qui découpe ses scènes en morceaux en jouant sur des reflets, des vitrines, des fils électriques ou des poteaux. Pour coller à cet exercice de style, le commissaire Matthieu Humery a scindé l'espace d'exposition, en élevant, au beau milieu, un mur inattendu qui ferme une perspective et en ouvre une autre.

Une séquence montre comment Lee Friedlander aime à créer un cadre dans son cadre, à l'aide de miroirs, de vitrines ou de rétroviseurs, opérant des rapprochements incongrus et déconcertants. Le tout mène parfois à des images oniriques – un arbre vêtu d'un kimono, une voiture posée dans le ciel... *« Il y a des choses qui reviennent sans arrêt dans ses images, dont je ne pense pas qu'il soit conscient, car il a une façon de photographier totalement instinctive »*, estime Joel Coen, qui relève également le côté *« musical »* des images – Lee Friedlander, fou de jazz, a d'ailleurs signé nombre de portraits de musiciens.

On croise peu de personnages identifiables dans les images de Lee Friedlander, à part le peintre Jim Dine, que le photographe a croqué de façon bien irrévérencieuse, la photo étant bouchée par son pied nu et surexposé. Mais Joel Coen a aussi souligné, dans la sélection, la présence implicite de Lee Friedlander lui-même, qui multiplie les « anti-autoportraits » : il se montre et se dérobe à la fois, à travers une ombre, un reflet dans un rétroviseur, ou juste des pieds dans une vitrine, comme dans une anthologie de photos ratées.

Le cinéaste note que le photographe a aussi inclus sa femme, Maria, depuis le début : *« Soit son reflet à elle, soit lui comme une ombre posée sur elle. J'ai trouvé ça très touchant. »* Deux personnages que l'on devine en filigrane, voire deux antihéros, comme il en campe dans ses films. ■

CLAIRE GUILLOT

*« **Lee Friedlander Framed by Joel Coen** ». Fondation Luma, La Tour, parc des Ateliers, Arles (Bouches-du-Rhône). Jusqu'au 29 septembre. Luma.org*
***Lee Friedlander Framed by Joel Coen**, Fraenkel, 136 pages, 75 euros.*

A Avignon, Tiziano Cruz tisse une trame de beauté et de violence

Dans « Wayqeycuna », l'artiste argentin d'origine indigène confirme un savant art du tissage entre intime et politique

THÉÂTRE

Et de deux ! Tiziano Cruz a de nouveau touché au cœur le public d'Avignon, mercredi 10 juillet, avec *Wayqeycuna*, qui poursuit le projet autobiographique dont on a pu avoir un aperçu avec le spectacle précédent, *Soliloquio*. L'artiste argentin, queer, d'origine indigène, y confirme un savant art du tissage entre intime et politique, entre texte, arts plastiques, cinéma et performance. Et une manière de prendre la parole, à la fois incisive et accueillante, qui fait mouche.

Après *Soliloquio*, porté par la dénonciation d'un *« nécropouvoir »* qui a tué sa mère et sa sœur, *Wayqueycuna* – qui signifie « mes frères à moi » en langue quechua – acte le désir de Cruz de revenir sur les terres dont il est originaire, dans la région du Jujuy, à la pointe nord de l'Argentine. Un pays de hauts plateaux andins, qu'il évoque avec une poésie folle dès le début de son spectacle, en des images aériennes et rêveuses flottant sur de grands voiles blancs.

Tout son spectacle sera d'ailleurs porté par cette dimension un peu fantomatique, dans ce retour vers un monde qui a gardé un rapport poétique à l'existence, où *« les arbres gardent les murmures de l'enfance »*, mais qui est bien un monde qui se meurt, sous les coups de boutoir d'un capitalisme extractiviste qui chasse les Indiens de leurs terres. Un monde où *« on trouve toujours quelqu'un de plus pauvre que les plus pauvres »*.

Moutons et loups

De ce monde qui se meurt, Tiziano Cruz enregistre les souffles de vie et de mort qui le traversent, au fil d'images, magnifiquement filmées et montées, qui évoquent le grand documentariste néerlandais Johan van der Keuken, s'attardant sur les visages, ne déflorant jamais leur mystère. Un enfant (son neveu, sans doute, le petit orphelin Tizianito) apprend l'espagnol, faisant entendre le passage d'une langue à l'autre, de la langue originelle à celle du colonisateur. Des moutons courent dans la brume, sur les crêtes des montagnes, visions immémoriales d'un univers qu'on pourrait croire intact, mais que le cauchemar incarné par les loups vient sans cesse menacer.

Ces images, Tiziano Cruz les intègre à une cérémonie calme, dans laquelle il joue sans cesse des contrastes entre son identité de jeune homme arty, d'« indigène qui a réussi », revêtu d'une combinaison d'un blanc immaculé (marqué par l'injonction de se blanchir, donc), et son corps d'Indien à la peau caramel, couvert d'un poncho en laine brune. Une cérémonie qu'il déploie peu à peu, comme il déploie, délicatement, une de ces pièces de tissu que le peuple aymara brode avec des fils de laine de mouton.

De ce monde qui se meurt, Tiziano Cruz enregistre les souffles de vie et de mort qui le traversent, au fil d'images magnifiques

S'inspirant d'un rituel traditionnel d'offrandes aux morts, où des pains en forme d'animaux ou de plantes sont confectionnés avant d'être mangés par les vivants, il façonne en direct des petites créatures. Sans que rien ne soit dit de manière explicite et pesante, on comprend alors que dans ce monde traditionnel, la mort nourrissait la vie, tandis que la mort actuelle, capitaliste et colonialiste, n'engendre que la mort.

La métaphore textile déployée dans le spectacle est tout aussi belle, quand Tiziano Cruz raconte que dans ces toiles de laine qui servent aux Indiens à tous les moments de leur vie, les enfants sont invités à inscrire des souvenirs. *« Toute une vie dans une trame »*, constate l'artiste argentin. Et c'est exactement ce qu'il réalise dans son spectacle : tisser une trame avec des fils arrachés à la vie, et en faire une pièce dont la beauté éclate avec évidence.

Avant d'offrir aux spectateurs, dont l'émotion est palpable, ses petits pains qu'ils mangent ou emportent avec eux comme un cadeau. *« La politique, pour beaucoup d'entre vous, est une façon de concevoir le monde. Pour nous, c'est une question de vie et de mort »*, conclut Tiziano Cruz. ■

FABIENNE DARGE

*« **Wayqeycuna** », de et par Tiziano Cruz. Festival d'Avignon, gymnase du lycée Mistral, jusqu'au 14 juillet.*

Aux Francofolies, Thomas Fersen touche avec ses histoires étranges

La jeune chanteuse Solann, qui partageait l'affiche avec le musicien, le 12 juillet, à La Rochelle, a livré un concert envoûtant

MUSIQUE
LA ROCHELLE - *envoyé spécial*

Pour sa 40e édition, qui a commencé mercredi 10 juillet et est prévue jusqu'au dimanche 14, et dont bon nombre de spectacles affichent complet, le festival Les Francofolies de La Rochelle a son lot de vedettes pour les soirées sur l'esplanade Saint-Jean-d'Acre et sa grande scène Jean-Louis-Foulquier. Eddy de Pretto, Sting et Etienne Daho y sont venus le 10 ; Santa, Grand Corps Malade et Pascal Obispo le 11 ; le rap y a une bonne place avec Josman et PLK le 12 ; Luidji, Bigflo & Oli ou Ninho le 13. Le final avec feu d'artifice annonce notamment Jean-Michel Jarre, Zaho de Sagazan, Hervé. A ce cœur battant festif et grand public, le festival propose aussi dans des salles en journée ou en soirée des programmes allant de la découverte à des rendez-vous avec des personnalités fortes de la chanson, pour lesquelles des lieux plus intimes conviennent.

Ainsi du double plateau au Grand Théâtre de la scène nationale La Coursive, vendredi 12 juillet avec la chanteuse Solann, nouvelle venue, puis le chanteur Thomas Fersen, carrière commencée en 1993. Longue robe bordeaux qui descend jusqu'au sol, silhouette fragile en contraste avec son engagement vocal, voix fine, aiguë, qui peut prendre en puissance, Solann s'est fait connaître avec un album de six titres, intitulé *Monstrueuse*, publié à la mi-janvier. Elle les interprète sur la scène avec Martin Tamisier, debout derrière un appareillage de toms et cymbales de batterie et des machines qui déclenchent un accompagnement de basse, de chœurs, de cordes.

Les textes de Solann, dont elle dit au public du Grand Théâtre qu'ils ont souvent une teinte déprimante, évoquent l'amour, des blessures de l'âme, des personnages féminins forts. Avec un sens de la phrase qui accroche, comme ce *« On se mangera, ce sera beau mon amour »*, dans *Appelle-moi sorcière* ; *« J'peux rien faire si j'ai froid/ En dedans mes os claquent des dents »*, dans *Petit Corps* ; ou *« Et si j'l'aimais pas tant/ J'crois qu'je sauterais en marche »*, dans *Crash*, dont les paroles de passion et de sexe sont chantées par Solann à pleine vitesse, dans une diction parfaite, sans que les mots se brouillent. Une petite trentaine de minutes d'envoûtement.

Intermèdes instrumentaux

Thomas Fersen, lui, est venu avec un spectacle créé en 2023 au Théâtre de l'Athénée Louis-Jouvet, à Paris, *Mon Frère c'est Dieu sur Terre*. Des textes en rimes, qui le racontent, ou peut-être pas, à propos d'années d'enfance, d'adolescence, jusqu'à la caserne, un soir de Nouvel An. A cette histoire, qui fait sourire et qui émeut, il ajoute quelques chansons, dont *Hyacinthe*, *Bijou*, *Les Papillons*, vite reconnues par le public.

Thomas Fersen nous emmène ainsi dans le 20e arrondissement, partie Belleville, avec ces cafés d'où s'échappaient des musiques orientales, dans une piscine du 11e arrondissement ou à Pigalle, où le lycéen découvre les *« cabarets qui montrent des fesses et des poitrines »* et les magasins de musique avec des guitares électriques en devanture. Il y a ce frère à qui l'on passe tout, *« qui a toujours raison, tout ça parce qu'il a eu les amygdales »*, en fait rétabli depuis des lustres. Les copines de sa sœur auxquelles il rêve. Et Sabine, sur laquelle il va foncer avec son *« vélo à trois vitesses »* pour qu'elle le remarque. Il y a des personnages inquiétants, comme Gros Singe, qui *« fuit sur son vélo noir »*, et Le Baveux, *« bonhomme de 40 ans du niveau école primaire »*, et des animaux un peu partout, chien, coléoptère, scarabée, serpent, cloporte, chat, oiseaux...

De sa voix légèrement cassée, Thomas Fersen fait chanter les mots de son histoire. Et aux musiques des chansons sont ajoutés des intermèdes instrumentaux, de la java, du tango, de la valse, du swing tsigane. Les interprètes, le guitariste Pierre Sangra, la violoniste Cécile Bourcier et l'accordéoniste Maryll Abbas sont attentifs, suivent, comme le public, ces histoires un peu étranges, un peu quotidiennes dont Fersen est le « héros » maladroit et touchant. ■

SYLVAIN SICLIER

***Francofolies de La Rochelle**, dans divers lieux de la ville. Jusqu'au 14 juillet.*

SÉLECTION ALBUMS



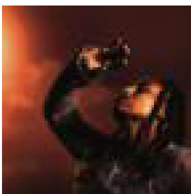
FLORENT SCHMITT
La Tragédie de Salomé. Chant élégiaque
Peter-Philipp Staemmler, Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, Alain Altinoglu.
Après un premier album consacré à César Franck, en 2022, le chef d'orchestre Alain Altinoglu confirme, avec Florent Schmitt (1870-1958), ses affinités avec la musique française. Méconnu, le compositeur français est sans conteste une figure marquante de la première moitié du XXe siècle. Altinoglu a préféré au mimodrame original en sept tableaux de 1907, dansé par Loïe Fuller, la première version de la suite orchestrale qu'il tira de sa *Tragédie de Salomé*, rutilante fresque sonore dédiée à Stravinsky. Sur l'histoire biblique de la sulfureuse fille d'Hérodiade, qui obtint la tête du prophète Jean Baptiste, après avoir séduit Hérode par sa danse des sept voiles, Schmitt a composé une musique sensuelle, truffée d'exotisme, portée au paroxysme de la violence et du désir. A ces débordements, le *Chant élégiaque* pour violoncelle, présenté dans sa mouture pour grand orchestre de 1911, apporte un rafraîchissant antidote. ■ MARIE-AUDE ROUX
Alpha Classics/Outhere Music.



MATHILDE CALDÉRINI
Avec elles
Œuvres de Cécile Chaminade, Claude Debussy, Mel Bonis, Claude Arrieu, Lise Borel et Francis Poulenc par Mathilde Caldérini (flûte) et Aurèle Marthan (piano).
Membre de l'Orchestre philharmonique de Radio France, Mathilde Caldérini incarne, à 34 ans, le renouveau de la flûte. Son timbre perlé, sa qualité de respiration et son jeu sensible évitent à certaines pages de cet ambitieux programme (le *Concertino*, de Cécile Chaminade, la *Sonatine*, de Claude Arrieu) de paraître strictement décoratives. Intitulé « avec elles », parce que les femmes y figurent comme compositrices ou inspiratrices (d'assez loin, dans le cas de Claude Debussy et de Francis Poulenc), ce plaisant panorama trouve son équilibre entre références (*Syrinx* et *Epigraphes antiques*, de Debussy, interprétées avec sensualité) et découvertes (la magnifique *Sonate*, de Mel Bonis, et l'incertain *Miroir*, de Lise Borel, qui vaut au piano cristallin d'Aurèle Marthan de renvoyer à la flûte enivrée de Mathilde Caldérini quelques dédoublements de fantaisie). ■ PIERRE GERVASONI
Alpha Classics/Outhere Music.



CHRIS COHEN
Paint a Room
Chris Cohen fut notamment le guitariste de Deerhoof. Le Californien en a conservé ce goût pour les harmonies étranges, le *« Beau Bizarre »* pour emprunter l'expression au chanteur Christophe. Le quatrième album solo du chanteur, compositeur et multi-instrumentiste – son premier en cinq ans – poursuit ses explorations pop singulières qui avaient fait le charme du remarquable *Overgrown Path* (2012). Une musique feutrée aux arrangements un peu tordus, à l'instar des orchestrations de cuivres (flûte, saxophone et clarinette), signées par Jeff Parker (Tortoise) et Josh Johnson (Meshell Ndegeocello), de ce disque riche en surprises. Au fil des pistes, Cohen assume sa préférence pour le pas de côté (le dissonant *Dog's Face*), tricote des arpèges de guitares touffus (*Wishing Well*), convole avec les harmonies pop de Belle and Sebastian (*Night or Day*), réinvente la bossa solaire de Joao Gilberto (*Physical Address*) et les structures jazz cotonneuses de Robert Wyatt (*Damage*), sans jamais perdre son identité. Brillant. ■ FRANCK COLOMBANI
Hardly Art/Modulor Records.



MERYL
Caviar I
Après une carrière d'autrice pour les artistes rap et deux EP, la chanteuse Meryl a publié, fin juin, son premier album, *Caviar I*. Un disque qui reflète toutes les influences de cette Martiniquaise élevée aussi bien au rap américain qu'au rap français, au zouk des îles francophones qu'au reggaeton des voisins hispanophones ou au dancehall jamaïcain. La jeune femme chante en français et en créole. Elle raconte son ascension lente et parfois en secret dans le très mélodique *Time*, se montre plus dure dans *Genesis*, et clame *« J'écris pour les autres, j'écris aussi mon abolition »*. C'est surtout quand elle abandonne l'aigreur des premières années qu'elle devient la meilleure en s'associant, par exemple, avec le Guyanais Venssy pour le créole *Mo La* ou avec DJ Tutuss pour l'irrésistible *Dembow Martinica*, un tube de l'été, ou encore son idole, la chanteuse de Kassav', Jocelyne Béroard, pour *Siwo*. A voir absolument sur scène cet été dans les festivals. ■ STÉPHANIE BINET
Maison Caviar/Idol.



CHARLI XCX
Brat
Figure de l'hyperpop, ce genre embrassant tous les autres sans choisir entre mélodies populaires et sons d'avant-garde, l'Anglaise Charlotte Aitchison, dite « Charli XCX », est longtemps restée en marge du succès. Dominés par l'expérimentation, *Pop 2* (2017) ou *How I'm Feeling Now* (2020) passionnaient sans réussir un véritable *crossover*. Et quand *Crash* (2022) finit en tête des charts, ce fut en concédant un peu trop à la facilité. Avec *Brat*, son sixième album, la trentenaire fusionne enfin idéalement *gimmicks* accrocheurs et décoiffante audace sonore. Métaphore d'une vie noctambule perturbée par l'alcool et les artifices chimiques, de l'agressivité de relations sur les réseaux sociaux, la production, copilotée par des laborantins, tels A. G. Cook, Hudson Mohawke ou le Français Gesaffelstein, radicalise les rythmes (*Club Classics*) et les textures (*365*) tout en s'immisçant dans notre mémoire pour ne plus la lâcher (*360*, *Von Dutch*, *Mean Girls*, *B2B*). La « sale gosse » (*brat*, en anglais) à l'accent cockney humanise cette frénésie en distillant aussi humour et vulnérabilité. ■ STÉPHANE DAVET
Atlantic Records/Warner Music.

▷ Lire aussi sur Lemonde.fr la critique de « Live in Eaubonne. Fly Me to the Moon » de Rhoda Scott Trio.

Au Festival Dub Camp, le reggae en héritage

Le festival de Loire-Atlantique, qui réunit les sound systems du monde entier, se vit en famille, comme pour les Roots I-Vories, à l'affiche vendredi

MUSIQUE
JOUÉ-SUR-ERDRE (LOIRE-ATLANTIQUE) - *envoyée spéciale*

Au premier jour du Dub Camp Festival, jeudi 11 juillet, un déluge s'est abattu sur le site des bords du lac Vioreau (Loire-Atlantique), qui, depuis 2014, accueille chaque année les sound systems du monde entier. Le festival se tiendra jusqu'au petit matin du 14 juillet avec des artistes venus d'Ecosse, d'Italie ou des Etats-Unis et célébrera aussi les meilleures formations françaises et anglaises.

Sous les deux chapiteaux, les 6 000 festivaliers – 11 000 étaient attendus vendredi et samedi – n'ont cure de la pluie, qui s'abat sur les champs des producteurs bio et le camping où ils ont installé leurs tentes dans l'après-midi. En short et vêtements de pluie, ils se pressent autour des murs d'enceintes, des caissons en bois montés en pyramide, qui diffusent des basses surpuissantes. Quelques heures plus tôt, sous le soleil, les équipes de « boxmen », celles et ceux qui portent les caissons pour leur sound system, s'affrontaient sur un parcours d'embûches.

Les festivaliers se pressent autour des murs d'enceintes qui diffusent des basses surpuissantes

Dans la soirée, sous le Meeting Sound Arena, trois formations jouent tour à tour trois morceaux : les Landais Ital Vibes, les Nantais Melodub et les Grenoblois Woodblocks. Ces derniers ont préparé une mixture à boire, pour réchauffer le public : *« Du café, de la gnole et de l'orange avec du sucre de canne »*, explique Magali Gastineau, festivalière, qui vient au Dub Camp Festival depuis la deuxième édition, avec toute sa petite famille, son mari, Jeff, et ses deux enfants, Mathis et Yaël.

Cette experte de la lutte antifraude en assurances avait, en 2015, offert les places à son aîné pour l'anniversaire de ses 16 ans : « *Il était trop déçu que son festival préféré, le Garance Reggae Festival, dans le sud de la France, soit annulé* », explique la mère de famille. Neuf ans plus tard, Mathis, aujourd'hui 25 ans, est programmé au Dub Camp Festival avec son propre sound system, le Roots I-Vories, créé avec son ami Erwan.

Ce dernier a découvert l'univers de cette musique en allant en région parisienne écouter le Blackboard Jungle, qui fête, au lac Vioreau, son trentième anniversaire, avec une sono de 60 kilowatts. Les jeunes Roots I-Vories sont prévus sur la scène de leurs aînés, pour diffuser ce qui fait leur spécialité : trouver des raretés du reggae des années 1960-1970 venues d'Angleterre ou de Jamaïque, mais surtout d'Afrique et des Caraïbes.

Comme beaucoup de fans de reggae, les Gastineau vivent leur passion en famille, et se retrouvent avec d'autres passionnés sur les campings des festivals. Magali et Jeff se sont rencontrés dans une rave à Montpellier lorsque les « travellers » anglais les Spiral Tribe réunissaient dans leurs rassemblements *« rastas, punks et rockers »*.

Rôle d'« operator »

Avec la naissance de leur premier enfant, les tourtereaux ont abandonné la techno *« pour retourner aux sources, le reggae,* se rappelle Magali. *Nous avons commencé par des festivals soft, les Wailers (groupe de Bob Marley) en Ardèche. Puis, avec quelques familles de Montpellier, d'Auvergne, du nord de la France, on se donnait rendez-vous au Ja'Sound, à Bagnols-sur-Cèze* [Gard]. *On avait des groupes électrogènes pour les frigos : il fallait mettre les enfants bien. Eux portaient des casques antibruit pendant les concerts. »*

Au départ, Mathis et Yaël suivent les parents, sans adhérer forcément au reggae mais, avec l'adolescence, les goûts s'affinent. Pendant que le cadet rejette la passion des adultes en adoptant le rap français, *« Jul, SDM et compagnie »*, commente sa mère, Mathis a le déclic à 14 ans en assistant à la performance du Jamaïcain King Jammy, le disciple de l'inventeur du dub, l'ingénieur du son King Tubby.

Dans son studio, ce dernier va mettre au point les techniques de production de ce reggae remixé avec des réverbes et des échos, et où la batterie et la basse sont mises en avant. *« Avec le dub,* expliquent Mathis et Erwan en chœur, *on est complètement immergés dans la musique, plus que dans un concert. Avec les sound systems, on est dans une autre dimension du reggae et de la manière de l'écouter. »*

Aujourd'hui, ce sont les parents de Mathis qui le suivent dans les festivals, fiers de voir leur fils endosser le rôle d'« operator », c'est-à-dire celui qui règle le son, envoie les effets, pendant qu'Erwan, alias Stepper'One, le « selecta », sélectionne les musiques en prônant des messages d'unité.

Dans les coulisses du concert de l'Ecossaise Soom T, où l'équipe technique du Dub Camp Festival s'évertue à protéger le matériel de la pluie sur une scène extérieure, la chanteuse de 45 ans renchérit : *« Le message des sound systems est simple : donner une voix à ceux qui n'en ont pas, aux artistes qui sont négligés par l'industrie du disque, par ce que nous appelons Babylon, un système organisé qui n'a pour but que de faire du profit… La culture des sound systems, c'est, au contraire, promouvoir l'unité, la droiture, l'amour et le respect. »* Un message pour lequel le Dub Camp Festival a installé jusqu'à dimanche matin des enceintes puissantes au cœur de la campagne nantaise. ■

STÉPHANIE BINET

Dub Camp Festival jusqu'au 13 juillet, lac de Vioreau à Joué-sur-Erdre (Loire-Atlantique).

Marianne Crebassa régale Montpellier avec ses premiers « Kindertotenlieder »

Le 10 juillet, la mezzo française, accompagnée de l'Orchestre philharmonique de Radio France, dirigé par Mikko Franck, s'est illustrée dans un programme consacré à Mahler

MUSIQUE
MONTPELLIER - *envoyée spéciale*

Une grosse centaine de manifestations et plus de 700 artistes invités dans 50 lieux de Montpellier et de sa métropole, du 8 au 20 juillet : Le Nouveau Festival Radio France Occitanie Montpellier peut se targuer d'avoir résolument tourné la page covidienne, affichant fièrement, à l'heure où beaucoup n'ont pas encore retrouvé leurs marques, un triplement de la fréquentation du public par rapport à la période prépandémique et des concerts à la jauge bien garnie.

C'est le cas du Corum, qui accueillait, mercredi le 10 juillet, l'Orchestre philharmonique de Radio France et son chef, Mikko Franck. Disséminés sur le plateau à l'intérieur du corpus orchestral, tels des bébés patous au sein d'un bienveillant troupeau de brebis, des figures juvéniles attirent l'attention. Ils forment la vingtaine de jeunes musiciens venus de toute l'Europe, qui ont été choisis après audition pour participer à la nouvelle académie de l'orchestre, dont la mission favorise l'intégration professionnelle.

C'est avec un programme de rêve qu'ils entrent dans la carrière, et sans doute se souviendront-ils longtemps d'avoir ouvert leurs bras mahlériens aux premiers *Kindertotenlieder* (« chants des enfants morts ») de Marianne Crebassa. Un moment très attendu. Ne serait en effet *La Clemenza di Tito*, de Mozart, qu'elle chantera en version de concert le 21 juillet au Festival d'Aix-en-Provence, après la création, en 2023, du dernier opéra de chambre de George Benjamin, *Picture a Day Like This*, dont une reprise est prévue en octobre à l'Opéra-Comique, la mezzo française de 37 ans mène une carrière prestigieuse mais discrète. Mais la Montpelliéraine d'adoption, qui a fait ses études au conservatoire de la métropole et ses débuts ici même, a toujours été au rendez-vous.

Public bouleversé

Car c'est peu de dire que cette musique lui tombe naturellement dans la voix. Graves capiteux, médiums veloutés, aigus ronds ou filés au bord des larmes, les inflexions mahlériennes se lovent dans ce timbre de pleureuse antique, qui déroule avec un art prosodique au bord de l'expressionnisme la sombre dramaturgie des cinq poèmes choisis pour être mis en musique par Gustav Mahler sur les 428 que Friedrich Rückert écrivit après la disparition de ses enfants. Le concert est d'ailleurs dédié à la soprano belge, Jodie Devos, trop tôt disparue, à l'âge de 35 ans le 16 juin.

Dans sa sobre et élégante robe longue aux couleurs de fumée, Marianne Crebassa est à la fois mère et vestale. La conduite de la ligne, la longueur de la voix, les inflexions tour à tour appuyées ou allégées combinent avec intelligence expression musicale et théâtre du silence. Autour d'elle, Mikko Franck dirige au présent du drame, soulignant telle franchise acerbe et douloureuse des bois, les appels désespérés des cors, les orbes berceurs de la harpe, ou le tendre tamis des cordes de la consolation. Les enfants disparus ne reviendront pas. Ils ont péri dans la tempête, *« désormais protégés par la main de Dieu »*. Une émotion dernière étreint la voix de la cantatrice et le public bouleversé.

Les inflexions de l'artiste lyrique combinent avec intelligence expression musicale et théâtre du silence

L'Orchestre philharmonique de Radio France et un Mikko Franck en grande forme ont ensuite frappé fort avec une fringante et passionnante *Symphonie n° 4* de Mahler, le maestro finlandais déployant avec virtuosité ce sens de la perspective architecturale qui est l'une de ses qualités premières. Richesse des couleurs, dynamisme, alacrité, la phalange parisienne, dont la beauté des timbres et le bonheur de jeu sont un régal, s'est révélée aussi précise et engagée dans les passages solistes qu'homogène dans les tutti.

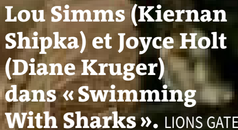
Visiblement heureux lui aussi, le maestro n'a rien édulcoré des titillations ironiques du discours mahlérien, dont la joie apparente révèle d'inquiétants signes tragiques dans une provocante autodérision. Après un troisième mouvement rêveur et hédoniste, où jaillit, à la fin, un cri de joie primal, le *« Finale »*, dont la voix humaine – instrument ultime – introduit le Lied paradisiaque, naïf et enjoué, *Das himmlische Leben* (« la vie céleste »), tiré du cycle *Des Knaben Wunderhorn* (« le cor merveilleux de l'enfant »). Après une introduction aux vents en forme de danse populaire, le joli timbre clair de Melody Louledjian, entre réjouissance angélique et agapes éternelles, lui confère son content de lumière et d'innocence. ■

MARIE-AUDE ROUX

Mahler/Kindertotenlieder et Symphonie n° 4. *Avec Marianne Crebassa, Melody Louledjian, Orchestre philharmonique de Radio France sous la direction de Mikko Franck. Concert disponible sur le site de France Musique ainsi que sur l'application de Radio France. Le Nouveau Festival Radio France Occitanie Montpellier, à Montpellier. Jusqu'au 20 juillet. Lefestival.eu*

Une foire aux vanités hollywoodiennes

Satire de l'industrie américaine du cinéma, la série de Kathleen Robertson vire au film d'horreur



Lou Simms (Kiernan Shipka) et Joyce Holt (Diane Kruger) dans « Swimming With Sharks ». LIONS GATE

PARIS PREMIÈRE
LUNDI 15 - 21 H 55
SÉRIE

Faisant mine de s'autoflageller, Hollywood aime à exposer ses péchés et ses perversions. Remake d'un long-métrage de George Huang (1994), *Swimming with Sharks* (« nager avec les requins »), aurait pu mettre à jour ce rituel expiatoire en y incorporant les nouvelles superpuissances du cinéma qui ont migré de la Silicon Valley à Beverley Hills. Au bout du compte, la série se satisfait de sa condition de mélodrame outrancier, porté par des interprètes prêts à tout, émaillé de références à l'actualité qui donneront aux connaisseurs l'impression de faire partie du grand nœud de vipères du cinéma.

Lou Simms (Kiernan Shipka, qui fut jadis Sally Draper, fille de Don et Betty, dans *Mad Men*), vient d'être embauchée par Fountain, grand studio hollywoodien, de ceux dont on passe les grilles pour longer d'interminables alignements de hangars. Elle doit y assister Joyce Holt (Diane Kruger), reine glaciaire de l'*entertainment*, dirigeante mais pas propriétaire de Fountain – c'est un vieillard cacochyme et pervers, Redmond Isaacson (Donald Sutherland, dont la présence, dans l'un de ses derniers rôles, suffit à justifier la vision d'au moins les deux premiers épisodes) qui tient les cordons de la bourse.

Bande sonore anxiogène

Héritière d'une longue lignée de jeunes ambitieuses prêtes à tout pour se faire une place dans une société qui ne veut pas d'elles, Lou Simms entreprend aussitôt d'attirer l'attention de Joyce Holt. Celle-ci est en train de courtiser une autrice de fiction pour jeunes adultes qui se refuse à céder les droits de son dernier best-seller. Alors que le fringant bras droit se casse les dents, Lou offre son corps à la concupiscence de la romancière qui, impressionnée par ce qu'elle croit être une manœuvre amorale de Joyce Holt, signe aussitôt le contrat qu'on lui tendait depuis des semaines.

Les six brefs épisodes de *Swimming With Sharks* sont ainsi faits de provocations à l'intention du bourgeois qui ne connaît rien de l'industrie cinématographique, de transgressions soigneusement calibrées pour ne pas enfreindre les normes actuellement en vigueur. En avançant, le récit finit par donner de bonnes raisons d'être à une bande sonore anxiogène qui détonne d'abord avec le ton satirique de la série. Dans un premier temps, on peut s'amuser à déchiffrer les représentations à peine cryptées de figures hollywoodiennes.

On reconnaîtra en Redmond Isaacson des traits de Sumner Redstone, le défunt patron de Paramount, mêlés au priapisme répugnant de Harvey Weinstein. Joyce Holt est impitoyable, prête à tout pour préserver ses intérêts – comme l'ont été les rares patronnes de studio. C'est aussi, grâce à Diane Kruger, une âme perdue, qui espère compenser le vide de son existence par une maternité qui ne cesse de lui échapper.

Bientôt, Lou Simms dévoile son caractère monstrueux. Des flashback prétendent mettre à jour les racines de sa sociopathie homicide, pour finalement n'arriver qu'à rendre le personnage banal, de ceux qui sont poursuivis par une policière afro-américaine ultra-perspicace, et finissent toujours par commettre une erreur. *Swimming With Sharks* s'éloigne vers le large, emportée dans un banc de petites séries qui ne seront jamais qu'une ligne de plus dans la filmographie de leurs créateurs. ■

THOMAS SOTINEL

***Swimming With Sharks,** série créée par Kathleen Robertson avec Diane Kruger, Kiernan Shipka, Donald Sutherland (EU, 2022, 6 × 26 min).*

La Buvette de la plage, au Pouldu, le refuge de Gauguin en Bretagne

Ce numéro de la série « Une maison, un artiste » s'attache au peintre et à sa vie voyageuse, et fait une halte dans le Finistère

FRANCE 5
DIMANCHE 14 - 22 H 45
DOCUMENTAIRE

Paul Gauguin (1848-1903) a beaucoup voyagé : dès son enfance, il part au Pérou avec sa famille, qui s'éloigne du régime de Napoléon III (son père, journaliste républicain, meurt en chemin). Devenu lieutenant de marine, il vogue pendant cinq ans, s'installe ensuite au Danemark, le pays d'origine de son épouse, Mette-Sophie Gad (1850-1920), puis en Polynésie, à Tahiti et aux îles Marquises, où il mourra.

Mais une destination va prendre un statut singulier quand, en juillet 1886, il monte dans un train pour la Bretagne. Gauguin a renoncé à son emploi rémunérateur d'agent de change et laisse derrière lui femme et enfants. Il se consacre à temps plein à la peinture dont il pense, assez naïvement, que le succès va lui redonner de l'aisance financière.

Gauguin s'installe à Pont-Aven (Finistère). Surnommée la « cité des peintres », la commune est fréquentée par de nombreux artistes. Les galeries, marchands de couleurs et pensions y prospèrent. Il n'a pas le sou, mais la vie en Bretagne est moins chère. Gauguin déménage au Pouldu (Clohars-Carnoët, Finistère), un village isolé qui surplombe la mer, loge à la Buvette de la Plage, où se trouvent aussi les peintres Meyer de Haan (1852-1895), Paul Sérusier (1864-1927) et Charles Filiger (1863-1928).

C'est à cette période de la vie du peintre que s'intéresse ce numéro de la série « Une maison, un artiste », avec la participation d'historiens de l'art, dont David Haziot, auteur de biographies de Gauguin et de Van Gogh. Le film s'arrête en particulier sur la salle à manger de l'auberge, dont les portes, les fenêtres, les murs et le plafond ont été décorés par Gauguin et de Haan, pour l'essentiel.

Gauguin part pour Arles, puis pour la Polynésie, revient brièvement au Pouldu pour repartir outre-mer. La guinguette est louée, puis vendue ; sa propriétaire garde certaines toiles laissées en dépôt par Gauguin, emporte certains éléments décoratifs. Les fresques inamovibles seront au fil du temps recouvertes de couches de papier peint…

En 1989, une maison-musée reproduira à l'identique l'auberge d'origine – ce que ne dit pas le documentaire, qui passe trop vite sur ces éléments de décor et ne précise pas non plus ce qui a été perdu ou détruit. Comme souvent dans cette série, on parle ici davantage de l'artiste que de la maison.

Quand il meurt, le 8 mai 1903, aux îles Marquises, dans la « Maison du jouir » à Hiva Oa, Gauguin a toujours *« un coin de Bretagne au fond du cœur »* et, à portée de regard, le *Village breton sous la neige*, la toile qu'il a peinte vers 1894, qui est aujourd'hui conservée au Musée d'Orsay, à Paris. ■

RENAUD MACHART

***Paul Gauguin, la Buvette de la plage en Bretagne,** de François Chayé (Fr., 2024, 26 min), dans la série « Une maison, un artiste ».*

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 164
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III						■			■			
IV				■								
V			■								■	
VI								■				
VII			■					■				■
VIII				■			■		■			
IX						■						
X												

HORIZONTALEMENT

I. Ratés ou non, ils reprendront leurs coups. **II.** Finissent par rendre l'atmosphère intenable. **III.** Force et pouvoir. Bas de gamme. Chez Marcel et chez Colette. **IV.** Ne le cherchez pas trop loin. Chargées des douceurs ouvrières. **V.** Bouts de gant. Délicatement voilées. **VI.** Habituées à ranger chez les Suisses. Allers sans retours sur le court. **VII.** Le titane. Cours et département. Propre pour chacun. **VIII.** Grand fumeur nippon. Personnel. Dérangea ses proches. **IX.** Le Vieillard de la mer. Bien posées. **X.** Subisse la route défoncée.

VERTICALEMENT

1. Redonnera force et vigueur. **2.** Transporter et pousser à l'action. **3.** Son cycle a été récompensé par le Nobel en 1946. Dans les bourses suédoises. **4.** Prépare rapidement au travail. Des siècles et des siècles. Préposition. **5.** Sont-elles aussi à l'aise avec leurs batteries à l'office que sur scène ? **6.** Dans le bide. A envahi l'Espagne. **7.** Chasse l'indésirable. Vidé. **8.** Met à l'abri des courants. Fin de partie. **9.** Dans la caisse. Cinéaste anglais. Structure d'entreprise. **10.** Rentrés dedans et enfoncés sous le choc. **11.** A inspiré Virgile. Bouleversées intérieurement. **12.** Graves problèmes de circulation à l'intérieur. Enzyme.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 163

HORIZONTALEMENT I. Personnalité. **II.** Ivoirien. Lux. **III.** Négligent. Sp. **IV.** Année. Oïl. **V.** Ite. Néantisé. **VI.** La. Ut. Lérots. **VII.** Litrage. ENOS. **VIII.** Arrobase. SCI. **IX.** Géo. Ame. Av. **X.** Esthétisante.

VERTICALEMENT 1. Pinaillage. **2.** Eventaires. **3.** Rogne. Trot. **4.** Sile. Uro. **5.** Orientable. **6.** Nig (gin). Ga. **7.** Née. Alésai. **8.** Annone. Ems. **9.** Titre. Ea. **10.** Il. Lions. **11.** Tus. Stocat (tacots). **12.** Expressive.

SUDOKU
N°24-164

							8	5
						6	7	2
	3			8				
		7			5			
		9			2	7	5	1
	7			3				6
	2			6	7	9		
	8	6	1		9	3	2	

7	3	9	4	2	5	8	1	6
6	1	4	3	7	8	5	9	2
8	2	5	9	1	6	7	3	4
9	8	1	2	5	7	6	4	3
3	5	6	8	4	9	2	7	1
2	4	7	1	6	3	9	5	8
1	9	2	5	8	4	3	6	7
4	6	3	7	9	2	1	8	5
5	7	8	6	3	1	4	2	9

Expert
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

M publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM
PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources controlées.
Eutrophisation : PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

Nathan Thrall « Israël n'a jamais eu à rendre de comptes sur ses agissements »

L'essayiste américain, Prix Pulitzer 2024, vit à Jérusalem. Il revient sur la guerre en cours à Gaza, sur l'annexion rampante de la Cisjordanie et sur l'inertie des capitales occidentales face à la destruction méthodique de la bande palestinienne

ENTRETIEN

Le journaliste et essayiste américain Nathan Thrall, ancien responsable du Programme israélo-arabe de l'International Crisis Group, vit à Jérusalem. Il vient de publier *Une journée dans la vie d'Abed Salama* (Gallimard, 336 pages, 25 euros), une immersion dans un fait divers de 2012, emblématique du système d'apartheid israélien en Cisjordanie. L'ouvrage vient de recevoir le prix Pulitzer de non-fiction. Pour *Le Monde*, l'auteur revient sur l'impasse tragique dans laquelle s'enfonce le conflit israélo-palestinien.

Voilà plus de neuf mois que la guerre fait rage à Gaza. Qu'est-ce qui vous a le plus surpris dans ce conflit ?

Le soir du 7 octobre, il était évident que nous allions assister, dans la bande de Gaza, à un niveau de destruction jamais vu auparavant. Ce qui n'était pas prévu, en revanche, c'est l'endurance du Hamas. Le groupe armé, enfermé dans ce tout petit territoire, soumis à un siège intégral, privé d'eau et d'électricité, privé aussi, très vraisemblablement, du moindre ravitaillement en armes, continue à se battre. A chaque fois qu'Israël clame « mission accomplie » et annonce le démantèlement d'un bataillon du Hamas dans un secteur donné, quelques jours ou semaines plus tard, des soldats israéliens sont tués dans ce même secteur. Pour tous les analystes militaires, c'est ça le véritable choc. Loin d'avoir été éliminé, le mouvement islamiste redeviendra la force dominante à Gaza, le jour où l'armée israélienne quittera ce territoire.

Vu le niveau de pertes humaines et de destruction à Gaza, cela sera-t-il une victoire à la Pyrrhus ?

Le Hamas a enregistré d'importants gains de popularité en Cisjordanie, dans la diaspora et même dans la bande de Gaza. Les populations occupées ont naturellement tendance à soutenir ceux qui luttent contre leurs occupants. On entend, bien sûr, des anecdotes, ici et là, qui font état de critiques envers le Hamas, mais il ne faut pas leur donner trop d'importance. Tout d'abord parce qu'il ne s'agit que d'anecdotes, mais aussi parce qu'avant le 7 octobre une partie des Gazaouis détestaient déjà le Hamas. En l'état, en plus d'avoir infligé un coup très rude à Israël, ce mouvement peut se prévaloir d'avoir remis la question de la Palestine à l'agenda international. Si les hostilités se concluent par un échange de prisonniers, alors le Hamas n'aura pas de rival sérieux pour le leadership, au moins symbolique, des Palestiniens.

En Cisjordanie, les expropriations et les saisies de terres par l'armée israélienne et les colons juifs sont en forte hausse. Y a-t-il encore de la place pour un Etat palestinien, ou a-t-on atteint le point de non-retour ?

Si l'on se place d'un point de vue logistique, je dirais que oui, il est toujours possible de créer un Etat palestinien sur les territoires de 1967. Le problème n'est cependant pas logistique. Le véritable obstacle, c'est l'absence de volonté politique. Les diplomates américains ont toujours postulé que le statu quo était intenable et qu'in fine Israël devrait faire un choix. Soit donner aux Palestiniens un Etat souverain sur 22 % de la terre, comme l'OLP le demande, soit leur donner la citoyenneté et l'égalité de droits (dans le cadre d'un Etat binational unique). Ce postulat est toutefois erroné. Il y a une troisième option, qui est la poursuite du statu quo : étendre les colonies, tasser les Palestiniens dans des enclaves toujours plus étroites et ignorer les réprimandes de la communauté internationale, qui proteste mais ne fait rien de concret. Pour Israël, c'est la voie la moins coûteuse.

> LOIN D'AVOIR ÉTÉ ÉLIMINÉ, LE HAMAS REDEVIENDRA LA FORCE DOMINANTE À GAZA LE JOUR OÙ L'ARMÉE ISRAÉLIENNE QUITTERA CE TERRITOIRE

Quelle est la responsabilité des grandes capitales dans cette situation ?

Si l'on mettait un pistolet sur la tempe des dirigeants israéliens et qu'on leur demandait de choisir entre un Etat palestinien sur 22 % de la terre et un Etat unique avec égalité pour tous, ils choisiraient tous la première option. Le problème, c'est qu'il n'y a pas de pistolet. Israël n'a jamais eu à rendre de comptes sur ses agissements. Rappelez-vous les mises en garde lancées à Benyamin Nétanyahou par ses prédécesseurs au poste de premier ministre, Ehoud Olmert et Ehoud Barak : « Si nous ne mettons pas un terme à l'occupation, il y aura un tsunami diplomatique, nous serons ostracisés, le monde entier nous considérera comme un Etat d'apartheid. » Nétanyahou a démontré qu'ils avaient tort. Il a poursuivi l'occupation et il n'y a eu aucune conséquence.

Les reconnaissances de l'Etat palestinien auxquelles on a assisté récemment, de la part de l'Espagne, de l'Irlande et de la Norvège, sont-elles la voie à suivre pour les pays européens ?

C'est un pas dans la bonne direction, mais il est franchement insuffisant. Quand la Suède a reconnu la Palestine il y a dix ans, le seul changement que j'ai noté, c'est que le consul général de Suède à Jérusalem-Est a été rebaptisé ambassadeur. Une mesure qui pourrait véritablement influer sur le comportement d'Israël, ce serait de remettre en cause l'accord d'association économique entre cet Etat et l'Union européenne.

La bande de Gaza est rasée aux deux tiers environ. Comment pourra-t-elle se relever d'une telle épreuve ?

Cet événement va rester gravé, pour très longtemps, dans la mémoire des Palestiniens. Mais n'oublions pas que Gaza a toujours été le centre de la résistance à la domination israélienne. C'est là que la lutte est née dans les années 1950 et que la première Intifada a commencé. Durant la deuxième Intifada, ce sont les attaques des groupes armés palestiniens qui ont forcé Israël à évacuer la bande de Gaza. Je pense donc que ce territoire va continuer à être le cœur de la résistance à Israël. Et, évidemment, compte tenu de ce que la jeune génération de Gazaouis a subi durant cette guerre, on peut s'inquiéter de ce que l'avenir nous réserve. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR BENJAMIN BARTHE

Olivier Bargain et Jean-Marc Figuet Les leaders de gauche doivent abandonner leur posture actuelle, « Tout le programme, rien que le programme »

Les deux économistes estiment que les objectifs sociaux du Nouveau Front populaire ne peuvent être atteints que par le respect du sérieux budgétaire, sous peine de perdre sur les deux tableaux, économique et politique

Un besoin de justice sociale est exprimé par un grand nombre de concitoyens qui se sentent, à juste titre, victimes de la mondialisation quand d'autres en ont largement profité. De ce déclassement bien réel découle en partie la montée du vote de désespoir en faveur des extrêmes. Cette colère aurait pu être apaisée si le macronisme avait inclus un volet social.

Un vrai « en même temps » aurait d'ailleurs rendu la politique d'offre menée ces dernières années plus pérenne, en limitant le risque de frondes répétées et paralysantes (« gilets jaunes », opposition à la réforme des retraites, etc.).

A l'inverse, on assiste peut-être à l'effondrement de sept années d'efforts pour gagner la confiance des investisseurs étrangers, et les récifs se rapprocheront d'autant plus vite que le coup de barre à gauche sera brutal. La menace est celle-ci : qu'Emmanuel Macron mette maintenant le Nouveau Front populaire (NFP) au défi d'appliquer son programme.

Premièrement, il serait illusoire de croire dans l'équilibre budgétaire d'un programme chiffré très rapidement et sans prise en compte des impacts économiques. Les calculs sur la hausse du smic, par exemple, n'intègrent pas la hausse concomitante des défaillances d'entreprises et leur coût économique et social. Des hausses d'impôts brutales et généralisées peuvent décourager l'investissement et l'effort productif, se soldant par de moindres recettes fiscales.

Besoin d'équité

Enfin, les effets bénéfiques de la relance budgétaire mis en avant par le NFP sont plus qu'incertains, avec la fuite probable d'une partie de la relance vers les importations et la montée de l'inflation si l'offre de nos entreprises ne satisfait pas la hausse de la demande. Ces conséquences sont bien connues des économistes, quelle que soit leur chapelle.

Deuxièmement, comment oublier la contrainte extérieure ? Les mesures sociales de 1936 ou 1981 avaient systématiquement conduit à une hausse des taux d'intérêt, devenus intenables pour un gouvernement obligé d'emprunter pour fonctionner. Et encore, à cette époque, la dette publique était faible – autour de 20 % du PIB, contre 110 % aujourd'hui). La relance s'était pourtant traduite par un inexorable « tournant de la rigueur » deux ans plus tard, un délai que nous n'avons même plus aujourd'hui. En 2022, au Royaume-Uni, l'annonce de fortes baisses d'impôts, budgétairement déraisonnables dans un contexte d'endettement élevé, avait conduit à une explosion des taux d'intérêt et à la chute du gouvernement de Liz Truss en une petite semaine.

> UNE LARGE COALITION DOIT ÉMERGER ET S'ENTENDRE SUR UN ENSEMBLE DE MESURES SOCIALES RAISONNABLES

Troisièmement, il faut mesurer les conséquences d'une telle tentation. Un renchérissement soudain et brutal de notre dette pourrait conduire à l'équivalent du shutdown américain, c'est-à-dire l'impossibilité momentanée de payer nos créanciers, de rémunérer nos fonctionnaires, de payer les aides sociales.

Quelles seraient les conséquences sociales d'une telle situation ? Et quelles séquelles à ce chaos budgétaire, si ce n'est un affaiblissement durable – comme a connu le Royaume-Uni – et un retour à une rigueur accrue, qui frapperait plus durement les ménages vulnérables ? Est-ce cela, le projet social de la gauche ? Ou le calcul cynique d'Emmanuel Macron, afin d'apparaître finalement comme le garant de la stabilité ?

Il n'est nul besoin de faire partie du Medef pour dénoncer les postures irresponsables prises ces derniers jours par les leaders de gauche : *« Tout le programme, rien que le programme. »* En réalité, ils n'y croient guère eux-mêmes, comme le rappelle une tribune publiée dans *Le Monde* le 11 juillet. Non pas qu'ils soient convaincus des contraintes économiques que nous venons de rappeler, mais ils ont bien conscience qu'une motion de censure tomberait rapidement s'ils tentaient d'appliquer leurs mesures.

Rétablir une vision sociale

De la même façon, les postures à droite ne peuvent ignorer le besoin d'équité manifesté par les Français, qui passerait notamment par la restauration des services publics. Le creusement des écarts entre les très riches et le reste de la population est bien documenté, et le débat sur la taxation des super-profits n'a pas été au bout de sa logique.

Une large coalition doit donc émerger et s'entendre sur un ensemble de mesures sociales raisonnables. La fin des cadeaux sous forme de niches fiscales va dans ce sens, et il est difficile de croire que tous les bénéficiaires actuels partiraient en courant à l'étranger. Des économies peuvent aussi être réalisées en simplifiant le millefeuille administratif (une vraie réforme simplifiant les strates que représentent régions, départements, etc.) au profit des services publics de terrain : santé, éducation, sécurité. Enfin, de nouvelles dépenses peuvent rassurer les investisseurs si elles sont cohérentes avec la transition environnementale.

Une mesure dans ce sens est la gratuité des transports en commun, expérimentée à Montpellier et ailleurs. Tout en étant socialement et symboliquement forte (les plus modestes n'ont pas de voiture), ce type de mesure n'entre pas dans le champ de l'assistanat décrié par la droite et peut trouver une adhésion large.

La tâche sera ardue pour une grande coalition. Mais celle-ci doit rétablir une vision sociale pour le pays – celle qui a manqué au macronisme et qui aiderait à contenir la vague RN –, tout en rassurant marchés et investisseurs afin de ménager l'attractivité de long terme de la France et de garantir ainsi croissance et progrès, c'est-à-dire les emplois et le pouvoir d'achat de demain. ■

Olivier Bargain *est professeur d'économie à l'université de Bordeaux, chercheur à l'école Bordeaux Sciences économiques et ancien membre du Conseil d'analyse économique ;* **Jean-Marc Figuet** *est professeur d'économie à l'université de Bordeaux et chercheur à l'école Bordeaux Sciences économiques*

LES JO, MÉDAILLE D'OR DU DÉFICIT

Les économistes du sport et du climat s'accordent pour juger que les Jeux olympiques ruinent les villes hôtes et le climat. Il faut tout reprendre de zéro pour que le spectacle continue

Robert Baade et Victor Matheson Les JO sont devenus économiquement intenables

Les deux économistes expliquent que la dérive des coûts et l'insuffisance des retombées économiques dissuadent de plus en plus de villes de présenter leur candidature

Le contexte

Alors que les Jeux olympiques d'été doivent s'ouvrir le 26 juillet, les économistes réunis par la *Revue économique et financière* dans un dossier spécial « Finance et sport » (nº 154), dont *Le Monde* publie les synthèses de plusieurs articles, dressent un bilan sévère des éditions précédentes des JO. Dépassements vertigineux des coûts initialement prévus, faiblesse des recettes, absence de retombées économiques à long terme, captation de la rente par un CIO monopolistique, bilan carbone désastreux, les Jeux apparaissent comme le stade suprême d'un modèle économique sans avenir. A moins de n'en confier l'organisation qu'aux pays autoritaires, pour qui les retombées politiques sont plus importantes que la viabilité économique, les JO doivent trouver un nouveau modèle pour satisfaire la soif sportive de millions de spectateurs.

Après des débuts plutôt modestes en 1896, les JO *[Jeux olympiques]* modernes ont pris rapidement de l'importance au-delà d'une simple compétition sportive, engendrant des coûts de plus en plus élevés pour les villes hôtes. Avec une facture de plus de 541 millions de dollars (en équivalent dollars de 2021), les JO de 1936 à Berlin, conçus pour illustrer la puissance de l'Allemagne nazie, ont coûté dix fois plus cher que tous les JO précédents.

Ils n'ont été que les premiers d'une longue série. Montréal 1976 a établi un nouveau record, à près de 7 milliards *[tous les chiffres sont en dollars]*. Certes, Los Angeles 1984 et Barcelone 1992 ont connu un relatif succès financier, mais les cinq derniers JO d'été et d'hiver ont tous passé la barre des 10 milliards, Pékin 2008 allant au-delà de 45 milliards et Sotchi 2014 (Russie) de 50 milliards. Rio 2016, dont le budget initial était de 3 milliards, a coûté environ 13 milliards. La Chine s'est vantée que les Jeux d'hiver de 2022, à Pékin, n'avaient coûté que 3,9 milliards. Mais une enquête de *Business Insider* suggère que les coûts réels étaient près de dix fois supérieurs. Entre 1960 et 2016, les budgets des JO ont connu en moyenne 156 % de dépassement.

Les recettes se révèlent généralement très inférieures : moins de 9 milliards pour Rio 2016, dont une grande partie est revenue au Comité international olympique (CIO). Cela signifie que les retombées positives nettes pour les villes hôtes doivent soit découler d'un renforcement de l'activité économique pendant les JO mêmes, ce que ne peuvent étayer des analyses économiques objectives, soit résulter d'un effet indirect. Malheureusement, ces avantages à long terme sont aussi difficiles à vérifier. Les rares études montrent que, par comparaison avec des pays similaires n'ayant pas accueilli l'événement, les bénéfices économiques liés à l'organisation des JO sont inexistants pour un pays hôte.

La progression fulgurante des coûts est due à de nombreux facteurs. Tout d'abord, l'ampleur de l'événement s'est accrue. Au cours des cinquante dernières années, le nombre d'équipes, d'événements et d'athlètes a pratiquement doublé. Plusieurs sports nécessitent des infrastructures spécialisées qu'il faut construire, et qui n'ont souvent que peu d'utilité après les JO, ce qui aboutit à hériter d'« éléphants blancs » onéreux, ou à laisser des sites en ruine.

Le CIO lui-même est responsable d'une partie de la progression des coûts. Après le succès économique de Los Angeles 1984, le nombre de soumissionnaires a considérablement augmenté lors de chaque appel à candidature. Pour l'emporter, il fallait accueillir les JO d'une manière plus impressionnante, plus opulente et plus mémorable que les autres candidats. Mais si les JO de Los Angeles ont connu un tel succès financier, c'est parce qu'après la catastrophe terroriste de Munich, en 1972, et le désastre économique de Montréal, en 1976, seule Los Angeles était, au moment de l'attribution des JO, prête à se porter candidate. La ville pouvait ainsi dicter les conditions de l'événement au CIO plutôt que l'inverse, et a choisi de réutiliser les installations existantes datant des JO de 1932, plutôt que de construire les nouveaux stades rutilants que le CIO aurait préférés.

> LES RENDEMENTS ÉCONOMIQUES NÉGATIFS DEVRAIENT CONDUIRE À RÉFORMER LA MANIÈRE DONT LES JO SONT ORGANISÉS, PRÉPARÉS ET ACCUEILLIS

La sécurité est un autre coût important. Les JO ont été touchés par deux attentats (Munich en 1972 et Atlanta en 1996) qui montrent à quel point ils sont une cible privilégiée pour les groupes terroristes. A eux seuls, les coûts de sécurité des JO d'été dépassent en général, désormais, la barre de 1,5 milliard de dollars.

La corruption, l'absence d'appels d'offres concurrentiels, la poursuite de priorités politiques et le rôle croissant de la télévision ont aussi joué dans la flambée des coûts. Les cérémonies d'ouverture et de clôture de Tokyo 2020 ont coûté 159,7 millions de dollars, contre 40 millions pour Londres 2012 et 20 millions pour Rio 2016.

Moins de candidatures

Enfin, les villes hôtes profitent souvent de l'approche des JO pour proposer une liste de projets d'infrastructures générales qui, autrement, ne pourraient pas bénéficier d'un vaste soutien. La question de savoir dans quelle mesure ces dépenses doivent être prises en compte dans le coût d'accueil des JO fait débat. D'abord, elles ont plus de chances d'être rentables à long terme que les infrastructures sportives spécialisées.

Mais même pour ces installations générales, les investissements de fonds publics peuvent s'avérer peu judicieux, comme dans le cas d'infrastructures touristiques calibrées pour les JO, mais bien trop grandes une fois l'événement terminé. En somme, les Jeux sont devenus financièrement inabordables et économiquement intenables.

C'est pourquoi de moins en moins de villes se portent candidates. Lors des sélections pour l'accueil des JO d'hiver de 2022, pas moins de cinq villes hôtes potentielles, toutes situées dans des démocraties occidentales, se sont retirées du processus, ne laissant en lice que Pékin, en Chine, et Almaty, au Kazakhstan. De même, Boston, Budapest, Hambourg et Rome ont toutes annulé leur candidature pour les JO d'été de 2024, ne laissant que Paris et Los Angeles dans la course. Confronté à l'éventualité de ne voir aucune ville adéquate se présenter pour 2028, le CIO a pris la décision sans précédent d'attribuer en même temps les Jeux de 2024 à Paris et ceux de 2028 à Los Angeles, sans organiser de nouvel appel d'offres ! La constance de ces rendements économiques négatifs devrait conduire à réformer la manière dont les JO sont organisés, préparés et accueillis.

Le CIO a indiqué qu'il évaluerait désormais les candidatures selon la pérennité économique et environnementale du projet présenté. Il a également signalé qu'il courtisera activement les villes qu'il estime capables d'accueillir les JO avec succès, au lieu de laisser candidater celles qui nécessitent une refonte complète pour accueillir un tel événement. Ce processus de sélection modifié a abouti en 2021 au choix de Brisbane pour 2032, onze ans avant l'événement. La ville australienne a été choisie sans appel d'offres formel, mais plutôt via un dialogue ouvert sollicité par le CIO. Reste à savoir si ces changements permettront de réduire de façon permanente le fardeau économique qui pèse sur les villes organisatrices. ■

Robert Baade *est professeur émérite d'économie au Lake Forest College (Illinois) ;*
Victor Matheson *est professeur d'économie au College of the Holy Cross à Worcester (Massachusetts)*

Pierre-Noël Giraud Un spectacle à repenser

La privatisation des jeux sportifs devrait inciter la puissance publique à investir plutôt dans la gratuité de l'accès au spectacle qu'ils offrent, estime l'économiste

Pour l'historien néerlandais Johan Huizinga (1872-1945), auteur de *Homo ludens* (1938), la façon dont les hommes jouent est le reflet des rapports sociaux qu'ils entretiennent. Car le jeu, loin d'être un simple divertissement, remplit des fonctions sociales, politiques et économiques majeures.

Nous passons énormément de temps devant les écrans, en grande partie pour y jouer ou pour y assister au spectacle du jeu. L'accroissement de ce temps de loisir a été rendu possible, en France, parce que la productivité du travail y a été multipliée par seize entre 1920 et 2020. Ce spectaculaire accroissement a permis de multiplier par huit le produit intérieur brut (PIB) par habitant, mais il a aussi permis de diviser par deux le temps de travail annuel. Une personne travaillant toute sa vie dans les conditions actuelles de longévité, de durée de cotisation et d'horaire de travail ne passerait que 14 % de sa vie éveillée au travail marchand.

Ceci a ouvert la voie à une société de loisirs, où les jeux prennent une importance croissante. Avec la télévision et surtout le smartphone, ces jeux se déroulent de plus en plus sur des écrans. Sept Français sur dix jouent à des jeux vidéo sur Internet. Dans son essai *Les Jeux et les Hommes* (Gallimard, 1958), l'écrivain et sociologue Roger Caillois classe les activités ludiques en plusieurs catégories en fonction du plaisir qu'elles procurent. La plupart des jeux vidéo et les compétitions sportives relèvent de l'*agôn* (la compétition, le combat, la rivalité sur une qualité). Les jeux d'argent, les paris sportifs, dont le chiffre d'affaires explose, relèvent du plaisir de l'*alea* (le « hasard »), à l'opposé de l'*agôn* dès lors que le joueur n'a aucune prise pour gagner ou perdre. L'usage des réseaux relève de la *mimicry* (l'illusion, le mimétisme, le simulacre qui renvoie au plaisir d'être un autre). Le spectacle est omniprésent sur le Web, il relève aussi de la *mimicry* par les identifications qu'il provoque. Le spectacle du sport occupe ici une place prépondérante : là où il n'y a que quelques dizaines de milliers de personnes dans un stade, il y a 1,5 milliard de téléspectateurs pour la finale de la Coupe du monde de football, sans compter la vision *ex post* des innombrables vidéos de l'événement sur les réseaux sociaux.

Prolifération des écrans

Cohabitent donc deux publics différents. Ceux qui assistent physiquement à la compétition, dont le plaisir vient autant de vibrer avec la foule que du spectacle lui-même. Et ceux qui s'adonnent au plaisir de la vision du jeu, bien supérieur sur les écrans que dans le monde réel, grâce aux gros plans, aux ralentis, aux retours en arrière. En revanche le plaisir d'être ensemble, sauf éventuellement en famille, n'est pas là. D'où le succès de cette forme intermédiaire qui consiste à regarder le match sur un écran dans un bar, ou sur grand écran dans une fan-zone.

Cette extension et cette massification des jeux transforme notre société, comme le suggérait Huizinga. Les relations sociales hors écran sont certes modifiées, mais elles n'ont pas diminué en durée et en intensité, et sont même facilitées. Le problème est plutôt que la fourniture des jeux est pour l'essentiel assurée par des plates-formes dont le modèle d'affaires est la publicité, omniprésente. Ces plates-formes sont en permanence à l'assaut de notre temps de cerveau disponible, manipulent notre attention et nous empêchent de faire de notre temps libre un usage plus épanouissant.

C'est ce contre quoi il faut lutter, par les réglementations, la transparence et le contrôle des algorithmes, l'interopérabilité des données, l'accès sans publicité, mais aussi par des tarifs au prix coûtant. Enfin, cette numérisation renforce certainement l'individualisme et les identités multiples et changeantes dans nos sociétés – mais cela vient sans doute de plus loin que la seule prolifération des écrans.

Les Jeux olympiques modernes sont de loin le plus grand des spectacles sportifs : 15 millions de visiteurs et 4 milliards de téléspectateurs attendus pour Paris. Mais, surtout depuis ceux de Los Angeles en 1984 qui les a privatisés, les JO ne conservent plus rien des idéaux des cités grecques et de Pierre de Coubertin : ils sont devenus une vaste opération commerciale, saturée de publicité, dans laquelle les Etats et les villes investissent massivement pour engendrer des profits privés, principalement dans le tourisme, et quelques emplois temporaires, mais avec un lourd coût environnemental et parfois social.

De plus, sur le plan de l'intérêt pour le spectacle sportif, les événements de football, de cyclisme et de tennis, les trois sports préférés des Français – Mondial, Ligue des champions, Coupe d'Afrique des nations, Tour de France, Roland-Garros – l'emportent nettement sur les JO.

Est-il alors raisonnable de produire encore plus de jeux ? Laissons cela au privé, dont la marge de progression est encore grande : Ronaldo ne gagnera jamais autant d'argent que l'aurige romain Dioclès, portugais comme lui et né esclave. Les compétitions mondiales privées suffisent aux amateurs. On pourrait donc supprimer les JO et numériser encore plus les mondiaux, avec rassemblements locaux de fans. En revanche, il y a aujourd'hui certainement beaucoup mieux à faire avec l'investissement public. Par exemple financer une chaîne gratuite de spectacles de jeux, sans aucune publicité. ■

Pierre-Noël Giraud *est économiste, auteur de « Du pain et des jeux. Une économie politique des usages du temps » (Odile Jacob, 480 pages, 25,90 euros)*

Wladimir Andreff La malédiction du gagnant

L'économiste explique le mécanisme par lequel la ville hôte des JO ne peut que perdre de l'argent

Le coût des Jeux olympiques (JO) de Paris 2024 croît au fil du temps : 6,7 milliards d'euros dans le dossier de candidature en 2017, 8,8 milliards fin 2023, probablement entre 9 milliards et 10 milliards le 8 septembre, lors de la clôture des Jeux. Soit un dépassement d'environ 35 % à 50 % du coût initialement envisagé. Paradoxalement, c'est une bonne performance ! Depuis cinquante ans, le coût des JO a toujours été dépassé, en moyenne de 100 % (deux fois plus cher qu'annoncé), avec un dépassement record (+ 1100 %) pour les JO de Pékin en 2008. Paris 2024 serait l'un des moindres dépassements de coûts, derrière Atlanta 1996 (+ 32 %).

Comment expliquer ce phénomène récurrent ? Le Comité international olympique (CIO) possède le monopole mondial sur le « produit JO » grâce à de nombreuses clauses d'exclusivité. Pour obtenir les meilleurs Jeux possible, le CIO lance tous les quatre ans un appel d'offres en vue d'attribuer leur organisation qui met des villes candidates en concurrence, selon un processus d'enchère. Chaque ville doit surenchérir sur ses concurrentes en présentant au vote des membres du CIO un projet susceptible d'être jugé meilleur que tous les autres.

Or, la doctrine du CIO est que « les Jeux doivent payer les Jeux ». Chaque ville candidate va donc s'engager à fournir un projet fabuleux à un coût minime. Ce qui est bien sûr impossible, sauf en biaisant l'information sur les coûts réels. Les dépenses les plus fréquemment sous-estimées dans les dossiers de candidature, comme celui de Londres 2012, sont la sécurité, le budget des Jeux paralympiques, la TVA (par omission) et certains équipements. Le CIO et ses membres ne peuvent donc savoir quels sont les véritables coûts de chaque projet.

Théorie des enchères

Une seule ville va subir les conséquences de ces biais informationnels, celle qui est désignée comme hôte : elle va devoir assumer les coûts effectifs et non ceux, sous-estimés, de son dossier de candidature. Pendant sept ans, les coûts réels vont donc dépasser ceux annoncés dans le dossier de candidature.

Ce mécanisme est conforme à ce que les économistes appellent la théorie des enchères. Dans tout processus d'enchère sur un objet de valeur inconnue ou incertaine, bien qu'étant la même pour tous les participants, l'enchère est remportée par celui qui surestime le plus la valeur de l'objet, ou en sous-estime le plus le coût, et surenchérit sur les offres de tous les autres participants à l'enchère. L'objet est donc acquis par le vainqueur à un prix surestimé, ou à un coût sous-estimé. Un phénomène que les économistes ont baptisé « la malédiction du vainqueur » (de l'enchère), ou *winner's curse*. Le vainqueur est « maudit » : il paie plus que la valeur réelle de ce dans quoi il investit ou, dans le cas des JO, le projet va coûter bien plus cher que prévu.

> LA DOCTRINE DU CIO EST QUE « LES JEUX DOIVENT PAYER LES JEUX »

Il existe plusieurs solutions pour atténuer le dépassement des coûts, tout en gardant l'attribution par enchère : utiliser des infrastructures et des équipements sportifs démontables, transférables aux JO suivants ; adopter un site géographique fixe : Olympie (Grèce) fut proposée, sans succès, les sponsors multinationaux des JO préférant une exposition mondiale mobile ; limiter les candidatures aux grandes villes déjà équipées (Los Angeles, Londres, Paris…) ; réduire la taille économique des JO (cérémonies, délégations, luxe du CIO…) ; valider des cocandidatures avec répartition des épreuves entre les sites de nations différentes (comme à l'Euro de football 2020), mais cela est peu apprécié des sponsors ; mettre en place un audit externe du budget des JO, rôle dévolu à la Cour des comptes pour Paris 2024.

Mais pour éradiquer le dépassement des coûts, il faudrait tout simplement cesser d'attribuer les JO par enchère. Cela peut se produire spontanément, par la simple raréfaction des candidatures jusqu'à ce qu'il n'en reste qu'une : le nombre de villes candidates est d'ailleurs en diminution ces derniers temps. L'attribution des JO par tirage au sort entre les villes candidates évite également l'enchère, mais le risque est alors que le sort tombe sur le moins bon projet. Enfin, le CIO pourrait faire un choix discrétionnaire, voire autoritaire, de la ville hôte, probablement en abondant le budget du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques local d'une contribution supérieure au 1,2 milliard d'euros qu'il a affecté à Paris 2024.

Depuis 2017, le CIO a d'ailleurs modifié le processus d'attribution afin d'en atténuer l'aspect enchère. Le processus dure désormais deux ans. Au cours de la première année, le CIO travaille avec les villes sur leurs dossiers de candidature pour que s'opère une sélection progressive : Brisbane 2032 est restée seule sélectionnée, le même sort semble promis à Nice pour 2030. S'il reste plus d'une ville, le CIO accompagne durant la deuxième année la finalisation des projets et n'a plus qu'à choisir entre deux ou trois candidates (Cortina d'Ampezzo l'emportant pour 2026).

Il n'en resterait pas moins des dépassements de coûts, dus à d'autres causes telles que : l'impossible contrôle par le CIO des politiciens et des décideurs locaux enclins à faire ériger des infrastructures ou à rénover des quartiers qui ne sont en réalité pas indispensables pour les JO (thèse de la mauvaise gouvernance de la ville hôte) ; la préemption des budgets olympiques et des demandes de subventions ou d'aides plus ou moins justifiées par des architectes, entreprises de BTP, hôtels… (thèse des passagers clandestins).

Le modèle économique des JO doit changer. La nouvelle procédure d'attribution est l'un des prémices de ce changement, mais ne sera pas suffisante à elle seule pour limiter les dépassements de coûts. ■

Wladimir Andreff *est professeur honoraire d'économie à l'université Paris-I - Panthéon-Sorbonne, président du Conseil scientifique de l'Observatoire national du sport, auteur avec Holger Preuss et Maike Weitzmann de « Cost and Revenue Overruns of the Olympic Games 2000-2018 » (Springer Gabler, 2019)*

Gilles Rotillon Un bilan carbone dramatique

L'économiste explique que l'empreinte carbone des grands événements sportifs rend leur mode de fonctionnement insoutenable pour la planète

Les Jeux olympiques (JO) font partie de ce que l'on appelle les grands événements sportifs internationaux (GESI), comme les Coupes du monde des différents sports ou des événements sportifs importants comme les championnats continentaux, le Tournoi des six nations en rugby, ou certaines compétitions nationales comme le Tour de France, suivi par 3 milliards de téléspectateurs dans le monde. Ces GESI posent de plus en plus la question de leur pérennité, étant donné leur impact environnemental dans le contexte d'un changement climatique maintenant perçu par la plupart. L'empreinte carbone des JO précédents était en moyenne de 3,3 millions de tonnes (Mt) à Londres (2012), 3,6 Mt à Rio (2016) et de 1,97 Mt à Tokyo (2020). Pour Paris elle est prévue à 1,58 Mt. Chaque GESI étant générateur d'émissions importantes (3,6 Mt pour la Coupe du monde de football au Qatar selon la FIFA, mais entre 5 et 7 Mt selon d'autres calculs), avec seulement trois par an, on aurait des émissions autour de 15 Mt, soit 0,03 % des émissions mondiales annuelles.

Cela peut paraître négligeable et ne pas justifier des efforts de réduction, mais accepter cet argument conduirait à le généraliser partout où les émissions ne dépassent pas un seuil fixé en oubliant que c'est le total qui compte. Par exemple, tous les pays ayant des émissions représentant moins de 1 % du total représentent ensemble 22 % de ce total. Il est donc injustifiable de ne rien faire pour réduire l'empreinte carbone des GESI. Certes, les JO de Tokyo avaient amorcé une trajectoire descendante, mais c'était pendant la pandémie qui a empêché les spectateurs internationaux de venir. Or, les transports représentent en moyenne 80 % des émissions selon Carbone 4, le cabinet qui a mis au point la comptabilité carbone. Ils ne peuvent donc pas servir de référence, mais révèlent que l'effort de réduction des émissions doit porter en priorité sur les spectateurs venant de loin en avion.

On peut d'ailleurs déjà anticiper que la prochaine Coupe du monde de football qui se déroulera sur trois pays (Etats-Unis, Canada, Mexique) sera à la source d'émissions importantes, puisque l'avion sera le principal moyen de transport pour aller d'un site à un autre. Quant aux JO de Paris, le 1,58 Mt annoncé n'est qu'une promesse qu'il faudra vérifier, mais reste de toute façon à un niveau trop important pour que des JO ayant un tel impact puissent exister encore longtemps. Il est donc nécessaire d'envisager des solutions.

Fonction idéologique

La solution la plus radicale pour réduire l'impact écologique des GESI serait de les supprimer tous. Mais c'est à la fois impossible et peu souhaitable. Impossible parce que ni les Etats, ni les fédérations sportives internationales ou nationales, ni le public ne souhaitent renoncer aux GESI et en particulier aux JO. Peu souhaitable, parce que la compétition sportive est une des formes majeures par lesquelles les peuples communiquent et s'unissent pacifiquement.

Il reste à essayer de réduire au maximum leurs externalités négatives et d'abord les transports : il faut réduire fortement l'incitation des spectateurs lointains à venir en organisant chez eux des fan-zones, permettant de garder le caractère émotionnel et collectif de ce type d'événement. Mais il y a au moins deux obstacles à surmonter. Le premier est le poids de l'argent. Le CIO a perçu 7,2 milliards d'euros de revenus sur l'olympiade 2017-2021, contre 5,4 milliards pour la précédente. Ces revenus proviennent de fonds privés qui en attendent un retour. Pour ces investisseurs, l'écologie est davantage une contrainte qu'un but. Aller vers des JO et plus généralement des GESI écologiques implique de diminuer l'emprise de l'argent sur le sport. Ce qui pose aussi la question de la rémunération des sportifs eux-mêmes, par ailleurs marquée par d'énormes inégalités.

Le second est la fonction idéologique que les Etats font jouer à ces événements : celui d'un moment de communion où toutes les inégalités et les injustices sociales seraient sinon oubliées, du moins mises sous le tapis un certain temps. Cette fonction idéologique, réactivée tous les quatre ans à l'occasion des JO, est des plus populaires, comme l'a montré la victoire de la France au Mondial de football en 1998, immédiatement saluée par les médias comme le symbole *« black-blanc-beur »* d'une France unie dans la diversité, censée faire oublier les résidus d'une histoire coloniale dont les débats actuels sur l'immigration prouvent pourtant la résilience. Ces deux obstacles associés risquent fort de reléguer des GESI écologiques au rang des rêves inatteignables. ■

Gilles Rotillon *est professeur émérite de sciences économiques à l'université Paris-Nanterre, auteur du livre « Le climat ET la fin du mois » (Maïa, 2020)*



LA CHRONIQUE DE **THOMAS PIKETTY**

Reconstruire la gauche

Thomas Piketty *est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales - Ecole d'économie de Paris*

Malgré la majorité relative obtenue par le Nouveau Front populaire (NFP), le paysage politique français reste marqué par les divisions et l'incertitude. Disons-le clairement : les gains enregistrés par la gauche en voix et en sièges sont en réalité très limités et traduisent un travail insuffisant sur le programme comme sur les structures. En s'attaquant résolument à ces insuffisances, les partis de gauche parviendront à traverser la période de turbulences et de gouvernements minoritaires qui s'annonce et à obtenir un jour la majorité absolue leur permettant de gouverner durablement le pays.

Le programme adopté par le NFP quelques jours après la dissolution avait certes l'immense mérite, comparé aux autres, d'indiquer où trouver les ressources pour investir dans l'avenir : santé, formation, recherche, infrastructures de transport et énergétiques, etc. Ces investissements indispensables vont fortement augmenter et il n'existe que deux façons de les financer. Soit on assume l'entrée dans un nouveau cycle de socialisation croissante des richesses, tiré par des hausses d'impôts sur les plus fortunés, comme le propose le NFP, soit on refuse par idéologie toute hausse fiscale, et on se met alors dans la main des financements privés, synonymes d'inégalités d'accès et d'une efficacité collective plus que douteuse. Dopées par des coûts privés faramineux, les dépenses de santé s'approchent ainsi de 20 % du PIB aux Etats-Unis, pour des indicateurs désastreux.

Les montants évoqués par le NFP ont toutefois pu effrayer : autour de 100 milliards d'euros de prélèvements et de dépenses nouvelles d'ici à trois ans, soit 4 % du PIB. A long terme, ces montants n'ont rien d'excessif : les recettes fiscales sont passées en Europe occidentale et nordique de moins de 10 % du revenu national avant 1914 à 40-50 % depuis les années 1980-1990, et c'est cette montée en puissance de l'Etat social (éducation, santé, services publics, protection sociale, etc.) qui a permis une croissance sans précédent de la productivité et du niveau de vie, quoi qu'aient pu en dire les conservateurs de toutes les époques.

Forte demande de justice sociale

Il reste qu'il existe de fortes incertitudes sur le calendrier et l'ordre des priorités pour un gouvernement de gauche arrivant au pouvoir. Si la demande de justice sociale est forte dans le pays, la mobilisation de ressources nouvelles reste toujours un processus fragile auquel les citoyens peuvent retirer leur soutien à tout moment. Concrètement, tant qu'il n'aura pas été démontré de façon incontestable que les milliardaires et les multinationales sont enfin réellement mis à contribution, alors il est inenvisageable de demander un effort supplémentaire à qui que ce soit d'autre. Or, le programme NFP reste trop flou sur ce point crucial. C'est d'autant plus problématique que les gouvernements de gauche des dernières décennies, faute d'un programme suffisamment précis et d'une appropriation collective suffisamment forte, se sont toujours retrouvés à céder face aux lobbys sitôt arrivés au pouvoir, par exemple en exonérant de l'impôt de solidarité sur la fortune les biens dits professionnels et la quasi-totalité des plus grandes fortunes, avec pour conséquence des recettes ridiculement faibles par rapport à ce qu'elles pourraient et devraient être. Pour ne pas répéter ces erreurs, il faudra impliquer la société civile et les syndicats afin de défendre ces recettes et les investissements sociaux qui vont avec. Sur ces questions comme sur d'autres, les slogans ne peuvent remplacer le travail de fond et la mobilisation collective.

On retrouve des difficultés similaires sur les retraites. Cela n'a pas beaucoup de sens d'adopter comme slogan la retraite pour tous à 62 ans, voire 60 ans, alors que chacun sait bien qu'il existe aussi une condition de durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein dans le système français. Un mot d'ordre du type « quarante-deux annuités pour tous » permettrait d'être mieux compris par le pays, et de dire clairement que les personnes ayant fait des études supérieures ne partiront pas avant 65 ans ou 67 ans, tout en insistant sur l'injustice inacceptable des 64 ans de la réforme Macron, qui contraint par exemple ceux qui ont commencé à travailler à 20 ans à cotiser quarante-quatre années. On pourrait multiplier les exemples. C'est bien d'annoncer la suppression de Parcoursup, mais cela aurait été encore mieux de décrire précisément le système alternatif plus juste et plus transparent qui lui succédera. C'est bien de dénoncer les médias Bolloré, mais ce serait mieux de s'engager sur une loi ambitieuse de démocratisation des médias et de remise en cause de la toute-puissance actionnariale.

> LES SLOGANS NE PEUVENT REMPLACER LE TRAVAIL DE FOND NI LA MOBILISATION COLLECTIVE

Evoquons aussi la proposition visant à confier un tiers des sièges aux élus salariés dans les conseils d'administration des entreprises. C'est la réforme la plus profonde et la plus authentiquement sociale-démocrate du programme NFP, mais elle gagnerait à être replacée dans un cadre plus large. Pour permettre la redistribution du pouvoir économique, il faudrait aller jusqu'à 50 % des sièges dans les grandes entreprises, tout en plafonnant les droits de vote des plus gros actionnaires et en s'engageant dans une véritable redistribution du patrimoine. Plutôt que de se complaire dans une radicalité rhétorique de façade, il est temps que la gauche se remette à décrire le système économique alternatif auquel elle aspire, tout en reconnaissant que les choses se feront par étapes.

Sur toutes ces questions, seul le travail collectif permettra de faire des progrès, ce qui exige la création d'une véritable fédération démocratique de la gauche capable d'organiser la délibération et de trancher les différends. On en est loin : au cours des dernières années, La France insoumise n'a cessé de vouloir imposer son hégémonie autoritaire à la gauche, à la façon du Parti socialiste d'autrefois, en pire, compte tenu du refus de toute procédure de vote de la part des dirigeants « insoumis ». Mais l'électorat de gauche n'est pas dupe : il sait bien que l'exercice du pouvoir exige avant tout de l'humilité, de la délibération et du travail collectif. Il est temps de répondre à cette aspiration. ■

Le Monde
DIMANCHE 14 - LUNDI 15 JUILLET 2024



HUMANITÉS | CHRONIQUE

PAR PHILIPPE BERNARD

Puissance politique de l'antiracisme

Le revirement électoral du 7 juillet n'est pas un miracle. Si deux électeurs sur trois ont refusé la victoire attendue de l'extrême droite, ce n'est pas d'abord par enthousiasme pour le programme économique des partis alternatifs, mais parce qu'ils abhorrent et craignent la France raciste que leur promet le Rassemblement national (RN). Les sociologues expliqueront comment l'ineptie de la candidate RN mettant en avant son *« dentiste musulman »* et son *« ophtalmo juif »* et la violence de la relégation promise à des millions de « binationaux » ont provoqué un réflexe républicain. Deux Français sur trois refusent de vivre dans ce pays-là. *« Il y a deux lames de fond qui s'opposent,* expliquait de façon prémonitoire, le 4 juillet, dans *L'Humanité Dimanche*, l'ancien footballeur Lilian Thuram. *Une France toujours plus tolérante et métissée, et une France culturellement raciste.* (…) *Je sais que, dans mon pays, il y a plus de gens qui sont pour le vivre-ensemble que contre. »*

La réaction du corps électoral a été réconfortante, mais elle n'offre qu'un répit. Derrière sa prétendue « banalisation », le RN charrie le vieux racisme anti-Arabe postguerre d'Algérie, entre le *« C'est les Moustapha »* du retraité de Montargis dans l'émission « Envoyé spécial », et le *« plein le cul de tous ces bicots »* de la lettre de menace adressée au journaliste de France 5 Karim Rissouli.

Si la haine raciale sert d'exutoire au sentiment d'abandon ou de déclassement qui doit être affronté par des politiques de redistribution et de service public, c'est un poison – et un délit pénal – à combattre en soi. Or jamais, depuis la décolonisation, le racisme ne s'est trouvé à ce point au centre d'une campagne électorale. En face, jamais l'antiracisme n'a été plus puissant politiquement pour unifier les défenseurs des valeurs républicaines, ceux-là mêmes qu'il s'agit désormais de coaliser pour rendre le pays gouvernable. Encore faudrait-il que la gauche, qui en est historiquement porteuse et est arrivée en tête le 7 juillet grâce aux désistements, clarifie sa position sur cette question qui la divise.

Jalousie sociale

La carte des résultats électoraux est claire : moins la population est diverse, plus le vote d'extrême droite est élevé. Le racisme tient moins à la cohabitation réelle avec des personnes différentes qu'au sentiment que *« ces gens-là »* réussissent ou profitent des filets sociaux mieux que soi-même. *« Ce qui dérange l'extrême droite,* disait encore Lilian Thuram, *ce n'est pas que les personnes issues de l'immigration ne s'intègrent pas assez, c'est qu'elles s'intègrent trop bien. »*

De fait, la France est un pays plus ouvert à la « diversité » et plus tolérant qu'autrefois, comme en attestent les analyses sur le long terme de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH). Lutter contre la jalousie sociale suppose la fin de l'assignation identitaire qui conduit à présenter éternellement les descendants d'immigrés comme des « Maghrébins », des « Africains » ou des « musulmans ». C'est là que, pour la gauche, les difficultés commencent. En choisissant de relayer les logiques communautaristes pour conforter sa base électorale dans les quartiers d'habitat social, l'ex-laïcard Jean-Luc Mélenchon appuie des tendances inverses : celles qui voient du *« racisme »* dans l'interdiction du foulard islamique à l'école ou qui qualifient d'*« Arabe de service »* ou de *« vendus »* les policiers issus de l'immigration. Des discours qui invisibilisent les réussites et enferment les populations stigmatisées dans un statut d'éternel victime de la France, et qui font passer toute critique de la religion musulmane pour du racisme.

LA RÉACTION DU CORPS ÉLECTORAL A ÉTÉ RÉCONFORTANTE, MAIS ELLE N'OFFRE QU'UN RÉPIT

De même, tant qu'une partie de la gauche continuera à qualifier paresseusement de *« raciste »* toute idée de contrôle de l'immigration – à laquelle une majorité de ses électeurs est favorable –, elle peinera dans la reconquête de l'électorat populaire acquis au RN. Ce faisant, elle fait le jeu de l'extrême droite en présentant l'immigration comme une question « identitaire », au lieu d'insister sur ses enjeux économiques et démographiques.

Sortir la France du piège du racisme suppose aussi, pour la gauche, de rappeler que la lutte contre le racisme et celle contre l'antisémitisme sont indissociables, ainsi que le rappelle la sociologue Nicole Lapierre dans son livre *Causes communes. Des juifs et des Noirs* (Stock, 2011). Or, là encore, le leader de La France insoumise, en tentant d'exploiter électoralement le conflit israélo-palestinien, attise l'opposition entre les Français d'origine arabe ou africaine, victimes d'un racisme aux racines coloniales et esclavagistes déniées, et les Français juifs dont la mémoire de la Shoah est reconnue par la République. *« Le problème*, précise la chercheuse dans *Le Nouvel Obs*, *est l'inégale reconnaissance publique octroyée à l'histoire et à la mémoire des uns et des autres. »* C'est à cette distorsion que la gauche devrait s'attaquer, notamment par une politique d'éducation, plutôt que de flirter avec l'antisémitisme, aidant le RN à maquiller son racisme anti-Arabe en prétendue défense des juifs.

Le soulagement de la mise à l'écart provisoire du RN ne doit pas faire oublier le déferlement public de racisme anti-Arabe et anti-Noirs qu'a suscité la perspective de son arrivée au pouvoir. C'est à ces Français tentés par la facilité des boucs émissaires que tous les républicains doivent s'adresser autrement s'ils veulent éloigner la menace plutôt que de la conforter. *« Le racisme est ancré culturellement, parfois inconsciemment, comme le sexisme »*, dit encore Lilian Thuram. L'extrême droite l'exploite comme une force de frappe électorale. Le réflexe républicain du 7 juillet contre l'extrême droite traduit la puissance politique d'un antiracisme universaliste, que la « gauche de gouvernement » a tout intérêt à réveiller. ■

LA GAUCHE DOIT RAPPELER QUE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET CELLE CONTRE L'ANTISÉMITISME SONT INDISSOCIABLES

***Les chroniques** s'interrompent pour l'été et reprendront à partir du lundi 2 septembre, dans notre édition datée 3 septembre*

LES EMBARRASSANTES GESTICULATIONS DE VIKTOR ORBAN

ÉDITORIAL M

Depuis qu'il a pris, le 1er juillet et pour six mois, la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne (UE), le premier ministre hongrois, Viktor Orban, fait preuve d'un activisme diplomatique au nom d'une prétendue *« mission de paix »* qu'il s'est attribuée à propos de l'Ukraine. Cette initiative pose deux problèmes à ses partenaires européens. D'abord elle ne relève d'aucun mandat. Ensuite elle s'affranchit des restrictions imposées par les Occidentaux à leurs relations avec Vladimir Poutine, qui a décidé de l'invasion de l'Ukraine et qui est par ailleurs sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour crimes de guerre.

En l'espace de quelques jours, après une première étape à Kiev pour sonder le président Volodymyr Zelensky, le dirigeant hongrois a en effet rencontré à Moscou le maître du Kremlin, avec lequel il entretient des relations suivies malgré la guerre, puis à Pékin le président Xi Jinping, et enfin Donald Trump dans sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride. Il s'est précipité auprès de ce dernier, le 11 juillet, dès la fin du sommet de l'OTAN organisé à Washington par le président démocrate, Joe Biden. On reconnaîtra à Viktor Orban une indéniable constance : c'est la deuxième visite qu'il rend à Donald Trump en 2024. Il avait déjà qualifié l'ancien président républicain d'*« homme d'honneur »* après sa condamnation par la justice.

En un temps record, le premier ministre hongrois a donc réussi la prouesse de s'entretenir avec tout ce que l'OTAN et l'Union européenne, deux institutions dont son pays est membre, comptent d'ennemis ou d'adversaires plus ou moins masqués. A ce titre, cette tournée peut être considérée comme contrevenant aux intérêts européens. Le traité d'Amsterdam dispose en effet que les Etats membres doivent *« s'abstenir de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité en tant que force de cohésion dans les relations internationales »*.

Viktor Orban profite d'une forme de vacance très temporaire du pouvoir au sein de l'Union. Il s'arroge de facto une compétence relevant du président du Conseil européen, qui, selon les traités, assure la représentation extérieure de l'Union au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. Son titulaire pour quelques jours encore est Charles Michel, auquel devrait succéder le Portugais Antonio Costa.

La présidente sortante de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et la première ministre estonienne, Kaja Kallas, doivent en effet attendre l'approbation du Parlement européen, le 18 juillet, pour que la première retrouve son poste et la seconde devienne officiellement la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Le premier ministre hongrois cherche sans doute à redorer son blason auprès de son électorat, après le recul enregistré par son parti au scrutin européen. Mais la cacophonie qu'il a sciemment orchestrée ne peut perdurer sans affaiblir l'Europe. Viktor Orban assure qu'il n'est pas aussi isolé que ses détracteurs le disent. En attesterait la création, à son initiative, d'un nouveau groupe au Parlement européen, les Patriotes pour l'Europe, qui rassemble plusieurs formations d'extrême droite. Ce groupe, que présidera Jordan Bardella, président du Rassemblement national, sera le troisième du Parlement européen. Avec Viktor Orban, *« Make Europe Great Again »*, le slogan qu'il a copié sur celui de Donald Trump, relève de l'antiphrase. ■

Le Monde

l'époque



5

CHORÉ

A la queue leu leu

Longtemps jugée ringarde, la chenille redémarre. Une danse populaire qui crée du lien social, des fêtes de famille aux manifs de soirées électorales

7

INDIGESTION

On achève bien les saucisses

Cinquante et un hot dogs ingurgités en huit minutes... Le genre de records absurdes dont sont friands les champions des concours de gros mangeurs

8

UN APÉRO AVEC...

Didier Roustan

Le journaliste sportif n'est pas guéri du virus du football, même s'il porte un regard critique sur les dérives du ballon rond

Positivez l'égoïsme !

2 ENQUÊTE

Prendre du temps pour soi, afin d'éviter le burn-out, un lever de pied indispensable aux mères de famille et aux grands-parents... finalement pas si égoïste

RAPHAËL LUGASSY POUR « LE MONDE », STYLISME CULINAIRE : MAUREEN VILLEMAGNE

A nos lecteurs

La parution du cahier s'interrompt pendant six semaines. Cet été, retrouvez « L'Epoque » dans les pages du quotidien daté dimanche-lundi


RAPHAËL LUGASSY POUR « LE MONDE »

ENQUÊTE

« C'est fini, on arrête de garder les petits-enfants ! »

Des mères de famille qui s'accordent des vacances entre copines, des grands-parents qui profitent de la vie plutôt que de jouer les nounous… Lorsqu'il devient un moyen de penser enfin à soi, l'égoïsme peut avoir une dimension positive

Par Marjorie Philibert

Hélène Vignes sourit franchement en évoquant son programme estival. Cet été, elle a décidé de partir seule une semaine au Festival d'Avignon, puis une semaine en Corrèze, chez une amie. Des congés en solo qui impliquent de laisser son mari et leurs trois enfants à Paris. Enseignante, elle a prévu de les rejoindre au mois d'août dans la maison familiale en Bretagne. Son credo pour cette année ? *« Moi d'abord ! »* A 48 ans, elle s'autorise enfin à prendre du temps pour elle. *« Deux semaines par an pour soi, ce n'est franchement pas grand-chose, sur cinquante-deux. Pourtant, je n'aurais jamais osé le faire avant. D'abord, les enfants étaient petits, ensuite, je n'avais même pas le temps d'y penser. »*

Car les vacances en famille sont souvent tout sauf reposantes. Réservations, organisation des activités, courses, préparation des repas… Autant de tâches qui font que ce moment tant attendu prend souvent des airs de marathon estival. *« Cet hiver, j'étais épuisée, j'ai senti que j'avais besoin de me reposer vraiment. Mon mari s'est montré très compréhensif et a tout de suite approuvé mon projet. Nous en avons discuté et, à l'avenir, on aimerait idéalement pouvoir s'accorder des vacances solo chacun à tour de rôle dans l'année. »* Un choix qui n'est pas allé sans susciter le scepticisme ou l'incompréhension dans leur entourage. *« Une amie m'a demandé si je n'avais pas peur que mon mari en profite pour aller voir ailleurs. Une autre m'a dit : "Je ne vois pas l'intérêt d'avoir des enfants pour partir en vacances sans eux !" Au début, ça m'a fait énormément culpabiliser. Avant que je me rende compte que, finalement, ma liberté suscitait pas mal d'envie. »*

Hélène Vignes est pourtant loin d'être la seule à éprouver le besoin d'un break, non seulement avec son travail, mais aussi avec sa vie de famille. Aux Etats-Unis, elles sont de plus en plus nombreuses à être adeptes de la *momcation*. Ce terme, contraction de *mommy* (« maman ») et *vacation* (« vacances »), désigne un séjour au cours duquel on renoue avec sa vie de célibataire, en laissant mari et enfants à la maison. Sur les réseaux sociaux, le hashtag #momcation est de plus en plus populaire et regroupe des photos de femmes de tous âges, à la plage ou à la montagne, en train de se baigner dans une piscine ou de siroter un cocktail. Elles commentent ainsi : *« Je vis ma meilleure vie »*, *« Vos enfants n'ont pas besoin d'une mère parfaite, mais d'une mère heureuse »*, *« Prenez du temps pour vous, cela peut vous sauver la vie ! »*

L'origine de ce phénomène ? La charge mentale, bien sûr. Selon une étude de l'Insee de 2018, 65 % des tâches domestiques et 71 % des tâches parentales sont prises en charge par les femmes.

Pourtant, en France, la tendance est encore assez timide. Le poids des préjugés fait, en effet, qu'une femme qui s'autorise à souffler sera souvent considérée comme une mauvaise mère ou une mauvaise compagne. Elena Goutard, coach parental, nous livre son point de vue : *« Je pense qu'il est très important d'encourager les mères à cultiver une forme d'égoïsme positif. Prendre du temps pour soi permet, par la suite, d'éviter le burn-out et d'être plus attentif à sa famille. De plus, les* momcations *permettent souvent de faire ouvrir les yeux aux pères sur les tâches invisibles réalisées par les mères au quotidien. »*

Mais les vacances en solo ne sauraient être bénéfiques que si, pendant le reste de l'année, on s'efforce de prendre du temps pour soi de manière régulière. *« Je pense notamment aux pères : ça ne sert à rien de laisser sa femme partir en vacances seule quinze jours par an si c'est pour ne pas l'aider pendant onze mois ! »* Elena Goutard reconnaît que la société ne voit pas encore d'un très bon œil le fait de *« lever le pied »* de ses obligations parentales, particulièrement en ce qui concerne les femmes. *« Beaucoup n'osent pas le faire, car elles ont peur de passer pour des épouses qui abandonnent leur foyer. D'autres ont du mal à lâcher les rênes et à faire confiance au papa. Je vois des mamans partir seules mais appeler leur mari sans arrêt pour vérifier qu'il s'occupe bien des enfants. Alors que le principe, c'est vraiment de mettre son rôle de mère de côté pendant quelques jours ! »*

Malgré l'individualisme croissant, à notre époque, il reste en définitive bien plus difficile qu'on ne pourrait le penser de se montrer égoïste. Car l'égoïsme assumé nécessite d'affronter le jugement des autres et les tentatives de culpabilisation familiales et amicales. Parfois, aussi, la charge mentale pendant l'année est telle que certaines n'arrivent pas à décrocher, comme si elles avaient du mal à se « déprogrammer ». Ainsi, Chloé Rigot, en couple et maman de deux filles de 8 et 10 ans, est partie en week-end avec ses deux meilleures amies à Venise, mais, dit-elle, elle n'a pas réussi à en profiter. Comme si, en devenant mère, elle avait perdu le mode d'emploi : *« J'étais deux fois par jour avec mes filles sur FaceTime et, le reste du temps, je parlais à mes copines des soucis que j'avais à la maison, de l'école, de leur emploi du temps. On avait*

réservé dans un hôtel de luxe, et la première chose que je me suis dite en entrant dans ma chambre était que c'était dommage que mes filles ne soient pas là, parce qu'elles auraient adoré se rouler sur le grand lit. Elles m'épuisent, mais, quand elles ne sont plus là, au fond, je me sens inutile.»

Le conditionnement social fait ainsi que l'égoïsme au féminin se développe encore timidement, loin derrière l'égoïsme au masculin, qui a pour lui plusieurs siècles d'avance. François de Singly, sociologue de la famille et du couple, dresse un état des lieux: *«Pendant des siècles, le dévouement de la femme à son foyer était le support de l'égoïsme de l'homme. Les hommes ont bénéficié d'une situation où ils passaient en premier, et les femmes se tenaient en retrait.»* Pour les mères, décider de ne plus tout sacrifier à sa famille n'est donc pas seulement une décision personnelle, mais participe aussi d'un enjeu politique. *«Dans la famille, prendre le pouvoir, c'est s'accorder du temps pour soi, ce qui implique nécessairement d'en retirer aux autres*, explique François de Singly. *Ainsi, les adolescents s'affirment en refusant de participer aux activités familiales pour passer plus de temps avec leurs copains. Parallèlement, à mesure que les enfants grandissent, les hommes diminuent peu à peu leur investissement dans le foyer pour consacrer plus de temps à leurs loisirs et à leurs amis.»* En résumé, pour le sociologue,

«Deux semaines par an pour soi, ce n'est franchement pas grand-chose, sur cinquante-deux»

Hélène Vignes, 48 ans

les femmes sont souvent perdantes dans l'équation. Elles continuent de faire passer leurs besoins en second, même quand les enfants sont grands.

Dans le film *Mon chien Stupide* (2018), réalisé par Yvan Attal et adapté du roman de John Fante, un écrivain en pleine crise de la cinquantaine décide de tourner le dos à ses quatre enfants adultes qui vivent toujours au domicile familial, pour reporter tout son amour sur son chien, un molosse aussi impressionnant que débile. Dans le même temps, sa femme (Charlotte Gainsbourg), vraie maman poule, redouble de soins envers ses vingtenaires, corrigeant même leurs devoirs de fac, pour compenser la distance mise par leur père.

Un scénario qui rejoint le concept popularisé par Carol Gilligan, qui publie *Une voix humaine* (Flammarion, 192 pages, 22 euros). La psychologue américaine met l'accent sur le fait que le patriarcat assigne les femmes au soin (*care*), dans une hiérarchie des genres où elles-ci doivent être dévouées aux autres et anticiper leurs besoins. Une logique qui les conduit nécessairement à s'effacer de l'espace public. Pour François de Singly, *«les femmes doivent continuer à prendre leur place et à lutter contre toutes les formes de domination familiale. Je dis "familiale", car elle peut aussi provenir des enfants, qui exigent de leur mère des sacrifices continuels, y compris lorsqu'ils sont adultes. Il est fondamental de faire comprendre à ses enfants qu'on n'est pas avant tout un parent, mais qu'il s'agit d'une dimension de soi parmi d'autres»*.

De fait, les mères ne sont pas les seules à s'engager sur la voie périlleuse de l'égoïsme revendiqué. Dans la catégorie des corvéables à merci qui se révoltent, on trouve à présent des grands-parents. De plus en plus dynamiques, ceux qu'on appelle les «nouveaux seniors» se montrent de moins en moins enthousiastes à l'idée de s'occuper de leurs petits-enfants. Le temps de la retraite n'est désormais plus un temps consacré à la famille, mais une période que l'on compte bien employer pour soi. Quitte à créer des tensions avec les enfants, qui comptaient sur papy et mamie pour leur donner un précieux coup de main avec leur progéniture.

Oriane Verrier, mère de deux enfants, témoigne de son désarroi face à ces grands-parents d'un nouveau genre: *«Mes parents adorent mes enfants… surtout en photo. Ils doivent bien en avoir 3000 sur leur iPad, qu'ils passent leur temps à faire défiler et à montrer à leurs amis. Quand ils viennent les voir, ils n'arrêtent pas de prendre des photos et de faire des selfies avec eux. Mais c'est tout. Pour le reste, à chaque fois que je leur ai demandé de les garder, ils étaient occupés. Depuis qu'ils sont à la retraite, ils se sont lancés dans un tourbillon d'activités, qui leur sert d'excuse à chaque fois.»*

Marie-Rose, la mère d'Oriane, se justifie sans complexe: *«J'ai élevé trois enfants, ce qui m'a pris au total vingt ans de ma vie. Aujourd'hui, j'ai 68 ans, il me reste dix ou quinze ans à vivre en étant en forme. J'ai envie de jardiner, de cuisiner, de voyager, de passer des soirées en amoureux avec mon mari, bref, tout ce qu'on ne pouvait pas faire du temps où l'on travaillait comme des dingues et où, en plus, on s'occupait des enfants. Sinon, la vie, si on n'en profite jamais, à quoi ça sert?»* Une question troublante qui résume bien cette guerre des générations, les boomeurs refusant de plus en plus ce transfert de la charge mentale qu'essaient d'opérer en douce leurs enfants, eux-mêmes en plein burn-out.

Une sédition des mères – et des grands-mères – qu'avait déjà anticipée Coline Serreau dans son film *La Crise* (1993), avec ce monologue devenu culte où Maria Pacôme, sexagénaire ayant quitté son mari, en pleine crise d'égoïsme assumé, envoie bouler son fils venu chercher du réconfort: *«Tes problèmes de boulot, tes problèmes avec ta femme, tes problèmes de fric, tes problèmes en général et en particulier, moi, ta mère, je m'en fous comme de l'an 40, tu m'entends? Je m'en fous, mais alors je m'en fous, je ne peux pas te dire à quel point je m'en fous. Je n'en ai vraiment rien, rien, rien à foutre.»*

Une révolte d'autant plus difficile à vivre qu'elle éclate souvent sans prévenir. Philippine Noury, mère de deux enfants, le confirme. Un jour, alors qu'elle avait envoyé, comme à son habitude, à ses parents le planning des vacances d'été, ils lui ont répondu par e-mail, ainsi qu'à ses frère et sœur, qu'ils arrêtaient de garder leurs six petits-enfants, car ils en avaient assez que leur maison se transforme en camp de vacances l'été. *«J'ai trouvé ce message très abrupt et blessant, comme s'ils démissionnaient d'un job*, témoigne Philippine. *D'autant plus que ma mère ne s'est jamais vraiment investie auprès de mes fils. Elle a toujours appelé le grand "Romain", alors qu'il s'appelle Roman, elle ne leur envoie jamais de textos, même pour leur anniversaire. Leur demander de les garder trois semaines par an, ce n'était quand même pas la mer à boire! Je me sens trahie…»*

Ce bouleversement que peut entraîner le refus des grands-parents de jouer les «papy-sitters» tient, selon le sociologue François de Singly, au fait que les jeunes adultes ont grandi avec des grands-parents «à l'ancienne»: *«Ils se souviennent avec nostalgie de leur grand-mère qui faisait des confitures ou tricotait sous l'horloge de la salle à manger. Elle était censée n'avoir rien d'autre à faire que de gâter ses petits-enfants, qui étaient son rayon de soleil. Mais ils oublient que cette grand-mère a été autrefois une jeune femme qui était soumise à des contraintes sociales bien plus fortes qu'aujourd'hui, et qui n'avait pas forcément fait le choix de se consacrer exclusivement à sa famille. Aujourd'hui, les grands-parents aspirent à s'échapper de ce rôle réducteur.»*

Une émancipation des seniors qui cache parfois une certaine rancœur, surtout quand on a la sensation que vos enfants vous ont forcé la main. Ainsi, *The Economist* rapporte, dans un article d'octobre 2023, qu'en Chine, dans la province du Sichuan, une grand-mère a poursuivi en justice les parents de son petit-fils pour lui avoir confié l'enfant pendant cinq ans pendant qu'ils étaient partis travailler dans une autre ville. Le tribunal lui a donné raison et a condamné les parents à lui verser 82500 yuans, soit l'équivalent de 10500 euros.

Et ce n'est pas le premier cas de procès intenté pour garde abusive de petits-enfants. Toujours dans le Sichuan, un grand-père a fait condamner son fils et sa belle-fille pour *«kenlao»*, terme imagé que l'on pourrait traduire par «ronger les anciens», autrement dit abuser de la disponibilité d'une personne âgée. Que la révolte des grands-parents se mette à gronder en Chine, où la famille occupe traditionnellement une place très forte, n'a rien d'anodin. Dans un pays censé être l'un des derniers bastions du collectivisme, seraient-ce les prémices d'une révolution égoïste en cours?

«Il est temps pour les femmes de revendiquer leur droit à l'égoïsme»

Corinne Maier est économiste, psychanalyste et essayiste. Elle a écrit une quinzaine de livres, dont *Bonjour paresse* (2004) et *No Kid* (2007). Elle publie *#Me First! Manifeste pour un égoïsme au féminin* (L'Observatoire, 160 pages, 18 euros).

Pourquoi plaider pour un «égoïsme au féminin»?

J'ai écrit ce livre pour dénoncer une injustice fondamentale: les femmes, contrairement aux hommes, n'ont pas le droit de se montrer égoïstes. Petite, quand mon cousin m'arrachait mes jouets, tout le monde s'exclamait: «Un vrai petit mec!» Alors que, moi, quand je volais ses affaires, personne ne disait: «Une vraie nana!» L'égoïsme est très bien toléré, voire valorisé, chez les hommes. Un homme qui ne se lève pas la nuit pour s'occuper du bébé, qui n'a pas le temps de faire les courses parce qu'il rentre tard du travail, qui a besoin de faire du sport le week-end pour décompresser…, tout cela est considéré comme normal. A l'inverse, une femme qui oublie l'heure de la sortie de l'école parce qu'elle est en train de prendre l'apéro avec ses copines est montrée du doigt comme une mauvaise mère. Elle trahit sa nature protectrice, c'est un scandale!

Certains disent que les femmes n'ont jamais été aussi libres de faire des choix: carrière, couple, enfants… Qu'en pensez-vous?

Les chiffres sont là pour attester que le déséquilibre perdure et que la charge mentale continue d'être inégalement répartie. Les femmes accomplissent 75 % du travail de soin et d'accompagnement non rémunéré dans le monde. Elles s'occupent quatre fois plus des enfants et trois fois plus des tâches domestiques. Elles continuent d'avoir des vies bien plus limitées que les hommes. S'occuper des autres leur prend leur temps, leur énergie, bouche leur horizon. Les hommes, eux, font ce qu'ils ont envie de faire, qu'ils aient des enfants ou pas.

Vous avez eu deux enfants. Quel serait votre conseil aux jeunes femmes d'aujourd'hui?

En faire moins. Cela paraît peu de chose, mais le vrai changement commence par là. Il est temps pour les femmes de revendiquer leur droit à l'égoïsme. Elles doivent refuser de faire passer leur carrière après celle de leurs compagnons, d'essayer de ressembler à une «super-mère» investie à 100 % dans le bien-être des enfants, de s'occuper de leurs parents âgés alors que les garçons de la famille en font dix fois moins… Bref, elles doivent tuer définitivement «l'ange du foyer», cette petite voix intérieure héritée des siècles précédents qui, selon *[l'autrice et féministe britannique]* Virginia Woolf, ordonne aux femmes d'être des servantes dévouées à la vie domestique.

«Egoïste», le terme peut sembler lourd à porter…

Je ne parle pas ici de l'égoïsme qui voudrait qu'on se regarde le nombril et qu'on vive replié sur soi. Je défends un égoïsme libérateur, celui de la responsabilité de soi, qui permet de vivre avec les autres sans les étouffer, puisqu'on leur reconnaît le même droit essentiel: se consacrer à ses besoins. Quand les femmes refuseront le rôle qu'on a écrit pour elles, la révolution féministe sera vraiment en marche. Comme disait Benoîte Groult dans un livre au titre significatif, *Mon évasion [Grasset, 2008]*, l'égoïsme, c'est la santé!

Pourtant, à en croire certaines femmes, rien de plus difficile que de se montrer égoïste…

C'est vrai, être égoïste nécessite de se libérer d'un conditionnement social qui prépare les filles à se consacrer aux autres. Dès l'école, elles restent en retrait et ont du mal à s'affirmer face aux garçons. On les éduque dans l'idée qu'une «gentille petite fille» est une fille qui obéit. Or rien n'est plus néfaste, dans le milieu du travail, que la gentillesse. Des études montrent que plus une femme est gentille avec les autres, c'est-à-dire conciliante, cherchant à faire plaisir à ses collègues, moins son salaire est élevé. A la maison, c'est pareil. Plus on cherche à arranger son conjoint et ses enfants, plus on se retrouve dans le rôle ingrat de la bonniche. Des études ont prouvé que, lorsqu'une femme donne, des zones de satisfaction s'activent dans son cerveau, alors que chez un homme c'est l'inverse: le circuit de la récompense se met en marche lorsqu'il fait quelque chose pour augmenter son propre bien-être. Ces données ne sont évidemment pas innées, elles sont le produit de l'éducation.

Aujourd'hui, diriez-vous que vous êtes une égoïste accomplie?

J'ai, bien évidemment, des progrès à faire. On ne naît pas égoïste, on le devient! Mais mon chemin vers l'égoïsme a été très long. A 20 ans, si l'on m'avait traitée d'égoïste, cela m'aurait choquée: j'étais une fille bien, et les filles bien pensent d'abord aux autres. Je me suis engagée dans ma vie de compagne et de mère en pensant naïvement que les batailles féministes avaient été remportées et que nous étions à l'âge de l'égalité. Et puis j'ai passé des années à me préoccuper des autres et à faire passer leurs désirs avant les miens. Aujourd'hui, j'ose enfin être égoïste. Je m'autorise à ne pas passer systématiquement les vacances «en famille», je n'aide plus les autres à bricoler, car je déteste bricoler, je refuse d'aller dîner chez des gens que je n'apprécie pas particulièrement, de faire des courses pour la voisine âgée, puisque son fils peut s'en charger, d'aller rendre visite à des couples qui ont des enfants en bas âge, car ceux-ci me fatiguent… Et j'ai découvert que ne rien faire peut être beaucoup plus puissant que faire! Cela permet de rééquilibrer une situation qui sape la liberté des femmes depuis des millénaires.

Propos recueillis par M. P.

LA FRANCE BUISSONNIÈRE

Prêtre le dimanche matin, arbitre de foot l'après-midi

Frédéric Potet

Une fois par semaine, le curé de Felletin, dans la Creuse, en France depuis 2004 et supporteur des Lions indomptables du Cameroun, passe du ciboire au sifflet et officie sur les terrains du département

Grosse déception, mardi 9 juillet, au camping de Boussac-Bourg (Creuse). Retransmise sur grand écran, la défaite de l'équipe de France de football contre l'Espagne en demi-finale de l'Euro (1-2) a chagriné bon nombre des jeunes participants du camp « foot et prière » organisé sur place. *« Il a fallu expliquer à certains qu'on ne peut pas toujours gagner dans la vie »*, rapporte le père Marie-Debrice Tiomela, maître d'œuvre de ce stage mêlant pratiques sportive et religieuse.

Vingt-quatre ados et préados âgés de 11 à 14 ans – catholiques pratiquants pour les deux tiers – ont alterné tacles et génuflexions pendant une semaine en mode patronage. Au programme : offices sous la tente, veillées devant les matchs de l'Euro, minichampionnat à quatre équipes – baptisées par les stagiaires eux-mêmes (Les Gitanos, le FC Messe...) et placées sous l'égide de saints patrons (Don Bosco, Jean Paul II...) et du respect des règles du football.

En la matière, le père Tiomela connaît son sujet, lui qui, chaque dimanche, sitôt la messe célébrée, troque sa soutane pour un maillot d'arbitre. L'homme de Dieu, âgé de 42 ans, manie le sifflet depuis décembre 2023. Le club de football de Felletin (Creuse), la commune où il officie à l'année en tant que curé et vicaire de la paroisse environnante, manquait d'arbitres au regard des exigences fédérales. Le prêtre avait alors proposé ses services, avant de réussir l'examen proposé par le district de la Creuse. *« Je me suis dit qu'arbitrer serait un bon moyen de rencontrer des gens que je ne verrais jamais dans mon église le dimanche*, explique-t-il. *C'est à nous, religieux, d'aller vers nos semblables, car on ne vient plus à l'église spontanément, aujourd'hui. »*



ALE GIORGINI

« Ce n'est pas parce que je suis prêtre que je n'expulse pas de joueur. Il n'y a pas de miséricorde sans justice »

Passer du ciboire au ballon rond relève parfois du sprint dans un département rural où chaque trajet se compte en demi-heures plutôt qu'en kilomètres. Célébrer une première messe à 9 h 30, puis une deuxième deux heures plus tard à 20 kilomètres de là, avant d'aller diriger, dans le canton voisin, un match de 4e division départementale dont le coup d'envoi est prévu à 15 heures, suppose de ne pas traîner en chemin.

Souvent, le « padre » arrive au stade en sandales et col blanc. *« Je ne me cache pas, les joueurs savent que je suis prêtre, et cela ne change pas grand-chose à nos relations une fois le match commencé : ceux qui ont la foi vont peut-être faire preuve de mansuétude à mon égard, mais ceux qui sont contre les curés en temps normal vont continuer à l'être sur le terrain »*, relativise cet ancien aumônier, arrivé en France en 2004 par le biais d'une fraternité missionnaire.

Sans surprise, Marie-Debrice Tiomela a pu vérifier in situ que le rôle d'arbitre s'apparente souvent à celui de bouc émissaire. *« Je connais le foot, je savais à quoi m'attendre*, poursuit-il. *Les joueurs et les dirigeants ne sont jamais contents. Quand rien ne va, c'est toujours de la faute de l'arbitre, et ce reproche est d'autant plus prégnant que les divisions sont de bas niveau. Les joueurs transfèrent sur le terrain leurs frustrations de la semaine. Ce n'est pas une raison, de mon côté, pour être laxiste. »* Et pour ne pas gratifier de cartons jaunes ceux qui le méritent. Le père Tiomela dit en distribuer autant que nécessaire. *« Il m'arrive aussi parfois de sortir des cartons rouges, même si j'essaie de faire preuve de pédagogie. Ce n'est pas parce que je suis prêtre que je dois m'abstenir d'expulser un joueur. Il n'y a pas de miséricorde sans justice. »*

C'est son amour du football – une *« quasi-religion »*, confesse-t-il, largement entretenue par les exploits à répétition des Lions indomptables, l'équipe nationale du Cameroun – qui l'a conduit à monter il y a trois ans ce camp « foot et prière », en partie financé par la générosité de donateurs privés. Persuadé que la bande à Mbappé gagnerait l'Euro, il avait déplacé les dates du stage cette année afin que la dernière veillée soit consacrée à la retransmission de la finale. C'était compter sans l'inefficacité des Tricolores devant le but adverse, aussi impénétrable que les voies du Seigneur.

COMMENT JE ME SUIS DISPUTÉ

« Mon ami d'enfance m'annonce voter FN, j'ai le souffle coupé »

Une querelle d'amour ou d'amitié, un déchirement familial ou une engueulade professionnelle ont marqué leur vie... Ils le racontent à **Clara Georges.** Cette semaine, Gaël, 39 ans, haut fonctionnaire



XAVIER LISSILLOUR

J'ai toujours connu Nicolas. Nous habitions la grande rue du village, à 10 mètres l'un de l'autre. Un petit bled qui comptait moins d'habitants que de vaches et de chevaux, et qui vivait encore au rythme des fêtes de la Saint-Jean, des moissons et des foins, des bals des pompiers, des visites de l'alambic... et sous l'annuel fumet odorant qui flotte dans toutes les rues et maisons après l'épandage dans les champs le soir.

Nous n'étions que peu d'enfants. Moins d'une vingtaine. La maîtresse de notre classe unique faisait d'incessants allers-retours entre les tables pour délivrer son savoir, de la grande section au CM2, dans la même journée.

Je faisais partie d'un groupe soudé de cinq enfants : il y avait le fils de diplomate, celui de l'infirmière et de l'horloger, celui de l'un des agriculteurs et ceux de deux « vieilles familles » du village, lui et moi. Nicolas et Gaël : le blond, musclé et svelte d'un côté ; le brun, tanné et un peu bedonnant de l'autre. Nous étions toujours ensemble, dehors ou dans nos chambres, à jouer au foot contre le mur de la maison, à faire du vélo dans les champs, à construire des cabanes. Chaque soir, nos parents nous envoyaient à la laiterie prendre notre petit pot de lait entier, cru et chaud.

Nos mères à tous les deux avaient elles-mêmes grandi dans cette rue et étaient amies depuis l'enfance. N'ayant pas le baccalauréat, puisque à cette époque et dans ces milieux « on ne finançait pas d'études aux filles », elles ont chacune dû tracer leur chemin à leur manière : la mienne, en partant travailler à l'étranger pour apprendre l'anglais, ce qui lui a permis d'accéder plus tard à des « postes à responsabilités » ; la sienne, presque forcée à rester entre les murs qui l'ont vue naître.

Nous étions tous les deux fils uniques. Lui vivait avec ses deux parents et sa grand-mère. J'adorais son père, passionné de mille choses qu'il partageait avec nous : le tir à l'arc, la cueillette des champignons, la pêche, les maquettes, les films comiques... Moi, je vivais avec mon arrière-grand-oncle et ma mère célibataire, cette mère qui avait « eu un enfant avec un Arabe ». Je voyais peu mon père, Français d'origine algérienne à la peau presque noire, marqué à vie par la dureté d'une enfance dans la France des années 1960.

Dans mon coin de France, le Front national *[FN, ancêtre du Rassemblement national]* est ancré depuis très longtemps. Mon oncle tenait un restaurant où venait Jean-Marie Le Pen ; la famille de ma mère votait FN. Dans le village, j'étais traité différemment des autres gamins. Une poule disparaissait ? C'était moi qui l'avais tuée. Des journaux du petit kiosque de dépôt avaient été lacérés ? Encore moi. Des ampoules de la guirlande avaient été éclatées ? Toujours moi. Tout était faux, bien sûr, mais ces bêtises d'enfants devenaient soudain, dans l'imaginaire collectif, la preuve de la mauvaise influence que j'exerçais.

C'était éprouvant à vivre, bien sûr. J'étais blessé. Mais ce que je ne voyais pas, c'est le déclassement que vivait Nicolas de son côté. Son père avait perdu son emploi, et sa mère se voyait contrainte de faire des ménages, du repassage, entre autres pour ma famille.

« C'est une réaction physique, intime. Je suis rejeté par ceux qui m'entourent »

A l'adolescence, nos chemins ont commencé à se séparer. Il est parti en collège agricole, moi en internat dans un collège privé. Lui réussissait dans un sport qui lui taillait une très belle silhouette. Entré chez les pompiers, il excellait. Il plaisait aux filles et j'en étais heureux pour lui. Moi, au même moment, j'étais le « boukak » ou le « bougnoule » jusque dans ma chambre avant de me coucher, puis au réveil avant d'aller me doucher. J'avais à peine 13 ans. Au début, je croyais même à une marque d'intérêt, d'intégration. Je ne comprenais pas le sens de tout cela.

Au bout d'un an et demi, je suis rentré, n'en pouvant plus. J'ai été orienté vers des études professionnelles alors que j'avais souvent été dans les meilleurs de ma classe auparavant. Parfois, des enseignants peuvent changer le cours d'une vie. Ma professeure principale en BEP m'a convaincu que j'étais une erreur de casting ici, et que je devais aller passer un bac qui n'était pas professionnel. Ce que j'ai fait dans une grande ville de la région – je poursuivrais ensuite mes études jusqu'à l'obtention d'un concours de la haute fonction publique.

Arrive le 21 avril 2002 *[premier tour de la présidentielle, qui voit Jean-Marie Le Pen se qualifier au second tour face à Jacques Chirac]*. Je n'ai pas encore 18 ans révolus. Comme des centaines de milliers d'autres jeunes lycéens à travers le pays, je manifeste. Le week-end d'entre-deux-tours, je rentre dans mon village, et je revois mes amis. Nicolas, lui, a voté. Pour la première fois. Il m'annonce fièrement qu'il a glissé dans l'urne le bulletin FN dès le premier tour. Je le prends comme un coup de poing dans le ventre ; j'en ai le souffle coupé. Il ne s'agit pas d'un désaccord politique ou d'une posture philosophique. C'est une réaction physique, intime. Je suis rejeté par ceux qui m'entourent. Je le lui dis d'ailleurs : « Tu votes contre moi. » Il me répond cette phrase terrible : « Toi, c'est différent. » Non, il n'y a rien de différent. Je vis depuis presque toujours la rancœur des autres, injustement, péniblement, parce qu'elle me renvoie à ce que je ne suis pas. Il faut parvenir à vivre avec ce rejet sans sombrer à son tour dans la haine. Ce jour-là, je me fais la promesse de ne pas construire ma vie sur la colère.

Nicolas et moi n'avons plus jamais été amis. J'ai perdu à cet instant celui qui était le plus proche du frère que je n'ai jamais eu. Certains diraient peut-être qu'il faut prendre du recul, qu'il faut essayer de comprendre. Mais pourquoi est-ce toujours aux mêmes de comprendre ? Il n'était pas question de punir Nicolas, non, ce n'était pas cela. Mais il a fait un choix incompatible avec ce qui fondait notre amitié. Un choix lourd de conséquences.

Il y a cinq ans, je me suis marié dans mon village. En montant les marches de la mairie pour nous rendre dans la salle des mariages, j'ai vu un tableau sur lequel étaient listés tous les premiers prix de l'école publique de la commune au certificat d'études. Là, parmi d'autres, figurait le nom de ma grand-mère, en 1913. Ma place est là. Malgré tous ceux qui nous répètent le contraire.

Il y a quelque temps, j'ai envoyé à Nicolas un message de condoléances pour le décès de son père. Nous avons échangé des mots agréables. Quelques mois plus tard, quand j'ai à mon tour perdu mon père, il m'a écrit aussi. Nous savons que nous ne reconstruirons pas, vingt ans plus tard, ce que nous avons perdu. Je crois néanmoins savoir aujourd'hui, plus que jamais, qu'il appartient à chacun de faire des choix en conscience. Car ceux-ci engagent plus qu'une amitié. Il en va de la cohésion et des valeurs qu'on souhaite transmettre pour qu'une société perdure.

LOISIRS

C'est la chenille qui redémarre

Cette choré populaire ondule de nouveau dans les bars, les fêtes et même les entreprises. Et brasse une population hétéroclite, qui préfère le mélange festif à la ségrégation

Anne Chirol



Chenille à la guinguette La Javelle, à Paris, en 2023, menée par Vincent Piguet de la Chenille School Academy. CHENILLE SCHOOL ACADEMY

Dimanche 7 juillet, vers midi, dans un wagon du métro parisien, de fringants voyageurs improvisent une queue leu leu dans la travée, slalomant entre leurs voisins de rame quelque peu circonspects. *« La chenille emmerde le Front national ! »*, scandent-ils, hilares et pas gênés. Alors que, même dans le programme de télé-réalité « Quatre mariages pour une lune de miel », sur TFX, où l'on ose tout (banane dans la bouteille, jarretière revisitée et choré sur *La Reine des neiges*), il n'est plus de coutume d'entonner le célèbre refrain *« Accroche tes mains à ma taille »*, il semblerait que la chenille vive, dans d'autres sphères, un retour de hype inattendu et touche un nouveau public.

Pour fêter ses 25 ans, en mai 2022, Léo (les personnes désignées par leur prénom ont requis l'anonymat) n'avait pas lésiné sur l'animation. Analyste en conformité bancaire, ce Parisien avait réuni ses proches dans la maison de famille de ses parents, située dans la forêt domaniale du Perche et de la Trappe, dans l'Orne. Au moment de souffler les bougies éparpillées sur son paris-brest XXL, quand les premières notes du *Joyeux anniversaire* de Patrick Sébastien ont retenti, une chenille d'une quinzaine de personnes s'est lancée spontanément autour de la longue table, les verres de pastis engloutis aidant probablement au démarrage de cette déambulation. *« Je ne m'y attendais pas. J'ai beaucoup ri parce que ma mère, plutôt introvertie, s'est mise en tête de chenille ! Tout le monde l'a suivie. C'était génial »*, raconte ce jeune fiancé, encore ému par cet épisode dont il a posté une série *« mémorable »* de photos sur Instagram. A propos de cette chorégraphie populaire ultra-entraînante (il n'y a guère que *La Danse des canards* qui puisse rivaliser), le jeune homme se demande même : *« A mon mariage, en octobre, pourquoi ne pas en faire une ? »*

Aujourd'hui, on ne compte plus les événements – plus ou moins sérieux – lors desquels cette tradition populaire, longtemps tombée en disgrâce, car jugée de mauvais goût, se voit revivifiée. Ainsi, le collectif La Cabale, remarqué en 2023 au Festival d'Avignon, propose, du 4 au 21 juillet, dans son spectacle *Kermesse*, à La Manufacture, de *« faire la chenille tous ensemble un soir de représentation »*. Sur son site, le collectif précise que *« ce rituel festif, en apparence anodin »*, en questionnant notre rapport au ridicule et à la honte, *« fait de cette danse un sujet politique, sociologique et écologique »*. En invitant à s'arrimer simplement avec les mains aux hanches de la personne devant soi avant de se mettre en mouvement, la chenille est peut-être le moyen le plus immédiat pour refaire du collectif.

Le 18 novembre 2022, au Bataclan, une chenille se forme en plein concert dans la fosse tragiquement célèbre de la salle de spectacle parisienne. Alors qu'un problème technique l'empêchait de poursuivre, la chanteuse colombienne Li Saumet, du groupe d'indie pop Bomba Estereo, est descendue de la scène pour chanter auprès du public, qui a formé peu à peu une immense file indienne derrière l'artiste, offrant un moment de communion d'une rare intensité. En juin 2024, ce sont les joueurs du Real Madrid qui ont déambulé dans une choré larvaire pour fêter leur victoire en Ligue des champions, inspirant les Madrilènes, qui, à leur tour, ont formé une chenille géante à travers la capitale espagnole. Bref, ici ou ailleurs, on n'arrête plus la chenille.

« Depuis le Covid, nous vivons un moment dionysiaque où l'on veut tout célébrer, de la baby shower [pour la future naissance d'un bébé] *à la fête de divorce. La société est fracturée, il y a des communautés partout. On a besoin de cohésion, de recréer du lien social, culturel, générationnel, de retrouver des moments de partage, de communier ensemble dans une ferveur populaire pour conjurer le sort »*, constate Vincent Grégoire, directeur du cabinet de tendances NellyRodi. Ciment de ce désir agrégatif, le « ringard » devient de plus en plus branché. *« Il s'agit d'une revanche du populaire sur les élites, des régions sur la capitale, du kitsch sur le bon goût. On se déguise, on fait valdinguer les conventions »*, estime-t-il. Et d'ajouter : *« Il ne faut pas un bac + 12 pour savoir comment danser la chenille ! »*

Danser la chenille, c'est aussi réactiver une ancienne mémoire. Cette tradition française remonterait au XIe siècle au moins. L'expression « à la queue leu leu » désigne alors les villageois qui se déplacent les uns derrière les autres, tels des loups en meute, en se tenant par les épaules. Mais il faudra attendre 1977 pour que Gérard Layani – à qui l'on doit également la musique de *Requiem pour un fou*, interprétée par Johnny Hallyday – et Alain Boublil offrent ces mots bientôt cultes à La Bande à Basile (sur une composition de Raymond Jeannot) : *« Pose tes deux pieds en canard, c'est la chenille qui redémarre. »* Le single est un véritable succès, comme le rituel ondulant qui l'accompagne, devenant une chorégraphie capable de rassembler les invités dans les mariages, les baptêmes, les fêtes de village… Depuis, nombre de communes tentent régulièrement de réaliser la plus grande chenille, comme ce fut le cas lors de la braderie de Lille, en septembre 2023. Forte d'une cohorte humaine composée de 4 623 chenillistes, la métropole du Nord a réussi à battre la tenante du titre, Rouen, qui s'enorgueillissait d'avoir fait danser ensemble 3 940 personnes.

Cette danse assez grégaire peut toutefois s'avérer dangereuse. C'est ce qu'a constaté le comédien originaire de Valence, dans la Drôme, Vincent Piguet, 51 ans, lors d'une fête de famille. *« Pour les 70 ans d'une cousine de ma mère, on a lancé une chenille. La cousine a chuté et s'est cassé le poignet. De là, j'ai pensé faire un cours à travers mon sketch "Le chenilliste", pour prévenir les risques. »* Vincent y joue un drolatique « capitaine » de chenille à l'esprit ultracompétitif : *« Maintenant, je fais de la chenille… Euh, enfin, de la farandole synchronisée. Ce n'est pas comme dans les mariages, rien à voir. Non, c'est en club, c'est par équipes, et puis c'est chorégraphié. »*

Se sentant enfin aligné avec sa nature profonde d'ambianceur, Vincent lance finalement la Chenille School Academy en 2022, une école décalée où, en tenue d'aérobic, il enseigne l'ubuesque *« cheucheu »*. Elle mélange plusieurs disciplines, comme la queue leu leu, où l'on se tient par les épaules (popularisée par le chanteur à béret Bézu), et la chenille, où l'on se lie par les hanches, bases posturales auxquelles viennent s'adjoindre des mouvements de natation.

« Tout le monde comprend le second degré de la chose et se prend au jeu. C'est une grosse farce, que les gens s'approprient. Il n'y a pas besoin de savoir danser. On est ensemble, on marche dans la même direction, on fait partie d'un tout. Si la chaîne est brisée, on n'a plus de chenille. On a besoin de chaque maillon, qu'importent l'âge, la couleur de peau, la religion », commente l'intéressé, qui devrait bientôt tenter une chenille dans les airs avec l'équipe de France de parachutisme. Mais les choses n'ont pas toujours été si rose fluo…

La première année, celui qui est plus connu sous le pseudonyme « La Pig » propose un cours hebdomadaire de cheucheu à Paris, qu'il se voit obligé d'annuler, faute de participants, malgré les flyers qu'il distribue à tout-va. Après qu'il a été contacté par France Bleu Normandie pour lancer la plus grande chenille de France, les choses se débloquent et les médias se bousculent au portillon. En 2023, BFM-TV vient filmer un de ses cours (10 euros la séance, 5 euros pour ceux qui ont la licence) ; la vidéo devient virale, et M6 l'invite à participer à « La France a un incroyable talent ». Accompagné de quatre copines « chenillettes », *« le pompier de service de la bonne humeur »* lance alors une chenille géante avec le jury et le public, devenant illico la mascotte de l'émission.

Aujourd'hui, l'ambianceur coanime « Le Juste Prix » sur M6, et la Chenille School Academy compte plus de 420 licenciés. Ehpad et entreprises font appel à ses services pour recréer du lien. *« Lors d'un* team building *organisé dans un château, les salariés n'étaient pas partants*, relate l'humoriste. *Mais, en sortant, ils n'étaient plus les mêmes. La RH m'a appelé pour me dire que tout le monde ne parlait plus que de ça. »* Le mantra du chenilliste est sans équivoque : *« Les réfractaires, ils y viendront, mais ils ne le savent pas encore. »*

> « ON MARCHE DANS LA MÊME DIRECTION, ON FAIT PARTIE D'UN TOUT. ON A BESOIN DE CHAQUE MAILLON, QU'IMPORTENT L'ÂGE, LA COULEUR DE PEAU, LA RELIGION »
>
> *Vincent Piguet, fondateur de la Chenille School Academy*

Après s'être bouché le nez, Clarisse, 26 ans, s'est adonnée elle aussi à ce *« rite de passage »* dans l'institut d'études de marché où elle officie en tant que chargée d'études marketing. *« Quand je suis arrivée, comme beaucoup, je trouvais ça beauf. La première fois, on était en séminaire d'entreprise de trois jours*, se remémore-t-elle. *Mais c'est un moment de partage que j'ai finalement apprécié, car, du patron à la stagiaire, on est tous logés à la même enseigne. »* Depuis, elle n'hésite plus à lancer une chenille, à l'occasion, avec ses collègues en afterwork. *« Une fois, au Bar à bulles, à Paris, on n'osait pas trop, car l'ambiance était assez guindée. Et puis on s'est challengés, et le truc a pris. Tout le monde s'y est mis et s'est mélangé, y compris les gens extérieurs à l'entreprise. L'ambiance de la terrasse a complètement changé. »*

Faire corps, s'oublier dans le mouvement collectif. *« L'autre n'est alors plus source de crainte. Après le Covid, on ne frôlait même plus une barre de métro. Aujourd'hui, se toucher fait du bien »*, explique le sociologue Philippe Steiner, auteur de *Faire la fête. Sociologie de la joie* (PUF, 2023), qui voit dans cet engouement un plaisir de rompre les barrières dans une société qui promeut le sans contact. C'est dans cet état d'esprit que le premier Social Bar s'est installé dans le 12e arrondissement de Paris, en 2016, avec une idée fixe : créer du lien pour les personnes seules, à travers des animations populaires, du karaoké au chifoumi.

Juliette Didier Champagne, 35 ans, y a travaillé quelque temps. Ici, les chenilles sont légion. *« C'est intéressant de voir comment tu passes d'un moment où chacun est dans son coin à une chaîne où tout le monde se touche. Partout où elle passe, la chenille absorbe les gens »*, témoigne cette formatrice à la prise de parole en public. Le nouvel animal totem de l'époque est d'un œcuménisme qui semble ne connaître aucune frontière. *« Moi, j'essaie de rassembler les gens avec un truc qui paraît débile. Cette danse parle aussi bien au bourgeois de La Baule qu'au bobo parisien. On a besoin de ces moments, puisque tout est fait pour nous diviser. Un musulman n'aura pas de problème à mettre ses mains sur les épaules d'un juif pendant une chenille »*, assène le chenilliste Vincent Piguet.

La chenille, quand elle ne déraille pas, possède une sorte de dimension infrapolitique qui semble susciter chez certains des craintes, voire des erreurs d'appréciation. *« Ça fait deux fois que je rate de belles interventions à cause des préfets, parce qu'ils craignent les mouvements de foule »*, confie Vincent Piguet, qui passerait presque pour le sous-commandant Marcos de la choré populaire. Le 8 juillet au soir, après les résultats des élections législatives, sur BFM-TV, le journaliste Benjamin Duhamel commentait en plateau le rassemblement sur la place de la République, à Paris : *« En direct… La gauche se rassemble et il y a des échauffourées… »* Ce à quoi l'envoyé spécial de la chaîne info a répondu : *« Euh, non. Là, ils font la chenille pour fêter la victoire du Nouveau Front populaire ! »*

A droite : le presbytère, à Haworth, où vécut la famille Brontë à partir de 1820. ALAMY STOCK PHOTO.
Ci-dessous : portrait d'Anne, Emily et Charlotte Brontë, par leur frère Branwell, vers 1834. ART IMAGES/GETTY IMAGES





VOYAGE

Vous aimez les sœurs Brontë, vous aimerez Haworth

Pauline Weiss

Deux cents ans après leur disparition, elles restent si liées aux terres où elles ont vécu qu'elles leur ont donné leur nom : le pays des Brontë. Une impression mystique envahit le voyageur arrivant à Haworth, village de l'ouest du Yorkshire, dans le nord de l'Angleterre. C'est ici que Charlotte (1816-1855), Emily (1818-1848) et Anne Brontë (1820-1849) ont vécu une vingtaine d'années. Les chefs-d'œuvre qu'elles y on écrits en ont fait trois des figures marquantes de la littérature anglaise. Au début du XIXe siècle, sur cette grande île, les écrivaines accédant à la postérité sont étonnamment nombreuses (Jane Austen, Mary Shelley), contrairement à la France. Mais chez elles, quelque chose relève presque de l'extraordinaire. Comment expliquer le succès, pourtant pas immédiat, de toute une famille ?

A Haworth, village de 6700 âmes, les lieux qu'elles ont connus sont toujours là. Sur les hauteurs de la colline bien raide, il est impossible de passer à côté de l'église où est enterrée la famille (sauf Anne). A l'arrière du cimetière, tout droit sorti d'un film, la grande maison géorgienne est, elle aussi, immanquable. C'est le presbytère, où le père, le révérend Patrick Brontë, est nommé en 1820 et s'installe avec ses six enfants. Une quiétude de courte durée : la mort frappe d'abord la mère, puis les deux aînées, Maria et Elizabeth. Restent Charlotte, Branwell – l'unique garçon –, Emily et Anne. Contrairement aux filles de l'époque, les Brontë, issues de la classe moyenne, ont accès à l'éducation. Leur père les pousse à lire, à être curieuses, envoie Charlotte et Emily à Bruxelles pour apprendre le français.

Renommé le « Brontë Parsonage Museum » à son ouverture, en 1928, le bâtiment est le lieu de pèlerinage de la Brontëmania avec son énorme collection de 8000 meubles, vêtements et affaires personnelles ayant appartenu à la famille. Rien ne semble avoir changé. C'est sur la table de la salle à manger que les sœurs Brontë ont écrit leurs histoires. Rebecca Yorke, directrice du musée, tient à rappeler que, contrairement au mythe, leur existence n'était *« pas si solitaire »* et que Haworth était un *« lieu animé »*.

La liberté de pensée des Brontë se perçoit bien sûr dans leurs livres. Dans cette ère victorienne encore rigide, elles évoquent la naissance de sentiments, la passion, le désir de liberté de leurs héroïnes en plantant le décor dans la lande qu'elles aperçoivent de la fenêtre du presbytère. *« C'était un peu comme leur jardin »*, souligne Rebecca Yorke. Alors que l'espérance de vie de l'époque ne dépasse pas les 40 ans, aucune ne les atteint. Fin 1848, Emily meurt de la tuberculose à 30 ans. Anne la suit l'année suivante. Charlotte est la seule à se marier, mais décède à 38 ans, alors enceinte de son premier enfant. Toujours à Haworth pour ses dernières années de vie, à la fin des années 1850, le révérend Brontë, ayant survécu à sa descendance, veille à transmettre la mémoire de sa famille en commandant la première biographie officielle sur Charlotte. Il participe à faire du village un lieu de mémoire, accueillant les premiers « chasseurs de souvenirs ». L'œuvre des Brontë sort véritablement des frontières du Royaume-Uni quand Hollywood se lance dans l'adaptation de leurs livres et de leur vie, à partir de l'entre-deux-guerres.

Si le village a des airs de carte postale, Haworth n'a pas pour autant été transformé en musée à ciel ouvert. Il n'y a pas de devantures extravagantes, mais des clins d'œil sur les enseignes faisant référence aux œuvres des écrivaines. La directrice du Parsonage se réjouit que des figures culturelles viennent rendre hommage à la mémoire des écrivaines, toujours populaires auprès de la jeunesse (notamment sur TikTok). *« Taylor Swift a même cité Charlotte Brontë dans l'un de ses discours »*, ajoute l'Anglaise.

Il nous reste de Haworth la sensation du vent balayant la lande, le silence des ruelles pavées et son caractère imperceptible. En mai, la visite est idéale avec ses paysages verdoyants et ses innombrables moutons. On nous murmure qu'y venir en décembre est enchanteur, encore plus s'il neige. On imagine surtout la beauté de l'automne pour s'imprégner de la mélancolie ambiante à la façon des sœurs Brontë.

Brontë Parsonage Museum. Church Street. Haworth. Bronte.org.uk

TROIS AUTRES RAISONS D'Y ALLER

POUR L'UN DES PLUS BEAUX VILLAGES ANGLAIS

Ruelles et maisons ressemblent à un décor de cinéma. Au sommet, la petite place rappelle que vous êtes bien en Angleterre avec une cabine téléphonique rouge à l'ancienne, utilisée par l'office du tourisme pour entreposer sa documentation. A côté, l'ancien bureau de poste, où les sœurs Brontë envoyaient leurs manuscrits, est toujours là. Il vient d'être transformé en charmant café-restaurant.

POUR RANDONNER DANS LES LANDES DU YORKSHIRE

Un séjour sur les terres des sœurs Brontë implique de découvrir les paysages qui les ont inspirées. Comptez une journée. Sur les hauteurs de Haworth, le Penistone Hill Country Park offre un premier aperçu idyllique. On marche à travers les landes pour atteindre la cascade des Brontë avant le point culminant de Top Withens, une ferme (en ruine), qui aurait inspiré à Emily Brontë celle des Earnshaw dans *Les Hauts de Hurlevent*. Avec plus de temps devant vous, parcourez la totalité de la Brontë Way qui s'étend sur près de 70 kilomètres.

POUR ÉLARGIR SES CONNAISSANCES SUR LES BRONTË

Il faut passer à Thornton, petit village situé à une vingtaine de minutes en voiture, où la famille Brontë a habité jusqu'en 1820. C'est là que leur révérend de père dit avoir passé *« les moments les plus heureux »* de sa vie.

Ouverture au printemps 2025. Brontebirthplace.com



EN TRAIN Le nord-ouest de l'Angleterre se mérite. Profitez du trajet pour vous (re)plonger dans les livres des Brontë. De Paris, l'Eurostar vous mène à Londres en 2h17. A partir de 44 € l'aller et 119 € en classe Standard Premier avec repas servi à bord. Après l'arrivée à St Pancras, le train suivant se prend à la gare voisine de King's Cross. Londres-Leeds, 2h14, à partir de 30 £ (35,5 €). Après une correspondance à Leeds, le train régional vous emmène à Keighley en 23 minutes pour 6,40 £.
Nationalrail.co.uk

A condition de bien vérifier ses jours de fonctionnement, vous pourrez arriver à Haworth à bord du Keighley & Worth Valley Railway, train à vapeur inauguré en 1867, et toujours en marche certains jours de la semaine.
Kwvr.co.uk

Il est aussi possible de louer une voiture à Leeds ou à Bradford, de se déplacer en taxi ou en bus.



WEAVERS OF HAWORTH A partir de 62 £ pour une chambre simple, 92 £ pour une double. Le charmant bed & breakfast, situé à quelques mètres des sites d'intérêt, compte six chambres, s'apprécie pour son confort et les délicates attentions des hôtes, Brendan et Josie. Le petit déjeuner à la carte est copieux et varié. Optez pour un *English breakfast* avant une bonne journée de marche.
15 West Lane. Haworth. Weaversofhaworth.com



COBBLES & CLAY Dans la rue principale, le charmant café est prisé par les locaux comme par les touristes, chaque midi. Le choix est vaste avec beaucoup d'options végétariennes, véganes et sans gluten. Entre 7 £ et 11 £ pour un plat (wrap falafel, bowl du moment...).
70 Main Street. Haworth. Cobblesandclay.co.uk

THE FLEECE INN Un séjour en Angleterre est impensable sans un repas dans un pub. Pour un réconfort absolu, on prend un *cottage pie* accompagné de *mashed potatoes*.
67 Main Street. Haworth. Fleeceinnhaworth.com



THE STORE L'endroit où trouver des souvenirs durables : chandeliers, peluches en laine, vestes...
55 Main Street. Haworth.
Instagram.com/thestorehaworth

Notre journaliste a organisé son voyage avec l'aide de Visit Britain.



John Plant, le Robinson de YouTube

Julien Guintard

C'est un rendez-vous que je ne manquerais sous aucun prétexte. Une fois par mois, en moyenne, l'alerte tombe : « Primitive Technology » vient de mettre en ligne une nouvelle vidéo. Instantanément, me voilà projeté – et vous avec moi pour cette fois – dans un coin de forêt tropicale, non loin de la ville australienne de Cairns, dans l'Etat septentrional du Queensland. Là nous attend John Plant, 42 ans, Robinson mutique et méthodique, toujours torse et pieds nus, maître ès *bushcraft*, l'art de la survie dans les bois.

Notre hôte est aussi et surtout un vidéaste de génie cumulant plus de 10 millions d'abonnés sur sa chaîne YouTube. Rassurez-vous, si « Primitive Technology » draine certainement dans son sillage des adeptes du survivalisme se préparant à l'âpreté d'une lutte sans merci dans les décombres de l'apocalypse anxieusement guettée (voire secrètement espérée), l'ambiance générale de la chaîne évoque plutôt les joies simples d'une existence hors du temps, les jeux enfantins dans une cabane à la Tom Sawyer.

Le dépouillement du dispositif – plan fixe, son d'ambiance uniquement, absence complète de voix off – fait écho au radicalisme du projet : repartir de zéro, sans outils ni matériaux. *« Start from scratch »*, en VO. Dans sa toute première vidéo publiée en 2015, l'homme érige une hutte de branchages et d'argile. Pour être tout à fait précis, il commence par assembler une hache de pierre avant de se mettre à l'ouvrage. Neuf ans plus tard, le même aborde actuellement l'aube de l'âge des métaux, ayant peaufiné au long d'un long processus « essai-erreur » cumulatif diverses techniques pour extraire du fer des bactéries oxydantes qui affleurent sur les berges d'un ruisseau voisin.

Il a entre-temps, et entre autres, apprivoisé les techniques de cuisson du charbon, édifié des hauts-fourneaux, élaboré des soufflets, des briques et des tuiles, capturé des écrevisses et des crabes avec des nasses, assemblé un arc (une vidéo classique, parmi les plus populaires), fabriqué quantité de poteries au colombin, préparé de l'igname, cultivé du manioc, tressé d'innombrables paniers de lianes, et même des sandales, qu'il ne porte jamais.

La joie de le retrouver tous les mois s'apparente certes au plaisir de prendre des nouvelles d'un ami lancé dans un interminable projet (*« Alors, ce roman/thèse/scénario, ça avance ? »*). Mais il y a plus. D'abord, vu la rusticité du format, il convient avant tout d'essayer de comprendre ce qui se trame sous nos yeux. Quel est le plan aujourd'hui ? Pourquoi ramasse-t-il des feuilles ? Pourquoi a-t-il dégagé le sol ? A quoi va servir cette tranchée ? Les étapes minutieuses s'enchaînent et culminent dans la réalisation du jour pour, au bout du compte, nous offrir quelques instants de contemplation béate.

Mais, plus subtilement encore, le silence énigmatique du personnage principal, auquel s'ajoute un emploi quasi systématique du passif dans les sous-titres (« Du bois est rangé en tas », « Un arbre est coupé », « De l'argile est ramassée »...) vient abolir quelque peu la frontière entre le spectacle et le spectateur. Nous y sommes tous, dans cette forêt vibrante de bruits animaux, guettant le souffle du vent ou le martèlement de la pluie, intense et soudaine, admirant la sereine détermination de l'*Homo faber*, astucieux et infatigable, surprenant quelques bestioles curieuses qui s'approchent du campement, guettant la magie de la friction du bois dont jaillit le feu. Oui, le spectacle proposé par « Primitive Technology » est à la fois une fascination et un apaisement. La chimère d'un retour au commencement. Un voyage au temps de l'innocence qui viendrait calmer, tel un onguent naturel, le tumulte de l'actualité angoissante. Il y a quelque part, là-bas, dans un coin perdu de forêt, quelqu'un qui vaque à ses occupations, tranquille, imperturbable, inoffensif. Il est bien à sa place. Et nous avec lui.

INDIGESTION

Concours d'hypergloutons

Cinquante et un hot dogs engloutis en huit minutes. Très populaires aux Etats-Unis et au Japon, les concours de gros mangeurs essaiment dans nos fêtes de village avec les produits du terroir

Léo Bourdin



HAREL+OCANTE POUR « LE MONDE »

Péninsule de Coney Island, New York, jeudi 4 juillet. Il est un peu plus de 17 heures lorsque Miki Sudo s'élance enfin sur la scène du Nathan's Hot Dog Eating Contest, dans un décor de fête foraine. La jeune femme de 38 ans arbore une longue queue-de-cheval, impeccablement vissée au sommet de son crâne à l'aide d'un ruban aux couleurs du drapeau américain. Elle porte un short et un maillot de sport sur lequel figure la mascotte de Nathan's : une saucisse rouge et bleu qui reprend les traits de l'Oncle Sam. Comme chaque année depuis 1972, la célèbre enseigne de fast-food spécialisée dans le hot dog organise une compétition d'un genre particulier. Plus d'une centaine de participants venus du monde entier sont répartis dans différentes catégories. Pour décrocher le titre de champion, la règle est simple : il faut engloutir un maximum de sandwichs fourrés à la saucisse dans un temps imparti.

Sourire aux lèvres, Miki Sudo s'avance d'un pas décidé vers le public venu en nombre pour la soutenir. Les caméras d'ESPN, la première chaîne de télévision consacrée au sport des Etats-Unis, qui diffuse l'événement en direct, s'attardent sur un chiffre floqué au dos de sa chasuble : 48. C'est le nombre de hot dogs que la compétitrice est parvenue à engloutir en moins de huit minutes lors de la précédente édition – son record personnel. Dans le milieu du *competitive eating* (« alimentation sportive », en français), Miki Sudo est une véritable star. La mère de famille, étudiante en médecine bucco-dentaire, a déjà remporté dix éditions du fameux Nathan's Hot Dog Eating Contest. Elle est passée maître dans cette forme de « sport » qui consiste à manger des aliments le plus rapidement possible.

Micro à la main, un speaker harangue la foule. Miki Sudo s'installe à table face à une montagne de hot dogs. A ses côtés, treize autres candidates se tiennent prêtes à en découdre. Le top départ est donné. Les participantes s'attaquent à leurs premières bouchées. Chacune dispose de plusieurs grands gobelets remplis d'eau dans lesquels elles s'appliquent d'abord à immerger les sandwichs. Cette méthode, appelée *« dunking »*, permet de rendre la mie du pain plus compacte et de la faire plus facilement glisser le long de l'œsophage. Miki Sudo s'applique à gober le pain trempé en premier, puis à dévorer les saucisses deux par deux par petits à-coups, à la manière d'un castor. Ses mains aux ongles parfaitement manucurés les poussent mécaniquement vers le fond de sa gorge. Derrière elle, un homme en débardeur tient le compte, en faisant défiler les pages d'une pancarte à chaque fois qu'un hot dog a été mangé. La scène évoque la séquence des *ring girls* dans les matchs de boxe, lorsque des femmes légèrement vêtues montent sur le ring pour annoncer les rounds.

Il reste trois minutes, sur un total de huit. Miki Sudo a déjà fait disparaître trente hot dogs. Alors que le rythme devient plus intense, ses gestes se font machinaux et ses yeux se plissent à chaque effort. *« Nous assistons à une performance épique ! »*, hurle le commentateur. A quarante secondes de la fin, les gouttes de sueur et les premiers réflexes de régurgitation apparaissent. Notre championne reprend son souffle et poursuit sa quête gargantuesque. Le gong retentit enfin : Miki Sudo rentre sa tête dans les épaules, exténuée. Elle vient d'engloutir 51 hot dogs, le nouveau record du monde dans la catégorie féminine. *« C'est beaucoup de sacrifices. Il faut réussir à trouver l'équilibre entre les entraînements, les études et la vie familiale »*, dira Miki Sudo quelques instants plus tard au micro d'ESPN, au moment de récupérer son prix : une ceinture couleur moutarde, parée de diamants, assortie d'une récompense de 10 000 dollars.

La discipline du *competitive eating*, très populaire aux Etats-Unis et au Japon, s'organise autour d'un circuit de concours (soixante-dix étapes) et est régie par une ligue professionnelle, la Major League Eating, fondée en 1997 et incarnée par des légendes – qui se mettent en scène sur les réseaux sociaux à la manière des stars du catch. Les retransmissions télévisées de ces événements culinaires rassemblent chaque année 300 millions de téléspectateurs en moyenne – pour repère, dans l'Hexagone, la demi-finale de l'Euro de foot 2024 entre la France et l'Espagne a été suivie par un peu plus de 16 millions de personnes.

Qu'en est-il de l'alimentation sportive en France ? Là où la culture culinaire s'organise autour de longs repas à table, pendant lesquels on prend le temps de déguster les mets et de tisser le lien social, les concours de nourriture restent bon enfant. Les compétitions amateur s'organisent en marge des foires ou des fêtes locales, à l'image du concours du plus gros mangeur de saucisses de Morteau, créé cette année dans le Haut-Doubs, ou de celui consacré à la cancoillotte, en Haute-Saône. *« Cela peut paraître un peu gargantuesque, mais, du début à la fin de la compétition, j'ai ressenti beaucoup de plaisir à manger »*, nous confie Fabien Tort, récent vainqueur du championnat du monde du plus gros mangeur de magret de canard à Saramon, dans le Gers (1 kilo en cinq minutes). C'est aussi une bonne manière de mettre en avant les produits du terroir, précise celui qui cuisine le magret dans son restaurant, L'Eden, à Saint-Girons (Ariège). Il y a tout de même quelque chose d'amusant, les Jeux olympiques approchant, à imaginer une épreuve locale de dégustation de fromages (du plus crémeux au plus odorant), voire à décerner une médaille au plus gros mangeur de jambon-beurre.

Mais un article du magazine *Time* intitulé « What Competitive Eating Does to the Body » (« ce que l'alimentation sportive provoque dans le corps »), paru récemment, nous refroidit un peu. On y apprend les risques sanitaires encourus par la pratique intensive de ce « sport » : maladies cardiaques, diabète de type 2, sans parler des risques d'étouffement et d'occlusion intestinale. On est loin de l'épicurisme de façade revendiqué par certaines compétitions. Alors, on pense forcément à *La Grande Bouffe*, ce film de Marco Ferreri (1973) dans lequel Mastroianni, Noiret, Piccoli et Tognazzi se suicident à petit feu en consommant des montagnes de nourriture en un temps record. Les *competitive eaters* le font quant à eux pour la gloire et l'argent – d'une manière étrange, cela rend la chose presque divertissante.

Les légendes du « competitive eating » se mettent en scène sur les réseaux sociaux à la manière des stars du catch



YANNICK LABROUSSE POUR « LE MONDE »

PLAT FÉTICHE

La tarte citron-basilic de Johanna Roques

Elvire von Bardeleben

Johanna Roques a tenu un stand au marché d'Aligre à Paris, collaboré avec des hôtels et organisé des ateliers de pâtisserie. A 50 ans, elle a, enfin, ouvert sa propre boutique, Jojo & Co, à Paris, dans le Marais, pour donner libre cours à sa passion pour les gâteaux fruités et les associations de goûts étonnantes

« J'ai travaillé pendant vingt ans dans l'audiovisuel. A Canal+, j'écrivais les textes des bandes-annonces de films, de séries, pour les programmes jeunesse. Je m'y plaisais, j'étais bien. Je ne viens pas d'une famille de becs sucrés, mais quand j'ai eu des enfants, j'ai commencé à faire des gâteaux. Et, en même temps, à goûter des desserts fantastiques : la tarte citron vert-basilic de Jacques Genin, la tarte à l'orange de Philippe Conticini à la Pâtisserie des rêves, ou le millefeuille de Christophe Michalak au Plaza Athénée…

Petit à petit, la pâtisserie a commencé à me prendre de plus en plus de temps, j'y passais mes week-ends, je m'inscrivais à des ateliers. Je m'occupais de préparer des goûters à des vide-dressings entre copines, qui me disaient : "Jo, c'est super, lance-toi !" Cette envie est montée en moi, et j'ai eu un déclic : il fallait que je lance ma propre affaire.

Au début des années 2010, les reconversions en cuisine n'étaient pas si fréquentes. Quand je me suis présentée à mon boss pour lui dire que je partais faire un CAP, il est tombé de sa chaise et m'a dit : "Jo, tu es malade ! Tu vas forcément revenir, c'est un délire d'un an." Effectivement, je suis revenue. Mais je suis repartie tout de suite ! Je sentais que je n'avais plus ma place.

Je n'ai pas eu l'occasion de me former très longtemps : on n'embauche pas beaucoup de candidats de 40 ans. Je suis passée chez Sébastien Gaudard, puis chez Lendemaine. J'ai ciblé des coffee shops, des endroits petits où j'allais tout faire, plutôt que des grosses brigades où tu presses des citrons pendant trois mois avant d'avoir le droit de toucher à une pâte.

Quand je me suis lancée, il y a dix ans, je n'ai pas trouvé mon style tout de suite. Au début, je me disais : il faut des classiques, il faut que ça plaise. La tarte citron-basilic est une des premières créations que j'ai réalisées, avec en tête la version de Jacques Genin. Au début, la mienne était assez simple : un fond de tarte, un crémeux citron.

Avec les années, je ne voulais plus être un copier-coller de Genin, il fallait qu'elle devienne mienne, plus sophistiquée. J'ai mis du sucre muscovado dans la pâte pour qu'elle soit croustillante et je la pousse beaucoup en cuisson. J'ai ajouté un pesto sucré à base de basilic, d'huile d'olive, de pâte d'amande, de miel et de jus de yuzu. J'ai enfermé le crémeux citron dans un dôme que je pose par-dessus. Ça rend le gâteau plus généreux.

Aujourd'hui, Paris regorge de pâtissiers géniaux. Pourquoi les gens viennent-ils chez moi ? Peut-être parce que j'ai trouvé un truc original avec les accords. J'adore les déclinaisons fruitées et chercher des petits "twists" pour les rendre originaux. J'ai le sentiment d'avoir trouvé mes codes à moi et de faire ce que j'aime.

Même si, venant de la reconversion, je n'aurai jamais ma place dans le monde des pâtissiers, et même si l'entrepreneuriat me cause beaucoup de soucis, quand je suis au labo, focus sur la création, je n'ai pas de regrets. Moi qui suis une grande angoissée, le travail manuel me procure toujours de l'apaisement. La pâtisserie, c'est comme une thérapie. »

Tarte individuelle, 6,80 €.
Jojo & Co, 37, rue du Roi-de-Sicile, Paris 4e.
Jojoandco.net

LA DÉGUSTATION

Laquée et bombée, la tarte est très appétissante. Quand on la découpe, déluge de vert : le pesto, prédominant, l'emporte aussi en bouche. C'est frais, original et réussi, mais contre-indiqué pour ceux qui cherchent l'acidité !

UN APÉRO AVEC…
DIDIER ROUSTAN

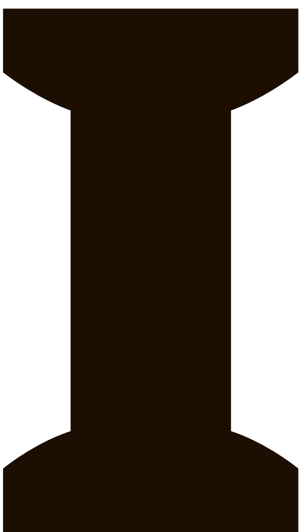
Chaque semaine « L'Epoque » paie son coup. A 66 ans, l'ex-enfant prodige du journalisme sportif est toujours aussi décalé. « Ferme sur les idéaux », l'amoureux du ballon rond est fidèle au poste pour suivre l'Euro et la Copa America



Dans un bar de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le 31 janvier. ÉDOUARD CAUPEIL POUR « LE MONDE »

« Moi, j'aimais le foot et la glandouille »

Michel Dalloni



Il est arrivé pile-poil pour le coup d'envoi. Mais pas à petites foulées. Cool et ponctuel. On s'était dit rendez-vous à 11 heures et le voilà donc à la porte du bistrot. Silhouette fuligineuse malgré le soleil qui, ce jour-là, illuminait une de ces rues de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) tout droit sorties d'un roman de Patrick Modiano si ce n'est d'une biographie de Marcel Proust. Mais n'en faisons pas trop, car l'invité de la semaine, Didier Roustan, 66 ans, figure aussi culte qu'atypique du journalisme sportif, va surtout parler football et télévision. Un couple dont le tango a rythmé cinquante années d'une existence racontée dans un recueil de souvenirs, *Puzzle* (Marabout, 2023), et qui cadence nos soirées à la faveur du diptyque printemps-été 2024 championnat d'Europe (14 juin-14 juillet)-Copa America (20 juin-14 juillet). Personnellement, pour des raisons qu'on ne tardera pas à comprendre, Didier Roustan préfère la Copa au championnat.

Il est comme ça, le héros de notre apéro : en décalage. Ce qui fait son charme. On l'attend dans le zig, il est dans le zag. On le pensait installé sur TF1 et il a filé à Canal+. Il a célébré la grand-messe dominicale de « Téléfoot » (TF1), dont il fut une vedette à 21 ans, et il inspire le talk-show vespéral de « L'Equipe du soir » (la chaîne L'Equipe), dont il est président à vie depuis ses 51 ans. Il se reconnaît dans *The Big Lebowski* (1998), des frères Coen, et a tourné des saynètes à la gloire des paris sportifs, baptisées « Côté match ». Dernier exemple, les consommations du jour : vu les conditions météorologiques, on avait parié sur un pastis-glaçons. Que dalle. Motif : *« C'est trop tôt. Ou trop tard. »* Donc, café. Plus un verre de grenadine pour colorer la photo. *« J'ai construit ma vie professionnelle en assumant ce que je suis. Pas de code. Pas de jeu. Ni docteur Jekyll ni Mr Hyde. Il n'y a qu'un seul Didier Roustan. Deux, ce serait trop fatigant pour moi. »*

Les paillettes du showbiz télévisuel et les assauts des fatals flatteurs rôdant en coulisse n'ont pas déclenché un trouble dissociatif de l'identité. *« S'il est attentif, celui qui me voit sur le petit écran comprend vite : je suis pudique, timide. Pendant longtemps, je me suis fait violence pour approcher les autres, pour leur parler. »* Les grandes tapes dans le dos ne sont pas exactement son genre. Mais quand il est entré dans son bar-tabac-marchand de journaux-restaurant favori, il a salué les habitués d'une voix grave bien placée où le Sud verse son écot. Un mot attentionné, un prénom, voire un diminutif, un geste de la main. Chacun a répondu avec autant de sincérité. *« Les gens sont très gentils avec moi. Ils savent que je suis accessible. »* Toutefois, il y a des limites. Ainsi, il nous a demandé de préserver l'anonymat du lieu. *« J'aime bien être tranquille. »* Un trait commun aux natifs du signe de la Balance (date de naissance : 10 octobre 1957, à Brazzaville).

Ils ont dû faire une drôle de tête, les barons du service des sports de TF1, quand ils ont vu ce stagiaire dégingandé, à peine majeur, sapé comme l'as de pique, débarquer rue Cognacq-Jay, le 20 septembre 1976. L'inverse est vrai. *« A l'époque, journaliste à la télévision, ce n'était pas un métier normal. C'était comme être astronaute. »* Il a croisé là Georges de Caunes, le patron, Pierre Cangioni, Christian Quidet et consorts. Des quarantenaires mûris à cœur. Costume-cravate de rigueur. *« Moi, j'aimais la glandouille et le foot. Je n'avais pas de grandes ambitions. J'étais venu pour voir. »* Il est resté grâce à Jean Raynal, un des piliers de l'antenne, qui l'a pris sous son aile. Gros caractère, opinions tranchées, ancré à gauche, fidèle aux amis : une pièce maîtresse du *Puzzle* roustanien. Mort en 2015. *« Il m'amenait au bowling, à la Fête de* L'Huma, *voir des spectacles de Ferré, de Reggiani, m'incitait à lire de grands poètes, à écouter Brel, Ferrat. »*

Sans lui, il ne serait pas devenu journaliste. *« Monsieur Jean m'a appris beaucoup de choses sur le métier. »* Il n'a rien oublié. Ni les démonstrations d'indépendance, ni les parties de flipper (modèle Big Indian, signé Gottlieb) dans les rades de Cognacq-Jay ou de Montparnasse, ni les master class montage-mixage-commentaire et pas non plus la quête de l'excellence. Le garçon dilettante se révèle enfant prodige. Il a du talent. Il construit son style. On lui parle travelling et gros plan, il répond ralenti, bande-son rock indé et contexte social. *« Le foot, c'est plus que du foot : c'est de la culture pop. »* Il a un ton. Il provoque. *« Si j'étais né plus tôt, j'aurais été hippie. »* Marge ou crève. Ça plaît mais ça finit par déranger. Il a eu beaucoup d'employeurs. Et alors ? Il n'a jamais renoncé à ce côté *« adolescent attardé »* dont il dit qu'on le retrouvait, autrefois, *« chez pas mal de journalistes »*. *« De toute façon, il y a un fil invisible qui relie le football à l'enfance. »*

C'est à Cannes (Alpes-Maritimes), où il a grandi, qu'il a vraiment appris à jouer. Son club : l'association sportive locale, qui a formé, excusez du peu, Zinédine Zidane, Patrick Vieira ou Johan Micoud. Son poste : libéro. L'ultime défenseur, celui qui couvre les autres, qui joue sans consigne. Tu m'étonnes. Sur le terrain, il multipliait les tacles. En dehors, il collectionnait les maillots. Il ne tacle plus que sur les plateaux de télévision, mais il collectionne toujours les tuniques. Il en possède cent cinquante, environ. La première ? Celle rouge et blanc de Max Dundov, l'attaquant croate qui faisait briller l'AS Cannes dans les années 1970. Sa préférée ? Celle rouge et blanc des Argentinos Juniors, l'équipe qui a fait commencer Diego Maradona, le dieu décadent du football, une de ses idoles. Notez qu'il aime tout en Argentine : *« La tendresse des gens. Leur tristesse et leur gravité. La bouffe. La musique. Les stades. Le côté bordélique. »* Il y va le plus souvent possible.

« LE ROCK EST MORT. LE FOOT AUSSI. ON EST ASSEZ CONS POUR PENSER QU'IL VA REVIVRE. TOUT EST GUIDÉ PAR LE MARKETING »

Sinon, il vénère également le « roi » Pelé, Johan Cruyff, surnommé le « Hollandais volant », le « Kaiser » Franz (Beckenbauer) et Henri Michel, dit « Mickey ». *« Avec eux, on est dans la poésie. »* Et dans la mélancolie. Ils ont tous disparu. *« Le rock est mort. Le foot aussi. On est assez cons pour penser qu'il va revivre. Tout est guidé par le marketing. Un nouveau génie n'y changerait pas grand-chose. »* Récemment, il a confié qu'il ne paierait pas *« pour voir Mbappé »* : *« C'est un crack absolu, mais c'est un homme de son époque. Pour moi, le football est d'abord une affaire d'émotion. Tu comprends ? »* Didier Roustan doit beaucoup au ballon rond, y compris la dèche et une dépression. De 1995 à 1999, il a coordonné l'Association internationale des footballeurs professionnels, créée pour contrecarrer les desseins du foot business. Il perd gros. De 2003 à 2023, il a piloté Foot citoyen, lancé pour lutter contre la violence et le racisme sur les pelouses. Il perd pied.

« Les financiers et les grandes fortunes tiennent tous les côtés du manche. On massacre les gens. C'est dégueulasse. J'ai essayé d'utiliser le système pour lui faire produire autre chose que ce qu'il entend produire. Je me suis effondré. Mais je continue à y croire. L'essentiel, c'est de ne pas trahir ceux avec qui on avance. » Il n'a pas trahi. *« Je suis resté ferme sur les idéaux. Je suis plus guévariste que trumpiste. »* Pour remonter la pente, il a beaucoup dormi. *« En compagnie de Madame Peel. »* Pardon ? *« C'était le nom de mon bouledogue anglais. »* Une princesse dont le regard profond lui a rendu espoir. Hommage à Emma Peel, l'espionne mutine dont les œillades revigoraient John Steed dans la série *Chapeau melon et bottes de cuir*. Au passage, il se demande s'il ne faudrait pas rendre la planète aux animaux. *« Ils ne donnent que de l'amour. Le monde en manque tellement. L'amour est toujours la réponse. »* On ne s'attendait pas à cette chute.

PLAYLIST

> DERNIÈRE CHANSON ÉCOUTÉE
« Des attractions désastre », d'Etienne Daho (1991)

> DERNIERS LIVRES LUS
« Very Good Bowie Trip », de Michka Assayas (France Inter/GM, 2023), « Danser encore », de Charles Aubert (Slatkine & Cie, 2023) et « Au nom de Cuba », de Salim Lamrani (L'Harmattan, 2023)

> DERNIER COUP DE GUEULE
A l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale

> DERNIER VOYAGE
A Saint-Privat (Ardèche) en juin, pour un tournoi féminin catégories U13 et U15 (moins de 13 et 15 ans)